

Ministère de l'Emploi
et de la Solidarité
sociale

Québec 

E46A1

E88

2008/09

3,2

1

QL

P.ouv.

Étude des crédits 2008-2009

Demandes de renseignements **particuliers** du
2^e groupe d'opposition adressées au Ministre
de l'Emploi et de la Solidarité sociale

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008



Demande de renseignements particuliers du 2^e groupe d'opposition

#	Demande de renseignements particuliers	Page
Emploi		
1.	Programme de soutien aux travailleurs âgés de l'industrie forestière victime de licenciement (PSTA) a) dépenses totales pour 2006-2007, 2007-2008 et prévisions pour 2008-2009 par région; b) budget disponible pour l'année en cours; c) nombre de personnes admissibles et non admissibles à ce jour par région et par secteur d'activité; d) budget consacré par région forestière; e) taux de réintégration en emploi des personnes admissibles; f) moyenne des sommes versées aux personnes admissibles au programme par région.	1
2.	État de situation détaillé au sujet des programmes suivants : a) initiative ciblée pour les travailleurs âgés (ICTA); b) mesure favorisant la retraite anticipée des travailleurs plus âgés; c) mesure de formation de la main-d'œuvre (volet individus).	3
3.	Programme de soutien pour les travailleurs licenciés collectivement dans les régions-ressources : a) dépenses totales pour 2007-2008 et prévisions pour 2008-2009; b) budget disponible pour l'année en cours; c) nombre de personnes admissibles à ce par région et par secteur d'activité; d) budget consacré par région-ressource; e) taux de réintégration en emploi des personnes admissibles; f) moyenne des sommes versées aux personnes admissibles au programme par région et par secteur d'activité.	13
4.	Programme de soutien pour les travailleurs licenciés collectivement, hors des régions ressources, des secteurs du textile et du vêtement : a) dépenses totales pour 2007-2008 et prévisions pour 2008-2009; b) budget disponible pour l'année en cours; c) nombre de personnes admissibles à ce jour par région;	15
5.	Emploi-Québec : a) cibles et résultats des interventions d'Emploi-Québec sur le terrain en 2006-2007 et 2007-2008 (et/ou dernière année disponible) et prévisions pour 2008-2009 au national et pour chacune des régions; b) détails des effectifs occasionnels et réguliers en 2007-2008 et 2008-2009; c) part du Fonds du développement du marché du travail (FDMT) financé par les fonds provenant du Québec et par les fonds provenant du fédéral au cours des cinq dernières années; d) état des listes d'attente pour participer aux mesures d'Emploi-Québec par mois depuis avril 2005.	17
6.	Stratégie d'intervention à l'intention des travailleurs de 45 ans et plus : a) budget consenti à la mise en œuvre de la Stratégie pour 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008; b) ventilation de ces budgets par axe d'intervention; c) nombre d'entreprises participantes; d) nombre de participant-e-s par tranche d'âge et par région; e) durée moyenne de la participation; f) nombre de participant-e-s qui réussissent à retrouver un emploi durable; g) taux de réussite.	21
7.	Le nombre et le pourcentage de requérants à l'assistance-emploi qui ne sont pas référés à Emploi-Québec.	23
8.	Le nombre et le pourcentage de requérants à l'assistance-emploi qui sont référés à Emploi-Québec en 24 heures.	23

E46A1
 E88
 2008/09
 3,2
 1
 OL
 P. gov.
 belus
 Ass. p. l'a

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

Demande de renseignements particuliers du 2^e groupe d'opposition

#	Demande de renseignements particuliers	Page
9.	Nombre d'heures de cours achetées par Emploi-Québec dans les établissements d'enseignement collégial en 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008, ventilées par année et par commission scolaire. Nombre de personnes ayant suivi des cours.	25
10.	Nombre d'heures de cours achetées par Emploi-Québec dans les commissions scolaires en 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008, ventilées par année et par commission scolaire. Nombre de personnes ayant suivi ces cours.	27
11.	Effectifs de chacun des Centres locaux d'emploi par région, par familles d'emploi et par classes d'emploi pour les années 2004-2005, 2005-2006, 2006-2007, 2007-2008 et prévision pour 2008-2009.	29
12.	Pour les années 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008, montant dépensé visant l'intégration des immigrants et pris en compte par l'Accord Canada-Québec relatif à l'immigration et à l'admission temporaire des aubains.	39
13.	État de situation sur le programme Pacte pour l'emploi.	41
Sécurité du revenu		
14.	Économies réalisées par le MESS par la réduction des prestations aux prestataires qui doivent retirer leur rente de retraite.	43
15.	Effectifs selon la fonction et évolution mensuelle du nombre de dossiers par agent, pour chacun des centres locaux d'emploi en 2006-2007.	45
16.	État de situation détaillé de la mise en œuvre du projet de loi 57 et des diverses mesures découlant du projet de loi et leurs incidences financières.	47
17.	Le nombre et le pourcentage de personnes qui sont touchées par les modifications réglementaires à la sécurité du revenu.	49
18.	Effectifs selon la fonction et évolution mensuelle du nombre de dossiers par agent, pour chacun des centres locaux d'emploi en 2006-2007.	51
19.	État de la situation du Programme de l'assistance-emploi en 2006-2007 et 2007-2008 avec : <ul style="list-style-type: none"> a) répartition des prestataires avec contraintes sévères à l'emploi, selon les diagnostics de nature invalidante pour incapacité supérieure ou égale à douze mois; b) évolution mensuelle du nombre de demandes d'inscription à l'allocation pour contraintes sévères à l'emploi en ventilant selon l'étape de traitement du dossier et en spécifiant le délai moyen pour chacune de ces étapes; c) répartition des ménages selon le mode de logement (propriétaires, locataires, chambreurs, en logements subventionnés : HLM, coopérative d'habitation), en indiquant la catégorie de ménage; d) nombre d'enfants (moins de 18 ans) vivant au sein d'un ménage prestataire du programme d'assistance-emploi, selon qu'ils fréquentent l'école primaire, l'école secondaire, le cégep, l'université ou qu'ils ne fréquentent pas l'école; e) nombre d'adultes de 18 ans et plus qui reçoivent une contribution parentale ou devraient en recevoir une; f) économies que ces contributions parentales représentent pour le régime de sécurité du revenu; g) nombre de dossiers en subrogation qui attendent d'être traités par le ministre et évaluation des coûts des paiements rétroactifs qui devront 	53

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

Demande de renseignements particuliers du 2^e groupe d'opposition

#	Demande de renseignements particuliers	Page
	être versés aux prestataires ou aux parents des prestataires, en raison de la contribution parentale;	
	h) nombre de familles monoparentales avec des enfants de moins de 12 ans qui reçoivent une pension alimentaire;	
	i) économies que ces pensions alimentaires représentent pour le régime de sécurité du revenu;	
	j) nombre d'enfants handicapés vivant au sein d'un ménage bénéficiaire de la sécurité du revenu;	
	k) évolution mensuelle de la répartition des adultes non disponibles selon les critères suivants : <ul style="list-style-type: none">i. état de santé;ii. état de grossesse;iii. garde d'enfants d'âge préscolaire ou la garde d'enfants handicapés;iv. critère de 55 ans;v. partage du logement avec une personne qui requiert des soins constants;vi. attente de traitement d'une demande d'admission au Programme de soutien financier.	
	l) nombre de ménages déclarant des revenus, selon les catégories de barème et le revenu moyen déclaré;	
	m) nombre de ménages déclarant des biens, selon le genre de biens et la valeur moyenne des biens déclarés;	
	n) nombre de ménages qui ont reçu des prestations en trop, en indiquant le montant moyen du trop-perçu et la raison de celui-ci, y compris l'erreur administrative et l'aide conditionnelle;	
	o) nombre de révisions et d'appels selon le motif et la décision;	
	p) nombre de personnes qui ont demandé de l'aide en raison d'un dénuement total, en spécifiant le motif de la demande, le montant moyen de l'aide accordée et le motif de la décision;	
	q) nombre de personnes qui ont bénéficié d'une aide complémentaire à l'assurance-emploi;	
	r) ventilation détaillée des impacts pour le Québec des bonifications annoncées à l'assurance-emploi sur le Régime de sécurité du revenu;	
	s) liste et coûts des besoins spéciaux, y compris l'assurance médicaments, pour 2006-2007 et 2007-2008;	
	t) nombre de prestataires référés aux mesures actives d'Emploi-Québec ainsi que le délai de référence;	
	u) nombre de prestataires admissibles à une rente d'invalidité de la Régie des rentes du Québec et l'économie générée en 2007-2008 et prévisions pour 2008-2009;	
	v) nombre de prestataires admissibles à une rente de préretraite et l'économie générée en 2007-2008 et prévisions pour 2008-2009;	
	w) bilan du budget et des dépenses pour le programme de l'allocation-logement et nombre de ménages qui en ont bénéficié pour l'année 2007-2008 et prévisions pour 2008-2009.	
20.	Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l'emploi.	89
21.	Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnus comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l'emploi, mais dont la demande a été refusée.	91
22.	Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l'emploi, mais dont la demande a été refusée et dont la personne a gagné en appel.	93
23.	Ventilation détaillée des montants accordés par le programme Prime au travail par région pour les groupes suivants : <ul style="list-style-type: none">a) personne vivant seule;b) couple;	95

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

Demande de renseignements particuliers du 2^e groupe d'opposition

#	Demande de renseignements particuliers	Page
	c) famille monoparentale; d) famille biparentale; e) définition du concept « revenu d'emploi » pour le programme; f) définition du concept « lien d'emploi » pour le programme.	
Régime d'assurance parentale		
74.	Évaluation des coûts du régime d'assurance parentale du Québec (RQAP).	97
75.	Les coûts administratifs de mise en œuvre du RQAP.	99
76.	Évaluation des coûts du régime d'assurance parentale du Québec pour la première année du régime.	101
77.	Nombre de personnes admissibles au régime d'assurance parentale du Québec en 2007-2008.	103
78.	État de situation sur les négociations avec le gouvernement fédéral au sujet du remboursement à faire au gouvernement fédéral tel que prévu à l'entente.	105
79.	État de situation au sujet du comité interministériel sur les centres de travail adapté.	107
Stratégie nationale de lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale		
93.	État de situation détaillé au sujet des axes et sous-axes du Plan d'action de lutte contre la pauvreté : a) Axe 1 – Améliorer le bien-être des personnes en situation de pauvreté <ul style="list-style-type: none">• ajuster annuellement les prestations d'assistance-emploi;• assouplir les règles de comptabilisation des actifs dans le cadre du Programme d'assistance-emploi;• protéger la prestation à laquelle une personne a droit à l'assistance-emploi;• offrir à toutes les familles une exemption partielle des revenus de pension alimentaire pour enfants dans le cadre du Programme d'assistance-emploi;• pourvoir au financement du Réseau québécois du crédit communautaire;• réviser annuellement le salaire minimum en fonction de l'évolution de la rémunération moyenne au Québec;• appuyer davantage les travailleuses et les travailleurs à faible revenu par la mise en place de la nouvelle Prime au travail;• une prime à la participation : augmenter l'allocation minimale d'aide à l'emploi accordée aux prestataires de l'assistance-emploi;• favoriser une mise en mouvement rapide des nouveaux demandeurs d'assistance-emploi aptes au travail;• augmenter la participation et améliorer l'accès à des mesures d'aide à l'emploi pour les groupes davantage touchés par la pauvreté;• mieux soutenir l'intégration socioprofessionnelle des personnes immigrantes et des membres des minorités visibles;• établir un régime particulier de soutien du revenu pour les personnes ayant des limitations importantes à l'emploi;• augmenter le nombre de logements sociaux et abordables et accélérer leur réalisation;• accorder des suppléments au loyer à 5 276 ménages pour atténuer les effets de la pénurie de logements;	109

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

Demande de renseignements particuliers du 2^e groupe d'opposition

#	Demande de renseignements particuliers	Page
	<ul style="list-style-type: none">• adapter le logement de plus de 6 000 personnes handicapées;• adopter un cadre de gestion intégré pour offrir des services de soutien communautaire en logement social;• favoriser le développement d'initiatives communautaires en matière d'habitation;• améliorer l'offre de service destinée aux personnes sans-abri ou qui risquent de le devenir;• miser sur la contribution des organismes communautaires;• poursuivre le soutien à la mise en œuvre de projets d'approvisionnement alimentaire dans les communautés locales et les milieux défavorisés; • poursuivre le soutien à la réalisation de mesures d'aide alimentaire ponctuelles, notamment en faveur des enfants;• améliorer l'accès aux médicaments pour les personnes ayant un faible revenu.	
	<p>b) Axe 2 – Prévenir la pauvreté et l'exclusion sociale en développant le potentiel des personnes</p> <ul style="list-style-type: none">• mettre en place un Soutien aux enfants aidant davantage les familles à faible revenu;• favoriser le développement des enfants en provenance des milieux défavorisés en facilitant leur accès à des services de garde éducatifs de qualité;• offrir des services intégrés en périnatalité et en petite enfance pour les familles vivant en contexte de vulnérabilité;• soutenir l'innovation et l'intégration des activités de prévention auprès des jeunes enfants (de 0 à 6 ans) et de leur famille;• expérimenter le programme Famille, école et communauté : ensemble pour la réussite scolaire;• implanter le Programme d'aide à l'éveil à la lecture et à l'écriture dans les milieux défavorisés;• soutenir le réseau scolaire dans le développement de l'aide aux devoirs et aux leçons;• soutenir le réseau scolaire dans le développement du mentorat au secondaire pour favoriser la réussite scolaire;• assurer la qualification des jeunes provenant des centres jeunesse;• intervenir en faveur des jeunes en grande difficulté dans les territoires de CLSC;• adapter les services de formation et d'accompagnement aux besoins des jeunes, décrocheuses et décrocheurs scolaires ou faiblement scolarisés, âgés de 16 à 24 ans;• encourager l'acquisition d'une première qualification en favorisant la conciliation travail et études;• offrir des solutions de rechange à l'assistance-emploi aux jeunes de moins de 25 ans et sans contraintes à l'emploi;• mettre en œuvre une entente interministérielle pour le développement des jeunes;• se doter d'un Engagement jeunesse en faveur des jeunes de 16 à 24 ans sous-scolarisés ou sans emploi;• soutenir des initiatives sociocommunautaires contribuant à favoriser la participation sociale des personnes âgées à faible revenu.	
	<p>c) Axe 3 – Favoriser l'engagement de l'ensemble de la société</p> <ul style="list-style-type: none">• investir au service des initiatives des milieux grâce au Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS);• convenir des secteurs et des territoires prioritaires d'intervention et soutenir des actions à l'échelle de la région;• soutenir l'émergence de stratégies locales de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale sur les territoires prioritaires	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

Demande de renseignements particuliers du 2^e groupe d'opposition

#	Demande de renseignements particuliers	Page
	d'intervention; <ul style="list-style-type: none">• amener les ministères et organismes concernés à établir les ressources consacrées aux territoires prioritaires d'intervention convenus avec les régions et les villes, et à déterminer des attentes de résultats sur ces territoires;• lutter contre les préjugés à l'égard des personnes en situation de pauvreté.	
	d) Axe 4 – Assurer la constance et la cohérence de l'action <ul style="list-style-type: none">• évaluer l'impact des propositions de nature législative ou réglementaire sur le revenu des personnes en situation de pauvreté;• assurer un pilotage interministériel efficace et coordonné;• intensifier les échanges avec le gouvernement du Canada;• intensifier le dialogue avec les nations autochtones et soutenir l'émergence de stratégies locales dans les villages et réserves.	
Secrétariat à l'action communautaire autonome		
94.	Dans chacun des programmes : <ul style="list-style-type: none">a) liste des organismes subventionnés (avec nom et adresse de ces organismes) ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2007-2008 et prévisions pour 2008-2009;b) politique et critères d'attribution des subventions;c) liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.	145
95.	Copie des avis transmis au ministre ou au secrétariat par le comité aviseur de l'Action communautaire autonome en date du 31 mars 2006.	283
96.	Actions posées et crédits alloués pour donner suite au dépôt de la politique sur l'action communautaire autonome et prévisions pour 2008-2009.	309
<u>Questions adressées au ministère du Travail et transférées au MESS</u>		
78.	Liste des avis de licenciements collectifs reçus au ministère depuis le 1 ^{er} janvier 2003 jusqu'à ce jour. Ventilation par région et renseignements suivants : <ul style="list-style-type: none">a) nom et adresse et l'entreprise;b) date de l'avis et/ou de la fermeture;c) type ou secteur d'activité de l'entreprise;d) nombre total d'employés de l'entreprise;e) nombre de salariés temporaires et permanents visés par le licenciement;f) motifs du licenciement.	311
<u>Questions adressées au ministère de la Santé et des services sociaux et transférées au MESS</u>		
97.	Ventilation des organismes communautaires (avec nom et adresse de ces organismes) qui agissent auprès des personnes handicapées et qui ont obtenu des subvention du Secrétariat à l'action communautaire autonome, pour l'année 2007-2008 et prévision pour 2008-2009 par région.	373

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2^E GROUPE D'OPPOSITION

de fiche : RP01

Titre

Programme de soutien aux travailleurs âgés de l'industrie forestière victime de licenciement (PSTA)

- a. Dépenses totales pour 2006-2007, 2007-2008 et prévisions pour 2008-2009 par région.
- b. Budget disponible pour l'année en cours.
- c. Nombre de personnes admissibles et non admissibles à ce jour par région et par secteur d'activité.
- d. Budget consacré par région forestière.
- e. Taux de réintégration en emploi des personnes admissibles.
- f. Moyenne des sommes versées aux personnes admissibles au programme par région.

Exposé et statistiques

PSTA

- a. Dépenses totales pour 2006-2007 : 29 000 \$
Dépenses totales pour 2007-2008 : 319 619 \$
Prévisions pour 2008-2009 par région : données inexistantes
- b. Budget disponible pour l'année 2007-2008 : 6 080,0 K\$
- c. Nombre de personnes admissibles et non admissibles à ce jour par région et par secteur d'activité

Régions	Acceptées				Taux acceptation
	Acceptées	Désistement	Refusées	Demandes traitées	
1	17	0	4	21	80,95%
2	6	0	3	9	66,67%
3	4	0	2	6	66,67%
4	8	0	11	19	42,11%
5	1	0	0	1	100,00%
7	4	0	5	9	44,44%
8	13	0	7	20	65,00%
9	2	0	1	3	66,67%
10	4	0	1	5	80,00%
12	1	0	6	7	14,29%
14	18	0	10	28	64,29%
15	9	1	23	33	27,27%
16	2	0	1	3	66,67%
17	0	0	1	1	0,00%
6F	0	0	0	0	%
TOTAL	89	1	75	165	53,94%

Notes :

- Le secteur d'activité est sans objet puisque ce programme s'adresse exclusivement au secteur forestier.
- d. Budget consacré par région forestière : budget non ventilé par région.
 - e. Taux de réintégration en emploi des personnes admissibles : sans objet car ce programme est considéré comme une mesure passive.
 - f. Moyenne des sommes versées aux personnes admissibles au programme par région : données inexistantes.

SOURCE : Direction du soutien aux opérations et des services communautaires / Service du soutien au réseau
VALIDATION: Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières, matérielles
et informationnelles Date : 4 avril 2008
Bureau de la sous-ministre associée, le 7 avril 2008

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2^E GROUPE D'OPPOSITION

de fiche : RP2A

Titre

État de situation détaillé de la mesure Initiatives ciblées pour les travailleurs âgés.

- a) nombre de participants;
- b) statut de ces participants;
- c) budget consacré à cette mesure

Exposé et statistiques

a) et b) Au 22 février 2008 (données cumulatives à partir du 1^{er} avril 2007), Emploi-Québec a dénombré 523 nouveaux participants inscrits à ICTA.

**Nombre de nouveaux participants à la mesure Initiatives ciblées pour travailleurs âgés
selon leur statut^{1,2}
du 1^{er} avril 2007 au 22 février 2008**

Initiatives ciblées pour travailleurs âgés	Nouvelles participations	Nouveaux participants
Assistance sociale	103	102
Assurance-emploi	430	425
Sans soutien public du revenu	67	66
Total¹	529	523

1. La somme des nouvelles participations de chaque catégorie de clientèle (statut) est supérieure au total présenté dans le tableau, parce qu'une même participation peut être comptabilisée dans plus d'une catégorie. Ainsi, une même personne peut être à la fois participant de l'assistance sociale et de l'assurance-emploi.
2. La somme des participants de chaque catégorie de clientèle (statut) est supérieure au total présenté dans le tableau, parce qu'un même participant peut être comptabilisé dans plus d'une catégorie. Ainsi, une même personne peut être à la fois participant de l'assistance sociale et de l'assurance-emploi.

SOURCE : Direction générale adjointe de la recherche, de l'évaluation et de la statistique, (données en date du 22 février 2008)

- c) Le budget d'intervention du Fonds de développement du marché du travail ne fait pas l'objet d'une programmation par mesure. Toutefois, les réalisations sont consignées pour chacune des mesures du coffre à outils d'Emploi-Québec. Les engagements comptabilisés dans le cadre de la mesure Initiatives ciblées pour les travailleurs âgés, en date du 22 février 2008, sont de 4 390.1 M\$.

SOURCE : Direction générale adjointe de la recherche, de l'évaluation et de la statistique – 6 avril 2008

COLLABORATION : Direction générale adjointe de la planification, de la performance et de l'information sur le marché du travail – 7 avril 2008

VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjointe de la planification, du développement et des services centralisés –
Bureau du sous-ministre associé – Emploi-Québec –

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2^E GROUPE D'OPPOSITION

de fiche : RP2b

Titre

État de situation détaillé au sujet des programmes suivants :

b) mesure favorisant la retraite anticipée des travailleurs âgés

Exposé et statistiques

Le volet *Aménagement et réduction du temps de travail (ARTT)*, de la mesure *Concertation pour l'emploi* qui s'adresse aux entreprises, prévoit une modalité « Retraite anticipée » qui peut être utilisée en combinaison avec d'autres modalités de réduction du temps de travail (retraite progressive, congé sans solde, temps partiel, etc). L'ARTT contribue à maintenir au travail des personnes menacées de licenciement et à favoriser l'embauche de chercheurs d'emploi, notamment par une nouvelle répartition du temps de travail.

Devant l'ampleur de la crise vécue par l'industrie forestière, le volet ARTT a été ciblé dans le cadre du *Plan de soutien pour le secteur forestier* comme un des quatre leviers d'intervention. La mesure permet le maintien en emploi de travailleurs moins expérimentés en remplacement de travailleurs qui choisissent de prendre une retraite anticipée. Ainsi, en octobre 2006, l'incitatif financier lié à la modalité « retraite anticipée » a été bonifié pour le secteur forestier afin de limiter le nombre de mises à pied et de maintenir en emploi la relève. En 2007-2008 (données au 28 mars 2008) 2 879 171 M\$ ont été investis dans le volet ARTT. Ces investissements ont permis de sauver 593 emplois dans le secteur forestier.

SOURCE : Direction des mesures et des services d'emploi
Service du soutien au réseau, le 8 avril 2008

VALIDATION: Bureau de la sous-ministre associée, le 9 avril 2008

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2^E GROUPE D'OPPOSITION

de fiche : RP2C

Titre

État de situation détaillé de la Mesure de formation de la main-d'œuvre :

- a) nombre de participants pour chacune de ces formations;
- b) statut de ces participants;
- c) budget consacré à la Mesure de formation;
- d) taux de réintégration à l'emploi.

Exposé et statistiques

- a) et b) Vous retrouverez à l'annexe A la liste des divers types de formations offertes, le nombre de participants pour chacun de ces types de formation, et ce, selon le statut des participants. Au 22 février 2008, Emploi-Québec a dénombré 35 233 nouveaux participants inscrits aux diverses formations.
- c) Le budget d'intervention du Fonds de développement du marché du travail ne fait pas l'objet d'une programmation par mesure. Toutefois, les réalisations sont consignées pour chacune des mesures du coffre à outils d'Emploi-Québec. Les dépenses comptabilisées dans le cadre de la mesure de formation, en date du 22 février 2008, sont de 246,4 M\$. (voir annexe C)
- d) Vous trouverez à l'annexe B, ci-jointe, le taux d'emploi des personnes ayant bénéficié d'une mesure de formation professionnelle et technique pour chacune des régions du Québec. Pour l'ensemble du Québec, la moyenne d'intégration à l'emploi est de l'ordre de 76,4 %.

- SOURCE :** Direction générale adjointe de la recherche, de l'évaluation et de la statistique – 6 avril 2008
- COLLABORATION :** Direction générale adjointe de la planification, de la performance et de l'information sur le marché du travail – 7 avril 2008
- VALIDATION :** Bureau du sous-ministre adjointe de la planification, du développement et des services centralisés –
Bureau du sous-ministre associé – Emploi-Québec –

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2^E GROUPE D'OPPOSITION

de fiche : RP2C

Titre

État de situation détaillé de la Mesure de formation de la main-d'œuvre :

- a) nombre de participants pour chacune de ces formations
- b) statut de ces participants

Annexe A

Nombre de nouveaux participants par type de formation¹ et selon leur statut² du 1^{er} avril 2007 au 22 février 2008

Types de formation	Total de la clientèle ²	Assistance sociale	Assurance emploi	Sans soutien public du revenu
Francisation	3 501	1 932	1 514	198
Alphabétisation	883	414	558	42
Formation générale, préalable à la formation professionnelle ou technique	7 180	3 658	4 522	389
Formation professionnelle secondaire	17 240	4 011	13 921	1 252
Métiers semi spécialisés ou peu spécialisés	1 392	639	851	120
Formation autres langues que le français	547	82	416	84
Autre	0	0	0	0
<i>sous-total Secondaire¹</i>	29 873	10 418	21 142	2 054
Formation technique collégiale	5 471	1 665	3 662	638
Formation universitaire	172	84	43	51
Total de la Mesure de formation¹	35 233	12 068	24 666	2 731

1. La somme des adultes par types de formation peut être supérieure au nombre total d'adultes distincts, car une même personne peut avoir effectué plus d'une participation durant la période. Ainsi, si la personne a participé à plusieurs types de formation, elle sera dénombrée dans chacun des types, mais une seule fois dans le total de la Mesure de formation.

2. La somme des participants de chaque catégorie de clientèle (statut) est supérieure au total présenté dans le tableau, parce qu'un même participant peut être comptabilisé dans plus d'une catégorie. Ainsi, une même personne peut être à la fois participant de l'assistance sociale et de l'assurance-emploi.

SOURCE : Direction générale adjointe de la recherche, de l'évaluation et de la statistique, (données en date du 22 février 2008)

Annexe B

SUIVI DES INDICATEURS D'EMPLOI-QUÉBEC
Données cumulatives selon la région
(résultats 2007-2008 en date du 22 février 2008)

TAUX D'EMPLOI
DES PERSONNES AYANT BÉNÉFICIÉ D'UNE MESURE DE FORMATION
PROFESSIONNELLE OU TECHNIQUE

INDICATEURS	RÉSULTATS
Bas-Saint-Laurent	77,7 %
Saguenay-Lac-Saint-Jean	79,8 %
Capitale-Nationale	70,1 %
Mauricie	81,1 %
Estrie	82,6 %
Montréal	66,3 %
Outaouais	74,1 %
Abitibi-Témiscamingue	78,5 %
Côte-Nord	77,9 %
Nord-du-Québec	76,8 %
Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine	78,7 %
Chaudière-Appalaches	83,2 %
Laval	74,8 %
Lanaudière	82,1 %
Laurentides	82,5 %
Montérégie	78,2 %
Centre-du-Québec	85,5 %
Ensemble du Québec	76,4 %

Données tirées du suivi des indicateurs de résultats du plan d'action d'Emploi-Québec pour l'année 2007-2008 en date du 22 février 2008
Direction générale adjointe à la planification à l'information sur le marché du travail.

ANNEXE C

Dépenses par activités de formation pour la mesure de formation de la main d'oeuvre pour l'année 2007-2008
résultats ensemble du Québec en date du 22 février 2008

Rapport produit par la Direction générale adjointe à la Planification et à l'information sur le marché du travail (DGAPIMT) en date du 7 avril 2008

Activités de formation	Région	Compte d'assurance-emploi (K\$)	Fonds du Québec (K\$)	Total (K\$)
Alphabétisation	A bitibi-Témiscamingue	135 565,43 \$	25 429,87 \$	160 995,30 \$
	Bas-St-Laurent	30 337,35 \$	1 644,42 \$	31 981,77 \$
	Capitale-Nationale	520 023,85 \$	247 113,82 \$	767 137,67 \$
	Centre-du-Québec	43 272,37 \$	11 245,14 \$	54 517,51 \$
	Chaudière-Appalaches	51 502,00 \$	4 111,82 \$	55 613,82 \$
	Côte-Nord	4 780,90 \$	0,00 \$	4 780,90 \$
	Etrie	586 867,60 \$	6 744,81 \$	593 612,41 \$
	Gaspésie-îles-de-la-madeleine	21 852,42 \$	3 131,43 \$	24 983,85 \$
	Lanaudière	84 181,53 \$	2 113,29 \$	86 294,82 \$
	Laurentides	195 264,82 \$	20 037,14 \$	215 301,96 \$
	Laval	513 885,38 \$	44 848,43 \$	558 733,81 \$
	Mauricie	109 481,55 \$	18 642,07 \$	128 123,62 \$
	Montréal	179 880,41 \$	73 517,89 \$	253 398,30 \$
	Montréal	1 769 417,81 \$	156 870,16 \$	1 926 287,97 \$
Outaouais	102 639,80 \$	21 170,75 \$	123 810,55 \$	
Saguenay / Lac-St-Jean	91 022,24 \$	13 252,95 \$	104 275,19 \$	
Total Alphabétisation		4 439 975,46 \$	649 873,99 \$	5 089 849,45 \$
Formation autres langues que le français	A bitibi-Témiscamingue	82 225,82 \$	13 204,58 \$	95 430,40 \$
	Bas-St-Laurent	8 492,75 \$	20,00 \$	8 512,75 \$
	Capitale-Nationale	179 100,14 \$	33 513,39 \$	212 613,53 \$
	Centre-du-Québec	173 271,68 \$	1 563,40 \$	174 835,08 \$
	Chaudière-Appalaches	26 005,91 \$	1 155,00 \$	27 160,91 \$
	Côte-Nord	38 841,56 \$	316,00 \$	39 157,56 \$
	Etrie	3 369,50 \$	0,00 \$	3 369,50 \$
	Gaspésie-îles-de-la-madeleine	463,95 \$	0,00 \$	463,95 \$
	Lanaudière	287 113,86 \$	24 489,19 \$	311 603,05 \$
	Laurentides	123 752,17 \$	5 295,62 \$	129 047,79 \$
	Laval	35 673,68 \$	10 556,57 \$	46 230,25 \$
	Mauricie	122 743,51 \$	5 402,05 \$	128 145,56 \$
	Montréal	140 298,65 \$	14 063,06 \$	154 361,71 \$
	Montréal	178 844,03 \$	57 338,91 \$	236 182,94 \$
Nord-du-Québec	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	
Outaouais	8 228,95 \$	589,16 \$	8 818,11 \$	
Saguenay / Lac-St-Jean	11 891,89 \$	0,00 \$	11 891,89 \$	
Total Formation autres langues que le français		1 420 318,05 \$	167 506,93 \$	1 587 824,98 \$
Formation générale, Préalab	A bitibi-Témiscamingue	1 063 482,90 \$	125 972,18 \$	1 189 455,08 \$
	Bas-St-Laurent	1 351 832,34 \$	113 471,66 \$	1 465 304,00 \$
	Capitale-Nationale	1 941 913,20 \$	485 512,18 \$	2 427 425,38 \$
	Centre-du-Québec	919 617,38 \$	211 399,96 \$	1 131 017,34 \$
	Chaudière-Appalaches	1 198 900,15 \$	85 271,68 \$	1 284 171,83 \$
	Côte-Nord	478 277,36 \$	75 276,34 \$	553 553,70 \$
	Etrie	1 323 169,10 \$	190 635,98 \$	1 513 805,08 \$
	Gaspésie-îles-de-la-madeleine	581 843,28 \$	122 696,77 \$	704 540,05 \$
	Lanaudière	2 113 901,52 \$	305 196,90 \$	2 419 098,42 \$
	Laurentides	2 726 310,67 \$	248 701,89 \$	2 975 012,56 \$
	Laval	928 681,39 \$	161 013,27 \$	1 089 694,66 \$
	Mauricie	2 002 609,28 \$	337 439,12 \$	2 340 048,40 \$
	Montréal	3 585 973,82 \$	601 421,36 \$	4 187 395,18 \$
	Montréal	5 615 713,92 \$	1 313 988,12 \$	6 929 702,04 \$
Nord-du-Québec	146 678,20 \$	6 231,28 \$	152 909,48 \$	
Outaouais	1 723 661,14 \$	224 128,78 \$	1 947 789,92 \$	
Saguenay / Lac-St-Jean	1 791 154,90 \$	242 436,77 \$	2 033 591,67 \$	
Total Formation générale, Préalable à la formation professionnelle ou		29 493 720,55 \$	4 850 794,24 \$	34 344 514,79 \$
Formation professionnelle	A bitibi-Témiscamingue	4 105 194,51 \$	296 606,53 \$	4 401 801,04 \$
	Bas-St-Laurent	4 474 522,62 \$	279 573,10 \$	4 754 095,72 \$
	Capitale-Nationale	9 671 929,69 \$	1 372 342,17 \$	11 044 271,86 \$
	Centre-du-Québec	2 734 808,58 \$	257 322,32 \$	2 992 130,90 \$
	Chaudière-Appalaches	6 365 393,49 \$	352 251,46 \$	6 717 644,95 \$
	Côte-Nord	2 653 058,17 \$	301 624,44 \$	2 954 682,61 \$
	Etrie	3 879 119,92 \$	249 498,72 \$	4 128 618,64 \$
	Gaspésie-îles-de-la-madeleine	3 263 836,18 \$	200 053,28 \$	3 463 889,46 \$
	Lanaudière	7 936 314,79 \$	769 128,16 \$	8 705 442,95 \$
	Laurentides	8 773 076,79 \$	554 908,49 \$	9 327 985,28 \$
	Laval	3 771 194,09 \$	410 941,15 \$	4 182 135,24 \$
	Mauricie	6 238 350,70 \$	919 309,63 \$	7 157 660,33 \$
	Montréal	16 502 806,71 \$	2 044 652,14 \$	18 547 458,85 \$
	Montréal	15 750 067,78 \$	3 282 449,96 \$	19 032 517,74 \$
Nord-du-Québec	1 022 675,52 \$	37 341,93 \$	1 060 017,45 \$	
Outaouais	3 925 895,14 \$	360 193,82 \$	4 286 088,96 \$	
Saguenay / Lac-St-Jean	5 932 410,92 \$	486 355,80 \$	6 418 766,72 \$	
Total Formation professionnelle secondaire		107 000 655,60 \$	12 174 553,10 \$	119 175 208,70 \$

Formation technique collégiale	Abitibi-Témiscamingue	710 456,37 \$	29 243,47 \$	739 699,84 \$
	Bas-St-Laurent	1 938 533,57 \$	154 410,33 \$	2 092 943,90 \$
	Capitale-Nationale	3 219 018,98 \$	866 096,24 \$	4 085 115,22 \$
	Centre-du-Québec	1 604 556,02 \$	212 413,97 \$	1 816 969,99 \$
	Chaudière-Appalaches	2 360 964,08 \$	255 440,52 \$	2 616 404,60 \$
	Côte-Nord	646 198,21 \$	62 182,61 \$	708 380,82 \$
	Estrie	1 573 419,26 \$	271 398,14 \$	1 844 817,40 \$
	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	1 039 620,97 \$	80 216,08 \$	1 119 837,05 \$
	Lanaudière	1 729 712,39 \$	121 924,42 \$	1 851 636,81 \$
	Laurentides	3 275 313,62 \$	244 749,62 \$	3 520 063,24 \$
	Laval	1 670 698,55 \$	378 122,13 \$	2 048 820,68 \$
	Mauricie	2 225 116,10 \$	282 821,15 \$	2 507 937,25 \$
	Montréal	7 564 999,72 \$	1 210 293,35 \$	8 775 293,07 \$
	Montréal	15 412 326,73 \$	6 327 618,52 \$	21 739 945,25 \$
	Nord-du-Québec	224 622,90 \$	9 234,82 \$	233 857,72 \$
	Outaouais	1 607 455,54 \$	137 886,36 \$	1 745 341,90 \$
Saguenay / Lac-St-Jean	2 070 952,75 \$	182 956,81 \$	2 253 909,56 \$	
Total Formation technique collégiale	48 873 965,76 \$	10 827 008,54 \$	59 700 974,30 \$	
Formation universitaire	Abitibi-Témiscamingue	104 197,20 \$	0,00 \$	104 197,20 \$
	Bas-St-Laurent	16 713,27 \$	0,00 \$	16 713,27 \$
	Capitale-Nationale	278 072,62 \$	118 639,63 \$	396 712,25 \$
	Centre-du-Québec	75 096,87 \$	5 595,84 \$	80 692,71 \$
	Chaudière-Appalaches	66 548,13 \$	3 642,01 \$	70 190,14 \$
	Côte-Nord	38 114,73 \$	384,54 \$	38 499,27 \$
	Estrie	8 625,00 \$	683,58 \$	9 308,58 \$
	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	17 911,68 \$	0,00 \$	17 911,68 \$
	Lanaudière	57 033,04 \$	0,00 \$	57 033,04 \$
	Laurentides	234 932,20 \$	0,00 \$	234 932,20 \$
	Laval	29 750,55 \$	20 196,66 \$	49 947,21 \$
	Mauricie	6 749,75 \$	0,00 \$	6 749,75 \$
	Montréal	182 951,08 \$	15 261,06 \$	198 212,14 \$
	Montréal	553 593,24 \$	431 380,72 \$	984 973,96 \$
	Nord-du-Québec	15 174,62 \$	0,00 \$	15 174,62 \$
	Outaouais	97 533,01 \$	150,00 \$	97 683,01 \$
Saguenay / Lac-St-Jean	50 652,24 \$	298,29 \$	50 950,53 \$	
Total Formation universitaire	1 833 649,23 \$	596 232,33 \$	2 429 881,56 \$	
Francisation	Abitibi-Témiscamingue	880,00 \$	0,00 \$	880,00 \$
	Bas-St-Laurent	1 442,50 \$	25 085,71 \$	26 528,21 \$
	Capitale-Nationale	112 717,43 \$	66 122,11 \$	178 839,54 \$
	Centre-du-Québec	53 549,89 \$	300 832,10 \$	354 381,99 \$
	Chaudière-Appalaches	41 173,50 \$	17 606,10 \$	58 779,60 \$
	Côte-Nord	8 483,80 \$	14 326,72 \$	22 810,52 \$
	Estrie	108 835,15 \$	204 807,86 \$	313 643,01 \$
	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	7 314,71 \$	0,00 \$	7 314,71 \$
	Lanaudière	64 478,69 \$	62 621,85 \$	127 100,54 \$
	Laurentides	75 042,48 \$	33 650,26 \$	108 692,74 \$
	Laval	876 218,22 \$	93 984,39 \$	970 202,61 \$
	Mauricie	29 711,43 \$	133 758,22 \$	163 469,65 \$
	Montréal	676 832,92 \$	302 790,21 \$	979 623,13 \$
	Montréal	8 361 488,16 \$	1 161 220,31 \$	9 522 708,97 \$
	Outaouais	52 642,11 \$	74 719,53 \$	127 361,64 \$
	Saguenay / Lac-St-Jean	3 062,00 \$	21 566,36 \$	24 628,86 \$
Total Francisation	10 473 872,99 \$	2 513 092,73 \$	12 986 965,72 \$	
Indéterminé	(N.d.)	31 471,52 \$	12 595,59 \$	44 067,21 \$
	Abitibi-Témiscamingue	63 248,59 \$	18 600,34 \$	81 849,43 \$
	Bas-St-Laurent	90 073,32 \$	26 731,39 \$	116 804,71 \$
	Capitale-Nationale	352 439,49 \$	204 171,34 \$	556 610,83 \$
	Centre-du-Québec	235 754,81 \$	110 744,37 \$	346 499,68 \$
	Chaudière-Appalaches	182 866,02 \$	52 047,26 \$	234 913,28 \$
	Côte-Nord	48 238,68 \$	25 342,50 \$	73 581,18 \$
	Estrie	69 606,53 \$	38 301,97 \$	107 908,50 \$
	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	96 413,87 \$	36 989,37 \$	133 403,24 \$
	Lanaudière	43 793,27 \$	25 375,61 \$	69 168,88 \$
	Laurentides	402 483,72 \$	126 167,57 \$	528 651,29 \$
	Laval	116 814,42 \$	45 726,65 \$	162 541,07 \$
	Mauricie	244 982,53 \$	114 471,41 \$	359 453,94 \$
	Montréal	817 331,31 \$	325 220,41 \$	1 142 551,72 \$
	Montréal	2 446 886,27 \$	772 140,72 \$	3 219 026,99 \$
	Nord-du-Québec	151 630,35 \$	871,00 \$	152 501,35 \$
Outaouais	201 555,88 \$	110 387,48 \$	311 943,36 \$	
Saguenay / Lac-St-Jean	368 096,57 \$	118 143,08 \$	486 239,65 \$	
Total Indéterminé	5 963 687,15 \$	2 164 029,16 \$	8 127 716,31 \$	
Métiers semi spécialisés ou	Abitibi-Témiscamingue	52 763,48 \$	16 414,73 \$	69 178,21 \$
	Bas-St-Laurent	141 544,16 \$	16 112,49 \$	157 656,65 \$
	Capitale-Nationale	109 412,49 \$	69 444,96 \$	178 857,45 \$
	Centre-du-Québec	64 016,22 \$	6 706,11 \$	70 722,33 \$
	Chaudière-Appalaches	37 413,84 \$	10 289,58 \$	47 703,42 \$
	Côte-Nord	22 246,89 \$	2 656,94 \$	24 903,83 \$
	Estrie	124 831,03 \$	47 265,61 \$	172 096,64 \$
	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	11 058,33 \$	5 790,97 \$	16 849,30 \$
	Lanaudière	76 084,44 \$	20 477,67 \$	96 562,11 \$
	Laurentides	91 405,95 \$	11 560,09 \$	102 966,04 \$
	Laval	272 580,60 \$	27 297,36 \$	299 877,96 \$
	Mauricie	131 180,04 \$	58 171,20 \$	189 351,24 \$
	Montréal	113 057,72 \$	32 008,24 \$	145 065,96 \$
	Montréal	839 019,51 \$	171 708,37 \$	1 010 727,88 \$
	Nord-du-Québec	1 129,90 \$	0,00 \$	1 129,90 \$
	Outaouais	185 646,50 \$	65 836,16 \$	251 482,66 \$
Saguenay / Lac-St-Jean	149 841,05 \$	17 391,59 \$	167 232,64 \$	
Total Métiers semi spécialisés ou peu spécialisés	2 423 232,15 \$	579 132,07 \$	3 002 364,22 \$	
Financement MELS	(N.d.)	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
Total Financement MELS	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	
Total	211 923 076,94 \$	34 522 223,09 \$	246 445 300,03 \$	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2^E GROUPE D'OPPOSITION

de fiche : RP03

Titre

Programme de soutien pour les travailleurs licenciés collectivement dans les régions ressources :

- a. dépenses totales pour 2007-2008 et prévisions pour 2008-2009;
- b. budget disponible pour l'année en cours;
- c. nombre de personnes admissibles à ce jour par région et par secteur d'activités;
- d. budget consacré par région-ressource;
- e. taux de réintégration en emploi des personnes admissibles;
- f. moyenne des sommes versées aux personnes admissibles au programme par région et par secteur d'activité.

Exposé et statistiques

- a) **Dépenses totales en 2007-2008** (au 29 février 2008) : 462 297,62\$
- b) **Budget pour l'année en cours (2007-2008)** : 2 M\$
- c) **Nombre de personnes admissibles en 2007-2008 par région** (au 29 février 2008) :

Pour les régions ressources

01- Bas-St-Laurent :	337
02- Saguenay-Lac-St-Jean :	223
04- Mauricie :	203
05- Estrie :	150
07- Outaouais	177
08- Abitibi-Témiscamingue :	798
09- Côte-Nord :	564
10- Nord-du-Québec :	313
11- Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine :	85
Total :	2 850

Et par secteur d'activité (au 29 février 2008)

Secteur primaire	2 038
Secteur secondaire	752
Secteur tertiaire	60
Total	2 850

- d) **Le budget consacré par région :**

Pour les régions ressources

01- Bas-St-Laurent :	20 000\$
02- Saguenay-Lac-St-Jean :	55 000\$
04- Mauricie :	20 000\$
05- Estrie :	30 000\$
07- Outaouais :	100 000\$
08- Abitibi-Témiscamingue :	140 000\$
09- Côte-Nord :	50 000\$
10- Nord-du-Québec :	70 000\$
11- Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine :	70 000\$
15- Laurentides	100 000\$
16- Montérégie	15 000\$
Central	1 330 000\$
Total	2 000 000\$

e) Taux de réintégration en emploi des personnes admissibles :

Le taux de présence des personnes admissibles au programme est limité. Cela s'explique en partie parce que la majorité des travailleurs licenciés ont droit à des prestations de l'assurance-emploi dès leur licenciement et qu'une proportion importante trouve un emploi avant la fin de ces prestations. Il y a 11 licenciements collectifs pour lesquels l'application du programme a pris fin en 2007-2008 (jusqu'au 29 février 2008)*. Un cumul de 24 travailleurs recevaient encore une prestation le dernier mois d'application du programme ce qui représente environ 16% des travailleurs qui ont reçu une prestation un mois au l'autre au cours de l'application du programme pour ces licenciements collectifs (soit 153 travailleurs), cela implique qu'environ 84% des travailleurs ayant reçu une prestation ne la recevait plus à la fin de l'application du programme. Il est cependant à noter que parmi ces travailleurs, outre ceux qui ont retrouvé un emploi, certains se sont retirés du marché du travail, notamment en prenant leur retraite.

* Pour fins de comparaison, en 2007-2008, on avait observé 13 licenciements pour lesquels 71 travailleurs recevaient encore une prestation le dernier mois d'application du programme.

f) Moyenne des sommes versées aux personnes admissibles au programme par région et par secteur d'activité :

Prestation mensuelle moyenne en février 2008 : 598,03\$ (aide financière octroyée en février 2008 à l'ensemble des personnes licenciées divisée par le nombre de dossiers actifs pour ce mois)

SOURCE : Direction générale adjointe de la planification, de la performance et de l'information sur le marché du travail
3 avril 2008.

COLLABORATION : Direction des mesures et des services de solidarité sociale ;
Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles
3 avril 2008

VALIDATION: Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières, matérielles et informationnelles Date : 4 avril 2008
Bureau de la sous-ministre associée, le 7 avril 2008

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2^E GROUPE D'OPPOSITION

de fiche : RP 04

Titre

Programme de soutien pour les travailleurs licenciés collectivement, hors des régions ressources, des secteurs du textile et du vêtement :

- a. dépenses totales pour 2007-2008 et prévisions pour 2008-2009;
- b. budget disponible pour l'année en cours;
- c. nombre de personnes admissibles à ce jour par région.

Exposé et statistiques

- a) **Dépenses totales pour 2007-2008** (au 29 février 2008) : 872 488,75\$
- b) **Budget disponible pour l'année en cours (2007-2008)** : 1 843 700,00\$
- c) **Nombre de personnes admissibles en 2007-2008 par région** (au 29 février 2008) :

Pour les régions

05- Estrie :	118
06- Montréal :	2 011
12- Chaudière-Appalaches :	438
16- Montérégie :	312
17- Centre-du-Québec :	174
Total	3 053

SOURCE : Direction générale adjointe de la planification, de la performance et de l'information sur le marché du travail
3 avril 2008.

COLLABORATION : Direction des mesures et des services de solidarité sociale ;
Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles
3 avril 2008

VALIDATION: Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières, matérielles et
informationnelles
Bureau de la sous-ministre associée, le 4 avril 2008
Date : 4 avril 2008

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2^e GROUPE D'OPPOSITION

de fiche : RP05

Titre

Emploi-Québec :

- a) Cibles et résultats des interventions d'Emploi-Québec sur le terrain en 2006-2007 et 2007-2008 (et/ou dernière année disponible) et prévisions pour 2008-2009 au national et pour chacune des régions;
- b) Détails des effectifs occasionnels et réguliers en 2007-2008 et 2008-2009;
- c) Part du Fonds du développement du marché du travail (FDMT) financé par les fonds provenant du Québec et par les fonds provenant du fédéral au cours des cinq dernières années;
- d) État des listes d'attente pour participer aux mesures d'Emploi-Québec par mois depuis avril 2005.

Exposé et statistiques

a) Cibles et résultats 2006-2007 et 2007-2008 (voir annexe 1)

Globalement, les taux d'atteinte des cibles de résultats touchant les nouveaux participants et les retours en emploi sont satisfaisants. Il en va de même du côté des services aux entreprises et du placement.

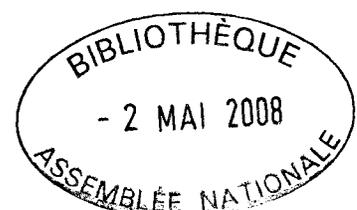
Tel que prévu à la Convention de performance et d'imputabilité de l'Agence, les résultats finaux pour 2007-2008 seront présentés au Rapport de gestion annuel.

Cibles 2008-2009

Tel que prévu dans le cycle de planification, le plan d'action d'Emploi-Québec (national) ainsi que les plans d'action régionaux indiquent les cibles de résultats pour l'année, incluant le pacte pour l'emploi. Les modalités d'établissement des cibles apparaissent au plan d'action annuel d'Emploi-Québec.

b) Détails des effectifs occasionnels et réguliers en 2006-2007 et 2007-2008

ETC autorisés	<u>2006-2007</u>	<u>2007-2008</u>
ETC réguliers	4 559,0	4439,0
ETC occasionnels	178,0	173,0
Total ETC autorisés	4 737,0	4612,0



c) Part du Fonds du développement du marché du travail (FDMT) financé par les fonds provenant du Québec et par les fonds provenant du fédéral au cours des cinq dernières années

Les dépenses inscrites aux États financiers du Fonds de développement du marché du travail au cours des cinq dernières années sont les suivantes :

DÉPENSES AUX ÉTATS FINANCIERS (en millions de dollars)			
	Fonds du Québec	Compte d'assurance-emploi	Total
2002-2003	346,0	655,8	1 001,8
2003-2004	332,7	657,0	989,7
2004-2005	312,3	655,0	967,3
2005-2006	294,5	654,9	949,4
2006-2007	338,6	654,6	993,2

Pour l'année 2007-2008, le Plan annuel de gestion des dépenses totalise 1 011,4 M\$, dont 355,6 M\$ en Fonds du Québec et 655,8 M\$ imputables au Compte d'assurance-emploi.

PLAN ANNUEL DE GESTION DES DÉPENSES 2007-2008 (en millions de dollars)		
Fonds du Québec	Compte d'assurance-emploi	Total
355,6	655,8	1 011,4

d) Listes d'attente

Emploi-Québec n'administre pas de liste d'attente de participants dans le cadre des mesures actives. Ses services sont offerts sur la base des priorités régionales et des disponibilités budgétaires.

SOURCE : Direction de la planification, des stratégies et de l'information de gestion –
4 avril 2008

Collaborations : Direction du budget et des services administratifs
Direction des ressources humaines

VALIDATION : Bureau de la sous-ministre associée, le 8 avril 2008

Annexe 1. Cibles et résultats 2006-2007 et 2007-2008, ensemble du Québec

Orientations du plan d'action	Indicateurs	2006-2007		2007-2008	
		Cibles	Résultats	Cibles	Résultats préliminaires
1. Favoriser la participation au marché du travail et l'emploi du plus grand nombre possible de québécoises et de québécois.	• Nombre de postes vacants signalés au Service national de placement	550 000	536 775	550 000	560 000
	• Nombre de nouveaux participants aux interventions d'Emploi-Québec	260 000	251 091	251 500	240 000
	• Nombre de nouveaux participants aux interventions d'Emploi-Québec, participants de l'assurance-emploi – Entente Canada-Québec	136 538	139 315	136 538	126 000
	• Nombre de nouveaux participants aux activités de formation de base	32 000	33 923	32 000	32 000
	• Nombre de personnes en emploi après avoir bénéficié d'une intervention d'Emploi-Québec	132 000	125 006	125 000	126 000
	• Nombre de personnes en emploi après avoir bénéficié d'une intervention d'Emploi-Québec, participants de l'assurance-emploi – Entente Canada-Québec	50 856	50 480	50 856	47 000
	• Taux d'emploi des personnes ayant bénéficié d'une intervention d'Emploi-Québec	47,1 %	*51,1 %	53,1 %	51,5 %
	• Proportion des participants aux mesures de longue durée répondant aux critères de repérage des personnes à risque élevé de chômage de longue durée	75 %	72 %	75 %	75 %
	• Nombre de nouveaux participants aux interventions d'Emploi-Québec, prestataires de l'assistance-sociale	91 500	77 609	83 000	78 000
	• Nombre de prestataires de l'assistance-emploi en emploi après avoir bénéficié d'une intervention d'Emploi-Québec	37 000	31 599	32 000	33 000
	• Taux d'emploi des prestataires de l'assistance-sociale ayant bénéficié d'une intervention d'Emploi-Québec	39,5 %	*41,4 %	41,0 %	41,2 %
	• Prestations non versées à l'assurance-emploi à la suite d'une intervention d'Emploi-Québec visant un retour en emploi (M\$) – Entente Canada-Québec	156,2	183,7	156,2	160,0
	• Prestations non versées à l'aide financière de dernier recours à la suite d'une intervention d'Emploi-Québec visant un retour en emploi	125,0	97,8	102,0	99,0
2. Contribuer à l'amélioration de la productivité et de la capacité d'adaptation des entreprises aux changements, notamment démographiques et commerciaux	• Nombre d'entreprises nouvellement aidées par les mesures actives	5 800	7 554	7 000	8 000
	• Nombre de nouvelles ententes de qualification	4 100	3 854	4 500	4 200
3. Poursuivre les actions visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale	• Nombre de sorties de l'aide financière de dernier recours	s.o.	s.o.	57 500	57 800
4. Améliorer la prestation de services aux citoyennes et aux citoyens	• Délai moyen de traitement des nouvelles demandes déposées à l'attribution initiale (en jours ouvrables)	10	8,9	10	8,9
	• Ratio de plaintes par 1000 ménages	1,85	2,0	1,85	1,9
	• Pourcentage des décisions modifiées à la suite d'une demande de révision	23 %	22,4 %	21,0	20,5%
	• Taux d'exactitude monétaire dans le traitement administratif des dossiers	s.o.	s.o.	97 %	97 %

* Le mode de calcul des taux d'emploi a été revu en 2006-2007

Source : Rapport annuel de gestion d'Emploi-Québec 2006-2007. Les données pour 2007-2008 sont des estimations des résultats en fin d'année. Les résultats finaux seront présentés dans le rapport de gestion 2007-2008.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2^E GROUPE D'OPPOSITION

de fiche : RP06

Titre

Stratégie d'intervention à l'intention des travailleurs de 45 ans et plus :

- a) budget consenti à la mise en œuvre de la Stratégie pour 2007-2008 et prévisions pour 2008-2009;
- b) ventilation de ces budgets par axe d'intervention;
- c) nombre d'entreprises participantes;
- d) nombre de participant(e)s par tranche d'âge et par région;
- e) durée moyenne de la participation;
- f) nombre de participant(e) s qui réussissent à retrouver un emploi durable;
 1. taux de réussite.

Exposé et statistiques

La Stratégie d'intervention à l'intention des travailleuses et des travailleurs de 45 ans et plus a fait l'objet d'une annonce publique le 28 janvier 2003. L'objectif de la Stratégie et du plan d'action est de favoriser le maintien en emploi et la réinsertion au marché du travail des personnes de 45 ans et plus qui le désirent, et d'accroître ainsi le taux d'activité de ce groupe d'âge. Une série d'actions ont été mises en œuvre depuis 2003 alors que d'autres sont étalées sur un horizon de cinq ans.

- d) Les participants¹ de 45 ans et plus aux mesures d'Emploi-Québec, entre le 1^{er} avril 2007 et le 22 février 2008, représentent 29,8 % de l'ensemble des participants. Les participants pour chaque région se distribuent de la façon suivante:

Ventilation des nouveaux participants âgés de 45 ans et plus selon la région et le groupe d'âge du 1er avril 2007 au 22 février 2008

	45 à 49 ans	50 à 54 ans	55 ans et plus	Adultes distincts ¹
	n	n	n	n
Abitibi-Témiscaminague	713	650	703	2 051
Bas Saint-Laurent	943	824	891	2 641
Capitale-Nationale	1 845	1 603	1 506	4 922
Centre-du-Québec	871	778	778	2 411
Chaudière-Appalaches	1 168	937	899	2 982
Côte-Nord	552	433	315	1 289
Estrie	1 138	908	777	2 800
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	891	869	920	2 649
Lanaudière	1 447	1 101	1 104	3 625
Laurentides	1 836	1 331	1 408	4 542
Laval	1 094	820	1 009	2 903
Mauricie	1 253	1 005	923	3 156
Montréal	6 358	4 644	4 489	15 385
Montréal	3 313	2 483	2 653	8 400
Nord-du-Québec	105	82	65	242
Outaouais	1 132	788	656	2 567
Saguenay/Lac St-Jean	1 170	947	750	2 846
Adultes distincts¹	25 750	20 121	19 814	65 216

1. La somme des adultes par région ou par groupe d'âge peut être supérieure au nombre total d'adultes distincts, car une même personne peut avoir effectué plus d'une participation durant la période.

¹ Il faut souligner qu'une personne peut avoir participé à plus d'une mesure.

- e) Ce type de données n'est pas disponible.
- f) En 2007-2008, selon les données au 29 février 2008², le taux d'emploi des personnes de 45 ans et plus ayant bénéficié d'une intervention d'Emploi-Québec atteignait 50,6 %.
- g) Taux de réussite : Les données ne sont pas disponibles pour le moment en raison d'une reconfiguration en cours des banques de données. En 2004-2005, des travaux sur les taux d'abandon aux mesures ont permis de constater que la moyenne générale d'abandon pour toutes les clientèles était de 12,9 %. Les participants de 45 à 49 ans présentaient un taux d'abandon de 8,1 %, ceux de 50 à 54 ans, 6,9 %, et ceux de 55 à 64 ans, 5,2 %, tous des résultats meilleurs que la moyenne de l'ensemble des clientèles.

SOURCE : Emploi-Québec – Direction des stratégies clientèles et des projets ministériels – 18 mars 2008

COLLABORATION : Direction de la planification et de l'information sur le marché du travail
Direction de l'administration et de l'information de gestion
Direction générale adjointe de la recherche, de l'évaluation et de la statistique – 18 mars 2008

VALIDATION: Bureau du sous-ministre associé – Emploi-Québec – 18 mars 2008

² Emploi-Québec, Plan d'action 2007-2008, Suivi des indicateurs par clientèles pour février 2008.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2^e GROUPE D'OPPOSITION

de fiche : RP07 – RP08

Titre

7) Le nombre et le pourcentage de requérants à l'assistance-emploi qui sont référés à Emploi-Québec.

8) Le nombre et le pourcentage de requérants à l'assistance-emploi qui sont référés à Emploi-Québec en 24 heures.

Exposé et statistiques

7) Le nombre et le pourcentage de requérants à l'assistance-emploi qui sont référés à Emploi-Québec.

Amorcée en 2006-2007, l'adaptation de la prestation de service s'est poursuivie en 2007-2008. La nouvelle prestation de service permet aux requérants à l'assistance-emploi qui déposent leur demande en personne, d'obtenir au même moment des services d'emploi. La référence n'est plus requise dans ce cas.

Ensemble des requérants :

Du 24 mars 2007 au 25 janvier 2008, 112 559 personnes ont déposé une demande d'aide à la Sécurité du revenu. Ce nombre comprend les requérants au Programme d'aide sociale et au Programme de solidarité sociale.

De ce nombre, 52 697 personnes, soit 46,8% ont bénéficié du service d'emploi de l'Agence.

Le solde des 59 862 autres requérants, soit 53,2% du nombre total, n'a pas obtenu des services d'emploi de l'Agence.

Requérants sans contraintes :

Du nombre total de 112 559 requérants¹, 45 073 personnes ont été acceptées dans la catégorie des « sans contraintes à l'emploi » du Programme d'aide sociale, donc étaient susceptibles de recevoir des services d'emploi. De ce nombre, 26 125 soit 58,0% ont bénéficié du service d'emploi de l'Agence.

Parmi les 67 486 autres personnes ayant déposé une demande d'aide refusée ou acceptée dans une autre catégorie, 26 572 ont bénéficié du service d'emploi de l'Agence.

Exposé et statistiques

8) Le nombre et le pourcentage de requérants à l'assistance-emploi qui sont référés à Emploi-Québec en 24 heures.

Amorcée en 2006-2007, l'adaptation de la prestation de service s'est poursuivie en 2007-2008. La nouvelle prestation de service permet aux requérants à l'assistance-emploi qui déposent leur demande en personne, d'obtenir au même moment des services d'emploi. La référence n'est plus requise dans ce cas.

SOURCE : Marcel Rancourt, Emploi-Québec – Direction générale adjointe de la planification, de la performance et de l'information sur le marché du travail – Direction de la planification, des stratégies et de l'information de gestion, 10 mars 2008.

VALIDATION : DGARBFMI, 10 mars 2008.
Bureau de la sous-ministre associée, 14 mars 2008

¹ Ce nombre inclus tous les types de statuts à l'aide.

024

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2^E GROUPE D'OPPOSITION

de fiche : RP 9

Titre

Nombre d'heures de cours achetées par Emploi-Québec dans les établissements d'enseignement collégial en 2007-2008 et prévisions pour 2008-2009, ventilées par année et par commission scolaire. Nombre de personnes ayant suivi ces cours.

Exposé et statistiques

Le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) répondra à cette question.

SOURCE : Bureau de la sous-ministre associée – Emploi-Québec, le 12 mars 2008
VALIDATION: Bureau de la sous-ministre associée – Emploi-Québec, le 12 mars 2008

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2^E GROUPE D'OPPOSITION

de fiche : RP 10

Titre

Nombre d'heures de cours achetées par Emploi-Québec dans les commissions scolaires en 2007-2008 et prévisions pour 2008-2009, ventilées par année et par commission scolaire.
Nombre de personnes ayant suivi ces cours.

Exposé et statistiques

Le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) répondra à cette question.

SOURCE : Bureau de la sous-ministre associée – Emploi-Québec, le 12 mars 2008
VALIDATION: Bureau de la sous-ministre associée – Emploi-Québec, le 12 mars 2008

028

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

Question: 11

Titre :
Effectifs de chacun des Centres locaux d'emploi par région, par famille d'emploi et par classe d'emploi.

Réseau Agence Emploi-Québec

Région administrative	Nom du service	Catégorie d'emploi	Classe d'emploi	Effectif		
Bas-Saint-Laurent	CLE - AMQUI	Cadre	Cadre supérieur - 630	1		
		Professionnel	Attaché d'administration - 111	1		
		Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	11		
			Enquêteur en matières frauduleuses - 298	1		
		Soutien	Agent de bureau - 200	2		
	Agent de secrétariat - 221		1			
	Total CLE - AMQUI				17	
	CLE - CABANO	-	Cadre	Cadre supérieur - 630	1	
			Professionnel	Attaché d'administration - 111	2	
			Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	14	
			Soutien	Agent de bureau - 200	1	
				Téléphoniste-réceptionniste - 276	1	
	Total CLE - CABANO				19	
	CLE - LA POCATIÈRE	-	Cadre	Cadre supérieur - 630	1	
			Professionnel	Attaché d'administration - 111	2	
			Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	10	
			Soutien	Agent de bureau - 200	1	
				Agent de secrétariat - 221	2	
	Total CLE - LA POCATIÈRE				16	
	CLE - MATANE	-	Cadre	Cadre supérieur - 630	1	
			Professionnel	Attaché d'administration - 111	1	
			Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	12	
			Soutien	Agent de bureau - 200	3	
				Téléphoniste-réceptionniste - 276	1	
	Total CLE - MATANE				18	
	CLE - MONT-JOLI	-	Cadre	Cadre supérieur - 630	1	
			Professionnel	Attaché d'administration - 111	1	
			Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	14	
			Soutien	Agent de bureau - 200	1	
				Agent de secrétariat - 221	1	
	Total CLE - MONT-JOLI				18	
	CLE - RIMOUSKI-NEIGETTE	-	Cadre	Cadre supérieur - 630	2	
			Professionnel	Attaché d'administration - 111	2	
		Technicien	Conseiller orientation profess. - 116	1		
			Agent d'aide socio-économique - 214	27		
			Enquêteur en matières frauduleuses - 298	1		
		Soutien	Technicien en administration - 264	1		
			Agent de bureau - 200	5		
			Agent de secrétariat - 221	1		
	Total CLE - RIMOUSKI-NEIGETTE				40	
	CLE - RIVIÈRE-DU-LOUP	-	Cadre	Cadre supérieur - 630	1	
			Professionnel	Attaché d'administration - 111	2	
			Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	12	
				Enquêteur en matières frauduleuses - 298	2	
			Soutien	Agent de bureau - 200	4	
	Total CLE - RIVIÈRE-DU-LOUP				22	
	CLE - TROIS-PISTOLES	-	Professionnel	Attaché d'administration - 111	1	
			Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	4	
			Soutien	Agent de bureau - 200	3	
				Agent de secrétariat - 221	1	
	Total CLE - TROIS-PISTOLES				9	
	Total Bas-Saint-Laurent				159	
	Nord-du-Québec	CLE - BAIE-JAMES	Cadre	Cadre supérieur - 630	1	
			Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	12	
			Soutien	Agent de bureau - 200	3	
		Total CLE - BAIE-JAMES				16
		CLE - CHISASIBI	-	Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	4
				Soutien	Agent de bureau - 200	1
		Total CLE - CHISASIBI				5
		Total Nord-du-Québec				21
		Gaspésie--Îles-de-la-Madeleine	CENTRE DE COMMUNICATION AVEC LA CLI	Cadre	Cadre supérieur - 630	2
				Professionnel	Attaché d'administration - 111	1
	Technicien			Agent d'aide socio-économique - 214	69	
				Technicien en administration - 264	2	
	Soutien			Agent de bureau - 200	9	
				Agent de secrétariat - 221	2	
	Total CENTRE DE COMMUNICATION AVEC LA CLI				85	
	CLE - AVIGNON - POINTE-À-LA-CROIX		-	Cadre	Cadre supérieur - 630	2
				Professionnel	Attaché d'administration - 111	2
				Technicien	Conseiller orientation profess. - 116	1
					Agent d'aide socio-économique - 214	10
				Soutien	Agent de bureau - 200	2
	Total CLE - AVIGNON - POINTE-À-LA-CROIX				18	
	CLE - BONAVENTURE		-	Cadre	Cadre supérieur - 630	2
				Professionnel	Attaché d'administration - 111	2
				Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	11
				Soutien	Agent de bureau - 200	1
					Agent de secrétariat - 221	2
	Total CLE - BONAVENTURE				18	

	CLE - DU ROCHER-PERCÉ	Cadre	Cadre supérieur - 630	2
		Professionnel	Attaché d'administration - 111	1
			Conseiller orientation profess. - 116	1
		Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	15
		Soutien	Agent de bureau - 200	2
Agent de secrétariat - 221	2			
Total CLE - DU ROCHER-PERCÉ				23
	CLE - LA CÔTE-DE-GASPÉ	Cadre	Cadre supérieur - 630	1
		Professionnel	Attaché d'administration - 111	1
			Conseiller orientation profess. - 116	1
		Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	13
		Soutien	Agent de bureau - 200	2
Agent de secrétariat - 221	1			
Total CLE - LA CÔTE-DE-GASPÉ				19
	CLE - LA-HAUTE-GASPÉSIE	Cadre	Cadre supérieur - 630	1
		Professionnel	Attaché d'administration - 111	1
			Conseiller orientation profess. - 116	1
		Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	14
		Soutien	Agent de bureau - 200	3
Total CLE - LA-HAUTE-GASPÉSIE				20
	CLE - LES ÎLES-DE-LA-MADELEINE	Cadre	Cadre supérieur - 630	1
		Professionnel	Attaché d'administration - 111	2
			Agent d'aide socio-économique - 214	10
		Soutien	Agent de bureau - 200	4
			Total CLE - LES ÎLES-DE-LA-MADELEINE	
Total Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine				200
Chaudière-Appalaches	CLE - LAC ETCHEMIN	Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	4
		Soutien	Agent de bureau - 200	2
Total CLE - LAC ETCHEMIN				6
	CLE - LES CHUTES-DE-LA-CHAUDIÈRE	Cadre	Cadre supérieur - 630	1
		Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	13
			Enquêteur en matières frauduleuses - 298	1
		Soutien	Agent de bureau - 200	2
			Agent de secrétariat - 221	1
Total CLE - LES CHUTES-DE-LA-CHAUDIÈRE				18
	CLE - LÉVIS	Cadre	Cadre supérieur - 630	2
		Professionnel	Attaché d'administration - 111	4
			Conseiller orientation profess. - 116	1
		Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	21
			Enquêteur en matières frauduleuses - 298	1
		Soutien	Agent de bureau - 200	4
Agent de secrétariat - 221	2			
Total CLE - LÉVIS				35
	CLE - L'ISLET	Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	5
		Soutien	Agent de bureau - 200	2
Total CLE - L'ISLET				7
	CLE - MONTMAGNY	Cadre	Cadre supérieur - 630	1
		Professionnel	Attaché d'administration - 111	1
			Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214
		Soutien	Enquêteur en matières frauduleuses - 298	1
			Agent de bureau - 200	3
Total CLE - MONTMAGNY				15
	CLE - SAINTE-CROIX	Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	5
		Soutien	Agent de bureau - 200	2
Total CLE - SAINTE-CROIX				7
	CLE - SAINTE-MARIE	Professionnel	Attaché d'administration - 111	2
			Conseiller orientation profess. - 116	1
		Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	8
		Soutien	Agent de bureau - 200	2
Total CLE - SAINTE-MARIE				13
	CLE - SAINT-GEORGES	Cadre	Cadre supérieur - 630	1
		Professionnel	Attaché d'administration - 111	2
			Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214
		Soutien	Enquêteur en matières frauduleuses - 298	1
			Agent de bureau - 200	5
		Agent de secrétariat - 221	2	
Total CLE - SAINT-GEORGES				30
	CLE - SAINT-JOSEPH-DE-BEAUCE	Cadre	Cadre supérieur - 630	1
		Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	4
		Soutien	Agent de bureau - 200	2
Total CLE - SAINT-JOSEPH-DE-BEAUCE				7
	CLE - SAINT-LAZARRE	Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	8
		Soutien	Agent de bureau - 200	2
Total CLE - SAINT-LAZARRE				10
	CLE - THETFORD MINES	Cadre	Cadre supérieur - 630	1
		Professionnel	Attaché d'administration - 111	2
			Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214
		Soutien	Enquêteur en matières frauduleuses - 298	1
			Agent de bureau - 200	5
		Agent de secrétariat - 221	1	
Total CLE - THETFORD MINES				30
Total Chaudière-Appalaches				178
Laval	CENTRE DES CONTRAINTES SÉVÈRES (SAINT-GEORGES)	Cadre	Cadre supérieur - 630	1
		Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	10
Soutien	Enquêteur en matières frauduleuses - 298		1	
	Agent de bureau - 200	3		
Agent de secrétariat - 221	2			
Total CENTRE DES CONTRAINTES SÉVÈRES (SAINT-GEORGES)				17
	REGROUPEMENT EST (LAVAL-DES-RAPIDES)	Cadre	Cadre supérieur - 630	1
		Professionnel	Attaché d'administration - 111	1
			Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214
		Soutien	Enquêteur en matières frauduleuses - 298	4
			Technicien en administration - 264	1
		Soutien	Agent de bureau - 200	6
			Agent de secrétariat - 221	1
Téléphoniste-réceptionniste - 276	1			
Total REGROUPEMENT EST (LAVAL-DES-RAPIDES)				41
	REGROUPEMENT OUEST (CHOMEDEY - SAINT-GEORGES)	Cadre	Cadre supérieur - 630	2
		Professionnel	Attaché d'administration - 111	2
			Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214
		Soutien	Enquêteur en matières frauduleuses - 298	3
			Technicien en administration - 264	1
		Soutien	Agent de bureau - 200	12
			Agent de secrétariat - 221	1
Téléphoniste-réceptionniste - 276	1			
Total REGROUPEMENT OUEST (CHOMEDEY - SAINT-GEORGES)				64
Total Laval				122

Lanaudière	CLE - BERTHIERVILLE	Cadre	Cadre supérieur - 630	1
		Professionnel	Attaché d'administration - 111	2
		Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	16
			Enquêteur en matières frauduleuses - 298	2
		Soutien	Technicien en administration - 264	1
			Agent de bureau - 200	1
	Total CLE - BERTHIERVILLE			24
	CLE - JOLIETTE	Cadre	Cadre supérieur - 630	1
		Professionnel	Attaché d'administration - 111	3
		Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	29
			Enquêteur en matières frauduleuses - 298	3
		Soutien	Technicien en administration - 264	1
			Agent de bureau - 200	8
	Total CLE - JOLIETTE			47
	CLE - RAWDON	Cadre	Cadre supérieur - 630	1
		Professionnel	Attaché d'administration - 111	1
		Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	16
			Enquêteur en matières frauduleuses - 298	1
		Soutien	Technicien en administration - 264	1
			Agent de bureau - 200	4
	Total CLE - RAWDON			25
	CLE - REPENTIGNY	Cadre	Cadre supérieur - 630	1
		Professionnel	Attaché d'administration - 111	2
		Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	19
			Enquêteur en matières frauduleuses - 298	2
		Soutien	Technicien en administration - 264	2
			Agent de bureau - 200	8
	Total CLE - REPENTIGNY			36
	CLE - SAINTE-JULIENNE	Cadre	Cadre supérieur - 630	1
		Professionnel	Attaché d'administration - 111	1
		Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	21
			Enquêteur en matières frauduleuses - 298	1
		Soutien	Agent de bureau - 200	6
	Total CLE - SAINTE-JULIENNE			30
	CLE - SAINT-JEAN-DE-MATHA	Professionnel	Attaché d'administration - 111	1
		Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	9
			Enquêteur en matières frauduleuses - 298	1
		Soutien	Agent de bureau - 200	3
	Total CLE - SAINT-JEAN-DE-MATHA			14
	CLE - TERREBONNE	Cadre	Cadre supérieur - 630	1
		Professionnel	Attaché d'administration - 111	3
			Conseiller orientation profess. - 116	1
		Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	26
			Enquêteur en matières frauduleuses - 298	2
		Soutien	Technicien en administration - 264	1
	Total CLE - TERREBONNE			40
Total Lanaudière				216
Laurentides	CLE - LACHUTE	Cadre	Cadre supérieur - 630	1
		Professionnel	Attaché d'administration - 111	2
		Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	15
			Agent de bureau - 200	4
		Soutien	Agent de secrétariat - 221	1
		Total CLE - LACHUTE		
	CLE - L'ANNONCIATION	Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	1
		Soutien	Agent de bureau - 200	1
	Total CLE - L'ANNONCIATION			2
	CLE - MIRABEL	Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	2
		Soutien	Agent de bureau - 200	1
	Total CLE - MIRABEL			3
	CLE - MONT-LAURIER	Cadre	Cadre supérieur - 630	1
		Professionnel	Attaché d'administration - 111	3
		Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	18
			Technicien en informatique - 272	1
		Soutien	Agent de bureau - 200	6
	Total CLE - MONT-LAURIER			30
	CLE - SAINTE-ADÈLE	Cadre	Cadre supérieur - 630	1
		Professionnel	Attaché d'administration - 111	2
		Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	10
		Soutien	Agent de bureau - 200	2
			Agent de secrétariat - 221	1
	Total CLE - SAINTE-ADÈLE			17
	CLE - SAINTE-AGATHE	Cadre	Cadre supérieur - 630	1
		Professionnel	Attaché d'administration - 111	2
		Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	14
		Soutien	Agent de bureau - 200	4
			Agent de secrétariat - 221	1
	Total CLE - SAINTE-AGATHE			22
	CLE - SAINTE-THÉRÈSE	Cadre	Cadre supérieur - 630	2
		Professionnel	Attaché d'administration - 111	4
		Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	30
		Soutien	Agent de bureau - 200	7
			Agent de secrétariat - 221	2
	Total CLE - SAINTE-THÉRÈSE			45
	CLE - SAINT-EUSTACHE	Cadre	Cadre supérieur - 630	1
		Professionnel	Attaché d'administration - 111	3
		Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	20
		Soutien	Agent de bureau - 200	6
			Agent de secrétariat - 221	1
	Total CLE - SAINT-EUSTACHE			31
	CLE - SAINT-JÉRÔME	Cadre	Cadre supérieur - 630	2
		Professionnel	Attaché d'administration - 111	4
		Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	33
		Soutien	Agent de bureau - 200	12
Total CLE - SAINT-JÉRÔME			51	
Total Laurentides				224

032

CENTRE DES SERVICES REGROU	Cadre	Cadre supérieur - 630	1
Total CENTRE DES SERVICES REGROUPÉS			1
CLE - ACTON VALE	Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	1
	Soutien	Agent de bureau - 200	2
Total CLE - ACTON VALE			3
CLE - BOUCHERVILLE	Cadre	Cadre supérieur - 630	1
	Professionnel	Attaché d'administration - 111	2
	Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	9
		Enquêteur en matières frauduleuses - 298	1
	Soutien	Agent de bureau - 200	3
Total CLE - BOUCHERVILLE			16
CLE - BRÔME-MISSISQUOI	Professionnel	Attaché d'administration - 111	1
	Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	11
		Enquêteur en matières frauduleuses - 298	1
	Soutien	Agent de bureau - 200	3
Total CLE - BRÔME-MISSISQUOI			16
CLE - BROSSARD	Cadre	Cadre supérieur - 630	1
	Professionnel	Attaché d'administration - 111	3
	Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	27
		Enquêteur en matières frauduleuses - 298	2
	Soutien	Agent de bureau - 200	4
Total CLE - BROSSARD			37
CLE - CHÂTEAUGUAY	Professionnel	Conseiller orientation profess. - 116	1
	Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	12
		Enquêteur en matières frauduleuses - 298	1
	Soutien	Agent de bureau - 200	5
Total CLE - CHÂTEAUGUAY			19
CLE - CONTRECOEUR	Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	3
	Soutien	Agent de bureau - 200	1
Total CLE - CONTRECOEUR			4
CLE - HAUTE-YAMASKA	Cadre	Cadre supérieur - 630	1
	Professionnel	Attaché d'administration - 111	2
		Conseiller orientation profess. - 116	1
		Agent d'aide socio-économique - 214	27
	Technicien	Enquêteur en matières frauduleuses - 298	3
		Agent de bureau - 200	5
	Soutien	Agent de secrétariat - 221	1
Total CLE - HAUTE-YAMASKA			40
CLE - HAUT-SAINT-LAURENT	Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	10
	Soutien	Agent de bureau - 200	3
Total CLE - HAUT-SAINT-LAURENT			13
CLE - LA VALLÉE-DU-RICHELIEU	Cadre	Cadre supérieur - 630	1
	Professionnel	Agent de développement industriel - 102	1
		Attaché d'administration - 111	7
		Conseiller orientation profess. - 116	1
	Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	16
		Enquêteur en matières frauduleuses - 298	1
	Soutien	Agent de bureau - 200	4
Agent de secrétariat - 221		1	
Total CLE - LA VALLÉE-DU-RICHELIEU			32
CLE - LE HAUT-RICHELIEU	Cadre	Cadre supérieur - 630	1
	Professionnel	Attaché d'administration - 111	4
	Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	39
		Enquêteur en matières frauduleuses - 298	5
	Soutien	Agent de bureau - 200	9
Agent de secrétariat - 221		1	
Dactylographe - 218	1		
Total CLE - LE HAUT-RICHELIEU			60
CLE - LONGUEUIL-EST	Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	24
	Soutien	Agent de bureau - 200	5
Total CLE - LONGUEUIL-EST			29
CLE - LONGUEUIL-OUEST	Cadre	Cadre supérieur - 630	2
	Professionnel	Attaché d'administration - 111	3
		Conseiller orientation profess. - 116	1
		Agent d'aide socio-économique - 214	36
	Technicien	Enquêteur en matières frauduleuses - 298	6
		Technicien en administration - 264	1
	Soutien	Agent de bureau - 200	7
Agent de secrétariat - 221		1	
Total CLE - LONGUEUIL-OUEST			57
CLE - MARIEVILLE	Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	5
	Soutien	Agent de bureau - 200	1
Total CLE - MARIEVILLE			6
CLE - SAINT-CONSTANT	Cadre	Cadre supérieur - 630	1
	Professionnel	Attaché d'administration - 111	4
	Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	16
		Enquêteur en matières frauduleuses - 298	2
	Soutien	Technicien en administration - 264	1
Agent de bureau - 200	5		
Total CLE - SAINT-CONSTANT			29
CLE - SAINT-HUBERT	Cadre	Cadre supérieur - 630	1
	Professionnel	Attaché d'administration - 111	6
		Conseiller orientation profess. - 116	1
	Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	18
		Enquêteur en matières frauduleuses - 298	1
Soutien	Agent de bureau - 200	8	
Total CLE - SAINT-HUBERT			35
CLE - SAINT-HYACINTHE	Cadre	Cadre supérieur - 630	1
	Professionnel	Agent rech. et planific. socio-économ. - 105	1
		Attaché d'administration - 111	2
		Conseiller orientation profess. - 116	1
	Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	32
		Enquêteur en matières frauduleuses - 298	3
		Technicien en administration - 264	1
	Soutien	Agent de bureau - 200	4
Agent de secrétariat - 221		1	
Téléphoniste-réceptionniste - 276	1		
Total CLE - SAINT-HYACINTHE			47

CLE - SAINT-RÉMI	Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	2	
	Soutien	Agent de bureau - 200	3	
Total CLE - SAINT-RÉMI			5	
CLE - SOREL	Cadre	Cadre supérieur - 630	1	
	Professionnel	Attaché d'administration - 111	2	
	Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	23	
		Enquêteur en matières frauduleuses - 298	2	
		Technicien en administration - 264	1	
	Soutien	Agent de bureau - 200	6	
Agent de secrétariat - 221		1		
Total CLE - SOREL			36	
CLE - VALLEYFIELD	Cadre	Cadre supérieur - 630	2	
	Professionnel	Attaché d'administration - 111	3	
	Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	23	
		Enquêteur en matières frauduleuses - 298	3	
		Technicien en administration - 264	1	
	Soutien	Agent de bureau - 200	8	
Agent de secrétariat - 221		1		
Total CLE - VALLEYFIELD			41	
CLE - VAUDREUIL-SOULANGES	Cadre	Cadre supérieur - 630	1	
	Professionnel	Attaché d'administration - 111	1	
		Conseiller orientation profess. - 116	1	
	Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	18	
		Enquêteur en matières frauduleuses - 298	1	
	Soutien	Agent de bureau - 200	5	
Total CLE - VAUDREUIL-SOULANGES			27	
Total Montérégie			553	
Centre-du-Québec	CLE - BÉCANCOUR	Cadre	Cadre supérieur - 630	1
		Professionnel	Attaché d'administration - 111	2
Technicien		Agent d'aide socio-économique - 214	4	
Soutien		Agent de bureau - 200	1	
		Agent de secrétariat - 221	1	
Total CLE - BÉCANCOUR			9	
CLE - DRUMMONDVILLE	Cadre	Cadre supérieur - 630	1	
	Professionnel	Attaché d'administration - 111	2	
	Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	38	
	Soutien	Agent de bureau - 200	6	
		Agent de secrétariat - 221	2	
	Total CLE - DRUMMONDVILLE			49
CLE - L'ÉRABLE	Cadre	Cadre supérieur - 630	1	
	Professionnel	Attaché d'administration - 111	1	
	Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	6	
	Soutien	Agent de bureau - 200	2	
Total CLE - L'ÉRABLE			10	
CLE - NICOLET	Cadre	Cadre supérieur - 630	1	
	Professionnel	Attaché d'administration - 111	1	
	Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	8	
	Soutien	Agent de bureau - 200	3	
Total CLE - NICOLET			13	
CLE - VICTORIAVILLE	Cadre	Cadre supérieur - 630	1	
	Professionnel	Attaché d'administration - 111	3	
	Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	22	
	Soutien	Agent de bureau - 200	6	
Total CLE - VICTORIAVILLE			32	
CENTRE DE LA QUALIFICATION	Cadre	Cadre supérieur - 630	1	
	Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	12	
	Soutien	Agent de bureau - 200	5	
Total CENTRE DE LA QUALIFICATION PROFESSIC			18	
Total Centre-du-Québec			131	
Saguenay—Lac-Saint-Jean	CLE - CHICOUTIMI	Cadre	Cadre supérieur - 630	2
		Professionnel	Attaché d'administration - 111	4
Technicien		Conseiller orientation profess. - 116	1	
		Agent d'aide socio-économique - 214	33	
		Enquêteur en matières frauduleuses - 298	1	
Soutien		Technicien en administration - 264	1	
	Agent de bureau - 200	8		
Total CLE - CHICOUTIMI			50	
CLE - JONQUIÈRE	Cadre	Cadre supérieur - 630	2	
	Professionnel	Attaché d'administration - 111	5	
		Conseiller orientation profess. - 116	1	
		Agent d'aide socio-économique - 214	26	
	Technicien	Enquêteur en matières frauduleuses - 298	1	
		Technicien en administration - 264	1	
	Soutien	Agent de bureau - 200	5	
Agent de secrétariat - 221		1		
	Téléphoniste-réceptionniste - 276	1		
Total CLE - JONQUIÈRE			43	
CLE - LA BAIE	Cadre	Cadre supérieur - 630	2	
	Professionnel	Attaché d'administration - 111	1	
	Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	9	
		Enquêteur en matières frauduleuses - 298	1	
Soutien	Agent de bureau - 200	3		
Total CLE - LA BAIE			16	
CLE - LAC-SAINT-JEAN-EST	Cadre	Cadre supérieur - 630	1	
	Professionnel	Attaché d'administration - 111	3	
		Conseiller orientation profess. - 116	1	
	Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	23	
		Enquêteur en matières frauduleuses - 298	1	
Soutien	Agent de bureau - 200	5		
Total CLE - LAC-SAINT-JEAN-EST			34	
CLE - MARIA-CHAPDELEINE	Cadre	Cadre supérieur - 630	1	
	Professionnel	Attaché d'administration - 111	1	
	Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	13	
		Enquêteur en matières frauduleuses - 298	1	
	Soutien	Agent de bureau - 200	2	
Agent de secrétariat - 221		1		
Total CLE - MARIA-CHAPDELEINE			19	
CLE - ROBERVAL	Cadre	Cadre supérieur - 630	1	
	Professionnel	Attaché d'administration - 111	3	
	Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	14	
	Soutien	Agent de bureau - 200	1	
		Agent de secrétariat - 221	2	
Total CLE - ROBERVAL			21	
Total Saguenay—Lac-Saint-Jean			183	

034

Capitale-Nationale	CLE - BAIE-SAINT-PAUL	Professionnel	Attaché d'administration - 111	1
		Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	4
		Soutien	Agent de bureau - 230	1
	Total CLE - BAIE-SAINT-PAUL			6
	CLE - BEAUPORT	Cadre	Cadre supérieur - 630	1
			Professionnel	Attaché d'administration - 111
		Technicien	Conseiller orientation profess. - 116	1
			Agent d'aide socio-économique - 214	25
		Soutien	Technicien en administration - 264	1
			Agent de bureau - 200	5
	Total CLE - BEAUPORT			36
	CLE - CHARLESBOURG	Cadre	Cadre supérieur - 630	2
			Professionnel	Attaché d'administration - 111
		Technicien	Conseiller orientation profess. - 116	1
			Agent d'aide socio-économique - 214	33
Soutien		Agent de bureau - 200	7	
Total CLE - CHARLESBOURG			45	
CLE - DES QUARTIERS-HISTORIQUES	Cadre	Cadre supérieur - 630	2	
		Professionnel	Attaché d'administration - 111	3
	Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	39	
		Soutien	Agent de bureau - 200	6
	Soutien	Agent de secrétariat - 221	1	
		Téléphoniste-réceptionniste - 276	1	
Total CLE - DES QUARTIERS-HISTORIQUES			52	
CLE - LA CÔTE-DE-BEAUPRÉ	Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	3	
	Soutien	Agent de bureau - 200	1	
Total CLE - LA CÔTE-DE-BEAUPRÉ			4	
CLE - LA MALBAIE	Cadre	Cadre supérieur - 630	1	
		Professionnel	Attaché d'administration - 111	2
	Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	8	
		Soutien	Agent de bureau - 200	2
	Soutien	Agent de secrétariat - 221	1	
Total CLE - LA MALBAIE			14	
CLE - LIMOILOU	Cadre	Cadre supérieur - 630	1	
		Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	22
	Soutien	Agent de bureau - 200	9	
Total CLE - LIMOILOU			33	
CLE - PORTNEUF	Cadre	Cadre supérieur - 630	1	
		Professionnel	Attaché d'administration - 111	2
	Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	12	
		Soutien	Agent de bureau - 200	2
	Soutien	Agent de secrétariat - 221	1	
Total CLE - PORTNEUF			19	
CLE - SAINTE-FOY	Cadre	Cadre supérieur - 630	2	
		Professionnel	Attaché d'administration - 111	8
	Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	40	
		Soutien	Agent de bureau - 200	4
	Soutien	Agent de secrétariat - 221	1	
Total CLE - SAINTE-FOY			56	
Total Capitale-Nationale			265	
Mauricie	CENTRE DE COMMUNICATION AVEC LA CLIENTÈLE	Cadre	Cadre supérieur - 630	2
			Professionnel	Attaché d'administration - 111
		Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	86
			Technicien en administration - 264	1
		Soutien	Agent de bureau - 200	1
			Agent de secrétariat - 221	1
	Total CENTRE DE COMMUNICATION AVEC LA CLIENTÈLE			92
	CLE - CAP-DE-LA-MADELEINE	Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	7
		Soutien	Agent de bureau - 200	4
	Total CLE - CAP-DE-LA-MADELEINE			11
	CLE - GRAND-MÈRE	Professionnel	Agent de développement industriel - 102	1
			Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214
		Soutien	Agent de secrétariat - 221	1
	Total CLE - GRAND-MÈRE			15
	CLE - LA TUQUE	Cadre	Cadre supérieur - 630	1
			Professionnel	Attaché d'administration - 111
		Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	9
			Soutien	Agent de bureau - 200
	Total CLE - LA TUQUE			14
	CLE - LOUISEVILLE	Cadre	Cadre supérieur - 630	1
			Professionnel	Attaché d'administration - 111
		Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	13
			Soutien	Agent de bureau - 200
		Soutien	Agent de secrétariat - 221	2
	Total CLE - LOUISEVILLE			22
	CLE - SAINTE-GENEVIÈVE-DE-BATISCAN	Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	6
		Soutien	Agent de bureau - 200	1
	Total CLE - SAINTE-GENEVIÈVE-DE-BATISCAN			7
	CLE - SAINTE-THÉCLE	Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	6
		Soutien	Agent de bureau - 200	2
	Total CLE - SAINTE-THÉCLE			8
	CLE - SHAWINIGAN	Cadre	Cadre supérieur - 630	3
Professionnel			Agent rech.et planific.socio-écon. - 105	1
			Attaché d'administration - 111	3
Technicien		Conseiller orientation profess. - 116	1	
		Agent d'aide socio-économique - 214	28	
Soutien		Technicien en administration - 264	1	
		Agent de bureau - 200	6	
Total CLE - SHAWINIGAN			44	
CLE - TROIS-RIVIÈRES	Cadre	Cadre supérieur - 630	2	
		Professionnel	Agent de développement industriel - 102	1
			Agent rech.et planific.socio-écon. - 105	2
			Attaché d'administration - 111	6
	Technicien	Conseiller orientation profess. - 116	2	
		Agent d'aide socio-économique - 214	57	
	Soutien	Technicien en administration - 264	2	
		Agent de bureau - 200	11	
Total CLE - TROIS-RIVIÈRES			84	
CENTRE D'ASSISTANCE AUX PLACEMENTS	Professionnel	Attaché d'administration - 111	1	
	Soutien	Agent de bureau - 200	29	
Total CENTRE D'ASSISTANCE AUX PLACEMENTS			30	
Total Mauricie			327	

Estrie	CLE - ASBESTOS	Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	5
		Soutien	Agent de bureau - 200	1
	Total CLE - ASBESTOS	-	-	6
	CLE - COATICOOK	Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	2
		Soutien	Agent de bureau - 200	1
	Total CLE - COATICOOK	-	-	3
	CLE - EAST ANGUS	Professionnel	Agent de développement industriel - 102	1
		Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	9
		Soutien	Agent de bureau - 200	1
	Total CLE - EAST ANGUS	-	-	11
	CLE - LAC MÉGANTIC	Cadre	Cadre supérieur - 630	1
		Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	6
		Soutien	Agent de bureau - 200	1
	Total CLE - LAC MÉGANTIC	-	-	8
	CLE - MAGOG	Cadre	Cadre supérieur - 630	1
		Professionnel	Attaché d'administration - 111	1
		Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	13
		Soutien	Agent de bureau - 200	3
	Total CLE - MAGOG	-	-	18
	CLE - SHERBROOKE-EST	Cadre	Cadre supérieur - 630	3
		Professionnel	Attaché d'administration - 111	4
		Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	37
			Technicien en administration - 264	1
		Soutien	Agent de bureau - 200	5
			Agent de secrétariat - 221	1
	Total CLE - SHERBROOKE-EST	-	-	51
	CLE - SHERBROOKE-OUEST	Cadre	Cadre supérieur - 630	1
		Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	31
		Soutien	Agent de bureau - 200	4
			Agent de secrétariat - 221	2
	Total CLE - SHERBROOKE-OUEST	-	-	38
	CLE - WINDSOR	Cadre	Cadre supérieur - 630	1
		Professionnel	Attaché d'administration - 111	1
	Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	9	
	Soutien	Agent de bureau - 200	2	
Total CLE - WINDSOR	-	-	13	
Total Estrie	-	-	148	
Montréal	CLE - ANJOU / MONTRÉAL-EST	Cadre	Cadre supérieur - 630	3
		Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	10
			Enquêteur en matières frauduleuses - 298	1
			Technicien en administration - 264	1
		Soutien	Agent de bureau - 200	4
	Total CLE - ANJOU / MONTRÉAL-EST	-	-	19
	CLE - HOCHELAGA - MAISONNEUVE	Cadre	Cadre supérieur - 630	2
		Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	12
		Soutien	Agent de bureau - 200	4
	Total CLE - HOCHELAGA - MAISONNEUVE	-	-	18
	CLE - LACHINE	Cadre	Cadre supérieur - 630	1
		Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	11
			Enquêteur en matières frauduleuses - 298	1
			Technicien en administration - 264	1
		Soutien	Agent de bureau - 200	3
	Total CLE - LACHINE	-	-	17
	CLE - LASALLE	Cadre	Cadre supérieur - 630	1
		Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	33
			Enquêteur en matières frauduleuses - 298	3
			Technicien en administration - 264	1
		Soutien	Agent de bureau - 200	5
			Agent de secrétariat - 221	1
			Téléphoniste-réceptionniste - 276	1
	Total CLE - LASALLE	-	-	45
	CLE - OUEST-DE-L'ÎLE	Cadre	Cadre supérieur - 630	2
		Professionnel	Attaché d'administration - 111	1
		Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	25
			Enquêteur en matières frauduleuses - 298	2
			Technicien en administration - 264	1
		Soutien	Agent de bureau - 200	7
	Total CLE - OUEST-DE-L'ÎLE	-	-	38
	CLE - POINTE-AUX-TREMBLES	Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	11
		Soutien	Agent de bureau - 200	1
Total CLE - POINTE-AUX-TREMBLES	-	-	12	
CLE - SAINT-LAURENT	Cadre	Cadre supérieur - 630	1	
	Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	32	
		Enquêteur en matières frauduleuses - 298	1	
		Technicien en administration - 264	1	
	Soutien	Agent de bureau - 200	7	
Total CLE - SAINT-LAURENT	-	-	42	
CLE - SAINT-LÉONARD	Cadre	Cadre supérieur - 630	2	
	Professionnel	Attaché d'administration - 111	1	
	Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	32	
		Enquêteur en matières frauduleuses - 298	2	
	Soutien	Agent de bureau - 200	8	
Total CLE - SAINT-LÉONARD	-	-	45	
CLE - VERDUN	Cadre	Cadre supérieur - 630	1	
	Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	27	
		Enquêteur en matières frauduleuses - 298	2	
		Technicien en administration - 264	1	
	Soutien	Agent de bureau - 200	7	
Total CLE - VERDUN	-	-	38	
REGROUPEMENT EST	Cadre	Cadre supérieur - 630	1	
	Professionnel	Attaché d'administration - 111	7	
	Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	5	
		Technicien en administration - 264	1	
	Soutien	Agent de bureau - 200	3	
Total REGROUPEMENT EST	-	-	17	
CLE - MONTRÉAL-NORD	Cadre	Cadre supérieur - 630	2	
	Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	50	
		Enquêteur en matières frauduleuses - 298	3	
		Technicien en administration - 264	1	
	Soutien	Agent de bureau - 200	11	
		Agent de secrétariat - 221	1	
Total CLE - MONTRÉAL-NORD	-	-	68	
CLE - FLEURY	Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	9	
Total CLE - FLEURY	-	-	9	

CENTRE SPÉCIALISÉ DES DEMANDEURS D'EMPLOI	Cadre	Cadre supérieur - 630	1
	Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	21
		Technicien en administration - 264	1
	Soutien	Agent de bureau - 200	5
		Téléphoniste-réceptionniste - 276	1
Total CENTRE SPÉCIALISÉ DES DEMANDEURS D'EMPLOI			29
DIRECTION DES SERVICES SPÉCIALISÉS	Cadre	Cadre supérieur - 630	2
	Professionnel	Attaché d'administration - 111	11
	Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	3
		Technicien en administration - 264	1
	Soutien	Agent de bureau - 200	3
Total DIRECTION DES SERVICES SPÉCIALISÉS			20
CLE - SAINT-ALEXANDRE	Cadre	Cadre supérieur - 630	1
	Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	7
		Enquêteur en matières frauduleuses - 298	2
	Soutien	Agent de bureau - 200	4
Total CLE - SAINT-ALEXANDRE			14
REGROUPEMENT SUD-EST	Professionnel	Agent de développement industriel - 102	1
		Agent rech. et planific. socio-économ. - 105	2
		Attaché d'administration - 111	4
	Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	1
		Technicien en administration - 264	1
Soutien	Agent de bureau - 200	1	
Total REGROUPEMENT SUD-EST			10
REGROUPEMENT CENTRE-NORD	Cadre	Cadre supérieur - 630	2
	Professionnel	Agent rech. et planific. socio-économ. - 105	1
		Attaché d'administration - 111	6
	Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	4
	Soutien	Agent de bureau - 200	3
		Agent de secrétariat - 221	1
Total REGROUPEMENT CENTRE-NORD			17
REGROUPEMENT CENTRE-OUEST	Cadre	Cadre supérieur - 630	1
	Professionnel	Attaché d'administration - 111	6
		Conseiller orientation profess. - 116	1
	Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	3
		Technicien en administration - 264	1
	Soutien	Agent de bureau - 200	3
Total REGROUPEMENT CENTRE-OUEST			16
CLE - NOTRE-DAME-DE-GRÂCE	Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	7
	Soutien	Agent de bureau - 200	1
Total CLE - NOTRE-DAME-DE-GRÂCE			8
CLE - AHUNSTIC	Cadre	Cadre supérieur - 630	1
	Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	18
		Enquêteur en matières frauduleuses - 298	5
	Soutien	Agent de bureau - 200	9
		Préposé aux renseignements - 249	1
Total CLE - AHUNSTIC			34
CLE - CÔTE-DES-NEIGES	Cadre	Cadre supérieur - 630	1
	Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	28
	Soutien	Agent de bureau - 200	4
Total CLE - CÔTE-DES-NEIGES			33
REGROUPEMENT OUEST	Professionnel	Attaché d'administration - 111	10
		Conseiller orientation profess. - 116	1
	Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	5
		Technicien en administration - 264	1
Soutien	Agent de bureau - 200	4	
Total REGROUPEMENT OUEST			21
CLE - ROSEMONT-PETITE-PATRIE	Cadre	Cadre supérieur - 630	1
	Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	24
	Soutien	Agent de bureau - 200	4
Total CLE - ROSEMONT-PETITE-PATRIE (IBERVIL)			29
CLE - PLATEAU-MONT-ROYAL	Cadre	Cadre supérieur - 630	1
	Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	24
	Soutien	Agent de bureau - 200	4
Total CLE - PLATEAU-MONT-ROYAL			29
CLE - MERCIER	Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	8
		Enquêteur en matières frauduleuses - 298	1
Total CLE - MERCIER			9
CLE - CRÉMAZIE	Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	6
	Soutien	Agent de bureau - 200	3
Total CLE - CRÉMAZIE			9
CLE - ROSEMONT-PETITE-PATRIE	Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	3
Total CLE - ROSEMONT-PETITE-PATRIE (BEAUBI)			3
CLE - PARC-EXTENSION	Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	14
Total CLE - PARC-EXTENSION			14
CLE - POINTE-SAINT-CHARLES	Cadre	Cadre supérieur - 630	1
	Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	19
		Enquêteur en matières frauduleuses - 298	5
	Soutien	Agent de bureau - 200	4
		Préposé aux renseignements - 249	1
Total CLE - POINTE-SAINT-CHARLES			30
CLE - SAINT-MICHEL	Cadre	Cadre supérieur - 630	2
	Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	15
	Soutien	Agent de bureau - 200	3
Total CLE - SAINT-MICHEL			20
CLE - VILLE ÉMARD	Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	11
	Soutien	Agent de bureau - 200	1
Total CLE - VILLE ÉMARD			12
CLE - RIVIÈRE-DES-PRAIRIES	Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	5
Total CLE - RIVIÈRE-DES-PRAIRIES			5
CLE - SAINTE-MARIE-CENTRE-SUD	Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	9
		Enquêteur en matières frauduleuses - 298	3
	Soutien	Agent de bureau - 200	2
Total CLE - SAINTE-MARIE-CENTRE-SUD			14
CLE - ROSEMONT-PETITE-PATRIE	Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	1
	Soutien	Agent de bureau - 200	1
Total CLE - ROSEMONT-PETITE-PATRIE (AVENUE)			2
SERVICES AUX ENTREPRISES DU REGROUPEMENT	Cadre	Cadre supérieur - 630	1
Total SERVICES AUX ENTREPRISES DU REGROUPEMENT			1
Total Montréal			747

Outaouais	CLE - AYLNER	Cadre	Cadre supérieur - 630	1	
		Professionnel	Conseiller orientation profess. - 116	1	
		Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	9	
			Enquêteur en matières frauduleuses - 298	1	
		Soutien	Agent de bureau - 200	4	
	Total CLE - AYLNER			-	16
	CLE - BUCKINGHAM	Cadre	Cadre supérieur - 630	1	
		Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	9	
		Soutien	Agent de bureau - 200	2	
	Total CLE - BUCKINGHAM			-	12
	CLE - CAMPBELL'S BAY	Cadre	Cadre supérieur - 630	1	
		Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	8	
		Soutien	Agent de bureau - 200	2	
	Total CLE - CAMPBELL'S BAY			-	11
	CLE - GATINEAU	Cadre	Cadre supérieur - 630	2	
		Professionnel	Attaché d'administration - 111	8	
		Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	31	
			Enquêteur en matières frauduleuses - 298	4	
			Technicien en administration - 264	2	
		Soutien	Agent de bureau - 200	7	
	Agent de secrétariat - 221	1			
Total CLE - GATINEAU			-	55	
CLE - HULL	Cadre	Cadre supérieur - 630	3		
	Professionnel	Attaché d'administration - 111	2		
		Conseiller orientation profess. - 116	1		
	Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	26		
		Enquêteur en matières frauduleuses - 298	3		
	Soutien	Agent de bureau - 200	5		
		Agent de secrétariat - 221	2		
	Téléphoniste-réceptionniste - 276	1			
Total CLE - HULL			-	43	
CLE - MANIWAKI	Cadre	Cadre supérieur - 630	1		
	Professionnel	Attaché d'administration - 111	1		
	Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	14		
	Soutien	Agent de bureau - 200	3		
Total CLE - MANIWAKI			-	19	
CLE - PAPINEAUVILLE	Cadre	Cadre supérieur - 630	1		
	Professionnel	Attaché d'administration - 111	1		
	Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	11		
		Enquêteur en matières frauduleuses - 298	1		
	Soutien	Agent de bureau - 200	2		
	Agent de secrétariat - 221	1			
Total CLE - PAPINEAUVILLE			-	17	
Total Outaouais				173	
Abitibi-Témiscamingue	CLE - AMOS	Cadre	Cadre supérieur - 630	1	
		Professionnel	Attaché d'administration - 111	2	
		Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	11	
		Soutien	Agent de bureau - 200	4	
	Total CLE - AMOS			-	18
	CLE - LA SARRE	Cadre	Cadre supérieur - 630	1	
		Professionnel	Attaché d'administration - 111	1	
		Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	9	
		Soutien	Agent de bureau - 200	5	
	Total CLE - LA SARRE			-	16
	CLE - ROUYN-NORANDA	Cadre	Cadre supérieur - 630	1	
		Professionnel	Attaché d'administration - 111	5	
			Conseiller orientation profess. - 116	1	
		Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	17	
		Soutien	Agent de bureau - 200	4	
	Total CLE - ROUYN-NORANDA			-	28
	CLE - SENNETERRE	Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	3	
		Soutien	Agent de bureau - 200	2	
	Total CLE - SENNETERRE			-	5
	CLE - VAL D'OR	Cadre	Cadre supérieur - 630	1	
Professionnel		Agent de développement industriel - 102	1		
		Attaché d'administration - 111	2		
		Conseiller orientation profess. - 116	1		
Technicien		Agent d'aide socio-économique - 214	18		
Soutien		Agent de bureau - 200	5		
	Agent de secrétariat - 221	2			
Total CLE - VAL D'OR			-	30	
CLE - VILLE-MARIE	Cadre	Cadre supérieur - 630	1		
	Professionnel	Attaché d'administration - 111	2		
	Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	9		
	Soutien	Agent de bureau - 200	3		
Total CLE - VILLE-MARIE			-	15	
Total Abitibi-Témiscamingue				112	
Côte-Nord	CLE - BAIE-COMEAU	Cadre	Cadre supérieur - 630	1	
		Professionnel	Attaché d'administration - 111	2	
		Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	14	
			Enquêteur en matières frauduleuses - 298	2	
		Soutien	Agent de bureau - 200	4	
			Agent de secrétariat - 221	1	
		Téléphoniste-réceptionniste - 276	1		
	Total CLE - BAIE-COMEAU			-	25
	CLE - FORESTVILLE	Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	6	
		Soutien	Agent de bureau - 200	3	
	Total CLE - FORESTVILLE			-	9
	CLE - HÂVRE-SAINT-PIERRE	Cadre	Cadre supérieur - 630	1	
		Professionnel	Attaché d'administration - 111	1	
		Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	3	
		Soutien	Agent de bureau - 200	1	
	Agent de secrétariat - 221		1		
	Total CLE - HÂVRE-SAINT-PIERRE			-	7
	CLE - LES ESCOUMINS	Cadre	Cadre supérieur - 630	1	
		Professionnel	Attaché d'administration - 111	1	
		Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	2	
Soutien		Agent de bureau - 200	1		
		Agent de secrétariat - 221	1		
Total CLE - LES ESCOUMINS			-	6	

038

CLE - PORT-CARTIER	Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	2
	Soutien	Agent de bureau - 200	1
Total CLE - PORT-CARTIER			3
CLE - SEPT-ÎLES	Cadre	Cadre supérieur - 630	2
	Professionnel	Attaché d'administration - 111	2
	Technicien	Agent d'aide socio-économique - 214	16
	Soutien	Agent de bureau - 200	5
		Agent de secrétariat - 221	1
Total CLE - SEPT-ÎLES			27
Total Côte-Nord			77
Total			3836

Source : Données extraites du SAGIP à la paye 26 du 27 mars 2008 (effectif en place au 14 mars 2008).

Note : Ces données excluent le personnel de cabinet, les étudiants et les stagiaires et le personnel de la Ville de Montréal. Cependant, 94 effectifs sur la banque de suppléance sont inclus.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2^E GROUPE D'OPPOSITION

de fiche : RP 12

Titre

Pour les années 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008, montant dépensé visant l'intégration des immigrants et pris en compte par l'Accord Canada-Québec relatif à l'immigration et à l'admission temporaire des aubains.

Exposé et statistiques

Pour 2007-2008, les montants dépensés en vertu de l'Accord Canada-Québec relatif à l'immigration et à l'admission temporaire des aubains sont non disponibles.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2^E GROUPE D'OPPOSITION

de fiche : RP13

Titre

État de situation sur le programme Pacte pour l'emploi.

Depuis son annonce, le 18 mars dernier, le Pacte recueille un appui enthousiasme d'une majorité de représentants autant des milieux patronal que syndical. Jamais auparavant, un gouvernement n'a investi tant, sur le plan des ressources, des moyens et de la mobilisation. Le Pacte met de l'avant, une série d'investissements publics et privés de près d'un milliard de dollars sur trois ans.

Rappelons que cette vaste initiative gouvernementale vise à doter le Québec d'une main-d'œuvre mieux formée et performante et à aider les personnes qui veulent travailler à intégrer le marché du travail. Le Pacte s'inscrit dans une stratégie globale d'incitation au travail et de lutte contre la pauvreté.

Le Pacte pour l'emploi, vise à :

- aider les personnes qui veulent travailler;
- soutenir et améliorer la formation des travailleurs;
- appuyer les entreprises qui veulent améliorer leur productivité par le développement des compétences;
- mobiliser les partenaires de toutes les régions autour d'un engagement en faveur de l'emploi et de la qualification.

À terme, le Pacte pour l'emploi permettra de :

- diminuer de 50 000 le nombre de prestataires de l'assistance sociale;
- soutenir 52 000 personnes de plus dans leur démarche d'insertion au marché du travail ou de formation;
- former 250 000 travailleurs de plus;
- desservir 4800 entreprises additionnelles qui veulent accroître leur productivité par le développement des compétences de leur main-d'œuvre.

Le Pacte pour l'emploi comporte plusieurs nouveautés et l'ensemble de la démarche repose sur une mobilisation de tous les partenaires du marché du travail. Il s'articule autour de quatre piliers et comprend une série de moyens et de mesures :

Investir dans le potentiel des personnes (260,6 M\$)

- Les Démarcheurs d'emploi, un incitatif financier et un accompagnement vers l'emploi pour les nouveaux arrivants aux Programmes d'assistance sociale et ceux qui font des entrées et sorties répétitives à ces programmes.
- Le crédit d'impôt remboursable pour stage en milieu de travail sera porté à 40 % pour les employeurs qui embauchent des personnes immigrantes et des personnes handicapées (au lieu de 30 % actuellement).
- Un Passeport-emploi offrira à ceux qui participent aux mesures et services d'Emploi-Québec de disposer, lors de démarches de travail auprès d'employeurs, d'un porte folio décrivant leurs compétences particulières, leurs expériences de travail, ainsi que l'aide qu'Emploi-Québec leur apportera dans le but de soutenir leur insertion en emploi.
- L'allocation d'aide à l'emploi est majorée de 130 \$ à près de 200 \$ par mois.
- Les budgets et les participations au programme PRIIME visant l'intégration en emploi des personnes immigrantes seront doublés.
- Un effort budgétaire additionnel est mené pour accentuer l'intégration en emploi des personnes handicapées.

Valoriser le travail (106,1 M\$)

- Un supplément à la prime au travail d'une durée de 12 mois pour les prestataires de l'aide sociale éloignés du marché du travail quittant l'assistance sociale pour un emploi sera instauré.
- Un simulateur en ligne de revenu disponible permettra aux prestataires des Programmes d'assistance sociale de calculer l'avantage financier à travailler.
- Une nouvelle prime au travail pour les personnes présentant des contraintes sévères à l'emploi, notamment les personnes handicapées, sera mise en place.
- Dès juin 2009, les ménages sans enfant bénéficieront du versement anticipé de la Prime au travail.
- Des amendements à la Loi sur les régimes complémentaires de retraite seront proposés pour qu'un travailleur de plus de 55 ans puisse continuer de travailler tout en percevant une partie de sa rente de retraite et en bonifiant cette rente.
- Le projet Découvrir permettra à 3000 jeunes de découvrir un métier et à 750 entreprises de découvrir une relève. Plus de 7500 places supplémentaires seront créées dans le cadre du programme Alternative jeunesse favorisant une plus grande autonomie personnelle des jeunes de moins de 25 ans.

Une main-d'œuvre mieux formée, des entreprises plus productives (620,8 M\$)

- Le gouvernement favorisera le regroupement de PME au sein de mutuelles de formation de même que la formation en ligne; 1425 entreprises seront ainsi rejointes d'ici 2011.
- En trois ans, 4800 entreprises de plus seront soutenues afin de favoriser la formation de la main-d'œuvre.
- Des sommes additionnelles seront investies dans la formation en vue de faciliter le maintien en emploi des travailleurs par le développement des compétences.
- Dorénavant, on pourra fournir à plus de 12 000 personnes des services d'évaluation et de reconnaissance des compétences acquises en milieu de travail.
- Le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport mettra l'épaule à la roue en mobilisant le réseau de l'éducation pour que s'effectue un meilleur arrimage entre les besoins de main-d'œuvre et l'offre de formation sous-jacente.

Le Québec pourra ainsi maintenir sa croissance et permettre à toutes et à tous de réaliser leur plein potentiel.

Le Pacte régional : pour une meilleure réponse aux besoins

- Le Pacte constitue une réponse concertée et adaptée aux besoins spécifiques des régions et des localités.
- Des comités régionaux de concertation plus larges seront mis en place afin, notamment, d'assurer une meilleure adéquation entre l'emploi, la formation, l'apport de l'immigration, les besoins des entreprises et le développement économique des régions.
- Le Pacte pour l'emploi sera déployé progressivement dans toutes les régions du Québec à compter du 1^{er} avril 2008. Son succès repose sur une mobilisation de tous les acteurs socioéconomiques, soit les entreprises, les partenaires du marché du travail, le milieu de l'éducation, les organismes en développement de l'employabilité, les travailleurs et les personnes disponibles au travail.

En conclusion, compte tenu des nombreux appuis recueillis jusqu'à présent, force est de constater que le Pacte est un projet dynamique et mobilisateur qui répond véritablement aux besoins de la majorité des acteurs concernés par les questions de l'emploi et de la lutte contre la pauvreté.

SOURCE : Direction générale adjointe des politiques d'emploi – 2008.04.03

VALIDATION : DGP- BSMA – 2008.04.03

ÉTUDE DE CRÉDITS 2008-2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2^E GROUPE D'OPPOSITION

de fiche : RP14

Titre

Économies réalisées par le MESS par la réduction des prestations aux prestataires qui doivent retirer leur rente de retraite.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La *Loi sur l'aide aux personnes et aux familles* prévoit, à l'article 63, que l'adulte seul ou les membres de la famille doivent exercer leurs droits ou se prévaloir des avantages dont ils peuvent bénéficier en vertu d'une autre loi lorsque la réalisation de ces droits et avantages aurait un effet sur l'admissibilité de l'adulte ou de la famille au programme ou réduirait leur prestation.

Cette obligation, qui a toujours fait partie du régime québécois de sécurité du revenu, puisqu'on la retrouve à l'article 41 de la *Loi sur le soutien du revenu et favorisant l'emploi et la solidarité sociale*, à l'article 12 de l'ancienne *Loi de l'aide sociale*, ainsi qu'à l'article 30 de l'ancienne *Loi sur la sécurité du revenu*, oblige les personnes admissibles à une rente de retraite à demander celle-ci à la Régie des rentes du Québec.

Outre la rente de retraite du conjoint survivant, en janvier 2008, 28 110 ménages prestataires ont reçu une rente de retraite de la Régie des rentes du Québec, dont le montant moyen est établi à plus de 155 \$ par mois. On peut donc estimer l'économie générée par cette mesure à 52,4 M\$ en 2007-2008.

SOURCE : Direction des politiques de sécurité du revenu – 7 avril 2008

VALIDATION : Direction générale des politiques – 7 avril 2008

ÉTUDE DES CRÉDITS

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2^e GROUPE D'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP15

Titre

Effectifs selon la fonction et évolution mensuelle du nombre de dossiers par agent, pour chacun des centres locaux d'emploi en 2007-2008.

Exposé et statistiques

Effectifs selon la fonction :

Référer à la réponse transmise à la fiche RP11 – Demandes de renseignements particuliers du 2^e groupe d'opposition.

Nombre moyen de dossiers par agent pour l'ensemble des CLE :

À la fin février 2008, le nombre de dossiers opérationnels confiés à un agent de gestion des cas actifs fut en moyenne de 388.

- SOURCE :** Emploi-Québec – Direction du budget et des services administratifs et Direction de la planification des stratégies et de l'information de gestion – 20 mars 2008
- COLLABORATION :** Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles, Direction générale des services à la gestion
- VALIDATION :** Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles, Direction générale des services à la gestion – le 20 mars 2008

. 046

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2^E GROUPE D'OPPOSITION

de fiche : RP 16

Titre

État de situation détaillé de la mise en œuvre de la *Loi sur l'aide aux personnes et aux familles* et des diverses mesures découlant du projet de loi et leurs incidences financières.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La *Loi sur le soutien du revenu et favorisant l'emploi et la solidarité sociale* a été remplacée par la *Loi sur l'aide aux personnes et aux familles*, le 1^{er} janvier 2007, grâce à l'entrée en vigueur, à la même date, du *Règlement sur l'aide aux personnes et aux familles*.

L'application de la *Loi sur l'aide aux personnes et aux familles* a permis la mise en place, dès le 1^{er} janvier 2007, de deux nouveaux programmes d'aide financière. Il s'agit du Programme d'aide sociale et du Programme de solidarité sociale, qui remplacent le Programme d'assistance-emploi, l'un pour les ménages aptes à l'emploi, l'autre pour les personnes ayant des contraintes sévères à l'emploi et les membres de leur famille.

Les modalités d'application de ces programmes sont, par ailleurs, définies dans le *Règlement sur l'aide aux personnes et aux familles* qui, bien qu'il reconduise, en les adaptant au nouveau cadre législatif, la plupart des règles générales prévues au *Règlement sur le soutien du revenu*, introduit plusieurs nouvelles mesures visant à soutenir les personnes démunies et à favoriser leur autonomie. Certaines mesures sont entrées en vigueur au cours du dernier exercice financier.

La principale concerne la prolongation du carnet de réclamation. Plus précisément, cette mesure vise à encourager les prestataires à intégrer le marché du travail en maintenant le droit au carnet de réclamation, pour une période maximale de six mois, pour tout prestataire cessant d'être admissible à une aide financière de dernier recours en raison d'un revenu de travail. Les coûts associés à cette mesure s'établissent à **5,8 M\$** sur base annuelle, dont 4,8 M\$ pour la Régie de l'assurance maladie du Québec¹ et 1 M\$ pour le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale².

La *Loi sur l'aide aux personnes et aux familles* habilite le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale à offrir des mesures, programmes et services d'aide et d'accompagnement social (PAAS) destinés à répondre aux besoins des prestataires de l'aide financière de dernier recours qui ne sont pas immédiatement prêts à intégrer le marché du travail ou à participer aux programmes et mesures des services publics d'emploi. Outre Devenir, créé en mai 2006 à la suite d'une modification apportée à la *Loi sur le soutien du revenu et favorisant l'emploi et la solidarité sociale*, deux nouveaux programmes ont été mis en œuvre au cours de l'année 2007-2008 :

- ✓ **Interagir**, implanté en avril 2007, vise à permettre le développement ou le maintien d'habiletés, d'attitudes ou de comportements favorisant l'insertion personnelle et sociale de personnes pour qui l'accès au marché du travail ne peut qu'être envisagé à long terme;
- ✓ **Réussir**, mis en place en septembre 2007 avec la collaboration du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, permet à la clientèle prestataire du Programme de solidarité sociale, ayant des contraintes sévères à l'emploi, qui désire poursuivre des études de niveau secondaire professionnel ou de niveau postsecondaire, de s'engager dans une démarche qui les amènera à prendre une part plus active à la société et leur permettre ultimement d'intégrer le marché du travail.

Un budget annuel global de **17,2 M\$** en 2007-2008 et de **18,4 M\$** en 2008-2009 est consacré à la gestion des trois programmes d'aide et d'accompagnement social.

¹ Cette dépense résulte, notamment, de l'accès de la clientèle visée au régime public d'assurance médicaments aux mêmes conditions que les prestataires.

² Cette dépense résulte de l'application de règles assouplies dans l'éventualité d'un retour à l'aide.

La *Loi sur l'aide aux personnes et aux familles* a également permis la mise en œuvre, le 1^{er} avril 2007, du Programme alternative jeunesse, programme à caractère volontaire destiné aux jeunes adultes de moins de 25 ans. Pour l'année 2007-2008, le budget s'élevait à **18,3 M\$**, considérant qu'il s'agissait de la première année d'implantation. En 2008-2009, le budget se situe à **30,9 M\$** et il inclut la portion des crédits provenant du Pacte pour l'emploi prévue à cette fin.

La Loi permet aussi la création de programmes spécifiques d'aide financière destinés à répondre aux besoins particuliers de certaines personnes ou familles. Un premier programme spécifique a d'ailleurs été mis en œuvre le 1^{er} avril 2007, soit le « Soutien financier aux mineures enceintes ». Le programme se situe dans le prolongement de la « Mesure de soutien financier aux mineures enceintes en situation de dénuement » qui avait été créée en vertu de la *Loi sur le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et instituant la Commission des partenaires du marché du travail*. Il a pour objet d'accorder une aide financière temporaire, à partir de la 20^e semaine de grossesse jusqu'à la naissance de l'enfant, aux mineures enceintes qui ne peuvent compter sur d'autres ressources financières en vue de répondre à leurs besoins. Le budget de ce programme a été de **0,6 M\$** pour 2007-2008 et il demeure le même en 2008-2009.

SOURCE : Direction générale adjointe des politiques sociales – 21 mars 2008
VALIDATION : Direction générale des politiques – BSMA - 28 mars 2008

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2^E GROUPE D'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP 17

Titre

Le nombre et le pourcentage de personnes qui sont touchées par les modifications réglementaires à la sécurité du revenu.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Question non pertinente à l'étude des crédits.

SOURCE : Direction générale des politiques, Bureau de la sous-ministre adjointe – 6 mars 2008
VALIDATION : Direction générale des politiques, Bureau de la sous-ministre adjointe – 6 mars 2008

ÉTUDE DES CRÉDITS

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2^e GROUPE D'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP18

Titre

Effectifs selon la fonction et évolution mensuelle du nombre de dossiers par agent, pour chacun des centres locaux d'emploi en 2007-2008.

Exposé et statistiques

Effectifs selon la fonction :

Référer à la réponse transmise à la fiche RP11 – Demandes de renseignements particuliers du 2^e groupe d'opposition.

Nombre moyen de dossiers par agent pour l'ensemble des CLE :

À la fin février 2008, le nombre de dossiers opérationnels confiés à un agent de gestion des cas actifs fut en moyenne de 388.

SOURCE : Emploi-Québec – Direction du budget et des services administratifs et Direction de la planification des stratégies et de l'information de gestion – 20 mars 2008

COLLABORATION : Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles, Direction générale des services à la gestion

VALIDATION : Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles, Direction générale des services à la gestion – le 20 mars 2008

. 052

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2^{ÈME} GROUPE D'OPPOSITION

de fiche : RP19a

Titre

État de la situation du Programme de solidarité sociale en 2006-2007 et 2007-2008 avec :

- a) Répartition des prestataires avec contraintes sévères à l'emploi selon les diagnostics de nature invalidante pour incapacité supérieure ou égale à douze mois.

DIAGNOSTICS	NOMBRE D'ADULTES AVEC CONTRAINTES SÉVÈRES
	Janvier 2008
Retard mental, déficience mentale ou intellectuelle (code 3170)	14 847
Psychoses (code 2900)	16 506
Schizophrénie paranoïde (code 2953)	9 511
Troubles névrotiques, de la personnalité et autres (code 3000)	20 022
Déficience mentale ou intellectuelle sévère (code 3182)	6 225
Autres maladies et syndrome du système nerveux (code 3400)	5 791
Cardiopathies ischémiques (code 4100)	2 510
Arthropathies et affections apparentées (code 7100)	4 035
Maladies pulmonaires obstructives (code 4900)	2 089
Maladies endocriniennes, etc. (code 2400)	3 424
Trisomie 13, 18, 21 (code 7589)	2 795
Affections des régions du plan dorsal (code 7200)	5 331
Tumeurs malignes (code 1400)	1 603
Autres diagnostics	31 793
Rentes d'invalidité RRQ, Régime de pensions du Canada, etc. ¹	4 730
TOTAL	131 212

¹ Depuis le 1^{er} avril 1995, l'admissibilité à une rente d'invalidité en vertu du Régime de rentes du Québec est vérifiée pour chaque personne à qui on a reconnu des contraintes sévères à l'emploi ou qui a fait cette demande de reconnaissance. Le prestataire est alors informé qu'il doit faire compléter le rapport médical de la RRQ par son médecin traitant et qu'il doit acheminer ce rapport médical ainsi que le formulaire "Demande de prestations d'invalidité" à la Régie des rentes du Québec, en vertu de l'article 41 de la Loi.

Lorsque le prestataire d'aide financière de dernier recours est reconnu "invalide" par la Régie, il reçoit une rente d'invalidité qu'il doit déclarer en tant que revenu d'autres sources. Ce revenu, considéré dans le calcul de la prestation de solidarité sociale, pourra, dans certains cas, rendre le prestataire inadmissible à l'aide financière de dernier recours. Par conséquent, les adultes prestataires dénombrés ayant une rente d'invalidité reçoivent une prestation de solidarité sociale réduite, mais suffisante pour suppléer aux besoins non comblés par la rente.

SOURCE : Direction générale adjointe de la recherche, de l'évaluation et de la statistique - 5 avril 2008
VALIDATION : Direction générale des politiques - 7 avril 2008

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2^E GROUPE D'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP19b

Titre

État de la situation des programmes d'aide financière de dernier recours en 2007-2008 avec :

- b) Évolution mensuelle du nombre de demandes d'inscription à l'allocation pour contraintes sévères à l'emploi en ventilant selon l'étape de traitement du dossier et en spécifiant le délai moyen pour chacune de ces étapes.

A) Nombre de personnes avec contraintes sévères à l'emploi en janvier 2008, selon l'étape de traitement du dossier

Admission	Nombre	%
▪ Parce que bénéficiaires de rentes d'invalidité ¹	4 730	3,63
▪ Par un agent d'aide socio-économique	30 104	23,11
▪ Par un comité d'évaluation médicale et socioprofessionnelle	83 384	64,01
▪ Par un comité de révision	11 176	8,58
▪ Par le Tribunal administratif du Québec (TAQ)	825	0,63
▪ Autres	50	0,04
Total	130 269	100,00

¹ Les bénéficiaires de rentes d'invalidité d'un autre régime sont automatiquement admis à l'allocation pour contraintes sévères à l'emploi.

B) Nombre de demandes traitées par l'ensemble des comités d'évaluation médicale et socioprofessionnelle et des comités de révision du 24 mars 2007 au 20 mars 2008

Comités d'évaluation médicale et socioprofessionnelle

▪ Demandes reçues	14 068	
▪ Demandes traitées	14 065	100,0 %
▪ Demandes acceptées	7 632	54,3 %
▪ Demandes refusées avec allocation pour contraintes temporaires	4 723	33,6 %
▪ Demandes refusées sans allocation pour contraintes temporaires	1 710	12,1 %

Comités de révision

Période du 24 mars 2007 au 20 mars 2008

▪ Demandes reçues	1 741	
▪ Demandes traitées	1 870	100,00 %
▪ Demandes acceptées	997	53,3 %
▪ Demandes refusées avec allocation pour contraintes temporaires	233	12,4 %
▪ Demandes refusées sans allocation pour contraintes temporaires	536	28,7 %
▪ Autres (ex. : désistements ou non récurrents)	104	5,6 %

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2^E GROUPE D'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPAF19b (suite)

Titre

État de la situation des programmes d'aide financière de dernier recours en 2007-2008 avec :

- b) Évolution mensuelle du nombre de demandes d'inscription à l'allocation pour contraintes sévères à l'emploi en ventilant selon l'étape de traitement du dossier et en spécifiant le délai moyen pour chacune de ces étapes.

C) Nombre de demandes en appel, traitées par le Tribunal administratif du Québec du 24 mars 2007 au 20 mars 2008

Données non disponibles au 7 avril 2008.

D) Délai de traitement du 24 mars 2007 au 20 mars 2008

Demandes d'admissibilité au programme	Délai total moyen
• Admis par l'agent avec rapport médical (si diagnostic CSE évident)	Sans délai
• Recommandation des comités d'évaluation médicale et socioprofessionnelle ¹	6,1 jours

¹ Le délai total moyen de traitement en admission est le délai entre le moment où le dossier entre à la Direction de la conformité et de l'évaluation médicale et socioprofessionnelle et celui où il est transmis au CLE.

Demandes de révision²

• Décision et non recommandation des comités de révision	31,2 jours
--	------------

² Le délai total moyen de traitement en révision est le délai entre le moment de la date de réception de la demande (habituellement au CLE) ou la production d'observations et la date d'expédition de la décision par le Service de l'Est et de la révision médicale.

SOURCE : Direction des politiques de sécurité du revenu – le 7 avril 2008
COLLABORATION : DCP, SEMS; DRRTAQ, Service de l'Est et de la révision médicale; Tribunal administratif du Québec
VALIDATION : Direction générale des politiques – 7 avril 2008

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2^{ÈME} GROUPE D'OPPOSITION

de fiche : RP19c

Titre

État de la situation aux programmes d'aide financière de dernier recours en 2006-2007 et 2007-2008 avec :

- c) Répartition des ménages selon le mode de logement (propriétaires, locataires, chambreurs, en logement subventionné : HLM, coopérative d'habitation) en indiquant la catégorie de ménages.

JANVIER 2008

MODES DE LOGEMENT	CATÉGORIES DE MÉNAGES				TOTAL
	Personnes seules ¹	Couples sans enfants	Familles monoparentales	Couples avec enfants	
Propriétaires	9 126	3 616	1 603	1 627	15 972
Propriétaires à logements multiples	295	75	55	50	475
Locataires	104 871	9 866	29 300	15 458	159 495
Locataires H.L.M.	16 637	1 321	5 664	2 236	25 858
Chambreurs ou pensionnaires	72 394	496	3 570	452	76 912
Chambreurs ou pensionnaires chez parent ou enfant	37 586	377	2 743	257	40 963
Logement subventionné autre que HLM	6 209	470	2 166	648	9 493
Temporairement sans adresse ²	2 131	4	4	2	2 141
En hébergement	3 351	0	0	0	3 351
TOTAL	252 600	16 225	45 105	20 730	334 660

1. Inclut les conjoints d'étudiants.

2. Désigne les personnes qui n'ont pas d'adresse fixe ou stable ou qui n'ont pas l'assurance d'un hébergement stable pour les 60 prochains jours.

SOURCE : Direction générale adjointe de la recherche, de l'évaluation et de la statistique
5 avril 2008

VALIDATION : Direction générale des politiques – 7 avril 2008

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2^{ÈME} GROUPE D'OPPOSITION

de fiche : RP19 d et j

Titre

État de la situation aux programmes d'aide financière de dernier recours en 2006-2007 et 2007-2008 avec :

- d) Nombre d'enfants (moins de dix-huit ans) vivant au sein d'un ménage prestataire aux programmes d'aide financière de dernier recours, selon qu'ils fréquentent l'école primaire, l'école secondaire, le CÉGEP, l'université, ou qu'ils ne fréquentent pas l'école.
- j) Nombre d'enfants handicapés (**moins de dix-huit ans**) vivant au sein d'un ménage prestataire aux programmes d'aide financière de dernier recours.

DESCRIPTION	Nombre d'enfants de moins de 18 ans
	Janvier 2008
Âge préscolaire	42 183
Études primaires	36 231
Études secondaires	27 451
Études postsecondaires	456
Sans occupation	2 924
TOTAL	109 245
Handicapé	2 090

060

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP19ef

Titre

État de la situation des programmes d'aide financière de dernier recours en 2006-2007 et 2007-2008 avec :

- e) Nombre d'adultes de 18 ans et plus qui reçoivent une contribution parentale ou devraient en recevoir une.
- f) Économies que ces contributions parentales représentent pour le régime de la sécurité du revenu.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

- e) **Nombre d'adultes de 18 ans et plus qui reçoivent une contribution parentale ou devraient en recevoir une**

En janvier 2008, le nombre d'adultes de 18 ans et plus soumis à la contribution parentale était de 1 648 dont 1 006 sans diminution de prestation et 642 avec diminution de prestation.

- f) **Économies que ces contributions parentales représentent pour le régime d'aide financière de dernier recours**

Depuis l'instauration de la contribution parentale en 1989, un adulte prestataire qui ne répond pas à certains critères d'indépendance fixés par la Loi est réputé recevoir une contribution financière de ses parents. Le Règlement établit à partir de quel niveau de revenus des parents une contribution doit être imputée et quel est le montant de cette contribution.

Les économies générées par la contribution parentale sont estimées à **14,0 MS** en 2007-2008. Ces économies proviennent de la réduction de la prestation des adultes qui y sont soumis (**1,3 MS**) et de la baisse du taux d'assistance des jeunes adultes qui est générée par la contribution parentale (**12,7 MS**).

SOURCE: Direction des politiques de sécurité du revenu 4 avril 2008

VALIDATION : Direction générale des politiques – 4 avril 2006

062

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2^E GROUPE D'OPPOSITION

de fiche : RP19hi

Titre

État de la situation des programmes d'aide financière de dernier recours en 2006-2007 et 2007-2008 avec :

- h) Nombre de familles monoparentales avec des enfants de moins de douze ans qui reçoivent une pension alimentaire;
- i) Économies que ces pensions alimentaires représentent pour le régime d'aide de la sécurité du revenu.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

En janvier 2008, 7 218 familles monoparentales prestataires avec enfants de moins de douze ans déclarent recevoir une pension alimentaire¹.

Le total annuel des revenus de pension alimentaire **reçus** par ces familles monoparentales est estimé à 22,5 M\$ et est calculé en tenant compte d'un montant mensuel moyen de pension alimentaire de 259,29 \$.

En outre, le revenu de pension alimentaire est exclu jusqu'à concurrence de 100 \$ par mois et l'exclusion est accordée à toutes les familles tant biparentales que monoparentales **ayant un enfant à charge**. Le coût de cette exclusion, pour les familles monoparentales seulement ayant un enfant de moins de 12 ans qui reçoivent une pension alimentaire, est estimé à 8,4 M\$. On estime donc que les pensions alimentaires chez les familles monoparentales avec enfants de moins de douze ans engendrent une économie, sur base annuelle, de 14,1 M\$.

¹ Ce nombre inclut les familles prestataires pour lesquelles le Ministère s'est subrogé de plein droit aux droits de la personne créancière pour tous les versements de pension alimentaire dus à titre de paiement d'arrérages.

064

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2^{ÈME} GROUPE D'OPPOSITION

de fiche : RP19k

Titre

État de la situation aux programmes d'aide financière de dernier recours en 2006-2007 et 2007-2008 avec:

- k) Évolution mensuelle de la répartition des adultes avec contraintes temporaires à l'emploi selon les critères suivants :
 - i. État de santé;
 - ii. État de grossesse;
 - iii. Garde d'enfants d'âge préscolaire
 - iv. Garde d'enfants handicapés;
 - v. Critère de 55 ans;
 - vi. Attente de traitement d'une demande d'admission au Programme de solidarité sociale
 - vii. Partage du logement avec une personne qui requiert des soins constants;
 - viii. Autres contraintes temporaires.

MOTIFS POUR CONTRAINTE TEMPORAIRE

Mois et année	État de santé	État de grossesse	Enfants à charge ¹	Enfants handicapés	Critère de 55 ans	Attente décision contraintes sévères ²	Prend soin d'une personne ³	Autres ⁴	TOTAL
2007									
Avril	14 985	1 473	27 538	1 489	43 569	420	1 808	146	91 428
Mai	14 567	1 489	27 721	1 494	43 510	427	1 790	151	91 149
Juin	14 268	1 530	27 662	1 482	43 362	368	1 782	151	90 605
Juillet	13 802	1 469	27 799	1 486	43 306	378	1 781	143	90 164
Août	13 455	1 429	28 143	1 487	43 332	362	1 774	151	90 133
Septembre	13 236	1 399	28 156	1 487	43 294	328	1 778	151	89 829
Octobre	13 170	1 418	24 718	1 543	43 283	300	1 778	126	86 336
Novembre	13 432	1 392	24 964	1 533	43 205	296	1 778	121	86 721
Décembre	13 672	1 419	25 240	1 535	43 317	309	1 769	118	87 379
2008									
Janvier	13 514	1 414	25 691	1 550	43 544	317	1 739	135	87 904

1. Comprend les adultes qui ont la garde d'enfants d'âge préscolaire.
2. Attente de traitement d'une demande pour obtenir l'allocation pour contraintes sévères à l'emploi.
3. Partage du logement avec une personne que requiert des soins constants.
4. Comprend principalement des adultes réfugiés dans des maisons d'hébergement pour victime de violence.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2^{ÈME} GROUPE D'OPPOSITION

de fiche : RP191

Titre

État de la situation aux programmes d'aide financière de dernier recours en 2006-2007 et 2007-2008 avec:

- 1) Nombre de ménages déclarant des revenus, selon les catégories de barèmes et le revenu moyen déclaré.

SELON LE PROGRAMME ET LE TYPE D'ALLOCATION	REVENUS COMPTABILISABLES ¹	
	Janvier 2008	
	Nombre de ménages	Revenu comptabilisable
Aide sociale		
De base (incluant les hébergés) ²	11 870	207,19 \$
Contraintes temporaires ³	23 270	208,37 \$
Mixte temporaire ⁴	2 012	304,35 \$
Solidarité sociale		
Solidarité sociale (contraintes sévères) ⁵	30 314	403,88 \$
De base hébergé ⁶	263	56,43 \$
TOTAL	67 729	297,93 \$

1. Les revenus comptabilisables sont tous les revenus de travail et les revenus provenant d'autres sources (assurance-emploi, RRQ, CSST, pensions alimentaires, etc.) ayant un impact sur le montant de la prestation d'assistance sociale. La partie comptabilisée des revenus déclarés (revenu comptabilisable) est celle qui dépasse les exemptions permises (dans le cas des revenus de travail, des pensions alimentaires et des allocations d'aide à l'emploi), diminuant d'autant le montant de l'aide financière accordée.
2. Montant de base applicable à l'adulte seul ou au couple ne présentant aucune contrainte à l'emploi.
3. Allocation versée à un ménage composé de deux adultes lorsque les deux adultes présentent des contraintes temporaires à l'emploi.
4. Allocation versée à un adulte seul présentant une contrainte temporaire à l'emploi. Dans le cas de ménages avec deux adultes, seulement un des adultes présente une contrainte temporaire, l'autre adulte étant sans contraintes à l'emploi.
5. Allocation versée à un ménage où un ou deux adultes présentent une contrainte sévère à l'emploi.
6. Montant de base applicable à l'adulte hébergé admis dans un centre d'hébergement, d'accueil, hospitalier ou de réadaptation, de même qu'à un ex-détenu logé dans un établissement reconnu en vue de sa réinsertion sociale.

SOURCE : Direction générale adjointe de la recherche, de l'évaluation et de la statistique - 5 avril 2008

VALIDATION : Direction générale des politiques - 7 avril 2008

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2^{ÈME} GROUPE D'OPPOSITION

de fiche : RP19m

Titre

État de la situation aux programmes d'aide financière de dernier recours en 2006-2007 et 2007-2008 avec:
m) Nombre de ménages déclarant des biens, selon le genre de biens et la valeur moyenne des biens déclarés.

TYPES DE BIENS	BIENS DÉCLARÉS ¹	
	Janvier 2008	
	Nombre de ménages	Valeur moyenne
Avoir liquide	234 759	720,38 \$
Biens mobiliers	80 502	1 938,83 \$
Biens immobiliers	18 349	45 937,09 \$
Biens immobiliers pour travailleurs autonomes	2 146	6 348,69 \$
Dette hypothécaire	7 842	31 976,40 \$
Autres ²	8 454	29 663,44 \$

1. Les prestataires détenteurs d'un ou de plusieurs biens sont dénombrés lorsque la valeur des biens est supérieure à 1 \$.
2. Comprend les bénéfices payables au décès (incluant l'assurance-vie payable à la succession), les subventions ou emprunts pour réparations de la résidence ou pour le démarrage d'une entreprise, les indemnités versées pour sinistre ou expropriation, le capital provenant de la vente d'une résidence, la valeur résiduelle des biens et avoirs liquides cédés, les sommes dont l'enfant est propriétaire, etc.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2^E GROUPE D'OPPOSITION

de fiche : RP19n

Titre

État de situation du programme de l'assistance-emploi en 2006-2007 et 2007-2008 avec :

n : nombre de ménages ayant reçu des prestations en trop, en indiquant le montant moyen du trop-perçu et la raison de celui-ci, y compris l'erreur administrative et l'aide conditionnelle.

Exposé et statistiques

Prestations versées en trop

L'assistance-emploi doit être remboursée lorsqu'elle a été accordée en trop ou lorsqu'elle a été versée en attente de la réalisation d'un droit (aide conditionnelle) et que ce droit a été réalisé.

Règle générale, les sommes versées en trop, à la suite d'une erreur administrative, ne font pas l'objet d'une réclamation.

La provenance des réclamations nettes pour les années financières 2006-2007 et 2007-2008 se détaille comme suit :

	2006-2007			2007-2008		
	Nombre	Montant en M\$	Montant moyen	Nombre	Montant en M\$	Montant moyen
Réclamations incluses dans les résultats d'Emploi-Québec pour le volet des services de solidarité sociale						
- Réclamations suite à de l'aide reçue sans droit	95 696	33,8	353 \$	92 479	32,1	347 \$
- Réclamations suite à de fausses déclarations	17 522	68,8	3 923 \$	17 075	69,8	4 087 \$
- Réclamations concernant de l'aide conditionnelle	20 010	29,9	1 496 \$	18 402	25,8	1 400 \$
Sous total	133 228	132,5	994 \$	127 956	127,7	998 \$
Plus les réclamations suivantes non incluses dans les résultats						
- Réclamations concernant la NAF ^(1 et 12)	10 188	3,3	328 \$	9 369	3,3	354 \$
Montrant brut total des réclamations	143 416	135,8	947 \$	137 325	131,0	954 \$
Moins les notes de crédit	14 015	20,4	1 459 \$	12 584	18,3	1 454 \$
Montant net total des réclamations		115,4			112,7	

(1) NAF : Nouvelle allocation familiale payée par la RRQ

(2) Nombre estimé

SOURCE : Direction générale adjointe de la planification, de la performance et de l'information sur le marché du travail/Direction de la conformité et de la performance
4 avril 2008

VALIDATION : Bureau de la sous-ministre associée, le 7 avril 2008

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2^E GROUPE D'OPPOSITION

de fiche : RP19p

Titre

État de la situation des programmes d'aide financière de dernier recours en 2007-2008 avec :

- p) nombre de personnes ayant demandé de l'aide en raison d'un dénuement total, en spécifiant le motif de la demande, le montant moyen de l'aide accordée, le motif de la décision et l'aide conditionnelle.

Exposé et statistiques

Données générales pour 2007-2008 (jusqu'au 29 février 2008)

Le nombre total de demandes reçues a été de 2 836. De ce nombre, il y eut :

- 2 550 demandes acceptées;
- 278 demandes refusées;
- 8 désistements.

L'aide totale accordée fut de 5 367 003 \$, répartie en aide remboursable et en aide gratuite :

- Aide remboursable : 228 326 \$
- Aide gratuite : 5 138 677 \$

Le montant moyen d'aide versée s'établit quant à lui à 2 105 \$.

Faits saillants pour 2007-2008 (jusqu'au 29 février 2008)

Motifs invoqués pour l'obtention de prestations en vertu du pouvoir discrétionnaire	Nombre de demandes acceptées	Montant par catégorie (\$)	Répartition par catégorie (%)*	Montant moyen accordé (\$)
Ces personnes seules ou ces familles sont inadmissibles selon les règles régulières d'attribution d'une aide financière de dernier recours				
Composition familiale	19	9 157	0,7	482
Contribution parentale	1	382	0,1	382
Bien ou avoir liquide cédé	45	117 767	1,8	2 617
Excédent de biens	128	240 948	5,0	1 882
Perte d'argent	18	11 673	0,7	649
Personne tenue de loger	160	327 953	6,3	2 050
Prestation spéciale	112	63 458	4,4	567
Prestation spéciale désintoxication	957	1 876 863	37,5	1 961
Prévenu tenu de loger	1 056	2 555 217	41,4	2 420
Revenu (incluant : antériorité du déficit, saisie, etc.)	13	13 768	0,5	1 059
Sans statut légal	41	149 817	1,6	3 654
TOTAL	2550	5 367 003	100,0%	2 105

* Pourcentage du montant total accordé.

SOURCE : Emploi-Québec – Direction des mesures et des services de solidarité sociale,
Le 4 avril 2008

VALIDATION : Bureau de la sous-ministre associée, le 7 avril 2008

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2^{ÈME} GROUPE D'OPPOSITION

de fiche : RP19q

Titre

État de la situation aux programmes d'aide financière de dernier recours en 2006-2007 et 2007-2008 avec:

q) Nombre de personnes ayant bénéficié d'une aide complémentaire à l'assurance-emploi.

COMPOSITION FAMILIALE	REVENUS D'ASSURANCE-EMPLOI ¹
	Janvier 2008
	Nombre d'adultes
Personnes seules	897
Couples sans enfants	181
Familles monoparentales	154
Couples avec enfants	168
TOTAL	1 400

1. Correspond à tout montant déclaré supérieur à 2 \$.

SOURCE : Direction générale adjointe de la recherche, de l'évaluation et de la statistique, 5 avril 2008
VALIDATION : Direction générale des politiques – 7 avril 2008

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2^E GROUPE D'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP19R

Titre

État de la situation des programmes d'aide financière de dernier recours en 2007-2008 et 2008-2009 avec :

- r) Ventilation détaillée des impacts pour le Québec des bonifications annoncées à l'assurance-emploi sur le régime de la Sécurité du revenu.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Depuis le 31 décembre 2000, le gouvernement du Canada a prolongé la durée des prestations parentales de l'assurance-emploi (de six mois à un an), donnant ainsi aux parents qui le désirent la possibilité de passer plus de temps avec leurs jeunes enfants pendant la première année de leur vie. Le nombre d'heures requis pour être admissible aux prestations de maternité, parentale et de maladie dans le cas des pêcheurs qui ne sont pas travailleurs indépendants, est passé de 700 à 600 heures.

De plus, le 2 février 2001, l'honorable Jane Stewart, ministre de Développement des ressources humaines Canada, a présenté le projet de loi C-2 visant à modifier la *Loi sur l'assurance-emploi*. Les modifications visaient à :

- supprimer la règle de l'intensité; cette règle de l'intensité a été adoptée dans le but de dissuader les gens de recourir de façon répétée à l'assurance-emploi, en réduisant le taux de prestation des prestataires fréquents; le taux de prestation de 55 % est diminué de 1 % pour chaque tranche de 20 semaines de prestations reçues au cours des cinq dernières années, sans toutefois être inférieur à 50 %;
- remanier la clause de remboursement des prestations (récupération);
- modifier les règles visant les parents qui réintègrent la population active; la condition d'admissibilité de 910 heures pour les personnes qui arrivent ou qui reviennent sur le marché du travail ne s'appliquera plus dans le cas des parents qui se sont absentes du marché du travail pendant un an ou plus pour élever leurs enfants;
- continuer de contrôler et d'évaluer les répercussions du régime d'assurance-emploi jusqu'en 2006;
- permettre au gouverneur en conseil d'établir le taux de cotisation minimal pour deux ans;
- maintenir le maximum de la rémunération assurable (MRA) à 39 000 \$;
- harmoniser le *Règlement sur l'assurance-emploi* (pêche) avec les prestations de maternité, parentales et de maladie bonifiées.

Ce projet de loi a été sanctionné le 10 mai 2001. L'élimination de la règle d'intensité et les nouvelles règles visant les parents ont eu un effet rétroactif au 1^{er} octobre 2000. Le remaniement de la modalité de remboursement des prestations a eu un effet rétroactif à l'année d'imposition 2000. L'harmonisation du *Règlement sur l'assurance-emploi* (pêche) a eu un effet rétroactif au 31 décembre 2000.

Par la suite, le 15 août 2001, le *Règlement sur l'assurance-emploi* a été modifié en ce qui concerne les gains non déclarés. Auparavant, le remboursement des prestations exigé en cas de rémunération non déclarée était calculé sur toute la période d'emploi du prestataire pendant laquelle il touchait des prestations d'assurance-emploi. En conséquence, le prestataire devait parfois rembourser des prestations, même pour des semaines où il avait déclaré ses gains correctement. Pour corriger la situation, la modification permettra d'appliquer les gains seulement aux semaines où ils ont réellement été gagnés.

Le 18 novembre 2001, le *Règlement sur l'assurance-emploi* a été de nouveau modifié de telle sorte que les prestataires d'assurance-emploi pourront exclure les semaines à faible rémunération de moins de 150 \$ du calcul de leurs prestations (ce montant a été haussé à 225 \$ en juin 2003). Cette modification a été faite afin d'encourager les travailleurs à accepter tout emploi disponible.

Depuis le 21 juillet 2002, les apprentis, inscrits à des programmes de formation agréés, n'ont à observer qu'un délai de carence de deux semaines pour un même apprentissage quand ils font une demande de prestation d'assurance-emploi.

Le budget fédéral du 18 février 2003 prévoit six semaines de prestation pour soins prodigués par compassion en vue de prendre soin d'un parent, d'un enfant ou d'un conjoint gravement malade ou mourant. Cette mesure est entrée en vigueur le 4 janvier 2004.

Depuis juin 2004, dans le cadre d'un projet-pilote de deux ans, le nombre de semaines de prestations auquel a droit un prestataire est haussé de cinq dans toutes les régions dont le taux de chômage excède 10 %, sous réserve que le total des semaines de prestations ne dépasse pas 45.

Le 23 février 2005, l'honorable Lucienne Robillard, ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences, a annoncé trois projets-pilotes qui se dérouleront dans des régions où le taux de chômage est élevé (10 % ou plus) et viseront à déterminer l'incidence des mesures suivantes sur le marché du travail :

- Permettre aux personnes qui entrent sur le marché du travail, ou qui y reviennent après une absence prolongée, de toucher des prestations d'assurance-emploi après 840 heures de travail (plutôt que 910) lorsque les prestations sont liées à des programmes d'emploi de l'assurance-emploi. (11 décembre 2005 - 6 janvier 2008)
- Calculer le montant des prestations d'assurance-emploi en fonction des revenus des « 14 meilleures semaines » au cours des 52 semaines précédant une demande de prestations. Pour les personnes qui travaillent de façon intermittente, les prestations d'assurance-emploi traduiront ainsi plus fidèlement le fait d'occuper un emploi à plein temps. (30 octobre 2005 – 25 octobre 2008)
- Augmenter le seuil de revenus pendant une période de prestations pour permettre aux gens de retirer le plus élevé des deux montants suivants, soit 75 \$ ou 40 % des prestations, de façon à les encourager à occuper un emploi sans diminution de leurs prestations. (11 décembre 2005 – 6 décembre 2008)

Impact sur la clientèle des programmes d'aide financière de dernier recours et les coûts :

Pour ce qui est des modifications prévues dans le projet de loi C-2, seule celle touchant l'élimination de la règle de l'intensité a affecté la clientèle des programmes d'aide financière de dernier recours. En éliminant la règle d'intensité, le taux de prestation est donc rétabli à 55 % pour l'ensemble des prestataires et celui de la récupération fiscale ne tiendra plus compte de la fréquence des demandes antérieures. En supposant une augmentation des prestations d'assurance-emploi de 5 %, en moyenne, en raison de l'élimination de cette clause¹, la baisse des prestations d'aide financière de dernier recours est estimée de près de 400 000 \$ annuellement pour l'ensemble des ménages et il y aurait près de 100 ménages qui (pour un mois donné) ne seraient plus admissibles à l'aide de dernier recours.

Les projets-pilotes, annoncés en juin 2004 et février 2005, et qui visent les régions Centre-du-Québec, Chicoutimi-Jonquière, Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, Bas-Saint-Laurent/Côte-Nord, Nord-Ouest du Québec et Trois-Rivières, pourraient affecter la clientèle de la sécurité du revenu. Les cinq semaines supplémentaires prévues dans le cadre du projet pilote de 2004 pourraient avoir pour effet, d'une part, de diminuer les demandes d'admission à l'aide financière de dernier recours à la suite de la fin des prestations d'assurance-emploi et, d'autre part, de diminuer le montant des prestations d'aide de dernier recours versées en supplément au cours de ces cinq semaines. Quant au projet-pilote de 2005, les effets sur la clientèle pourraient être similaires.

À noter qu'au cours de l'année 2007, il y avait, en moyenne, quelques 1 431 ménages qui recevaient mensuellement à la fois des prestations d'assurance-emploi et d'assistance-emploi.

¹ La hausse véritable variera entre 0 et 10 %.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIEME GROUPE D'OPPOSITION

de fiche : RP19s

Titre :

État de la situation du programme d'aide financière de dernier recours en 2006-2007 et 2007-2008 avec :

s) Liste et coûts des besoins spéciaux, y compris l'assurance médicaments, pour 2007-2008.

À noter :

L'assurance médicaments ne fait plus partie des besoins spéciaux couverts par l'aide financière de dernier recours et relève maintenant du MSSS

Coût des prestations spéciales (en 000 \$)

2007-2008
(dépenses probables)

I. Prestations spéciales pour préserver la santé

A. Préparations lactées	1 213,6
B. Biens et services administrés par le MESS	
- Lunettes et lentilles	4 434,3
- Chaussures orthopédiques et orthèses plantaires	1 175,3
- Prothèses, orthèses et accessoires prescrits	12 118,1
- Suppléments (suppléments mensuels pour diabète, hémodialyse, grossesse, allaitement, paraplégie et stomie temporaire)	8 749,3
- Transports pour fins médicales	38 482,4
- Autres	771,5
Sous-total B	65 730,9
Sous-total de la partie I	66 944,5

II. Prestations spéciales relatives à la compensation de certaines pertes ou en considération de situations particulières

- Rechercher ou postuler un emploi ou retourner dans son milieu d'origine	5,2
- Enfant à charge fréquentant l'école	7 014,5
- Frais funéraires	2 024,7
- Compenser les pertes lors d'un incendie ou d'un sinistre	700,6
- Compenser les effets d'une séparation	37,2
- Aide au logement (en dénuement)	0
- Loyer pour une personne seule hébergée	43,5
Sous-total de la partie II	9 825,7

III. Prestations spéciales pour le développement de l'employabilité

Le transfert, vers Emploi-Québec, des responsabilités en matière de développement de l'employabilité et des budgets qui y sont liés a été complété en 1999-2000.

TOTAL	76 770,2
--------------	-----------------

SOURCE : Direction des politiques de sécurité du revenu – 7 avril 2008

VALIDATION : Direction générale des politiques – 7 avril 2008

Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2^E GROUPE D'OPPOSITION

de fiche : RP19t

Titre

État de situation du Programme de l'assistance-emploi en 2006-2007 et 2007-2008 avec :

t : nombre de prestataires référés aux mesures actives d'Emploi-Québec ainsi que le délai de référence.

Exposé et statistiques

Amorcée en 2006-2007, l'adaptation de la prestation de service s'est poursuivie en 2007-2008. La nouvelle prestation de service permet aux requérants à l'aide financière de dernier recours qui déposent leur demande en personne, d'obtenir au même moment des services d'emploi. La référence n'est plus requise dans ce cas.

Au 22 février 2008, on dénombre un total de 107 055 nouvelles participations à une intervention des services publics d'emploi initiées par des participants de l'assistance sociale, soit un total de 65 932 nouveaux participants.

SOURCE : Direction de la planification, des stratégies et de l'information de gestion.
Direction de la statistique et du soutien aux expérimentations
Le 7 avril 2008

VALIDATION: Bureau de la sous-ministre associée, le 8 avril 2008

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2^E GROUPE D'OPPOSITION

de fiche : RP19u

Titre

État de la situation des programmes d'aide financière de dernier recours en 2007-2008 et prévisions pour 2008-2009 avec :

- u) Nombre de prestataires admissibles à une rente d'invalidité de la Régie des rentes du Québec et l'économie générée en 2007-2008.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La *Loi sur l'aide aux personnes et aux familles* prévoit, à l'article 63, que le prestataire doit exercer ses droits ou se prévaloir des avantages dont il peut bénéficier en vertu d'une autre loi si la réalisation de ces droits et avantages a un effet sur son admissibilité à un programme ou réduit ses prestations.

Cette obligation, qui a toujours fait partie du régime québécois de sécurité du revenu puisqu'on la retrouve à l'article 41 de la *Loi sur le soutien du revenu et favorisant l'emploi et la solidarité sociale*, à l'article 12 de l'ancienne *Loi de l'aide sociale* ainsi qu'à l'article 30 de l'ancienne *Loi sur la sécurité du revenu*, oblige les personnes admissibles à une rente d'invalidité de demander celle-ci à la Régie des rentes du Québec.

Outre la rente pour invalidité des conjoints survivants, en janvier 2008, 11 567 ménages prestataires ont reçu une rente d'invalidité de la Régie des rentes, dont le montant moyen est établi à près de 641 \$ par mois. L'économie annuelle générée par la comptabilisation de ce revenu peut donc être estimée à 89,0 M\$ en 2007-2008.

SOURCE : Direction des politiques de sécurité du revenu -7 avril 2008
VALIDATION : Direction générale des politiques -7 avril 2008

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2^{IÈME} GROUPE D'OPPOSITION

de fiche : RP19v

Titre

État de la situation du programme d'aide financière de dernier recours en 2007-2008 et prévisions pour 2008-2009 avec :

- v) Nombre de prestataires admissibles à une rente de préretraite et économie générée en 2007-2008.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La *Loi sur l'aide aux personnes et aux familles* prévoit, à l'article 63, que l'adulte seul ou les membres de la famille doivent exercer leurs droits ou se prévaloir des avantages dont ils peuvent bénéficier en vertu d'une autre loi lorsque la réalisation de ces droits et avantages aurait un effet sur l'admissibilité de l'adulte ou de la famille au programme ou réduirait leur prestation.

Cette obligation, qui a toujours fait partie du régime québécois de sécurité du revenu, puisqu'on la retrouve à l'article 41 de la *Loi sur le soutien du revenu et favorisant l'emploi et la solidarité sociale*, à l'article 12 de l'ancienne *Loi de l'aide sociale*, ainsi qu'à l'article 30 de l'ancienne *Loi sur la sécurité du revenu*, oblige les personnes admissibles à une rente de retraite à demander celle-ci à la Régie des rentes du Québec.

Outre la rente de retraite du conjoint survivant, en janvier 2008, 28 110 ménages prestataires ont reçu une rente de retraite de la Régie des rentes du Québec, dont le montant moyen est établi à plus de 155 \$ par mois. On peut donc estimer l'économie générée par cette mesure à 52,4 M\$ en 2007-2008.

SOURCE : Direction des politiques de sécurité du revenu – 7 avril 2008

VALIDATION : Direction générale des politiques – 7 avril 2008

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP19w

Titre

État de la situation des programmes d'aide financière de dernier recours en 2007-2008 et 2008-2009 avec :

- w) Bilan du budget et des dépenses pour le Programme allocation-logement et nombre de ménages qui en ont bénéficié pour l'année 2007-2008 et prévisions pour 2008-2009.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le 21 septembre 2004, le ministre d'alors, monsieur Claude Béchar, avait annoncé des modifications visant à harmoniser certaines dispositions du *Règlement sur le soutien du revenu* afin d'en assurer la cohérence avec le Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, notamment, l'abolition, au 1^{er} décembre 2004, de la prestation spéciale d'aide au logement pour les familles nouvellement admises au Programme d'assistance-emploi. Toutefois, les familles prestataires qui recevaient cette prestation au 30 novembre 2004 bénéficiaient de « droits acquis » dans la mesure où elles conservaient, sans interruption, le droit à une prestation d'assistance-emploi et à la prestation spéciale d'aide au logement. Le cas échéant, ces « droits acquis » étaient maintenus jusqu'à la prochaine réévaluation annuelle de leur dossier, soit le 30 septembre 2005.

Année	Nombre de ménages	Dépenses (M\$)
2007-2008	0	0 M\$

SOURCE : Direction des politiques de sécurité du revenu – 4 avril 2008
VALIDATION : Direction générale des politiques – 7 avril 2008

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2^E GROUPE D'OPPOSITION

de fiche : RP20

Titre

Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l'emploi.

Exposé et statistiques

Du 24 mars 2007 au 20 mars 2008, 14 068 personnes ont déposé une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l'emploi.

SOURCE : Direction générale adjointe de la planification, de la performance et de l'information sur le marché du travail/Direction de la conformité et de la performance
4 avril 2008

VALIDATION : Bureau de la sous-ministre associée, le 4 avril 2008

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2^E GROUPE D'OPPOSITION

de fiche : RP21

Titre

Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l'emploi, mais dont la demande a été refusée.

Exposé et statistiques

En 2007-2008, pour la période du 24 mars 2007 au 20 mars 2008, 14 068 personnes ont fait une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l'emploi; parmi elles 14 065 demandes ont été traitées en évaluation pour la reconnaissance de contraintes sévères à l'emploi (CSE) et 6433 demandes ont été refusées. Cela représente une proportion de refus de 45,8% comparativement à une proportion de 52,6% l'année précédente. Ces données ne tiennent pas compte de l'instance de révision ni du Tribunal administratif du Québec.

SOURCE : Direction générale adjointe de la planification, de la performance et de l'information sur le marché du travail/Direction de la conformité et de la performance
4 avril 2008

VALIDATION : Bureau de la sous-ministre associée, le 7 avril 2008

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

de fiche : RPAF22

Titre

Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l'emploi, mais dont la demande a été refusée initialement et pour laquelle la personne a gagné en appel (en révision ou au Tribunal administratif du Québec).

Exposé et statistiques

2007-2008

- Du 26 mars 2007 au 20 mars 2008, 1 870 demandes de contraintes sévères à l'emploi ont été traitées en révision et 997 ont été acceptées, soit 53,3%.
- Pour la même période, 167 requêtes pour contraintes sévères à l'emploi ont été traitées par le TAQ. De ce nombre, 25 ont été accueillies, soit 32,1% des 78 décisions sur le fond. Les autres se sont réglées hors tribunal, en conciliation ou ont fait l'objet de désistement.

2006-2007

- Pour la même période de l'exercice précédent, soit du 25 mars 2006 au 23 mars 2007, 2 247 demandes ont été traitées en révision et 1 430 ont été acceptées, soit 63,6 %.
- Pour la même période, 169 requêtes pour contraintes sévères à l'emploi ont été traitées par le TAQ. De ce nombre, 24 ont été accueillies, soit 32,4% des 74 décisions sur le fond.

Pour plus de détails sur l'évolution des demandes pour cette clientèle, consulter la fiche 19b.

SOURCE : Suzanne Montambault, DRRTAQ – 9 avril 2008
COLLABORATION : Service de l'est et de la révision médicale,
Tribunal administratif du Québec;
VALIDATION : DGAGRC, BSMA, le 9 avril 2008

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2^E GROUPE D'OPPOSITION

de fiche : RP 23

Titre

Ventilation détaillée des montants accordés par le programme Prime au travail par région pour les groupes suivants:

- a) Personne vivant seule
- b) Couple
- c) Famille monoparentale
- d) Famille biparentale
- e) Définition du concept « revenu d'emploi » pour le programme
- f) Définition du concept « lien d'emploi » pour le programme

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le ministère du Revenu du Québec répondra à cette question.

SOURCE : Direction générale des politiques - Bureau de la sous-ministre adjointe - 4 avril 2008

VALIDATION : Direction générale des politiques — Bureau de la sous-ministre adjointe — 4 avril 2008

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2^E GROUPE D'OPPOSITION

RP74 de fiche : RQAP

Titre

Évaluation des coûts du régime d'assurance parentale du Québec (RQAP)

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Question non pertinente à l'étude des crédits 2008-2009.

SOURCE : Conseil de gestion de l'assurance parentale, le 31 mars 2008
VALIDATION : Conseil de gestion de l'assurance parentale, le 1^{er} avril 2008

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2^E GROUPE D'OPPOSITION

RP75 de fiche : RQAP

Titre

Les coûts administratifs de mise en oeuvre du RQAP.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Question non pertinente à l'étude des crédits 2008-2009.

SOURCE : Conseil de gestion de l'assurance parentale, le 31 mars 2008
VALIDATION : Conseil de gestion de l'assurance parentale, le 1^{er} avril 2008

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2^E GROUPE D'OPPOSITION

RP76 de fiche : RQAP

Titre

Évaluation des coûts du régime d'assurance parentale du Québec pour la première année du régime.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Question non pertinente à l'étude des crédits 2008-2009.

SOURCE : Conseil de gestion de l'assurance parentale, le 31 mars 2008
VALIDATION : Conseil de gestion de l'assurance parentale, le 1^{er} avril 2008

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2^E GROUPE D'OPPOSITION

RP77 de fiche : RQAP

Titre

Nombre de personnes admissibles au régime d'assurance parentale du Québec en 2007-2008.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Question non pertinente à l'étude des crédits 2008-2009.

SOURCE : Conseil de gestion de l'assurance parentale, le 31 mars 2008

VALIDATION : Conseil de gestion de l'assurance parentale, le 1^{er} avril 2008

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2^E GROUPE D'OPPOSITION

RP78 : RQAP

Titre

État de situation sur les négociations avec le gouvernement fédéral au sujet du remboursement à faire au gouvernement fédéral tel que prévu à l'entente.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Question non pertinente à l'étude des crédits 2008-2009.

SOURCE : Direction générale des affaires gouvernementales et des relations avec les citoyens, coll Conseil de gestion de l'assurance parentale, le 2 avril 2008

VALIDATION :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2^E GROUPE D'OPPOSITION

de fiche : RP79

Titre

État de situation au sujet du comité interministériel sur les centres de travail adapté

Exposé et statistiques

Le 1^{er} avril 2006, le Programme de subventions aux entreprises adaptées a été transféré à Emploi-Québec. Un comité interministériel dont le mandat consistait notamment à assurer un transfert de responsabilité harmonieux a été mis en place.

Considérant qu'Emploi-Québec assume maintenant l'entière responsabilité du Programme de soutien aux entreprises adaptées, les membres du comité, d'un commun accord, l'ont dissous en avril 2007, un an après le transfert.

SOURCE : Direction générale des opérations – Direction régionale du Centre-du-Québec
4 avril 2008

VALIDATION: Bureau de la sous-ministre associée, le 7 avril 2008

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS Du 2^e GROUPE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP93

Stratégie nationale en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale

État de situation détaillé au sujet des axes et sous-axes du Plan d'action en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

a. AXE 1 – Améliorer le bien-être des personnes en situation de pauvreté

- ajuster annuellement les prestations d'assistance-emploi;
- assouplir les règles de comptabilisation des actifs dans le cadre du Programme d'assistance-emploi;
- protéger la prestation à laquelle une personne a droit à l'assistance-emploi;
- offrir à toutes les familles une exemption partielle des revenus de pension alimentaire pour enfants dans le cadre du Programme d'assistance-emploi;
- pourvoir au financement du Réseau québécois du crédit communautaire;
- réviser annuellement le salaire minimum en fonction de l'évolution de la rémunération moyenne au Québec;
- appuyer davantage les travailleuses et les travailleurs à faible revenu par la mise en place de la nouvelle Prime au travail;
- une prime à la participation : augmenter l'allocation minimale d'aide à l'emploi accordée aux prestataires de l'assistance-emploi;
- favoriser une mise en mouvement rapide des nouveaux demandeurs d'assistance-emploi aptes au travail;
- augmenter la participation et améliorer l'accès à des mesures d'aide à l'emploi pour les groupes davantage touchés par la pauvreté;
- mieux soutenir l'intégration socioprofessionnelle des personnes immigrantes et des membres des minorités visibles;
- établir un régime particulier de soutien du revenu pour les personnes ayant des limitations importantes à l'emploi;
- augmenter le nombre de logements sociaux et abordables et accélérer leur réalisation;
- accorder des suppléments au loyer à 5 276 ménages pour atténuer les effets de la pénurie de logements;
- adapter le logement de plus de 6 000 personnes handicapées;
- adopter un cadre de gestion intégré pour offrir des services de soutien communautaire en logement social;
- favoriser le développement d'initiatives communautaires en matière d'habitation;
- améliorer l'offre de service destinée aux personnes sans-abri ou qui risquent de le devenir;
- miser sur la contribution des organismes communautaires;
- poursuivre le soutien à la mise en œuvre de projets d'approvisionnement alimentaire dans les communautés locales et les milieux défavorisés;
- poursuivre le soutien à la réalisation de mesures d'aide alimentaire ponctuelles, notamment en faveur des enfants;
- améliorer l'accès aux médicaments pour les personnes ayant un faible revenu.

b. AXE 2 – Prévenir la pauvreté et l'exclusion sociale en développant le potentiel des personnes

- mettre en place un Soutien aux enfants aidant davantage les familles à faible revenu;
- favoriser le développement des enfants en provenance des milieux défavorisés en facilitant leur accès à des services de garde éducatifs de qualité;
- offrir des services intègres en périnatalité et en petite enfance pour les familles vivant en contexte de vulnérabilité;
- soutenir l'innovation et l'intégration des activités de prévention auprès des jeunes enfants (de zéro à six ans) et de leur famille;
- expérimenter le programme Famille, école et communauté : ensemble pour la réussite scolaire;
- implanter le Programme d'aide à l'éveil à la lecture et à l'écriture dans les milieux défavorisés;
- soutenir le réseau scolaire dans le développement de l'aide aux devoirs et aux leçons;
- soutenir le réseau scolaire dans le développement du mentorat au secondaire pour favoriser la réussite scolaire;
- assurer la qualification des jeunes provenant des centres jeunesse;
- intervenir en faveur des jeunes en grande difficulté dans les territoires de CLSC;
- adapter les services de formation et d'accompagnement aux besoins des jeunes, décrocheuses et décrocheurs scolaires ou faiblement scolarisés, âgés de 16 à 24 ans;

- encourager l'acquisition d'une première qualification en favorisant la conciliation travail et études;
- offrir des solutions de rechange à l'assistance-emploi aux jeunes de moins de 25 ans et sans contraintes à l'emploi;
- mettre en œuvre une entente interministérielle pour le développement des jeunes;
- se doter d'un Engagement jeunesse en faveur des jeunes de 16 à 24 ans sous-scolarisés ou sans emploi;
- soutenir des initiatives sociocommunautaires contribuant à favoriser la participation sociale des personnes âgées à faible revenu.

c. AXE 3 – Favoriser l'engagement de l'ensemble de la société

- investir au service des initiatives des milieux grâce au Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS);
- convenir des secteurs et des territoires prioritaires d'intervention et soutenir des actions à l'échelle de la région;
- soutenir l'émergence de stratégies locales en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale sur les territoires prioritaires d'intervention;
- amener les ministères et organismes concernés à établir les ressources consacrées aux territoires prioritaires d'intervention convenus avec les régions et les villes et à déterminer des attentes de résultats sur ces territoires;
- lutter contre les préjugés à l'égard des personnes en situation de pauvreté.

d. AXE 4 – Assurer la constance et la cohérence de l'action

- évaluer l'impact des propositions de nature législative ou réglementaire sur le revenu des personnes en situation de pauvreté;
- assurer un pilotage interministériel efficace et coordonné;
- intensifier les échanges avec le gouvernement du Canada;
- intensifier le dialogue avec les nations autochtones et soutenir l'émergence de stratégies locales dans les villages et réserves.

Exposé et statistiques

Le Ministère a rendu compte de la première année de la mise en œuvre du *Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale* en déposant le bilan de l'an I devant l'Assemblée nationale en juin 2005. Le bilan de l'an 2 a été rendu public à la fin de l'année 2006 et celui de l'an 3 (en annexe), en 2007. Les trois bilans révèlent que toutes les mesures du plan d'action ont été mises en œuvre. Des interventions en matière de prévention de la pauvreté, d'amélioration de la situation financière, de réussite scolaire, d'accès à des logements abordables et d'insertion sociale et professionnelle ont été offertes afin de lutter contre les causes et les conséquences de la pauvreté. Un quatrième bilan est en préparation; il devrait être rendu public à l'automne prochain.

Tableau des investissements prévus dans le cadre du Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (mis à jour en janvier 2008)

Estimations pour l'ensemble du Québec

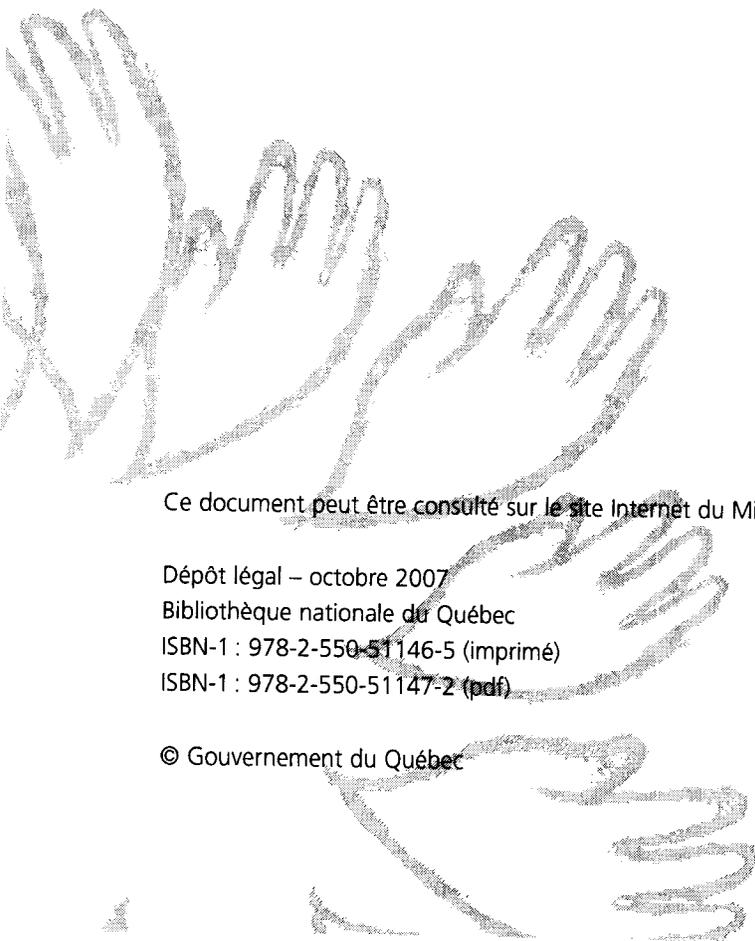
Estimations en millions de dollars	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	Total sur cinq ans
Programme de soutien à faible revenu						
Indexation des prestations d'aide sociale :						
Contraintes sévères : pleine indexation	4,2	24,2	56,5	86,5	110,3	281,7
Sans contraintes sévères:						
- Indexation	2,8	15,4	35,5	54,6	69,4	177,7
- Programme d'aide et d'accompagnement social	0,0	0,0	12,0	12,0	0,0	24,0
<i>Sous-total</i>	7,0	39,6	104,0	153,1	179,7	483,4
Prime au travail	3,0	76,0	198,0	206,0	219,0	702,0
Soutien aux enfants	94,0	308,0	201,0	211,0	229,0	1 043,0
<i>Sous-total</i>	104,0	423,6	503,0	570,1	627,7	2 228,4
Programme de soutien à faible revenu - autres						
Construction de logements à loyer modique ou abordables	36,9	90,6	117,0	117,0	144,0	505,5
Programme RénoVillage	6,0	0,0	0,0	0,0	0,0	6,0
Adaptation du logement de personnes handicapées	7,5	11,4	10,9	2,7	0,0	32,5
Accorder des suppléments au loyer aux ménages	16,8	18,8	17,5	15,5	10,5	79,0
Hausse des dépenses pour l'entretien et la rénovation des HLM	0,0	5,0	5,3	9,8	22,8	42,9
Compensation de la hausse des coûts de construction des logements sociaux	0,0	0,0	24,8	4,6	0,0	29,4
<i>Sous-total</i>	67,1	125,8	175,5	149,6	177,3	695,3
Programme de soutien à faible revenu - autres - cours						
Exemption partielle des revenus de pension alimentaire	0,0	4,0	14,0	14,0	14,0	46,0
Instaurer un barème plancher à l'aide sociale	0,0	5,0	10,0	10,0	10,0	35,0
Favoriser l'épargne chez les ménages à faible revenu	0,0	0,1	5,0	7,0	7,0	19,1
Investir dans le Réseau québécois du crédit communautaire	1,5	1,5	1,5	2,2	2,2	9,0
Gratuité des médicaments	0,0	5,3	7,0	23,5	29,0	64,8
Rehaussement des seuils d'admissibilité à l'aide juridique	0,0	1,6	8,3	15,0	21,9	46,8
<i>Sous-total</i>	1,5	17,5	45,8	71,7	84,1	220,6
Total	172,6	566,8	724,3	791,4	889,1	3 144,3
Indicateurs de suivi						
	Avril 2003	Novembre 2007	Variation			
Nombre de prestataires	543 980	483 054	-11,2%			
Taux d'assistance sociale (0-64 ans)	8,4%	7,3%	-1,1%			

*Plan d'action gouvernemental
en matière de lutte contre la pauvreté
et l'exclusion sociale
2004-2009*

BILAN DE LA TROISIÈME ANNÉE

Octobre 2007

Québec 



Ce document peut être consulté sur le site Internet du Ministère : www.mess.gouv.qc.ca

Dépôt légal – octobre 2007
Bibliothèque nationale du Québec
ISBN-1 : 978-2-550-51146-5 (imprimé)
ISBN-1 : 978-2-550-51147-2 (pdf)

© Gouvernement du Québec

Ce rapport a été préparé par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale en collaboration avec le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, le ministère de la Santé et des Services sociaux, le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, le ministère de la Famille et des Aînés, le ministère du Travail, le ministère des Affaires municipales et des Régions, la Société d'habitation du Québec et le Secrétariat à la jeunesse.

MOT DU MINISTRE



J'ai le plaisir de vous présenter le bilan de la troisième année de la mise en œuvre du Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2004-2009, intitulé *Concilier liberté et justice sociale : un défi pour l'avenir*. Ce plan d'action s'inspire de la Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et découle de l'application de la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Cette loi guide l'action gouvernementale et engage l'ensemble de la société québécoise dans ce formidable défi de faire du Québec, sur un horizon de dix ans, l'une des nations industrialisées où l'on compte le moins de personnes vivant dans la pauvreté et l'exclusion sociale.

Avec ce bilan de la troisième année, la moitié du chemin du plan d'action a pour ainsi dire été parcourue. Je suis heureux d'affirmer que l'ensemble des mesures de ce plan d'action est aujourd'hui implanté et que des résultats significatifs sont déjà observables. Je suis également fier de rappeler que les investissements, d'abord évalués à 2,5 milliards de dollars, ont été bonifiés pour atteindre un peu plus de 3 milliards sur cinq ans.

Le nombre d'adultes à l'aide de dernier recours diminue de 6,1 %, en particulier chez les femmes (diminution de 8,5 %), les jeunes de moins de 25 ans (diminution de 13 %) et les familles monoparentales (diminution de 15,2 %). Aujourd'hui, nous comptons 20 000 enfants de moins se trouvant dans une famille inscrite à l'aide de dernier recours, une réduction de plus de 14 % depuis avril 2003. Cependant, près de 120 000 enfants vivent encore dans un environnement économique très difficile. C'est pourquoi la famille est au centre du plan d'action. Les revenus disponibles des familles en situation de pauvreté se sont aussi améliorés de façon significative depuis la mise en œuvre du plan de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Par exemple, le revenu disponible des familles monoparentales avec un enfant de 3 ans dont le parent travaille à temps plein au salaire minimum a fait un bond de 23,3 %, alors que ce revenu a augmenté de 21,9 % pour les familles monoparentales prestataires du Programme d'aide sociale.

Par ailleurs, je suis fier de l'augmentation de 10 % des nouvelles participations aux mesures d'intégration à l'emploi des personnes issues des communautés culturelles et des minorités visibles. Je me réjouis également de l'augmentation de 20 % du nombre de participations des personnes de 50 ans et plus aux services publics d'emploi et de l'augmentation de plus de 12 % de la participation des personnes aux mesures favorisant l'accès des personnes handicapées au marché du travail. Ces progrès sont porteurs d'espoir pour des milliers de personnes qui veulent retrouver leur dignité, réaliser leurs ambitions et contribuer pleinement au développement socioéconomique de notre société.

Toutefois, ce combat contre la pauvreté n'est pas terminé. L'éducation, la formation, l'emploi et la solidarité sont au cœur des solutions durables pour combattre cette pauvreté que nous voulons éliminer. Voilà pourquoi nous voulons valoriser le travail, combattre le décrochage scolaire et l'exclusion sociale, prévenir la pauvreté, mieux accompagner et soutenir les efforts des personnes vers une plus grande autonomie sociale et professionnelle.

Enfin, je veux remercier très sincèrement celles et ceux qui contribuent, chaque jour dans leur milieu, à chacune des grandes victoires que nous obtenons pour éliminer la pauvreté et l'exclusion sociale. Une grande partie de ce succès leur appartient.

Le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale,

Sam Hamad

SOMMAIRE

Le Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, présenté en avril 2004 par le gouvernement du Québec, regroupe un ensemble de mesures devant être mises en œuvre sur un horizon de cinq ans en vue d'atteindre les objectifs fixés par la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Le plan d'action repose sur une démarche gouvernementale et intersectorielle qui associe tous les acteurs concernés.

En vertu de cette loi, le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale doit présenter au gouvernement un rapport annuel portant sur les activités réalisées dans le cadre du plan d'action. Jusqu'ici, deux bilans annuels ont été déposés à l'Assemblée nationale.

En plus des mesures mises en œuvre en 2006-2007, le présent bilan fait état des activités réalisées depuis mars 2003, soit à la suite de l'entrée en vigueur de la Loi.

UN BILAN POSITIF

L'année 2006-2007 marque l'entrée en vigueur des dernières mesures prévues au plan d'action. Depuis avril 2004, le gouvernement a donc respecté ses engagements et a mis en œuvre les mesures suivantes :

- l'indexation des prestations des programmes d'aide financière de dernier recours en janvier 2005, 2006 et 2007;
- l'augmentation du salaire minimum en mai 2005, 2006 et 2007;
- l'introduction d'une prestation plancher à l'abri de toute réduction liée au défaut d'entreprendre des démarches pour intégrer le marché du travail;
- l'entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2007, de la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles et de son règlement, qui ont entraîné la mise en place du Programme de solidarité sociale et du Programme d'aide sociale et, à partir d'avril 2007, du Programme alternative jeunesse qui est offert aux jeunes âgés de moins de 25 ans pour leur permettre d'acquérir ou de recouvrer leur autonomie personnelle, sociale et professionnelle;
- la mise en place de programmes d'aide et d'accompagnement social qui visent à fournir aux prestataires un soutien et un accompagnement personnalisés dans leurs démarches vers l'autonomie et l'insertion sociale et professionnelle;
- la mise en œuvre de la mesure Jeunes en action;
- la mise en œuvre de la Prime au travail, qui est un nouveau crédit d'impôt accessible aux ménages de travailleurs à faible et à moyen revenus, avec ou sans enfants, et qui vise à accroître leur intérêt à intégrer ou à réintégrer le marché du travail ou à y demeurer;
- l'entrée en vigueur du nouveau Soutien aux enfants, qui améliore la couverture des besoins des enfants à charge âgés de moins de 18 ans et qui constitue une aide plus généreuse, particulièrement pour les familles à faible revenu;
- des investissements majeurs au chapitre du logement social et abordable, portant l'objectif de réalisation de logements sociaux et communautaires à 20 000 d'ici à 2009;
- l'adaptation de logements pour les personnes handicapées;

- la mise en œuvre de mesures qui visent la réussite scolaire, la lutte au décrochage scolaire et l'insertion sociale et professionnelle des jeunes;
- la gratuité des médicaments pour les personnes âgées qui reçoivent au moins 94 % de la prestation du Supplément de revenu garanti et pour tous les prestataires des programmes d'aide financière de dernier recours;
- la révision des barèmes d'admissibilité à l'aide juridique, qui permet à plus de personnes de se prévaloir de ces services;
- la création du Comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale;
- la mise sur pied du Centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion;
- la création du Fonds québécois d'initiatives sociales, qui vise le financement de projets d'initiatives du milieu;
- le déploiement de l'approche territoriale intégrée dans plusieurs régions du Québec.

TABLE DES MATIÈRES

MOT DU MINISTRE	5
SOMMAIRE	7
1. DES FAITS MARQUANTS EN 2006-2007	13
1.1 Des mesures visant l'intégration sociale ou professionnelle des prestataires	13
1.2 Des mesures visant la prévention	14
1.3 Des mesures qui, bien que n'étant pas directement liées à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, contribuent néanmoins à atteindre les objectifs recherchés	15
2. LE PLAN D'ACTION : OÙ EN SOMMES-NOUS TROIS ANS APRÈS ?	17
2.1 Des progrès en matière de sécurité économique	17
2.1.1 La clientèle des programmes d'aide financière de dernier recours	17
2.1.2 L'aide aux familles	22
2.1.3 L'évolution du revenu disponible des personnes et des familles en situation de pauvreté	24
2.2 Des progrès en matière d'accès à de meilleures conditions de vie	28
2.2.1 Les logements sociaux	28
2.2.2 L'accès aux médicaments pour les personnes à faible revenu	28
2.3 DES PROGRÈS EN MATIÈRE D'AIDE À L'INSERTION EN EMPLOI DE CERTAINES CLIENTÈLES	29
2.3.1 Les personnes immigrantes et les membres des minorités visibles	29
2.3.2 Les personnes âgées de 50 ans et plus	29
2.3.3 Les personnes handicapées présentant des contraintes importantes à l'emploi	30
2.4 DES AVANCÉES EN MATIÈRE DE PRÉVENTION DE LA PAUVRETÉ ET DE L'EXCLUSION SOCIALE	30
2.4.1 La réussite et la persévérance scolaires	30
2.4.2 Des mesures s'adressant aux parents	32
2.5 DES AVANCÉES EN MATIÈRE D'ORGANISATION DES SERVICES ET DE COORDINATION	32
2.5.1 L'approche territoriale intégrée	33
2.5.2 Le Comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale	33

2.5.3	Le Centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion	34
2.5.4	Le comité interministériel sur la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale	34
CONCLUSION		35

LISTE DES TABLEAUX

TABLEAU 1	Évolution du nombre et de la répartition des adultes prestataires selon le programme d'aide financière de dernier recours	18
TABLEAU 2	Évolution du nombre et de la répartition des adultes prestataires selon leur situation familiale	19
TABLEAU 3	Évolution du nombre et de la répartition des adultes prestataires selon le type de contraintes	19
TABLEAU 4	Évolution du nombre et de la répartition des adultes prestataires selon la durée consécutive aux programmes d'aide financière et de dernier recours	20
TABLEAU 5	Évolution du nombre et de la répartition des adultes prestataires selon l'âge	20
TABLEAU 6	Évolution du nombre et de la répartition des adultes prestataires selon le sexe	21
TABLEAU 7	Évolution du revenu disponible	24
TABLEAU 8	Évolution du revenu disponible des familles monoparentales avec un enfant de 3 ans	25
TABLEAU 9	Évolution du revenu disponible des familles biparentales avec un enfant de 3 ans	26
TABLEAU 10	Évolution du revenu disponible des couples sans enfants	26
TABLEAU 11	Évolution du revenu disponible des personnes seules	27
TABLEAU 12	Taux de décrochage scolaire à 17 ans	31
TABLEAU 13	Taux de retard scolaire au primaire et au secondaire	31
TABLEAU 14	Taux d'obtention d'un diplôme d'études secondaires au Québec	32

1. DES FAITS MARQUANTS EN 2006-2007

En plus de voir se terminer l'implantation des mesures prévues au Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, l'année 2006-2007 a été marquée par la mise en œuvre d'un certain nombre de nouvelles mesures.

1.1 Des mesures visant l'intégration sociale ou professionnelle des prestataires

LES PROGRAMMES D'AIDE ET D'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL

Les trois programmes d'aide et d'accompagnement social permettent d'offrir aux participants une aide et un accompagnement structurés, destinés à développer ou à maintenir certaines habiletés, attitudes ou certains comportements et à rechercher des solutions permettant de lever les obstacles qui nuisent à leur cheminement socioprofessionnel.

Le programme Devenir vise à permettre aux prestataires des programmes d'aide financière de dernier recours de recevoir, dans le cadre de projets particuliers, un soutien et un accompagnement personnalisés afin de les aider à s'engager dans une démarche qui les amènera à prendre une part plus active dans la société et les préparera, à l'intérieur d'une participation de douze mois, à intégrer une mesure ou un programme des services publics d'emploi en vue d'accéder éventuellement au marché du travail.

Le programme Interagir s'adresse en priorité aux adultes prestataires du Programme d'aide sociale ou du Programme de solidarité sociale. Il vise à permettre le développement ou le maintien d'habiletés, d'attitudes ou de comportements favorisant l'insertion personnelle et sociale de personnes pour qui l'accès au marché du travail ne peut être envisagé qu'à long terme.

Enfin, le programme Réussir s'adresse aux adultes admissibles au Programme de solidarité sociale qui présentent des contraintes sévères à l'emploi. Ce programme permet aux personnes admissibles qui fréquentent un établissement d'enseignement secondaire en formation professionnelle ou un établissement d'enseignement postsecondaire de poursuivre des études à temps plein ou à temps partiel en ayant accès à une aide financière de dernier recours en supplément de l'aide financière aux études qu'ils reçoivent.

LE PROGRAMME ALTERNATIVE JEUNESSE

Ce programme offre aux jeunes âgés de moins de 25 ans une solution de remplacement à l'aide financière de dernier recours. Ainsi qu'il est défini dans la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles, il vise, sur une base volontaire, à soutenir financièrement les jeunes adultes âgés de moins de 25 ans, admissibles à un programme d'aide financière de dernier recours et qui ont besoin d'une aide financière pour assurer leur subsistance, ainsi qu'à les encourager à réaliser des activités leur permettant d'acquérir ou de recouvrer une autonomie personnelle, sociale et professionnelle.

Le Programme alternative jeunesse doit être la voie à privilégier, par les jeunes admissibles ou admis aux programmes d'aide sociale et de solidarité sociale, pour avoir accès aux différents services publics d'emploi. Alternative jeunesse repose sur un principe de contrepartie. En effet, en contrepartie de l'engagement du jeune à s'investir dans une démarche d'insertion, le programme donne droit à une intervention personnalisée ainsi qu'à une aide financière composée, notamment, d'une allocation jeunesse.

JEUNES EN ACTION

Parmi les services publics d'emploi, les jeunes âgés de moins de 25 ans peuvent également participer à la nouvelle mesure Jeunes en action. Cette mesure s'adresse aux jeunes qui éprouvent des difficultés socioprofessionnelles importantes qui les empêchent de réaliser une intégration au marché du travail à court ou à moyen terme. Jeunes en action a pris la relève du programme Solidarité jeunesse le 1^{er} avril 2007. L'objectif poursuivi par cette mesure est d'amener les participantes et les participants à développer leur autonomie sur les plans personnel, social et professionnel et de les accompagner dans leur intégration et leur maintien en emploi, leur retour aux études ou leur projet professionnel qui n'implique pas le recours à une mesure active.

1.2 Des mesures visant la prévention

MESURE D'ACCOMPAGNEMENT DES 16-17 ANS (IDÉO)

Dans le cadre de la Stratégie d'action jeunesse, la mesure d'accompagnement des 16-17 ans vise à prévenir l'usage des programmes d'aide financière de dernier recours par ceux qui sont à risque de décrochage scolaire ou par ceux qui l'ont déjà fait, au moyen d'une intervention centrée sur le soutien à la persévérance scolaire. Par l'entremise d'un réseau constitué de différents partenaires du milieu, l'intervention a pour but de permettre aux jeunes de 16-17 ans de prendre part à un projet par lequel ils pourront développer leur autonomie sociale, professionnelle et personnelle et, à terme, développer un plus grand sentiment d'appartenance à leur communauté. Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale collabore à ce projet expérimental, qui est sous la responsabilité du Secrétariat à la jeunesse.

PROLONGATION DE DEUX ANS DE LA STRATÉGIE AGIR AUTREMENT

La stratégie d'intervention en milieu défavorisé Agir autrement a été mise en œuvre pour soutenir les écoles secondaires accueillant des élèves des milieux les plus défavorisés. Elle permet, notamment par un soutien financier et professionnel, à chacune des écoles ciblées de mettre en place des mesures adaptées à ses besoins pour favoriser la réussite éducative des élèves. La stratégie devait prendre fin en 2006-2007, soit après cinq ans, mais le gouvernement a accepté d'en prolonger la mise en œuvre pour une période de deux ans afin d'atteindre les objectifs recherchés et d'en permettre l'évaluation.

SOUTIEN AUX RESPONSABLES DE SERVICES DE GARDE TRAVAILLANT EN MILIEU DÉFAVORISÉ

Une entente de trois ans (2006-2009) entre le ministère de la Famille et des Aînés et la Fondation Lucie et André Chagnon vise à accroître le soutien offert aux responsables de services de garde en milieu familial travaillant en milieu défavorisé. L'entente comprend deux volets. Le premier, sous la responsabilité du ministère de la Famille et des Aînés, se traduit par le versement d'une allocation additionnelle aux bureaux coordonnateurs situés en milieu défavorisé. Le second volet, sous la responsabilité de la Fondation, consiste à concevoir une stratégie de formation à l'intention du personnel des bureaux coordonnateurs, dans une optique de mise au point et d'application de pratiques d'excellence.

Une somme de 12,5 millions de dollars (dont 9 millions proviennent du ministère de la Famille et des Aînés et 3,5 millions de la Fondation) permettra aux bureaux coordonnateurs de participer aux travaux et aux différentes activités réalisées dans le cadre du volet de formation du personnel, de faire appel à des spécialistes (orthophoniste, psychoéducateur, etc.), d'embaucher des ressources professionnelles en réponse aux besoins particuliers des responsables d'un service de garde en milieu familial et de procéder à l'ajout de ressources selon les besoins du milieu.

1.3 Des mesures qui, bien que n'étant pas directement liées à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, contribuent à atteindre les objectifs recherchés

POLITIQUE GOUVERNEMENTALE DE LUTTE CONTRE LE RACISME ET LA DISCRIMINATION

Les personnes immigrantes et les membres des minorités visibles doivent parfois faire face à des difficultés d'insertion professionnelle qui réduisent leurs possibilités d'autonomie financière, d'intégration sociale et de participation à la société québécoise. À l'automne 2006, avec le soutien technique du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, le gouvernement a tenu une consultation publique visant à doter le Québec d'une politique gouvernementale de lutte contre le racisme et la discrimination. Cette consultation s'inscrit dans la logique des actions entreprises par le

gouvernement ces dernières années en vue de faciliter l'intégration et la pleine participation des citoyennes et des citoyens de toutes origines, en assurant à chacune et à chacun l'égalité des chances et le respect des différences. Les travaux de développement se poursuivront en 2007-2008 afin d'élaborer une politique intégrée de lutte contre le racisme et la discrimination. Un plan d'action devrait venir soutenir cette politique gouvernementale.

LE PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL DE PROMOTION DES SAINES HABITUDES DE VIE ET DE PRÉVENTION DES PROBLÈMES RELIÉS AU POIDS

L'accès pour tous en tout temps à des aliments sains est tributaire de plusieurs facteurs, dont le pouvoir d'achat des individus ainsi que la disponibilité et l'accessibilité alimentaires. Atteindre la sécurité alimentaire pour tous au Québec est une entreprise qui nécessite la collaboration de plusieurs acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux et fait donc appel à une stratégie d'action intersectorielle.

Le Plan d'action gouvernemental de promotion des saines habitudes de vie et de prévention des problèmes reliés au poids (2006-2012) convie plusieurs ministères à agir ensemble, notamment en matière de sécurité alimentaire. Il prévoit également la révision de la Politique québécoise en matière de nutrition, qui sera élargie pour inclure les enjeux liés à l'alimentation, notamment la sécurité alimentaire.

2. LE PLAN D'ACTION : OÙ EN SOMMES-NOUS TROIS ANS APRÈS SA MISE EN ŒUVRE ?

2.1 Des progrès en matière de sécurité économique

Dans l'ensemble des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques, on observe que les conditions de vie des citoyennes et des citoyens se sont radicalement améliorées au cours des dernières décennies, notamment grâce à la croissance économique. Parmi les illustrations les plus tangibles de ces améliorations, il faut noter le retour en emploi de millions de personnes et, en conséquence, les réductions massives du nombre de chômeuses et de chômeurs ainsi que de la clientèle des programmes d'assistance sociale. Ces constats s'appliquent également au Québec où la situation s'est améliorée de façon significative depuis la fin des années 1990.

Par exemple, le nombre d'emplois à temps plein a augmenté de 509 200 au Québec entre 1996 et 2006, alors que l'augmentation a été de seulement 100 000 entre 1986 et 1996. La proportion de la population qui occupe un emploi (taux d'emploi) a également atteint un niveau record ces dernières années. Il en va de même pour les seuls emplois à temps plein. En conséquence, le taux de chômage est au plus bas et enregistré, depuis 1999, sa plus longue période sous les 10 % en trente ans. Il était de 7,6 % en mars 2007¹.

Jumelées à l'amélioration de la situation économique, les mesures mises en place depuis l'adoption de la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale, en décembre 2002, et la mise en œuvre du plan d'action gouvernemental, en avril 2004, ont contribué à améliorer les conditions de vie de plusieurs personnes.

2.1.1 La clientèle des programmes d'aide financière de dernier recours

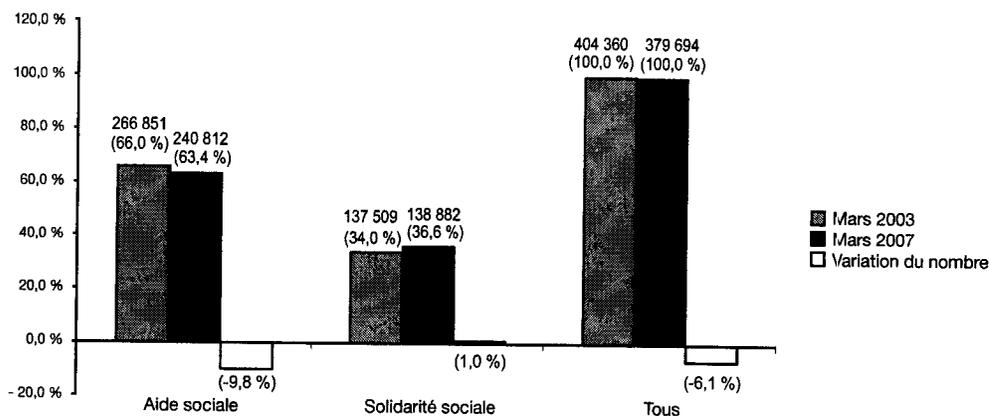
L'amélioration de la situation économique a également eu des effets notables sur le nombre de prestataires des programmes d'aide financière de dernier recours. Ainsi, depuis le dernier sommet de 1996 jusqu'en 2004, le nombre d'adultes prestataires a baissé de 26,6 % (de 483 060 en mars 1996 à 354 624 en mars 2004). Bien que de façon moins marquée, cette baisse s'est poursuivie depuis la mise en œuvre du plan d'action.

Entre mars 2003 et mars 2007, le nombre d'adultes présents à l'aide financière de dernier recours a diminué de 6,1 %, passant de 404 360 à 379 694 (tableau 1). Cette baisse est particulièrement observable chez les adultes qui bénéficient du Programme d'aide sociale, le nombre d'adultes prestataires ayant diminué de 9,8 % (266 851 contre 240 812), alors que le nombre d'adultes prestataires bénéficiant du Programme de solidarité sociale (adultes présentant des contraintes sévères et leur conjoint) a augmenté de 1 % (137 509 contre 138 882).

1. Données non désaisonnalisées, Statistique Canada.

TABLEAU 1

**Évolution du nombre et de la répartition des adultes prestataires
selon le programme d'aide financière de dernier recours
Mars 2003 et 2007**



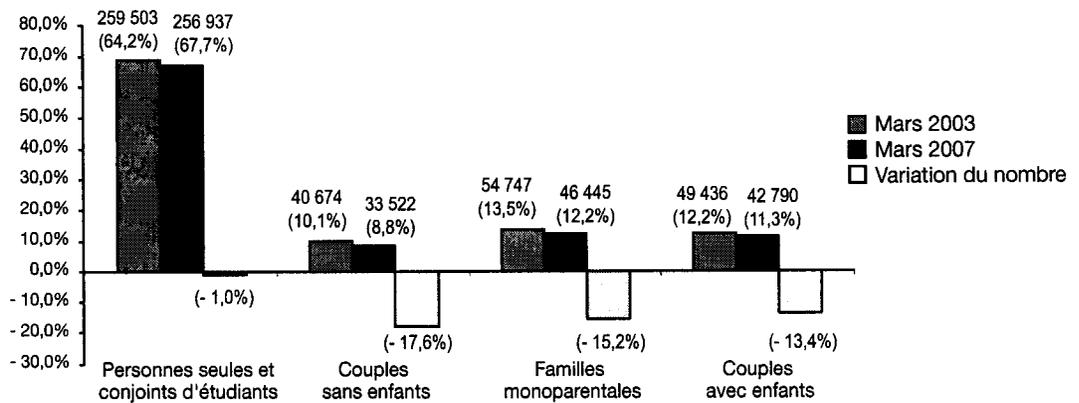
Les familles sont les principales gagnantes de cette évolution, leur nombre ayant diminué de façon particulièrement nette, soit de 15,2 % pour les familles monoparentales (54 747 contre 46 445 adultes) et de 13,4 % chez les familles biparentales (49 436 contre 42 790 adultes) (tableau 2). Quant aux couples sans enfants, leur nombre a baissé dans une proportion de 17,6 % (40 674 contre 33 522 adultes). Le nombre de personnes seules² est pour sa part demeuré relativement stable, en baisse de seulement 1 % (259 503 contre 256 937 adultes).

Plus encore, cette diminution s'est également traduite par une baisse notable du nombre d'enfants vivant dans une famille prestataire des programmes d'aide financière de dernier recours. Le programme compte en effet près de 20 000 enfants de moins en mars 2007 qu'en mars 2003, soit une baisse de 14,2 %. Leur nombre est passé de 139 869 à 119 939.

2. Inclut également les conjoints d'étudiants (832 adultes en mars 2007).

TABLEAU 2

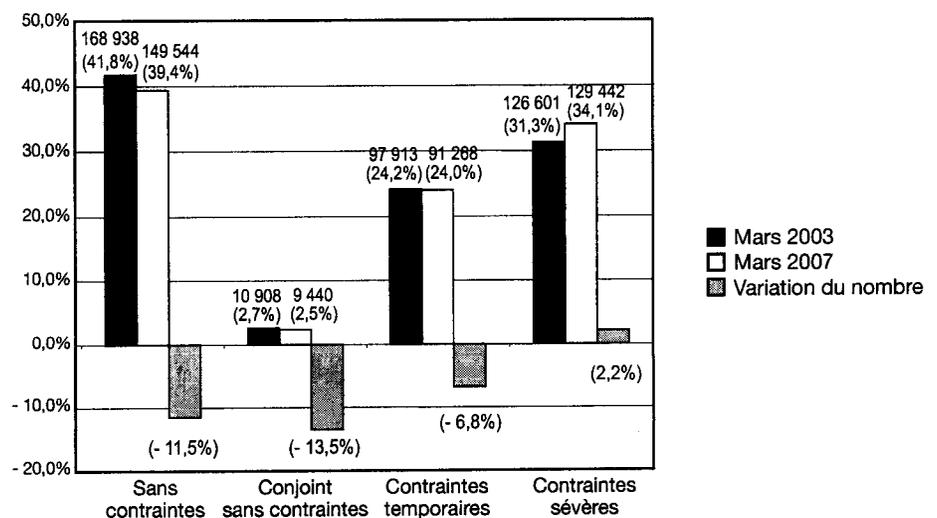
**Évolution du nombre et de la répartition des adultes prestataires
selon leur situation familiale
Mars 2003 et 2007**



Cette baisse est aussi particulièrement claire chez la clientèle sans contraintes à l'emploi. Ainsi, les adultes prestataires du Programme d'aide sociale qui sont sans contraintes à l'emploi ont vu leur nombre diminuer de 11,5 %, alors que les adultes prestataires du Programme de solidarité sociale qui présentent des contraintes sévères ont vu leur augmenter de 2,2 %³ (tableau 3). Parmi l'ensemble de la clientèle des programmes d'aide financière de dernier recours, la proportion des adultes prestataires du Programme de solidarité sociale est ainsi passée de 34 % en mars 2003 à 36,6 % en mars 2007 (tableau 1). Ainsi, une proportion de plus en plus grande de l'ensemble de la clientèle est plus éloignée du marché du travail.

TABLEAU 3

**Évolution du nombre et de la répartition des adultes prestataires selon le type de contraintes
Mars 2003 et 2007**

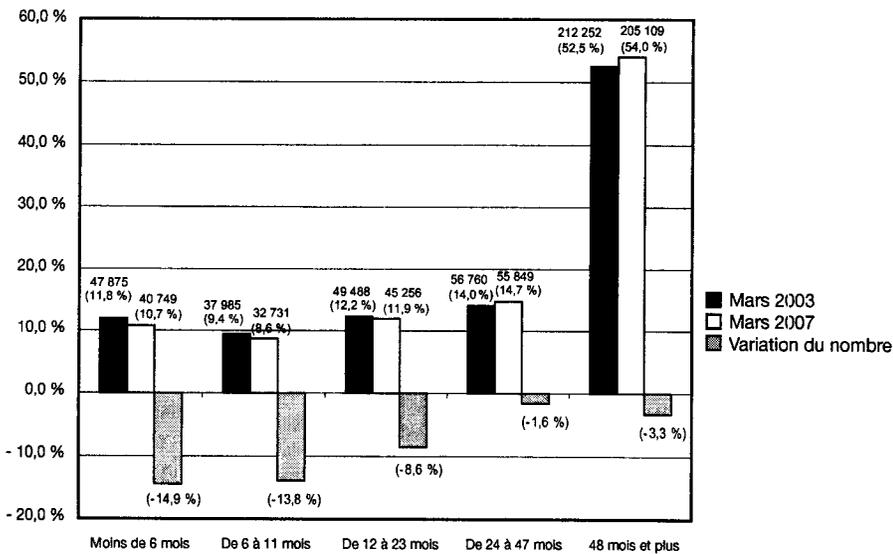


3. La différence entre cette hausse de 2,2 % et celle de 1 % observée précédemment, concernant l'évolution du nombre et de la répartition des adultes prestataires selon le type de programme (p. 18), s'explique par le fait qu'ici on ne considère que les contraintes sévères, alors que, dans le cas précédent, le Programme de solidarité sociale incluait également les conjoints sans contraintes sévères, dont le nombre a diminué de façon significative.

Au même titre, bien que leur nombre ait diminué, les personnes ayant une durée consécutive (sans interruption) de présence à l'aide de dernier recours de quatre ans et plus représentaient 54 % de l'ensemble de la clientèle adulte prestataire de l'aide financière de dernier recours en mars 2007, comparativement à 52,5 % en mars 2003 (tableau 4).

TABEAU 4

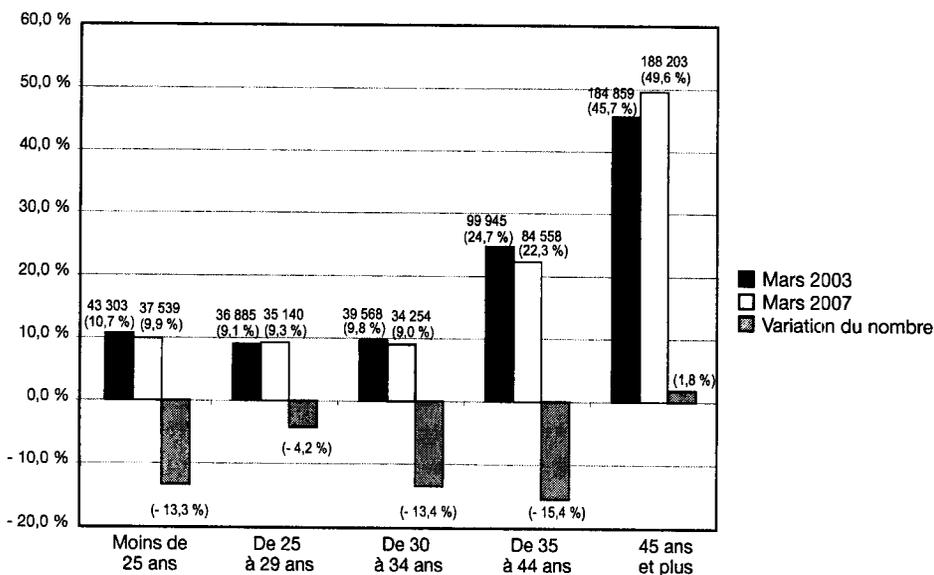
Évolution du nombre et de la répartition des adultes prestataires selon la durée consécutive aux programmes d'aide financière de dernier recours Mars 2003 et 2007



De mars 2003 à mars 2007, la clientèle adulte âgée de moins de 45 ans a diminué de 12,8 % et celle de moins de 25 ans, de 13,3 % (tableau 5). En revanche, le nombre des adultes prestataires âgés de 45 ans et plus a augmenté de 1,8 % au cours de cette période, leur proportion étant passée de 45,7 % à 49,6 % de l'ensemble de la clientèle des programmes d'aide financière de dernier recours. Cette situation reflète le phénomène du vieillissement de la population.

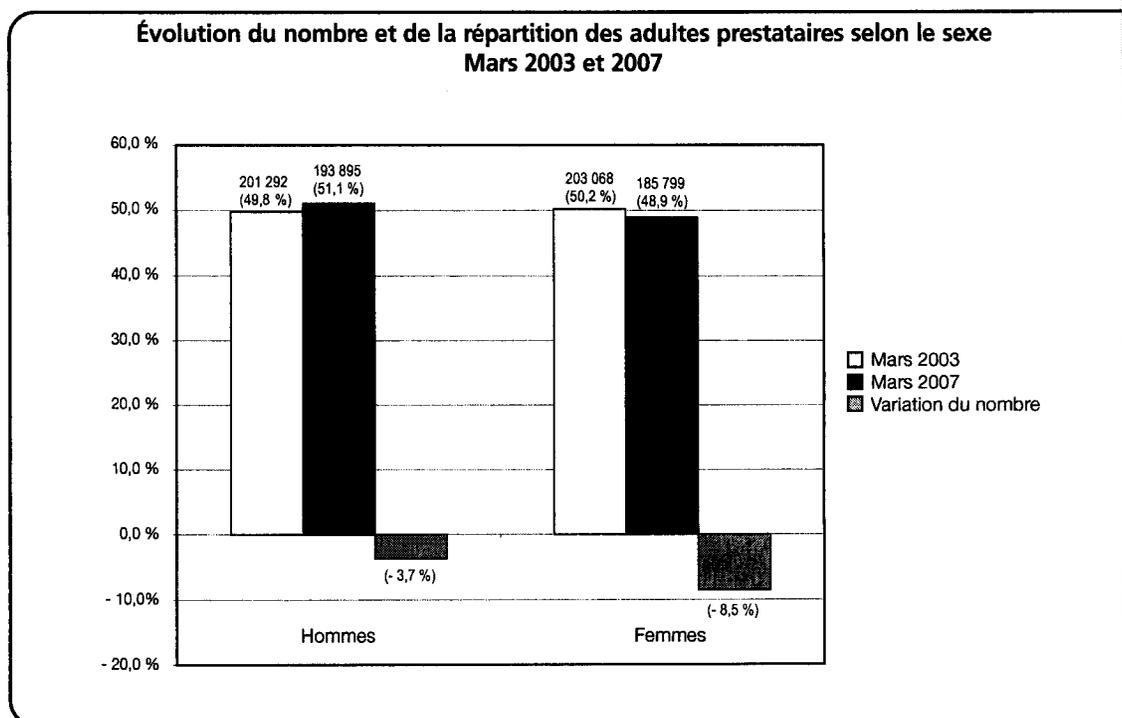
TABEAU 5

Évolution du nombre et de la répartition des adultes prestataires selon l'âge Mars 2003 et 2007



On note une baisse du nombre d'adultes prestataires tant chez les femmes que chez les hommes, mais de façon plus marquée chez les femmes (-8,5 % contre -3,7 %) (tableau 6). En conséquence, la proportion d'hommes parmi l'ensemble de la clientèle prestataire des programmes d'aide financière de dernier recours est aujourd'hui plus grande que celle des femmes, soit 51,1 % contre 48,9 %. En mars 2003, ces proportions étaient respectivement de 49,8 % et de 50,2 %.

TABLEAU 6



En résumé, depuis l'adoption de la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale et l'implantation du plan d'action gouvernemental, on assiste à une diminution du nombre de prestataires aux programmes d'aide financière de dernier recours, mais, plus particulièrement, du nombre de prestataires sans contraintes à l'emploi, de jeunes âgés de moins de 25 ans, de familles avec enfants (monoparentales et couples avec enfants) et de femmes. Il faut toutefois préciser que cette évolution de la clientèle a été également influencée par d'autres facteurs, dont la conjoncture économique favorable des dernières années qui a eu des impacts avantageux, notamment chez les plus jeunes. Notons par ailleurs que le nombre de personnes seules est demeuré relativement stable, alors que le nombre des personnes ayant des contraintes sévères à l'emploi et de celles âgées de 45 ans et plus a augmenté légèrement.

2.1.2 L'aide aux familles

Dans le cadre du plan d'action, le gouvernement a accordé une attention toute particulière aux familles en mettant en place plusieurs mesures afin d'améliorer leur situation, tant sur le plan économique que social. Ces différentes mesures ont eu des effets notables sur le revenu des familles.

LE SOUTIEN AUX ENFANTS

Introduit en janvier 2005, le Soutien aux enfants fusionne certains programmes et certaines mesures et bonifie la prestation afin de rétablir une meilleure équité entre les familles. Pour l'année civile 2006, plus de 2 milliards de dollars ont été versés au total grâce au crédit d'impôt remboursable (non imposable) pour le Soutien aux enfants, ce qui représente une augmentation de 550 millions de dollars par rapport au régime de 2004, dont 204 millions de dollars allant vers les familles à faible revenu.

Avec cette nouvelle mesure, les familles prestataires des programmes d'aide financière de dernier recours et celles à faible revenu ayant, par exemple, un enfant à charge reçoivent, en 2007, des montants de 2 823 \$ pour les familles monoparentales et de 2 091 \$ pour les couples, ce qui correspond à des montants supplémentaires de 898 \$ (familles monoparentales) et de 1 466 \$ (couples) annuellement par rapport à l'ancien régime d'allocations familiales (2004). Notons que les montants de Soutien aux enfants sont indexés, au 1^{er} janvier de chaque année, au même taux que celui appliqué aux prestations accordées dans le cadre du Programme de solidarité sociale.

LA PRIME AU TRAVAIL

La Prime au travail, nouveau crédit d'impôt instauré en janvier 2005, fait partie des mesures fiscales à l'intention des travailleuses et des travailleurs à faible et à moyen revenus pour les encourager à intégrer le marché du travail et à y demeurer. Cette prime est déterminée en fonction du revenu et de la situation personnelle et familiale de la personne qui en fait la demande. Pour l'année 2005, 543 100 ménages ont bénéficié de la Prime au travail, pour un montant total de 330,1 millions de dollars, alors qu'on estimait au départ à 269 millions les montants accordés et à 536 000 le nombre de ménages touchés. Pour les cinq années du plan d'action, les dépenses prévues au titre de la Prime au travail ont ainsi été révisées à la hausse, passant de 510 à 655 millions de dollars. Soulignons qu'en 2007 la Prime au travail annuelle maximale peut atteindre 515,06 \$ pour une personne seule, 2 207,40 \$ pour une famille monoparentale, 796,74 \$ pour un couple sans enfants et 2 845,50 \$ pour un couple avec enfants.

L'EXTENSION DE L'EXEMPTION DE REVENUS DE PENSION ALIMENTAIRE À TOUTES LES FAMILLES AVEC ENFANTS

Quelque 11 000 ménages prestataires des programmes d'aide financière de dernier recours peuvent dorénavant se prévaloir, chaque mois, de l'exemption pour revenus de pension alimentaire. Cette exemption permet, à elle seule, d'accroître le revenu disponible des familles admissibles d'un montant pouvant aller jusqu'à 1 200 \$ par année.

LE RÉGIME QUÉBÉCOIS D'ASSURANCE PARENTALE

Le Régime québécois d'assurance parentale a remplacé, le 1^{er} janvier 2006, le régime d'allocations de maternité et d'allocations parentales du gouvernement fédéral. Ce nouveau régime permet, notamment, à un plus grand nombre de familles québécoises, dont certaines familles prestataires, de se prévaloir de prestations parentales. Les familles prestataires des programmes d'aide financière de dernier recours déclarant des revenus provenant du Régime québécois d'assurance parentale bénéficient des mêmes exemptions que celles permises pour des revenus de travail, soit jusqu'à 2 400 \$ par année pour un adulte seul et jusqu'à 3 600 \$ par année pour un couple.

AUTRES INITIATIVES

Rappelons également qu'à compter du 1^{er} janvier 2005 et pour les quatre années subséquentes, le plan d'action gouvernemental prévoit l'indexation des prestations des programmes d'aide financière de dernier recours. Dès lors, le montant des prestations de solidarité sociale, versées aux personnes présentant des contraintes sévères à l'emploi et à leur famille, a été ajusté, les 1^{er} janvier 2005, 2006 et 2007, au même taux d'indexation que celui utilisé pour l'indexation du régime d'imposition des particuliers. Conformément aux engagements du plan d'action, les montants des prestations d'aide sociale, pour les personnes aptes au travail, ont été majorés à un taux correspondant à la moitié du taux d'indexation du régime fiscal. L'indexation des prestations des programmes d'aide financière de dernier recours survenue le 1^{er} janvier 2007 entraîne des coûts de l'ordre de 10,4 millions de dollars pour l'année 2006-2007 et de 41,6 millions pour l'année 2007-2008.

Par ailleurs, depuis l'entrée en vigueur du plan d'action en avril 2004, le taux du salaire minimum a été augmenté à quatre reprises⁴ pour atteindre 8,00 \$ l'heure en mai 2007, soit une amélioration globale de 0,70 \$ l'heure. Rappelons que l'augmentation du taux du salaire minimum constitue une mesure d'encouragement à l'emploi et de valorisation au travail qui tient compte de l'évolution du coût de la vie.

4. La hausse du salaire minimum dépend de plusieurs facteurs. Elle est basée en premier lieu sur l'évolution du salaire moyen au Québec. L'augmentation du coût de la vie ainsi que l'impact de la hausse projetée sur l'incitation au travail, l'emploi et la compétitivité des entreprises sont également pris en compte.

2.1.3 L'évolution du revenu disponible des personnes et des familles en situation de pauvreté

La mise en œuvre de ces mesures a été particulièrement favorable aux familles à faible et à moyen revenus, qu'elles soient ou non prestataires des programmes d'aide financière de dernier recours.

LES FAMILLES PRESTATAIRES DES PROGRAMMES D'AIDE FINANCIÈRE DE DERNIER RECOURS

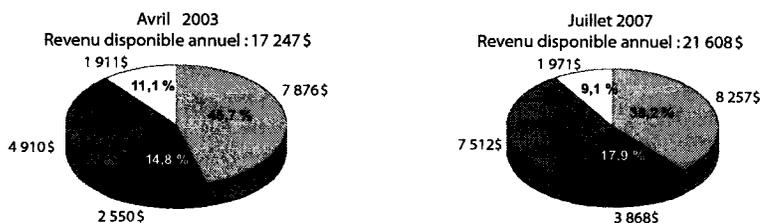
Les familles prestataires des programmes d'aide financière de dernier recours et bénéficiant des divers transferts gouvernementaux (Soutien aux enfants, Prestation fiscale canadienne pour enfants du gouvernement fédéral, Allocation logement, crédit d'impôt pour la taxe de vente du provincial et du fédéral, remboursement d'impôts fonciers) ont connu une augmentation appréciable de leur revenu disponible annuel entre 2003 et 2007. Ainsi, une famille monoparentale de deux enfants (3 et 7 ans) prestataire du Programme d'aide sociale a vu son revenu disponible annuel augmenter de 25,3 %, passant de 17 247 \$ à 21 608 \$ de mars 2003 à juillet 2007 (tableau 7). Pour un couple avec deux enfants à charge (3 et 7 ans), l'augmentation a été de 26,4 %.

Il faut par ailleurs remarquer que la répartition des sources de revenu a également évolué dans le sens d'une diminution de la proportion des prestations reçues par l'intermédiaire des programmes d'aide financière de dernier recours au profit des montants reçus en prestations familiales, fédérales et provinciales et autres transferts. Ainsi, dans le cas d'une famille monoparentale avec deux enfants (3 et 7 ans), l'aide versée par l'entremise du Programme d'aide sociale représentait, en 2007, 38,2 % des sommes provenant de l'ensemble des sources de revenu du ménage, alors qu'en 2003 cette aide représentait 45,7 %. Pour un couple avec deux enfants, la part relative de l'aide versée par le Programme d'aide sociale est passée de 58,9 % à 48,9 % entre 2003 et 2007, les autres sources de revenu étant constituées des prestations familiales et des autres transferts.

TABLEAU 7

Évolution du revenu disponible

Familles monoparentales, avec deux enfants de 3 et 7 ans, prestataires du Programme d'aide sociale



Couples, avec deux enfants de 3 et 7 ans, prestataires du Programme d'aide sociale



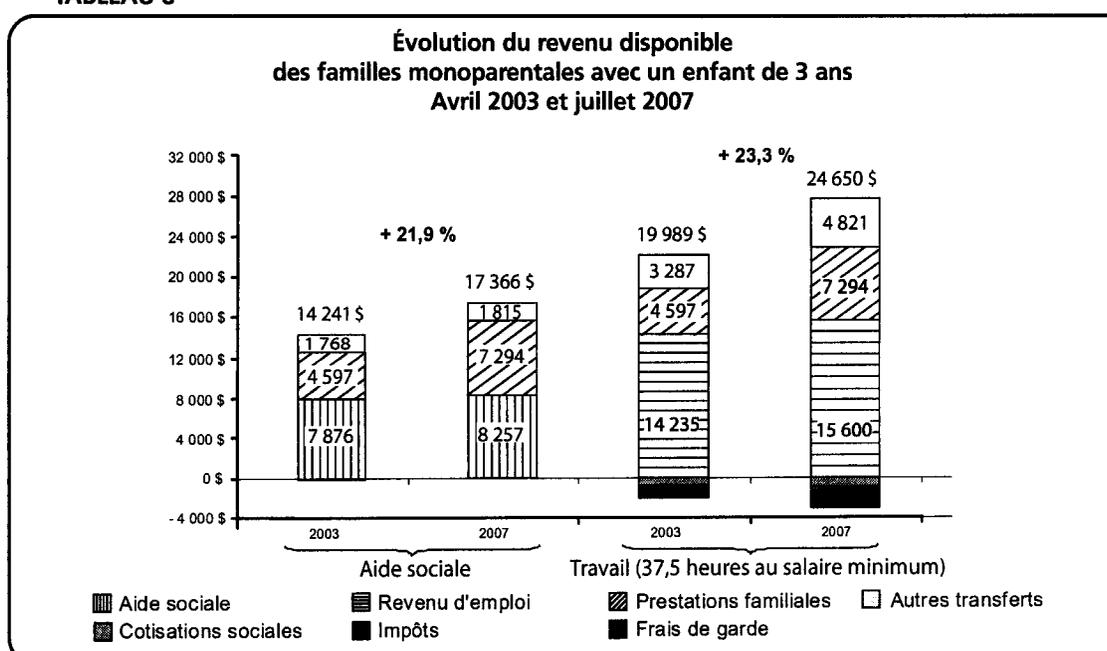
■ Aide sociale ■ Prestations familiales - Québec ■ Prestations familiales - Fédéral □ Autres transferts

LES PERSONNES ET LES FAMILLES EN SITUATION DE PAUVRETÉ

Comme nous l'avons vu précédemment, plusieurs mesures ont été mises en place pour améliorer le revenu disponible des personnes ou des familles en situation de pauvreté. Certaines de ces mesures s'adressent aux personnes en emploi, par exemple l'augmentation du salaire minimum et la Prime au travail; d'autres, à l'ensemble des familles, qu'elles soient ou non actives sur le marché du travail.

Les familles monoparentales (avec un enfant à charge de 3 ans) dont le parent travaille à temps plein au salaire minimum enregistrent un gain de 23,3 % (tableau 8). Leur revenu disponible est en effet passé de 19 989 \$ en 2003 à 24 650 \$ en 2007. Pour les familles monoparentales prestataires du Programme d'aide sociale, cette augmentation est également appréciable, leur revenu disponible étant passé de 14 241 \$ à 17 366 \$ au cours de la même période, soit une augmentation de 21,9 %.

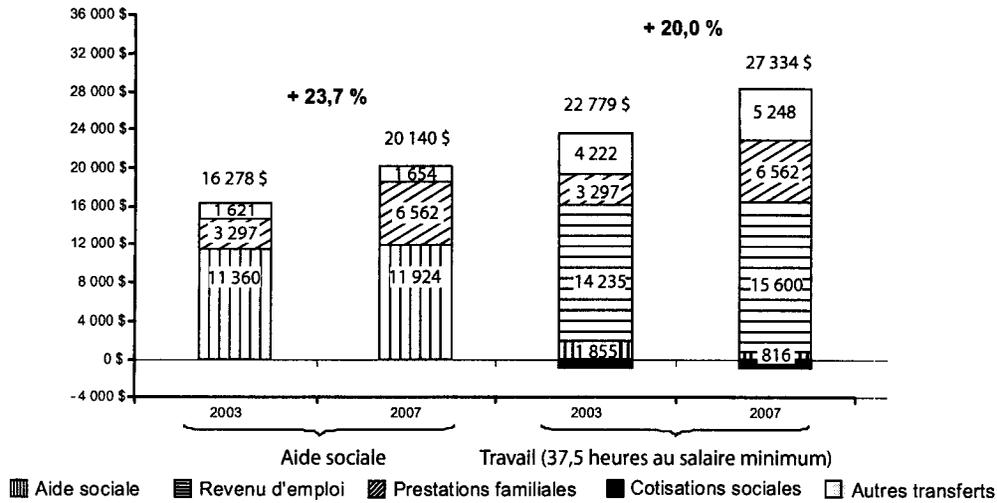
TABLEAU 8



La situation des couples avec enfants s'est également améliorée. Par exemple, un couple avec un enfant à charge de 3 ans bénéficie d'une augmentation de 20 % si l'un des deux parents travaille à temps plein au salaire minimum, le revenu disponible passant de 22 779 \$ à 27 334 \$. Pour les couples prestataires du Programme d'aide sociale, cette augmentation est de 23,7 %, le revenu disponible passant de 16 278 \$ à 20 140 \$ (tableau 9).

TABEAU 9

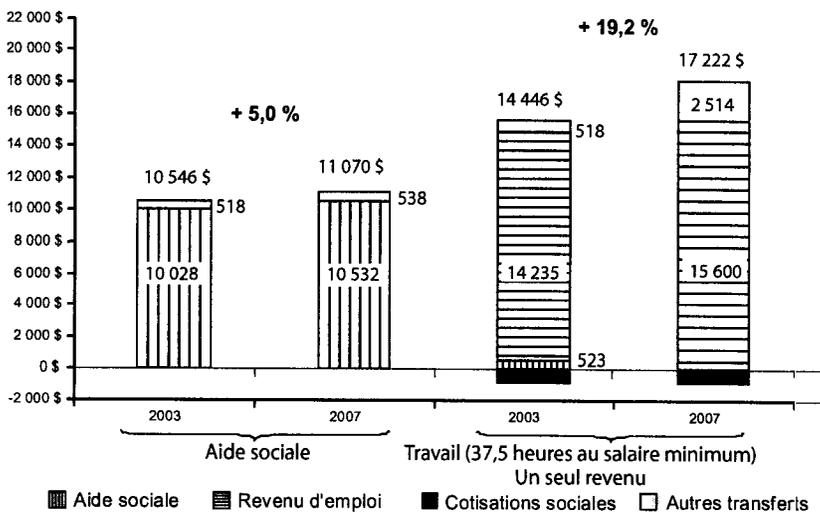
**Évolution du revenu disponible des familles biparentales avec un enfant de 3 ans
Avril 2003 et juillet 2007**



En outre, pour les couples sans enfants, cette augmentation est de 19,2 % lorsque l'un des deux conjoints travaille à temps plein au salaire minimum, leur revenu disponible passant de 14 446 \$ à 17 222 \$. Pour les couples prestataires sans enfants, ce revenu a augmenté de 5 %, passant de 10 546 \$ à 11 070 \$ (tableau 10).

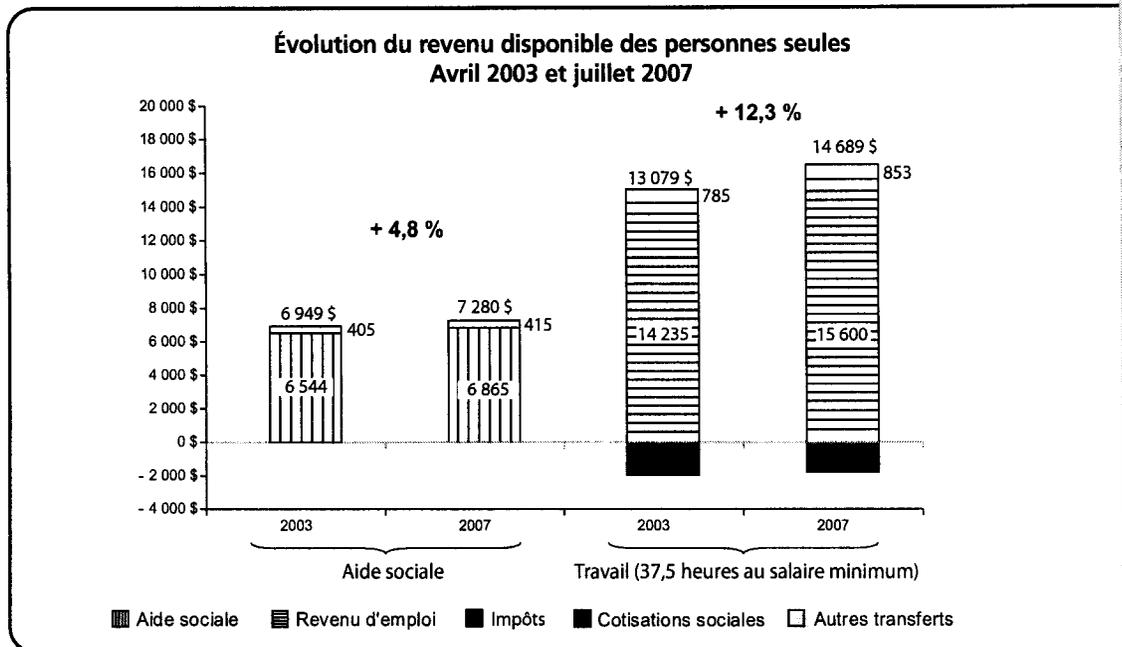
TABEAU 10

**Évolution du revenu disponible des couples sans enfants
Avril 2003 et juillet 2007**



Quoique dans une moindre mesure, les personnes seules ont également vu leur revenu disponible s'accroître depuis 2003, cette augmentation est cependant beaucoup plus marquée pour les personnes qui travaillent à temps plein au salaire minimum que pour celles qui sont prestataires du Programme d'aide sociale (12,3 % contre 4,8 %) (tableau 11).

TABEAU 11



L'évolution du revenu disponible montre donc une augmentation significative pour tous les ménages à faible revenu, et ce, quelle que soit leur situation. Il faut cependant noter que le travail à temps plein, même au salaire minimum, demeure une meilleure façon d'augmenter le revenu disponible des ménages. Cela est particulièrement vrai pour les personnes seules, le revenu disponible de celles qui travaillent représentant plus du double du revenu des personnes seules qui sont bénéficiaires du Programme d'aide sociale (14 689 \$ contre 7 280 \$) (tableau 11). Pour les couples sans enfants, cet écart est de 55 %, pour les familles monoparentales, il est de 42 %, alors qu'il est de 36 % pour les couples avec un enfant de 3 ans qui comptent une personne en emploi.

Ces résultats sont encourageants. Ils soulèvent néanmoins certaines questions, notamment au regard de la situation des personnes seules qui, malgré les avantages que représente pour elles le fait d'occuper un emploi à temps plein, demeurent le groupe ayant connu la diminution la plus faible quant à sa présence aux programmes d'aide financière de dernier recours.

2.2 Des progrès en matière d'accès à de meilleures conditions de vie

2.2.1 Les logements sociaux

Dans le cadre du plan d'action, le gouvernement s'engageait à ajouter les montants requis (256,2 M\$) pour construire 16 000 logements à loyer modique ou abordables. À plusieurs reprises, depuis avril 2004, cet objectif a été bonifié, fixant à 20 000 le nombre de nouveaux logements. Cet objectif est en bonne voie de réalisation puisque, en mars 2007, 10 445 logements étaient réalisés, 5 390 étaient en voie de livraison et 1 735 projets étaient en analyse, pour un total de 17 570 logements.

2.2.2 L'accès aux médicaments pour les personnes à faible revenu

Grâce à la nouvelle politique du médicament, annoncée le 1^{er} février 2007, on compte désormais plus d'un million de personnes en situation de vulnérabilité financière ayant droit à la gratuité complète des médicaments. En effet, depuis le 1^{er} juillet 2007, près de 280 000 citoyennes et citoyens de plus bénéficient de la gratuité complète des médicaments dans le cadre du régime public d'assurance médicaments, soit :

- les adultes prestataires du Programme d'aide sociale;
- tout autre titulaire d'un carnet de réclamation n'ayant auparavant pas droit à la gratuité des médicaments (ex.: conjoint survivant bénéficiant d'un carnet de réclamation en vertu de la Loi sur l'assurance maladie);
- les personnes âgées de 65 ans ou plus recevant de 94 % à 99 % du Supplément de revenu garanti.

Ces personnes s'ajoutent à la clientèle qui bénéficiait déjà de la gratuité des médicaments dans le cadre du régime public d'assurance médicaments, soit les enfants à charge, les adultes prestataires du Programme de solidarité sociale et, depuis juillet 2005, les personnes âgées de 65 ans ou plus recevant le maximum du Supplément de revenu garanti.

2.3 Des progrès en matière d'aide à l'insertion en emploi de certaines clientèles

Le plan d'action gouvernemental compte un certain nombre de programmes, mesures et services offerts aux personnes afin de faciliter leur intégration au marché du travail. Le plan d'action prévoit l'amélioration de l'accès aux interventions des services publics d'emploi pour les groupes qui sont plus touchés par la pauvreté, notamment les travailleuses et les travailleurs âgés de 55 ans et plus, les personnes présentant des contraintes importantes à l'emploi, les personnes immigrantes et les membres des minorités visibles.

Dans l'ensemble, le nombre de personnes participant aux interventions des services publics d'emploi a connu une baisse de 5,8 % entre 2003-2004 et 2006-2007. Il faut toutefois souligner que certaines clientèles ont vu leur participation augmenter. C'est le cas des personnes âgées de 50 ans et plus, des personnes handicapées présentant des contraintes importantes à l'emploi et des personnes nées à l'extérieur du Canada, qui sont celles visées par le plan d'action.

2.3.1 Les personnes immigrantes et les membres des minorités visibles

Le nombre de nouvelles participations aux différentes interventions des services publics d'emploi par des adultes nés à l'extérieur du Canada a augmenté de 10,0 % (62 318 contre 68 542) entre 2003-2004 et 2006-2007. Cette augmentation est attribuable à la hausse de la participation aux mesures suivantes : Services d'aide à l'emploi (69,2 %), Subventions salariales (22,0 %), Contrat d'intégration au travail (15,6 %), Projets de préparation pour l'emploi (13,4 %) et Mesure de formation (3,7 %).

La principale mesure du Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale consiste en la mise en place du Programme d'aide à l'intégration des immigrants et des minorités visibles en emploi (PRIIME). Ce programme est une mesure incitative qui vise à soutenir les petites et moyennes entreprises afin qu'elles embauchent des personnes immigrantes nouvellement arrivées et des membres des minorités visibles pour les postes permanents qu'elles ont à pourvoir. Il agit en complémentarité avec les mesures prévues dans le coffre à outils d'Emploi-Québec, dont la mesure Subventions salariales. Du 1^{er} juin 2005 au 31 mars 2007, plus de 1 500 personnes ont pu bénéficier de ce nouveau programme. Selon une évaluation sommaire auprès d'un échantillon assez large de participantes et de participants 80 % d'entre eux étaient toujours en emploi trois mois après la fin de la subvention d'aide à l'emploi. Une évaluation formelle est en voie de réalisation et sera disponible en 2008.

2.3.2 Les personnes âgées de 50 ans et plus

Dans l'ensemble, le nombre de nouvelles participations aux interventions des services publics d'emploi réalisées par des personnes âgées de 50 ans et plus a augmenté de 20,1 %, passant de 56 896 à 68 327 adultes entre 2003-2004 et 2006-2007. Cette augmentation est notamment attribuable à la hausse de la participation aux mesures suivantes : Services d'aide à l'emploi (71,4 %), Contrat d'intégration au travail (47,3 %), Projets de préparation pour l'emploi (20,3 %) et Mesure de formation (18,2 %).

2.3.3 Les personnes handicapées présentant des contraintes importantes à l'emploi

Bien que l'offre de service d'Emploi-Québec s'adresse à l'ensemble de la population québécoise, les personnes handicapées ont accès à certains services et à certaines mesures qui leur sont spécifiquement destinés : le Contrat d'intégration au travail, le Programme de subventions aux entreprises adaptées et les services spécialisés de ressources communautaires en entente avec l'agence.

Le nombre de nouvelles participations à la mesure Contrat d'intégration au travail a augmenté de 12,2 % entre 2003-2004 et 2006-2007. En ce qui concerne les subventions accordées aux entreprises adaptées, elles étaient au nombre de 3 798 en mars 2007.

Il faut par ailleurs rappeler qu'Emploi-Québec finance une trentaine de ressources de main-d'œuvre spécialisées auprès des personnes handicapées qui offrent leurs services dans le cadre des mesures Services d'aide à l'emploi et Projets de préparation à l'emploi. En raison de leur expertise, ces organismes interviennent en complémentarité des centres locaux d'emploi. Les engagements financiers dédiés à ces organismes spécialisés sont de l'ordre de 14 millions de dollars annuellement.

En somme, ces données montrent que les mesures mises en place concernant la participation aux activités et visant à soutenir l'intégration au marché du travail des clientèles aux prises avec certaines difficultés ont jusqu'ici donné des résultats encourageants.

2.4 Des avancées en matière de prévention de la pauvreté et de l'exclusion sociale

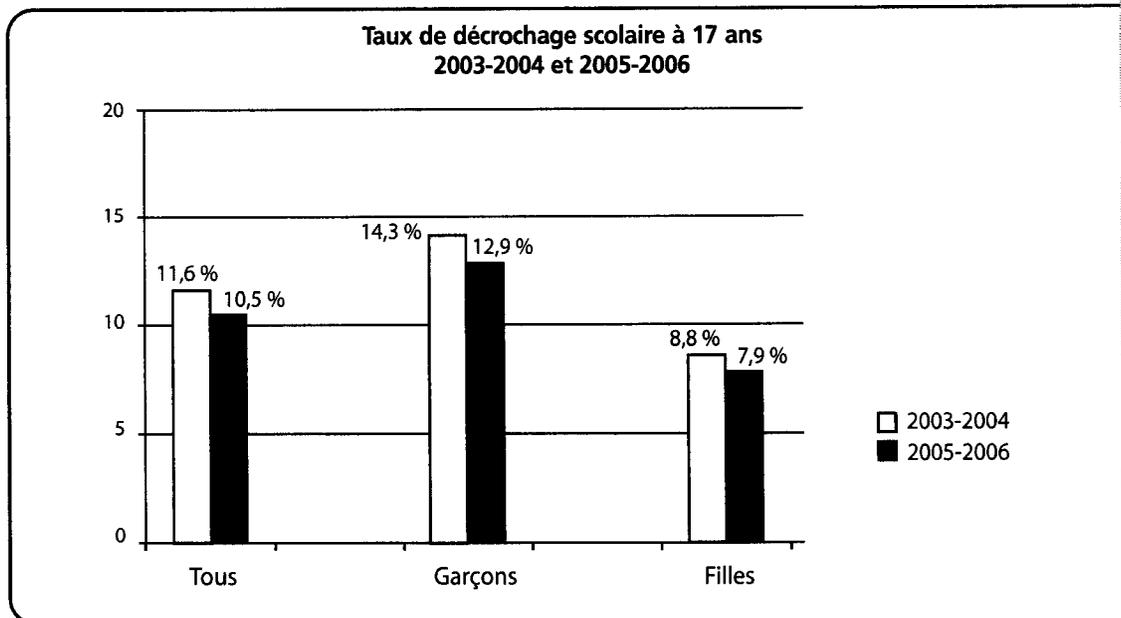
Le Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale propose un ensemble de mesures destinées aux familles en situation de pauvreté ou de grande vulnérabilité. Ces actions préventives visent l'intensification des interventions en milieu défavorisé auprès des parents et de leurs enfants, notamment pour favoriser la réussite scolaire ainsi que l'établissement d'un continuum de services pour répondre à leurs besoins.

2.4.1 La réussite et la persévérance scolaires

La sous-scolarisation figure parmi les causes de la pauvreté et des inégalités qui nuisent au développement du potentiel des personnes. Le développement du plein potentiel de chaque Québécoise et de chaque Québécois est donc au cœur de l'élaboration des actions en matière de prévention de la pauvreté et de l'exclusion sociale. Encore aujourd'hui, un trop grand nombre de jeunes quittent l'école sans avoir obtenu leur diplôme, augmentant ainsi leur difficulté à intégrer le marché du travail et le risque d'être exclus socialement.

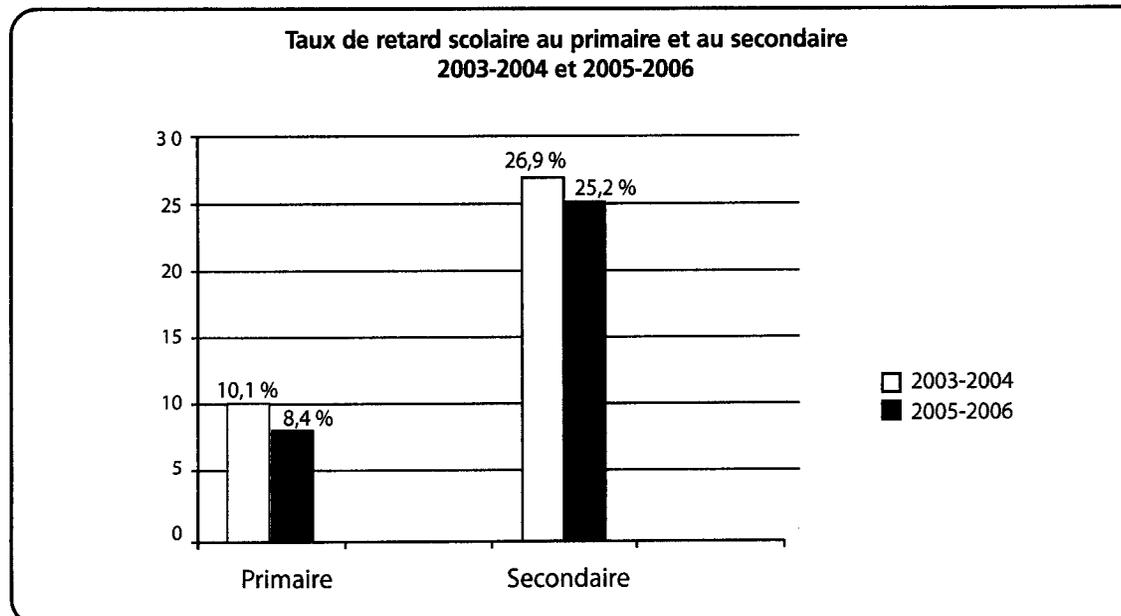
Alors qu'il avait légèrement augmenté de 1999 à 2003, le taux de décrochage scolaire a de nouveau tendance à diminuer, passant de 11,6 % à la fin de l'année scolaire 2003-2004 à 10,5 % en 2005-2006 (tableau 12). Ce taux est cependant plus élevé chez les garçons que chez les filles, bien que cet écart ait tendance à diminuer légèrement depuis quelques années.

TABLEAU 12



Le retard scolaire, surtout au primaire, est souvent synonyme de difficulté d'apprentissage et, à long terme, de décrochage scolaire. C'est pourquoi il importe d'intervenir le plus rapidement possible auprès des élèves lorsque ces difficultés sont constatées. C'est dans cette optique que le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport a mis sur pied des programmes d'intervention en milieu défavorisé où de tels retards sont souvent constatés. De 2003 à 2005, la proportion des élèves accusant un retard scolaire a diminué tant au primaire qu'au secondaire, passant respectivement de 10,1 % à 8,4 % et de 26,9 % à 25,2 % (tableau 13).

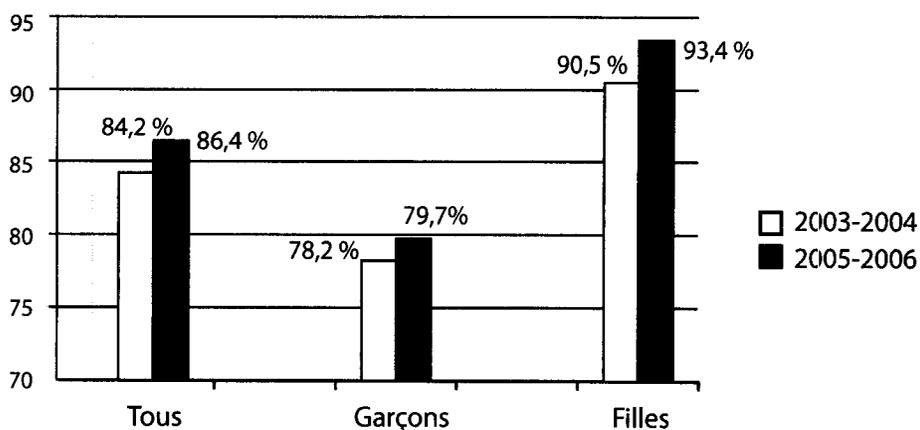
TABLEAU 13



Enfin, le taux d'obtention d'un diplôme d'études secondaires était de 86,4 % en 2005-2006 (tableau 14). C'est le taux le plus élevé observé depuis 1995-1996. Alors qu'entre 1998-1999 et 2003-2004 les taux diminuaient régulièrement, ils ont augmenté de façon régulière depuis et constituent un retour au taux observé au milieu des années 1990. La probabilité d'obtenir un diplôme du secondaire est plus forte chez les filles que chez les garçons. Chez les filles, le taux d'obtention du diplôme atteignait 93,4 % en 2005-2006, alors que chez les garçons il était de 79,7 %.

TABLEAU 14

Taux d'obtention d'un diplôme d'études secondaires au Québec
2003-2004 et 2005-2006



2.4.2 Des mesures s'adressant aux parents

En plus des mesures visant à contrer le décrochage scolaire, des mesures de prévention orientées vers les parents et leurs enfants ont également été mises en œuvre dans le cadre du plan d'action gouvernemental. Outre les mesures qui ont permis d'augmenter le revenu disponible des familles, mentionnons notamment le programme Ma place au soleil, qui permet aux jeunes parents prestataires d'intégrer le marché du travail de façon durable et le projet Autonomie Jeunes Familles, une entente de financement avec la Fondation Lucie et André Chagnon, qui vise à prévenir la pauvreté des enfants de 0 à 6 ans et de leurs parents.

2.5 Des avancées en matière d'organisation des services et de coordination

Devant la diversité des territoires et la concentration de la pauvreté dans certains d'entre eux, le plan d'action mise sur l'approche territoriale intégrée afin de favoriser l'engagement de l'ensemble de la société et d'encourager l'enracinement de cet engagement dans les milieux de vie. Il vise l'inclusion des stratégies locales de lutte contre la pauvreté et l'exclusion dans des ententes liant l'ensemble des partenaires associés et regroupant les actions que les intervenants du milieu entendent mettre en œuvre.

Étant donné que le gouvernement n'est pas le seul responsable de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et que plusieurs partenaires de la société civile, dont les groupes communautaires et les entreprises, sont aussi directement concernés, le Comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale a été créé. Ce comité est formé de représentantes et de représentants d'organismes ou de groupes actifs en cette matière, et il est chargé de conseiller le ministre responsable dans l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des actions mises en place dans le cadre de la stratégie.

Dans cette démarche associée à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, le gouvernement a aussi mis en place le Centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion. Ce comité a pour fonctions de recueillir, d'intégrer, de compiler, d'analyser et de diffuser des renseignements, notamment de nature statistique, sur la pauvreté et l'exclusion.

Par ailleurs, considérant que plusieurs ministères et organismes disposent de leviers pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale, tant à l'égard de ses causes que de ses conséquences, et qu'ils contribuent à l'amélioration des conditions de vie de la population, un comité interministériel regroupant les ministères et organismes gouvernementaux concernés a été créé afin d'assurer la cohérence et la constance de l'action sur le plan national.

2.5.1 L'approche territoriale intégrée

L'agence Emploi-Québec diffuse actuellement dans tout le Québec les orientations conduisant à la signature d'ententes locales ou régionales de développement social et économique. Ces ententes devraient favoriser la concertation des acteurs locaux et déboucher sur d'éventuels plans d'action en lien avec la planification stratégique régionale. En avril 2007, dix ententes étaient en vigueur. Le déploiement de l'approche se poursuit dans l'ensemble des régions du Québec.

De façon plus précise, les municipalités régionales de comté de La Haute-Gaspésie et du Témiscouata en sont à la dernière étape des expériences pilotes de concertation des acteurs locaux. Enfin, une démarche en ce sens est également expérimentée en milieu autochtone.

2.5.2 Le Comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale

En janvier dernier, le Comité a publié, sous le titre *Collectivement plus riches de moins de pauvreté, nous serons mieux*, sa planification et ses orientations pour la période se terminant le 31 mars 2009.

Afin de contribuer à la poursuite des buts de la Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, le Comité a retenu trois orientations stratégiques :

- proposer des actions permettant d'améliorer la situation économique et la capacité d'agir des personnes et des collectivités en situation de pauvreté et d'exclusion sociale;
- favoriser, par la réflexion, l'action et l'établissement de partenariats, la mobilisation de l'ensemble des acteurs sociaux en faveur des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale;
- contribuer à ce que la parole et le vécu des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale soient pris en compte dans les décisions gouvernementales les concernant.

Par ailleurs, à l'intérieur du Comité, un certain nombre de groupes de travail se penchent sur :

- la pauvreté en milieu autochtone;
- les répercussions des augmentations tarifaires sur la situation des personnes à faible revenu;
- la mise à jour du Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale;
- les cibles d'amélioration du revenu et les moyens pour les atteindre.

2.5.3 Le Centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion

Le Centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion est un lieu d'observation, de recherche et d'échanges visant à fournir des informations fiables et rigoureuses en matière de pauvreté et d'exclusion sociale. Le Centre est géré conjointement avec un comité de direction, dont les membres ont été nommés au printemps 2006. Le comité est constitué de représentants du milieu de la recherche, du milieu gouvernemental et de personnes en situation de pauvreté ou qui les représentent.

Une action concertée de recherche a été lancée en avril 2006 en partenariat avec le ministère de la Santé et des Services sociaux, le ministère des Affaires municipales et des Régions, la Société d'habitation du Québec, la Fondation Lucie et André Chagnon et le Fonds québécois de recherche sur la société et la culture, dans le cadre du Programme des actions concertées de ce dernier. Au total, onze projets (sept projets de recherche, un projet de synthèse des connaissances et trois bourses doctorales) se partageront au cours des trois prochaines années le montant de 1,27 million de dollars réuni par les divers partenaires.

Le Centre se penche actuellement sur les indicateurs de faibles revenus en vue de soumettre une proposition au ministre dans les prochains mois.

2.5.4 Le comité interministériel sur la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale

Un comité interministériel chargé d'assurer une mise en œuvre cohérente et concertée du plan d'action a été mis en place en juin 2004. Le comité est présidé par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et est composé de représentantes et de représentants des ministères et organismes suivants : le ministère de la Santé et des Services sociaux, le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, le ministère des Affaires municipales et des Régions, le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, le ministère du Travail, la Société d'habitation du Québec et le Secrétariat à la jeunesse. Au cours de la dernière année, le comité a amorcé les travaux visant l'élaboration du prochain plan d'action qui devrait prendre effet en avril 2009.

CONCLUSION

Si la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale n'est pas encore gagnée et que le chemin à parcourir est encore long avant que le Québec ne figure parmi l'une des nations industrialisées où l'on compte le moins de personnes vivant dans la pauvreté et l'exclusion sociale, les résultats obtenus jusqu'ici montrent que nous sommes sur la bonne voie. Nous avons vu en effet que les efforts n'ont pas été vains.

D'une part, depuis l'adoption de la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale et l'implantation du plan d'action, nous assistons à une diminution du nombre d'adultes prestataires chez l'ensemble de la clientèle, mais plus particulièrement chez les prestataires sans contraintes à l'emploi, les jeunes âgés de moins de 25 ans, les familles avec enfants (familles monoparentales et couples avec enfants) et les femmes. Cette diminution s'est également traduite par une baisse notable du nombre d'enfants vivant dans une famille prestataire des programmes d'aide financière de dernier recours. On compte en effet près de 20 000 enfants de moins en mars 2007 qu'en mars 2003.

D'autre part, la situation financière de tous les types de ménages, et plus particulièrement celle des familles, s'est améliorée de façon significative. En outre, dans plusieurs cas, cette amélioration s'est réalisée grâce à l'insertion professionnelle des personnes. Cela est donc doublement encourageant, considérant les nombreux avantages que procure le fait d'occuper un emploi, tant sur le plan économique que social. Cette amélioration est également un gage de pérennité des progrès réalisés et un gain important pour le développement de la société québécoise, qui peut ainsi compter sur la participation active d'une plus grande partie de ses citoyennes et ses citoyens. De plus, la situation financière des familles s'étant améliorée, le nombre de personnes comptant sur l'aide financière de dernier recours pour assurer leur subsistance a diminué de façon non négligeable et, encore une fois, plus particulièrement chez les familles.

On se rappellera que la famille est au cœur de l'intervention gouvernementale en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Il s'agit là d'excellentes nouvelles, puisque la famille est la cellule de base du développement des personnes et des communautés. C'est donc encore une fois la société dans son ensemble qui est gagnante.

Il faut toutefois souligner que la situation des personnes seules, tout en s'étant légèrement améliorée, mérite qu'on y accorde une attention particulière. Ainsi que nous l'avons vu, contrairement aux autres types de ménages, le nombre de personnes seules recevant des prestations d'aide financière de dernier recours n'a que légèrement diminué. Pourtant, les avantages que représente pour cette catégorie de clientèle le fait d'occuper un emploi à temps plein ont largement été démontrés. Il semble donc que les encouragements financiers à eux seuls ne soient pas suffisants pour inciter ces personnes à quitter les programmes d'aide financière de dernier recours afin d'intégrer le marché du travail.

D'autres groupes ont également profité des mesures mises en place à leur intention afin de favoriser leur d'intégration au marché du travail, soit ceux qui sont aux prises avec certaines difficultés en raison de leur situation particulière, notamment les travailleuses et les travailleurs de 50 ans et plus, les personnes présentant des contraintes importantes à l'emploi, les personnes handicapées qui présentent des contraintes sévères à l'emploi, les personnes immigrantes et les membres des minorités visibles. Les résultats obtenus jusqu'ici démontrent en effet que ces personnes ont aujourd'hui plus facilement accès aux interventions des services publics d'emploi qu'en 2003-2004.

Certains efforts mettent toutefois plus de temps à porter des fruits. C'est pourquoi la lutte doit se poursuivre, voire s'intensifier. Il en est ainsi de l'approche territoriale intégrée, pour laquelle des efforts supplémentaires devront être consentis afin d'en assurer le déploiement dans les territoires prioritaires.

De nouvelles mesures se sont également ajoutées à celles qui étaient initialement prévues au plan d'action, et les investissements financiers ont été bonifiés. Plusieurs de ces nouvelles mesures, rappelons-le, visent l'insertion en emploi du plus grand nombre de personnes et, en ce sens, multiplieront les gains déjà enregistrés. D'autres accentueront et consolideront les efforts consentis en matière de prévention, notamment auprès des enfants en situation de pauvreté, afin qu'ils réussissent mieux à l'école, et auprès de leurs parents en difficulté, afin qu'ils retrouvent leur confiance, pour le plus grand bénéfice de leurs enfants. Une attention particulière sera également portée aux personnes seules de 45 ans et plus.

On ne peut que se réjouir des résultats obtenus et maintenir le cap vers les objectifs fixés, mais il est encore trop tôt pour crier victoire. Tout en poursuivant les objectifs du plan d'action actuel, le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, avec la collaboration des ministères et des organismes engagés dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, a déjà entrepris les travaux visant l'élaboration d'un nouveau plan d'action qui serait mis en œuvre à compter d'avril 2009. Jusqu'ici les travaux ont permis de déterminer certaines problématiques sur lesquelles le Ministère entend se pencher au cours des prochains mois. Il s'agit, notamment, du vieillissement de la population et des changements dans la structure des ménages (davantage de personnes seules, de familles monoparentales, de personnes âgées en perte d'autonomie), de la combinaison des obstacles à l'insertion sociale et professionnelle (faible niveau d'éducation et de compétence, caractéristiques ethniques et familiales particulières) ainsi que de la concentration de la pauvreté dans certaines zones ou certains quartiers.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

145

de fiche : 2GO RP 94

Titre

Dans chacun des programmes :

- liste des organismes subventionnés (avec nom et adresse de ces organismes) ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2007-2008 et prévisions pour 2008-2009;
- politique et critères d'attribution des subventions;
- liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Cette question sera produite dans un document distinct.

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
DATE : Le 2 avril 2008

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

283

de fiche : 2GO RP 95

Titre

Copie des avis transmis au ministre ou au Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales par le Comité aviseur de l'action communautaire autonome en date du 31 mars 2008.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

À noter que le Comité aviseur de l'action communautaire autonome ayant changé de nom pendant l'année 2007, pour devenir le Réseau québécois de l'action communautaire autonome, les documents produits par cet organisme peuvent apparaître sous deux dénominations différentes, dépendant de la date de production.

Dans le contexte de ses activités et relations avec le gouvernement du Québec, le Réseau québécois de l'action communautaire autonome a transmis au ministre ou au SACAIS les documents suivants:

- Avis concernant l'État de situation de l'intervention gouvernementale en matière d'action communautaire, édition 2005-2006; 24 avril 2007;
- Avis sur les grilles d'analyse pour établir le soutien financier en appui à la mission globale; 14 juin 2007;
- Avis déposé à la ministre des Finances du Québec, madame Jérôme Forget, *Pour la prospérité : investissons dans le développement social du Québec*, lors des consultations prébudgétaires, le 14 février 2008.

Les documents en question sont joints en annexe.

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
DATE : Le 2 avril 2008



COMITÉ AVISEUR
de l'action communautaire autonome

AVIS
CONCERNANT L'ÉTAT DE SITUATION DE L'INTERVENTION
GOUVERNEMENTALE EN MATIÈRE D'ACTION COMMUNAUTAIRE.
ÉDITION 2005-2006

Document transmis le 24 avril 2007

à

M. Sam Hamad
Ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale

Version adoptée le 13 avril 2007 par le conseil d'administration

TABLE DES MATIERES

1. PRÉSENTATION GÉNÉRALE.....	3
2. COMMENTAIRES SPÉCIFIQUES À CERTAINS MINISTÈRES.....	5
2.1 MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE (EMPLOI-QUÉBEC)	5
2.2 MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE (SOLIDARITÉ SOCIALE)	6
2.3 MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DES PARCS.....	7
2.4 MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT (SECRETARIAT AU LOISIR ET AU SPORT).....	9
3. SYNTHÈSE DES RECOMMANDATIONS ET CONCLUSION.....	11
ANNEXE LISTE DES RECOMMANDATIONS.....	13

1. PRÉSENTATION GÉNÉRALE

Le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales (SACAIS) publie chaque année un document intitulé *État de situation de l'intervention gouvernementale en matière d'action communautaire*. Ce document constitue un outil précieux pour les groupes communautaires puisqu'il présente, par ministère et par programme, les sommes attribuées à l'action communautaire par le gouvernement du Québec. Ce document est abondamment utilisé par le gouvernement québécois pour, entre autres, illustrer la croissance du soutien financier gouvernemental en matière d'action communautaire.

Étant donné l'importance accordée aux données contenues dans l'État de situation, le Comité aviseur de l'action communautaire autonome se fait un devoir, depuis quelques années, d'étudier attentivement la pertinence de chacune d'entre elles, programme par programme, et de transmettre les résultats de cette analyse aux autorités concernées. L'objectif de cette analyse est de s'assurer que toutes les données soient conformes à ce qui a été réellement versé aux groupes communautaires. Le Comité aviseur identifie ainsi les sommes qui sont versées à des groupes qui ne répondent pas aux critères définissant l'action communautaire, tel que stipulé dans le *Cadre de référence en matière d'action communautaire*. Le tableau suivant fait état des montants annuels ajustés et des échanges épistolaires avec le gouvernement à ce sujet.

Édition de l'État de situation	Montant total inscrit à l'État de situation	Montant ajusté en fonction de notre analyse	Documents produits	Réponse reçue
2001-2002	493 306 272 \$	345 606 884 \$	Recommandations intégrées à l'Avis au ministre Béchard, 1 ^{er} octobre 2003.	--
2002-2003	530 496 053 \$	494 563 716 \$	Document de travail interne, 10 mai 2004 + Intégration des données à l'Avis à la ministre Courchesne du 15 juin 2006	--
2003-2004	587 120 787 \$	541 560 288 \$	Lettre au directeur du SACA, 14 janvier 2005 + Intégration des données à l'Avis à la ministre Courchesne du 15 juin 2006	Lettre du directeur du SACA, 24 février 2005
2004-2005	631 151 405 \$	575 147 907 \$	Avis à la ministre Courchesne, 15 juin 2006	Lettre de la ministre Courchesne, 31 juillet 2006

Nous apprécions que certaines de nos recommandations passées aient été prises en compte, en particulier celle de cibler uniquement la portion des programmes versée aux organismes communautaires (et non la totalité du montant accordé au programme), celle d'ajouter l'information relative au nombre de groupes soutenus financièrement

Avis du Comité aviseur concernant l'État de situation 2005-2006

par chacun des programmes et celle d'exclure certains programmes qui ne sont pas consacrés à l'action communautaire. Les travaux du personnel du SACAIS en ce sens ont permis d'améliorer le contenu du document. Nous rappelons toutefois que plusieurs de nos recommandations passées, la majorité étant récurrentes, n'ont pas été prises en compte dans l'élaboration de l'État de situation 2005-2006.

Cet Avis vise à rappeler les incongruités déjà mentionnées dans l'Avis du 15 juin 2006. Ces incongruités sont présentées dans la section suivante par ministère et sont accompagnées de recommandations en vue d'améliorer la prochaine édition de l'*État de situation*. La dernière partie du document présente un bilan chiffré des modifications à apporter à l'*État de situation 2005-2006*. Par cet Avis, le Comité aviseur de l'action communautaire autonome espère ainsi clarifier les données de l'*État de situation 2005-2006* et suggérer quelques pistes de modifications à considérer pour la prochaine édition.

2. COMMENTAIRES SPÉCIFIQUES À CERTAINS MINISTÈRES

2.1 Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Emploi-Québec)

Emploi-Québec consacre des sommes importantes à l'action communautaire, dont la presque totalité est en ententes de services (97 %). Une partie de ces sommes inscrites à l'*État de situation* nous apparaît discutable. Il s'agit du financement des Carrefours jeunesse emploi (CJE). Dans une lettre adressée au SACAIS le 14 janvier 2005 et dans l'Avis à la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale du 15 juin 2006, nous avons recommandé d'exclure le financement des CJE de l'*État de situation*. Notre argumentation était basée sur le fait que, même si les CJE possèdent plusieurs caractéristiques propres à l'action communautaire, il n'en demeure pas moins que : « Le député joue un rôle déterminant dans la mise en place d'un carrefour. Il en est le promoteur et il doit susciter la participation et l'engagement des personnes, organismes, associations qui jouent un rôle actif auprès des jeunes adultes de sa circonscription¹ ». Les CJE ne nous apparaissaient donc pas comme des organismes communautaires, puisque leur création devait être suscitée par le député.

Dans sa lettre du 31 juillet 2006 répondant à notre Avis du 15 juin, la ministre ne faisait aucune mention de cette recommandation concernant les CJE. Nous revenons donc à la lettre du SACAIS du 24 février 2005, dans laquelle il répondait négativement à notre demande de soustraire le financement des CJE de l'*État de situation* et nous invitait à visiter le site Internet du Réseau des Carrefours jeunesse-emploi du Québec afin d'apprécier comment ceux-ci se définissent. Or, dans l'Avis du 15 juin 2006, nous indiquions que nous avons déjà fait cet exercice et que nous savions que les CJE se considèrent eux-mêmes comme « des organismes communautaires autonomes issus du milieu qui offrent un lieu d'accueil et d'appartenance respectueux de la liberté et des droits fondamentaux² ». Nous avons encore une fois rappelé notre désaccord avec cette perception car, quoique les CJE puissent déterminer « leurs orientations, leurs priorités, leurs objectifs et leurs plans d'action³, » il n'en reste pas moins que leur mission est clairement déterminée par le gouvernement du Québec :

« Le carrefour jeunesse-emploi a pour mission d'offrir aux jeunes adultes de 16 à 35 ans, quelle que soit leur situation économique ou sociale, des services visant la réinsertion scolaire, le maintien, l'intégration ou la réintégration en emploi et la mise en valeur des aptitudes entrepreneuriales et; des services visant le

¹ Répertoire des programmes et services du gouvernement du Québec, <http://www.formulaire.gouv.qc.ca>.

² Les Carrefour jeunesse-emploi du Québec, http://www.cjereseau.org/fr/cje_index.asp

³ *Idem*

Avis du Comité aviseur concernant l'État de situation 2005-2006

développement de l'entrepreneuriat en complémentarité avec les ressources existantes⁴ ».

Les CJE ne répondent donc pas au quatrième critère de définition de l'action communautaire, soit « la liberté de déterminer sa mission (...) »⁵. Loin de nous l'idée de dénigrer le travail des CJE. Nous cherchons seulement à identifier les véritables programmes destinés à l'action communautaire. Nous réitérons donc, encore une fois, notre demande de retirer le programme de financement des Carrefours jeunesse-emploi (36 287 764 \$ à 105 organismes) de l'*État de situation*.

**RECOMMANDATION no 1 : retrait du programme de financement des CJE
IMPACT SUR LES DONNÉES : 36 287 764 \$ en moins**

2.2 Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Solidarité sociale)

Le volet Solidarité sociale de ce ministère totalise 11 819 792 \$ en projets et en ententes de services. 70% de ce montant, soit 8 331 750 \$, est versé à 112 organismes, en presque totalité aux Carrefours jeunesse-emploi dans le cadre du programme Solidarité jeunesse.

« Solidarité jeunesse est une occasion pour les jeunes de 18 à 24 ans, qui présentent une demande à l'assistance-emploi et qui y sont admissibles, d'envisager leur avenir différemment. Ce programme offre la possibilité de prendre part à des activités de formation, de retourner aux études ou d'occuper un emploi grâce au soutien des centres locaux d'emploi (CLE), des Carrefour jeunesse-emploi et d'organismes spécialisés auprès des jeunes⁶ ».

Or, pour être conséquent, nous devons exclure ce montant de l'*État de situation*, car il est destiné principalement à un type d'organismes, les CJE, qui, selon nous, ne répond pas à tous les critères de l'action communautaire (voir section 3.1). Nous réitérons donc notre demande de l'an passé.

**RECOMMANDATION no 2 : retrait du programme Solidarité jeunesse
IMPACT SUR LES DONNÉES : 8 331 750 \$ en moins**

⁴ Aide mémoire. *Implantation des carrefours jeunesse-emploi : étapes d'implantation*, sans date, (document transmis au Comité aviseur le 9 janvier 2006 par la direction des relations avec les ressources externes et les organismes communautaires d'Emploi-Québec).

⁵ Gouvernement du Québec. *Cadre de référence en matière d'action communautaire*, juillet 2004, partie 3, page 15.

⁶ Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, présentation du programme Solidarité jeunesse, www.mess.gouv.qc.ca/securite-du-revenu/programmes-mesures/solidarite-jeunesse.

2.3 Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs

Ce ministère prétend attribuer la majeure partie du soutien financier destiné aux organismes communautaires à la mission globale de ces organismes. Or, la totalité du soutien à la mission (3 740 000 \$) est plutôt attribuée à des tables multisectorielles de concertation qui ne sont pas des organismes communautaires. Avec l'abolition des programmes de soutien aux organismes nationaux et régionaux, le ministère ne finance plus aucun soutien à la mission d'organismes communautaires en environnement, ce que nous déplorons vivement.

Le premier cas de tables multisectorielles de concertation est celui des conseils régionaux de l'environnement (CRE) et de leur regroupement. Ils ont pour mandat de « regrouper et représenter des organismes ou groupes environnementaux ainsi que des organismes publics ou privés, des entreprises, des associations et des individus intéressés par la protection de l'environnement et par la promotion du développement durable d'une région (...) »⁷. Même s'ils ont une mission très louable, soit de promouvoir le développement durable au Québec, l'étendue de leur *membership* ne permet pas de les considérer comme des organismes communautaires. Le *Cadre de référence en matière d'action communautaire* est d'ailleurs très clair à cet effet : « Dans le cas de l'action communautaire au sens large, le critère relatif à l'autonomie sert à marquer la distance nécessaire entre l'organisme et les pouvoirs publics pour que son intervention demeure distincte de celle de l'État (partie 3, page 14) ». Le conseil d'administration des CRE devant être composé de membres choisis parmi plusieurs catégories d'organismes, notamment les gouvernements locaux et régionaux⁸, ils ne peuvent donc pas être considérés comme des organismes communautaires⁹.

Le montant accordé à ce type de tables multisectorielles de concertation (1 525 000 \$ à 16 tables et un regroupement) devrait donc être retiré de l'*État de situation*, tel que nous l'avions déjà indiqué dans l'Avis du 15 juin 2006. De plus, nous attendons un suivi des travaux en cours à ce sujet, tel qu'annoncé dans la lettre du 31 juillet 2006 de la ministre Courchesne.

⁷ Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement du Québec, *Rôle et mandat des CRE*, <http://www.rncreq.org>.

⁸ Les autres catégories de membres sont : les organismes environnementaux, le milieu socio-économique, communautaire et syndical, le milieu de la santé, les milieux agricole et forestier, le milieu de l'éducation et de la recherche, le milieu industriel et des entreprises à but lucratif, les associations professionnelles et les individus. Réf. : Ministère de l'Environnement, *Programme de soutien à la mission des conseils régionaux de l'environnement et du Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement*, document disponible à <http://www.rncreq.org>.

⁹ Nous comprenons d'ailleurs difficilement comment le *Programme de soutien à la mission des conseils régionaux de l'environnement et du Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement* puisse exiger d'un CRE qu'il réponde aux huit critères de l'action communautaire autonome, dont celui d'être dirigé par un conseil d'administration indépendant du secteur public et, en même temps, exiger que son CA soit composé de différentes catégories d'organismes, dont des gouvernements locaux et d'autres entités parapubliques!

RECOMMANDATION no 3 : retrait du programme de soutien aux conseils régionaux de l'environnement et à leur regroupement
IMPACT SUR LES DONNÉES : 1 525 000 \$ en moins

Le deuxième cas de montants à exclure du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs est celui du programme de soutien financier aux organismes de bassin (2 215 000 \$, dont la totalité est en mission globale, à 34 organismes). Encore une fois, il s'agit de tables multisectorielles de concertation qui, conformément au cadre de référence pour les organismes de bassins versants prioritaires¹⁰, doivent être représentatives de l'ensemble des acteurs de l'eau locaux et régionaux, aussi bien publics que privés, présents dans le bassin versant. Le conseil d'administration doit donc être composé du secteur communautaire (20 à 40 % des membres votants du CA), du secteur municipal (20 à 40 % des membres votants du CA), du secteur économique (20 à 40 % des membres votants du CA) et du secteur gouvernemental (sans droit de vote, non comptabilisé). Il ne s'agit donc nullement d'organismes communautaires, même si ceux-ci peuvent occuper une place minoritaire au conseil d'administration. De plus, nous questionnons le fait que les sommes soient attribuées en soutien à la mission globale, alors que ce type de financement, selon le *Cadre de référence en matière d'action communautaire* (partie 2, p. 23), « répond aux caractéristiques et aux besoins de l'action communautaire autonome et les organismes qui s'associent à cette forme d'action y ont donc accès en priorité ». Ce n'est pas le cas des organismes de bassin, ce que nous avons déjà indiqué dans l'Avis du 15 juin 2006.

RECOMMANDATION no 4 : retrait du programme de soutien aux organismes de bassin
IMPACT SUR LES DONNÉES : 2 215 000 \$ en moins

Le troisième cas est celui du programme Interactions communautaires au Plan Saint-Laurent 2005-2010 (299 259 \$ à 11 organismes). Ce programme, financé par les gouvernements québécois et canadien, vise à soutenir des organismes communautaires dans la réalisation de projets environnementaux pour la protection du Saint-Laurent. Or, la majorité du montant (214 634 \$) a été accordé à des comités ZIP (Zones d'intervention prioritaire) qui ne sont pas des organismes communautaires. Nous avons pourtant déjà expliqué dans l'Avis du 15 juin 2006 que les comités ZIP sont des tables multisectorielles de concertation composées de groupes environnementaux, de groupes socio-économiques et socio-communautaires, de municipalités, d'industries et

¹⁰ Environnement Québec. *Gestion intégrée de l'eau par bassin versant au Québec : cadre de référence pour les organismes de bassins versants prioritaires*, mars 2004, disponible sur le site du Regroupement des organisations de bassin versant du Québec, http://www.robvq.qc.ca/membre_regulier.php.

Avis du Comité aviseur concernant l'État de situation 2005-2006

de citoyens¹¹, mises sur pied pour permettre aux communautés riveraines le long du Saint-Laurent et du Saguenay d'identifier leurs priorités à l'échelle locale et d'élaborer un plan d'action et de réhabilitation écologique. On ne peut donc inclure les sommes accordées aux comités ZIP à l'*État de situation* puisque celui-ci fait état de l'intervention gouvernementale en matière d'action communautaire et que les comités ZIP ne sont pas des organismes communautaires. Nous recommandons donc que seule la portion attribuée à des organismes communautaires soit incluse dans l'*État de situation*.

RECOMMANDATION no 5 : retrait de la portion du programme Interactions communautaires au Plan Saint-Laurent 2005-2010 attribuée aux comités ZIP
IMPACT SUR LES DONNÉES : 214 634 \$ en moins

2.4 Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (Secrétariat au loisir et au sport)

Dans notre lettre du 14 janvier 2005 au SACAIS et dans l'Avis à la ministre du 15 juin 2006, nous demandions à ce que deux programmes du Secrétariat au loisir et au sport soient retirés de l'*État de situation*, soit le Programme de soutien au développement de l'excellence sportive et le Programme de soutien aux événements sportifs. Nous basions notre argumentation sur le fait que l'excellence sportive et l'élitisme n'entrent pas dans la définition de l'action communautaire telle que mentionnée dans le *Cadre de référence en matière d'action communautaire* (partie 2, p. 6) : « L'action communautaire est une action collective fondée sur des valeurs de solidarité, de démocratie, d'équité et d'autonomie. Elle s'inscrit essentiellement dans une finalité de développement social et s'incarne dans des organismes qui visent l'amélioration du tissu social et des conditions de vie ainsi que le développement des potentiels individuels et collectifs ».

Nous continuons de prétendre, et personne ne nous a contredit jusqu'à ce jour, que le Programme de soutien au développement de l'excellence sportive (6 908 375 \$ à 52 organismes) ne peut être considéré comme un soutien à l'action communautaire, puisque son objectif « est de soutenir financièrement des fédérations sportives québécoises qui satisfont aux critères de reconnaissance du Secrétariat [au loisir et au sport] dans leurs démarches visant l'atteinte des plus hauts sommets de la performance dans les disciplines qu'elles régissent, afin d'améliorer les performances des athlètes

¹¹ Par exemple, le comité ZIP du Sud-de-l'Estuaire, financé dans le cadre de ce programme, est composé de 8 personnes issues des MRC, 5 des organismes à but non lucratif, 2 de l'entreprises privée, d'une du milieu agricole, d'une du milieu scientifique, d'une de l'environnement insulaire, d'une des conseils régionaux de l'environnement et de 2 citoyens. Pour des informations sur les comités ZIP, voir : http://www.slv2000.qc.ca/zip/comites_f.htm

Avis du Comité aviseur concernant l'État de situation 2005-2006

québécois sur les scènes sportives canadienne et internationale¹² ». Le même questionnement s'applique pour le Programme de soutien aux événements sportifs (320 000 \$ à 53 organismes), celui-ci étant destiné « à soutenir l'organisation au Québec d'événements sportifs de niveaux canadien et/ou international pour des clientèles en lien avec leur plan de développement de l'excellence¹³ », ce qui n'a aucun rapport avec l'action communautaire.

Le SACAIS a déjà fait part de nos commentaires aux responsables de ces programmes. Ceux-ci avaient d'ailleurs demandé au SACAIS de poursuivre la réflexion avec nous et avaient indiqué qu'ils étaient « ouverts à une démonstration qui permettrait de revoir leur position¹⁴ ». La ministre Courchesne avait de plus indiqué, dans sa lettre du 31 juillet 2006, que des travaux étaient en cours à cet effet. Et pourtant, l'*État de situation 2005-2006* contient encore ces deux programmes, ce qui nous apparaît inadmissible. Nous demandons encore une fois qu'ils en soient retirés.

RECOMMANDATION no 6 : retrait du programme de soutien au développement de l'excellence
IMPACT SUR LES DONNÉES : 6 908 375 \$ en moins

RECOMMANDATION no 7 : retrait du programme de soutien aux événements sportifs
IMPACT SUR LES DONNÉES : 320 000 \$ en moins

¹² Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, *Programme de soutien au développement de l'excellence des fédérations sportives*, mars 2005,

<http://www5.mels.gouv.qc.ca/sportloisir/sportetactivite/publications.asp>.

¹³ Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, *Programme de soutien financier pour l'organisation au Québec d'événements sportifs*, mars 2005,

<http://www5.mels.gouv.qc.ca/sportloisir/sportetactivite/publications.asp>.

¹⁴ Lettre du SACA au Comité aviseur de l'action communautaire autonome, 24 février 2005.

3. SYNTHÈSE DES RECOMMANDATIONS ET CONCLUSION

Le tableau suivant regroupe l'ensemble des sommes à exclure de l'État de situation 2005-2006. Elles totalisent 55 802 523 \$, ce qui porte le soutien gouvernemental québécois à l'action communautaire en 2005-2006 à 578 856 109 \$, au lieu de 634 658 632 \$.

Programmes à exclure de l'État de situation	Somme à exclure
Programme de financement des CJE	36 287 764 \$
Programme Solidarité jeunesse	8 331 750 \$
Programme de soutien aux conseils régionaux de l'environnement et à leur regroupement	1 525 000 \$
Programme de soutien aux organismes de bassin	2 215 000 \$
Programme Interactions communautaires au Plan Saint-Laurent 2005-2010	214 634 \$
Programme de soutien au développement de l'excellence	6 908 375 \$
Programme de soutien aux événements sportifs	320 000 \$
Total	55 802 523 \$

La comparaison avec les années antérieures met en évidence le très fort ralentissement de la croissance du soutien gouvernemental à l'action communautaire dans la dernière année, que les données soient ajustées ou non (0,6 % dans les deux cas).

Sommes à exclure de l'État de situation	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006
Programme de financement des CJE	34 168 341 \$	34 602 533 \$	36 878 608 \$	36 287 764 \$
Programme Solidarité jeunesse	--	--	8 118 600 \$	8 331 750 \$
Programme de soutien aux conseils régionaux de l'environnement et à leur regroupement	1 525 000 \$	1 525 000 \$	1 525 000 \$	1 525 000 \$
Programme de soutien aux organismes de bassin	--	1 589 000 \$	2 225 000 \$	2 215 000 \$
Programme Interactions communautaires au Plan Saint-Laurent	238 996 \$	209 466 \$	162 800 \$	214 634 \$
Programme de soutien au développement de l'excellence	--	7 289 100 \$	6 766 800 \$	6 908 375 \$
Programme de soutien aux événements sportifs	--	345 400 \$	327 500 \$	320 000 \$
Total	35 932 337 \$	45 560 499 \$	56 004 308 \$	55 802 523 \$
Somme totale inscrite dans l'État de situation	530 496 053 \$	587 120 787 \$	631 151 405 \$	634 658 632 \$
Somme réajustée en fonction des programmes exclus	494 563 716 \$	541 560 288 \$	575 147 907 \$	578 856 109 \$
Augmentation par rapport à l'année précédente	--	46 996 572 \$	33 586 809 \$	3 708 202 \$
Augmentation en %		9,5 %	6,2 %	0,6 %

Avis du Comité aviseur concernant l'État de situation 2005-2006

Nous concluons cet Avis en souhaitant fortement que les instances gouvernementales, en particulier le SACAIS et le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, tiennent compte de nos recommandations et véhiculent des données plus près de la réalité en ce qui a trait au soutien financier à l'action communautaire. Ce ne sont pas 635 millions \$ qui ont été accordés à l'action communautaire en 2005-2006, mais bien 579 millions \$. Nous osons également espérer que la faible croissance du soutien financier dans la dernière année (0,6 %), qui constitue en fait une décroissance puisqu'elle n'atteint même pas la moitié de l'augmentation du coût de la vie (1,7 %), soit exceptionnelle et qu'elle ne se répète pas dans les années futures. Est-il besoin de rappeler que la moitié des groupes communautaires reçoivent moins de 55 000 \$ du gouvernement, alors que les besoins exprimés par la population sont de plus en plus grands ? Il va sans dire que nous demeurons toujours ouverts à discuter du financement de l'action communautaire autonome avec les instances concernées, ainsi que des données comprises dans l'*État de situation*.

RECOMMANDATION no 9 : véhiculer les données réelles du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire
IMPACT SUR LES DONNÉES : un soutien financier total de 579 millions \$ en 2005-2006 (et non de 635 millions \$), une augmentation de 0,6 %

**ANNEXE :
LISTE DES RECOMMANDATIONS**

RECOMMANDATION no 1 : retrait du programme de financement des CJE
IMPACT SUR LES DONNÉES : 36 287 764 \$ en moins

RECOMMANDATION no 2 : retrait du programme Solidarité jeunesse
IMPACT SUR LES DONNÉES : 8 331 750 \$ en moins

RECOMMANDATION no 3 : retrait du programme de soutien aux conseils régionaux de l'environnement et à leur regroupement
IMPACT SUR LES DONNÉES : 1 525 000 \$ en moins

RECOMMANDATION no 4 : retrait du programme de soutien aux organismes de bassin
IMPACT SUR LES DONNÉES : 2 215 000 \$ en moins

RECOMMANDATION no 5 : retrait de la portion du programme Interactions communautaires au Plan Saint-Laurent 2005-2010 attribuée aux comités ZIP
IMPACT SUR LES DONNÉES : 214 634 \$ en moins

RECOMMANDATION no 6 : retrait du programme de soutien au développement de l'excellence
IMPACT SUR LES DONNÉES : 6 908 375 \$ en moins

RECOMMANDATION no 7 : retrait du programme de soutien aux événements sportifs
IMPACT SUR LES DONNÉES : 320 000 \$ en moins

RECOMMANDATION no 9 : véhiculer les données réelles du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire
IMPACT SUR LES DONNÉES : un soutien financier total de 579 millions \$ en 2005-2006 (et non de 635 millions \$), une augmentation de 0,6 %



Montréal, le 14 juin 2007

Monsieur Daniel Jean
 Directeur
 Secrétariat à l'action communautaire autonome
 et aux initiatives sociales (SACAIS)
 1122, Chemin Saint-Louis, 1^{er} étage
 Québec (Québec)
 G1S 1E5

Objet : Avis sur les *Grilles d'analyse pour établir le soutien financier en appui à la mission globale*

Monsieur,

Depuis l'automne 2004, le Réseau québécois de l'action communautaire autonome (nouveau nom du Comité aviseur de l'ACA) collabore en toute bonne foi au projet de *Grilles d'analyse pour établir le soutien financier en appui à la mission globale*, élaborées par le SACAIS. Cette collaboration de plus de deux ans a été marquée par de nombreuses rencontres entre le SACAIS et le comité Soutien financier du Réseau québécois de l'ACA, des échanges de correspondance ainsi que par des phases respectives d'expérimentation. Elle a finalement donné lieu à un document soumis à la consultation des secteurs et de leurs composantes du Réseau québécois.

Au terme de cette consultation, le conseil d'administration du Réseau québécois de l'ACA, réuni le 13 juin 2007, est en mesure de donner un avis général sur l'utilisation des grilles et de soumettre des recommandations sur certains aspects particuliers du document, et ce, en tenant compte du fait que les variables incluses dans le *Cadre de référence en matière d'action communautaire*, le sont dans une perspective de rehaussement du financement.

1) Utilisation des grilles

Nous recommandons que les grilles soient utilisées par les ministères et organismes gouvernementaux à titre de référence. Elles pourront être modifiées par des ajouts correspondants aux spécificités du secteur et selon une pondération qui lui est propre, en autant que ces modifications aient été établies de façon concertée entre la partie gouvernementale et les groupes communautaires concernés.

2) Façon de remplir les grilles

Étant donné le détail des informations demandées dans les grilles (plusieurs n'étant pas incluses dans les rapports d'activités et les rapports financiers des groupes), il est recommandé que les grilles soient remplies par les groupes eux-mêmes, à l'exception de celle sur les critères d'appréciation de la saine gestion qui devrait être remplie par les fonctionnaires.

3) Revenus (grille 3.1.4, partie 1)

- Modifier le nom de la section « Subventions publiques » par « Financement public »;
- Modifier le nom de la section « Subventions privées » par « Financement privé »;
- Dans la section « Financement public », ajouter « Autres (ex. : députés, CRÉ, municipalités, etc.) »;

- Modifier le nom de la colonne « Exercice en cours » par « Prévisions budgétaires de l'année en cours ».
- 4) Dépenses (grille 3.1.4, partie 2)**
- Modifier le nom de la case « Gestion administrative » par « Frais d'activités et de gestion »;
 - Ajouter une case pour inscrire les « Dépenses d'immobilisation ».
- 5) Critères d'appréciation de la saine gestion (grille 3.2)**
- Modifier le nom de la case « Avoir une saine gestion financière » par « Saine gestion financière et administrative »;
 - Dans la case « Respect de la charte, des règlements généraux et de la planification des activités », retirer l'élément « planification des activités », celui-ci n'étant pas exigé par tous les ministères. Il s'agit d'un élément qui pourrait être négocié par secteur.
- 6) Variables (grille 3.3)**
- Ajouter une colonne « Besoins »;
 - Clarifier le facteur de correction géographique, en indiquer la source et préciser comment il sera traité;
 - Considérer que certaines variables devront être ajustées en fonction du secteur communautaire. Exemples : nombre de personnes rejointes directement ou indirectement, nombre de places autres qu'en maison d'hébergement (ex. : halte-garderie), disponibilité d'un service d'urgence, etc.
- 7) Besoins additionnels (grille 3.3.2)**
- Dans le texte qui accompagne la grille, spécifier que l'organisme peut avoir des besoins réels non comblés sans pour autant qu'il soit en phase de développement. La grille devrait ainsi permettre de résumer les besoins exprimés dans la grille 3.3 sur les variables, grâce à l'ajout de la colonne « Besoins ».

Nous espérons que nos recommandations seront intégrées à la version finale du document qui sera soumise au ou à la ministre responsable de l'action communautaire. Ces recommandations mettent un terme, selon nous, à notre collaboration au travail d'élaboration des *Grilles d'analyse pour établir le soutien financier en appui à la mission globale*, à moins que d'autres éléments de discussion surgissent d'ici l'approbation ministérielle. À la suite de cette approbation, la balle sera dans le camp des ministères et organismes gouvernementaux qui auront à s'entendre avec les groupes communautaires concernés. Ainsi, dans le cas où le SACAIS déciderait d'appliquer ces grilles aux groupes de défense collective des droits, nous nous attendons à ce que ceux-ci soient consultés au préalable sur la pondération et sur les aspects particuliers reliés à ce champ spécifique de l'action communautaire autonome. De plus, sachant que vous êtes présentement dans une démarche avec les CDC concernant ces mêmes grilles, nous souhaiterions être informés des résultats.

Nous espérons que les quelques modifications proposées aux grilles contribueront à améliorer le document. Nous attendons avec impatience des nouvelles du suivi qui sera accordé à ces grilles.

Agréé, Monsieur, nos plus cordiales salutations.

Céline Métivier, pour le conseil d'administration
Réseau québécois de l'action communautaire autonome



Pour la prospérité : investissons dans le développement social du Québec

**Présentation à la ministre des Finances du Québec,
Mme Monique Jérôme-Forget
lors des consultations prébudgétaires
le 14 février 2008**

par le

Réseau québécois de l'action communautaire autonome

« Les organismes communautaires jouent un rôle de premier plan dans l'amélioration de la qualité de vie de nos concitoyens. En plus de constituer un réseau de services accessibles, appréciés et novateurs, ils offrent une intervention de proximité pour nos concitoyens. Le gouvernement du Québec est donc fier de les appuyer.

(...)

L'intervention gouvernementale en matière d'action communautaire comporte également une dimension économique non négligeable. Les revenus générés ont des retombées de plus d'un milliard de dollars, et ce, sur tout le territoire québécois. Les sommes investies dans le secteur communautaire contribuent à dynamiser les économies régionales et locales. Elles permettent notamment d'employer l'équivalent de 24 000 personnes à temps plein. En outre, ces sommes assurent la participation d'environ 211 000 personnes à des activités bénévoles, auxquelles elles consacrent plus de 30 millions d'heures chaque année.

Imaginons un instant que des personnes malades ne reçoivent plus la visite de bénévoles. Imaginons que la population de certaines régions n'a plus accès aux informations locales dans les médias communautaires. Imaginons que les jeunes, les aînés ou les personnes handicapées ne peuvent plus compter sur des lieux de rencontre comme les maisons de jeunes et les centres communautaires. Imaginons que les jeunes ne peuvent plus bénéficier d'activités de loisir et de sport, que les femmes victimes de violence n'ont plus de lieu sécuritaire pour se réfugier... Toutes ces activités sont rendues possibles grâce à l'implication et à l'engagement des personnes qui oeuvrent au sein des organismes communautaires. Je tiens d'ailleurs à leur témoigner toute ma reconnaissance pour leur contribution exceptionnelle à la société québécoise.

(...)

[Sam Hamad, ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale.
« Mot du ministre ». *État de situation de l'intervention gouvernementale en matière d'action communautaire 2006-2007*.
Québec : SACAIS, décembre 2007]

1. Le Réseau québécois de l'action communautaire autonome

Nature

Le *Réseau québécois de l'action communautaire autonome** est un organisme sans but lucratif formé des quelque 4 000 organismes et regroupements québécois d'action communautaire autonome structurés en 16 secteurs d'activités et en 4 regroupements multisectoriels.

Mission

- a) Promouvoir l'action communautaire autonome;
- b) Participer au développement social du Québec en fonction des valeurs, des principes et des aspirations de l'action communautaire autonome;
- c) Défendre et promouvoir les intérêts des organismes et regroupements d'action communautaire autonome;
- d) Assurer leur représentation;
- e) Les informer en toute matière pertinente;
- f) Favoriser la consultation, la concertation, la mobilisation des groupes d'action communautaire autonome;
- g) Contribuer à des travaux de recherche sur l'action communautaire autonome.

* Anciennement le Comité aviseur de l'action communautaire autonome, reconnu par le gouvernement du Québec comme « l'interlocuteur privilégié par rapport à l'action communautaire autonome » (*Politique gouvernementale. L'action communautaire : une contribution essentielle à l'exercice de la citoyenneté et au développement social du Québec*, p. 42).

2. L'action communautaire autonome : un portrait

On dénombre au Québec environ 4 000 groupes qui oeuvrent en action communautaire autonome (ACA). Ces groupes sont reconnus par le gouvernement québécois en vertu de huit critères énoncés dans la politique *L'action communautaire, une contribution essentielle à l'exercice de la citoyenneté et au développement social du Québec* (adoptée en juillet 2001) :

- être un organisme à but non lucratif;
- être enraciné dans la communauté;
- entretenir une vie associative et démocratique;
- être libre de déterminer sa mission, ses approches, ses pratiques et ses orientations;
- avoir été constitué à l'initiative des gens de la communauté;
- poursuivre une mission sociale qui lui soit propre et qui favorise la transformation sociale;
- faire preuve de pratiques citoyennes et d'approches larges, axées sur la globalité de la problématique abordée;
- être dirigé par un conseil d'administration indépendant du réseau public.

Aujourd'hui, ces quelque 4 000 groupes d'action communautaire autonome oeuvrent dans une grande variété de l'activité humaine au Québec :

- Action bénévole
- Autochtones
- Communications
- Consommation
- Défense des droits
- Développement communautaire
- Éducation à la solidarité internationale
- Éducation populaire autonome
- Environnement
- Famille
- Femmes
- Formation
- Jeunes
- Lesbiennes, gais, bisexuels, transgenres
- Logement
- Loisir
- Personnes handicapées
- RéfugiéEs, immigrantEs, communautés culturelles
- Santé et services sociaux

Les revenus de ces groupes proviennent à 56 % du gouvernement du Québec, à 37% de dons privés et d'activités d'autofinancement et, pour le reste, à 7% des gouvernements fédéral et municipaux. Ils représentent une importance économique dépassant le milliard de dollars. Près de 25 000 personnes y travaillent, dont 80 % sont des femmes, avec un salaire horaire moyen de 15 \$. Elles sont appuyées par plus d'une centaine de milliers de bénévoles.

Le soutien financier du gouvernement du Québec à la mission des groupes d'action communautaire autonome atteint presque les 400 millions de dollars, mais il varie selon les programmes, les ministères et le type d'organismes. Les données du tableau suivant démontrent cette diversité tout en mettant en évidence que la moitié des groupes reçoit moins de 57 000 \$ en soutien à leur mission. Le tableau ne fait cependant par état :

- des ministères qui n'offrent aucun programme de soutien à la mission (uniquement du financement en projet ou en entente de service), soit le Secrétariat à la condition féminine, le Secrétariat aux aînés, le ministère des Affaires municipales et des Régions, l'Agence de l'efficacité énergétique, le ministère des Services gouvernementaux, la Société de l'assurance automobile et le Secrétariat à la jeunesse.
- du nombre d'organismes qui n'ont obtenu aucun soutien financier à leur mission. Par exemple, 23 organismes sont toujours en attente de ce type de financement au ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles et doivent se contenter d'ententes de services ou de projets.

**Soutien financier versé en appui à la mission globale 2006-2007,
par ministère et organisme gouvernemental ⁽¹⁾**

Ministère/Organisme	Soutien à la mission globale 2006-2007	% du soutien total	Moyenne	Médiane ⁽²⁾	Nbre org.
Ministère de la Santé et des Services sociaux	314 658 236 \$	85,0 %	113 227 \$	65 983 \$	2779
SACAIS	20 806 894 \$	91,9 %	49 896 \$	40 091 \$	417
Ministère de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine (Famille)	16 135 206 \$	94,1 %	51 327 \$	46 921 \$	269
Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (Éducation)	13 273 828 \$	94,3 %	79 484 \$	75 000 \$	167
Secrétariat au loisir et au sport	11 088 462 \$	71,1 %	71 080 \$	60 702 \$	156
Ministère de la Culture et des Communications	4 187 590 \$	80,0 %	24 488 \$	10 000 \$	171
Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation (Développement économique)	1 525 000 \$	100,0 %	76 250 \$	12 074 \$	20
Société d'habitation du Québec	1 440 398 \$	97,9 %	31 313 \$	29 700 \$	46
Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation (Recherche)	1 245 100 \$	83,6 %	113 190 \$	59 938 \$	11
Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles	954 175 \$	8,0 %	47 709 \$	12 310 \$	20
Secrétariat aux affaires autochtones	845 991 \$	98,5 %	76 908 \$	56 770 \$	11
Ministère des Relations internationales	380 000 \$	7,1 %	31 667 \$	25 000 \$	12
Conseil des arts et des lettres du Québec	50 237 \$	100,0 %	8 373 \$	8 309 \$	6
Office des personnes handicapées du Québec	50 000 \$	10,3 %	50 000 \$	50 000 \$	1
Ministère de la Justice	10 100 \$	0,1 %	10 100 \$	10 100 \$	1
Ministère de la Sécurité publique	12 000 \$	0,1 %	12 000 \$	12 000 \$	1
	386 663 217 \$	63,2 %	95 425 \$	57 542 \$	4052

Source : *État de situation de l'intervention gouvernementale en matière d'action communautaire 2006-2007*. SACAIS, décembre 2007.

(1) Nous avons exclu les sommes accordées par Emploi-Québec et le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs à des organismes qui, selon nous, ne correspondent pas aux critères de l'action communautaire.

(2) La médiane est celle de 2005-2006, les calculs pour 2006-2007 n'étant pas encore disponibles.

3. Les priorités 2008-2009 en matière de soutien gouvernemental

Pour que les groupes d'action communautaire autonome puissent contribuer pleinement à l'exercice de la citoyenneté et au développement social du Québec, tel que libellé dans le titre de la politique gouvernementale de reconnaissance et de soutien de l'action communautaire¹, il importe de leur assurer un soutien adéquat.

Les besoins des groupes sont nombreux et variés. Elles concernent différents aspects des préoccupations en matière d'action communautaire autonome : respect de la politique, autonomie des groupes, financement, travail, formation, recherche, évaluation, etc. En vue de la préparation d'un futur plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire par le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale et le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales (SACAIS), le Réseau québécois de l'action communautaire autonome (RQ-ACA) est présentement en période de consultation auprès de ses membres afin d'identifier les enjeux prioritaires pour le mouvement. Les résultats de cette consultation seront transmis au ministre à la fin mars et nous avons bon espoir que les priorités du mouvement soient prises en compte dans l'élaboration de ce plan d'action gouvernemental.

Au-delà de cette consultation, le RQ-ACA s'est également doté d'un plan de travail en fonction des orientations adoptées lors de son congrès des 23 et 24 octobre 2006. L'invitation de la ministre des Finances à participer aux consultations prébudgétaires nous donne ainsi l'occasion de relever quatre aspects importants pour le mouvement et qui interpellent directement la ministre.

Le RQ-ACA invite donc respectueusement la ministre des Finances à :

- 1. Donner les moyens au RQ-ACA de poursuivre et de consolider son mandat de représentation des organismes d'ACA auprès du gouvernement et d'autres institutions, dans la perspective de contribuer au développement social du Québec.**
- 2. Donner les moyens au ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Sam Hamad, de mettre en œuvre un nouveau plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire qui respecte les besoins du milieu et qui contribue à le consolider à long terme.**
- 3. Prévoir pour chacun des ministères et organismes gouvernementaux des sommes suffisantes pour supporter adéquatement la mission globale des groupes d'action communautaire autonome qui leur sont rattachés. Se baser sur les seuils planchers déterminés collectivement au congrès d'orientation 2006 du RQ-ACA (voir tableau page suivante) et porter une attention particulière aux groupes les plus pauvres (en dessous de 50 000 \$ par année).**
- 4. Répondre positivement à la demande conjointe du RQ-ACA et du Chantier de l'économie sociale d'être partie prenante de la réflexion sur la modernisation du cadre législatif qui régit les organismes sans but lucratif (réf : lettre du 25 janvier 2008 adressée à Mme Jérôme-Forget).**

¹ Gouvernement du Québec. *Politique gouvernementale. L'action communautaire : une contribution essentielle à l'exercice de la citoyenneté et au développement social du Québec*, septembre 2001.

**Seuils planchers du financement gouvernemental québécois
en appui à la mission globale pour 2008**

Types d'organismes	Phases de croissance		
	1 ^{er} Financement	Consolidation	Développement
Accueil, écoute, éducation, orientation, défense collective des droits, aide, entraide ou dépannage	82 804 \$	110 405 \$	138 006 \$
Soutien aux milieux de vie	99 365 \$	132 486 \$	165 607 \$
Maisons d'hébergement	264 972 \$	353 296 \$	441 620 \$
Autres problématiques aiguës	165 607 \$	220 810 \$	276 013 \$
Regroupements	Local	Régional	National
Fourchettes de financement	82 804 \$ à 138 006 \$	110 405 \$ à 187 689 \$	193 209 \$ à 331 214 \$

Source : RQ-ACA. *Les besoins en financement gouvernemental des organismes et regroupements en action communautaire autonome : document de référence sur les seuils planchers*, 7 février 2007. Les données pour 2008 ont été révisées en fonction de l'indice moyen des prix à la consommation de 2007.

Coordonnées du Réseau québécois de l'action communautaire autonome

Adresse 4360 rue D'Iberville, Montréal QC H2H 2L8
Téléphone 514-845-6386
Courriel info@comavis-aca.org
Site web <http://www.comavis-aca.org>

Document rédigé par :

Karine Verreault, membre du comité exécutif
Céline Métivier, agente de recherche

309

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

de fiche : 2GO RP96

Titre

Actions posées et crédits alloués pour donner suite au dépôt de la politique sur l'action communautaire autonome et prévisions pour 2008-2009.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

1. Contexte

- La Politique *L'action communautaire : une contribution essentielle à l'exercice de la citoyenneté et au développement social du Québec*, a été adoptée le 4 juillet 2001 et lancée officiellement le 5 septembre de la même année.
- Le lancement de la politique a été accompagné d'une annonce de crédits supplémentaires de 51 millions de dollars pour trois ans (2001-2002 à 2003-2004).
- Le Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire a été adopté en août 2004. Il vise à rendre opérationnelles les différentes modalités de la politique et, à terme, à rendre effectif l'objectif de simplification et d'harmonisation des pratiques administratives.
- Le Cadre de référence en matière d'action communautaire a également été adopté en août 2004; il contient les principales dispositions d'harmonisation des pratiques administratives.
- En 2006-2007, une entente administrative a été conclue entre la ministre responsable de l'action communautaire et chacun des ministères ou organismes gouvernementaux, qui soutiennent des organismes communautaires. Ces ententes visent la réalisation du Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire et l'application du Cadre de référence.
- En 2007, les travaux visant l'élaboration d'un deuxième plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire ont été entrepris; l'adoption du plan d'action est prévue pour l'automne 2008.

2. Les travaux de mise en œuvre de la politique gouvernementale

- Le Comité interministériel de l'action communautaire regroupe vingt ministères et organismes gouvernementaux concernés par le soutien financier aux organismes communautaires (voir liste en annexe).
- Les rencontres de ce comité se sont tenues les 2 mai, 20 juin, 12 septembre, 8 novembre, 13 décembre 2007 ainsi que les 31 janvier et 6 mars 2008.
- Les membres du Comité interministériel ont collaboré aux travaux touchant l'évaluation de la mise en œuvre de la politique gouvernementale, dont le terme est prévu en avril 2008; ils ont contribué aux groupes de travail, mis en place par le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales (SACAIS), pour assurer le suivi de la mise en œuvre de la politique gouvernementale ainsi que sur des projets d'envergure comme la mise en place d'un portail permettant le traitement des données et l'élaboration du deuxième plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire. Enfin, ils ont contribué à la réflexion globale sur le milieu communautaire.
- Un répertoire dynamique sur Internet intitulé *Portrait du soutien financier gouvernemental versé aux organismes communautaires*, par ministère, a été réalisé et mis à jour. Il comprend maintenant l'ensemble du soutien gouvernemental versé à des organismes communautaires (soutien à la mission globale, ententes de service et projets).
- L'État de situation gouvernementale en matière d'action communautaire, édition 2005-2006, a été publié en décembre 2007.
- L'opération annuelle de concentration et de transfert du soutien financier a donné lieu, au 1^{er} avril 2007, au transfert de neuf organismes vers un autre ministère d'attache.
- Les travaux de concertation entre le Comité aviseur de l'action communautaire autonome (devenu le Réseau québécois de l'action communautaire autonome) et le SACAIS ont cours depuis l'adoption de la politique gouvernementale. Plusieurs rencontres se sont tenues entre des sous-comités du comité aviseur et l'équipe du SACAIS, notamment sur les programmes, la défense collective des droits, l'évaluation de la politique et les besoins financiers des groupes communautaires.
- Les travaux sur l'évaluation de la mise en œuvre de la politique gouvernementale se sont poursuivis en 2007-2008. Une journée de réflexion sur l'étude de cas portant sur le champ de la défense collective des droits a été tenue le 18 décembre 2007. Le rapport du premier sondage a été rendu public en 2007 et le rapport final abrégé de la recherche évaluative a été déposé au SACAIS en décembre 2007. Le rapport final complet a été déposé au cours du mois d'avril 2008. Le SACAIS a répondu aux demandes de collaboration de l'équipe de recherche qualitative et participative, sous la coordination de Deena White, de l'Université de Montréal.

3. Les crédits alloués

Le milieu communautaire a pu profiter de retombées financières de la politique gouvernementale. Pour l'exercice financier 2007-2008, une somme de 500 000 \$, provenant des crédits alloués pour la mise en œuvre, a été distribuée pour soutenir le milieu communautaire. Cette somme a été versée pour soutenir des organismes communautaires relevant d'autres ministères et organismes gouvernementaux. Un solde de 45 024 \$ servira à la réalisation du deuxième sondage prévu dans le devis d'évaluation de la mise en œuvre de la politique.

De plus, il faut rappeler que les sommes additionnelles octroyées aux organismes sous la responsabilité du SACAIS, ont été rendues récurrentes grâce à la contribution du Ministère. Ainsi, le SACAIS a maintenu les engagements de la politique gouvernementale auprès des organismes qu'il soutient.

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
DATE : Le 2 avril 2008

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2^E GROUPE D'OPPOSITION

de fiche : RP78

Titre

Liste des avis de licenciements collectifs reçus au ministère depuis le 1^{er} janvier 2003 jusqu'à ce jour. Ventilation par région et renseignements suivants :

- a. Nom et adresse de l'entreprise
- b. date de l'avis et/ou de la fermeture
- c. type ou secteur d'activité de l'entreprise
- d. nombre total d'employés de l'entreprise
- e. nombre de salariés temporaires et permanents visés par le licenciement;
- f. motifs de licenciement.

Exposé et statistiques

Vous trouverez en pièce jointe, la liste des avis de licenciement collectifs reçus au Ministère du 1^{er} avril 2007 au 31 mars 2008 avec les renseignements demandés, sauf le nombre de salariés temporaires et permanents, car ces renseignements ne sont pas fournis par les employeurs.

Il faut se rappeler que ces avis sont prévisionnels, tant sur la date prévue du licenciement que sur le nombre de salariés possiblement visés. Un même employeur peut émettre plusieurs avis, reporter un licenciement et même l'annuler. La date de licenciement et le nombre de salariés peuvent être modifiés. La base de données reflète seulement l'information reçue des employeurs.

SOURCE : Service du soutien au réseau, le 4 avril 2008
VALIDATION: Bureau de la sous-ministre associée, le 7 avril 2008

Avis de licenciement
Liste des avis reçus au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
Avis de licenciement reçus à la DSORC entre le 2007-04-01 et le 2008-03-31

Employeurs No de téléphone	Date de l'avis licenciement	Date du licenciement	Nbre de salariés licenciés	Motifs	Raison	Activité économique
01-Bas St-Laurent						
Bowater Mitis inc.- Scierie Price 1, rue Mitis Price (514) 954-2100	2007-09-14	2007-12-08	112	Fermeture d'entreprise	Économique	Scierie
Groupe Cedrico inc. - usine Bois Saumon inc. 39, rue Saint-Jean-Baptiste - C.P. 477 Price (418) 775-7516	2008-01-15	2008-03-28	20	Réduction du nombre de salariés	Économique	Usine de fabrication de latte et de sciage de bois.
Groupe Cedrico inc. usine Causapsal 39, rue Saint-Jean-Baptiste Price (418) 775-7516	2008-01-15	2008-03-28		Fermeture d'entreprise	Économique	Usine de sciage de bois d'oeuvre.
Maxi Mont-Joli (Provigo Québec) inc. - 8903 1760, boulevard Gaboury Mont-Joli (514) 383-8800	2008-03-28	2008-06-28	39	Fermeture d'entreprise	Économique	Entreprise de vente au détail et distribution.
Médailon Ford 195, rue Léonidas Rimouski (418) 723-2223	2007-09-07	2007-11-02	22	Réduction du nombre de salariés	Économique	Commerce de véhicules routiers, vente et location à long terme.
Pouliot Chevrolet Inc. 1264, boulevard Jacques-Cartier Mont-Joli (418) 775-4316	2008-03-14	2008-05-09	23	Fermeture d'entreprise	Économique	Concessionnaire automobile.
Prima1 Auto 136, chemin des Raymond Rivière-du-Loup (418) 867-1420	2007-06-18	2007-08-05	18	Réduction du nombre de salariés	Économique	Vente et location à long terme de véhicules neufs et d'occasion.

Employeurs	No de téléphone	Date de l'avis	Date du licenciement	Nbre de salariés licenciés	Motifs	Raison	Activité économique
Viandes Kamouraska inc. 162, route 230 Ouest Saint-Pascal (418) 492-2128		2007-10-02	2007-08-27	116	Fermeture d'entreprise	Économique	Usine de transformation de viandes de porcs, abattage et transformation.
Nombre d'avis :				8	Nombre de salariés licenciés :		
					350		

Employeurs No de téléphone	Date de l'avis licencierement	Date du licencierement	Nbre de salariés licenciés	Motifs	Raison	Activité économique
-------------------------------	----------------------------------	---------------------------	-------------------------------	--------	--------	---------------------

02-Saguenay - Lac St-Jean

AbitibiBowater inc. division forêts et scieries Lac St-Jean 4000, rang Saint-Eusèbe Saint-Félicien	2008-02-04	2008-02-04	161	Réduction du nombre de salariés	Économique	Transformation de produits forestiers.
Abitibi-Consolidated du Canada - secteur Girardville 2250, Rang St-Joseph Nord Girardville	2007-04-11	2007-05-06	25	Réduction du nombre de salariés	Économique	Transformation de produits forestier
Bowater Produits forestiers du Canada inc. - usine de Dolbeau 1, 4e Avenue Dolbeau-Mistassini (418) 239-2350	2007-05-28	2007-06-02		Fermeture d'entreprise	Économique	Usine de fabrication du papier journal et papiers super clandrés.
La Baie (Compagnie La Baie d'Hudson) 1401, boulevard Talbot Chicoutimi	2007-04-13	2007-06-07	60	Fermeture d'entreprise	Économique	Etablissement spécialisé dans le commerce au détail.
L'Intermarché Arvida (9158-5463) 1944, boulevard Mellon Jonquière	2007-10-18	2007-11-03	17	Fermeture d'entreprise	Économique	Supermarché d'alimentation
Louisiana-Pacifique Canada Ltée - division Québec - Chambord O.S.B. 572, route 155 Chambord	2007-12-10	2008-02-04	75	Réduction du nombre de salariés	Économique	Usine de panneaux à lamelles orientées.
Marché Normandin 2000 - 9083-9788 Québec Inc. 1455, du Rocher Normandin	2008-02-23	2008-04-15	13	Réduction du nombre de salariés	Économique	Marché d'alimentation.

Employeurs No de téléphone	Date de l'avis licenciement	Date du licenciement	Nbre de salariés licenciés	Motifs	Raison	Activité économique
Provigo St-Félicien - (8612 -(Provigo Distribution) 1023, rue Sacré-Cœur Saint-Félicien (514) 383-8900	2007-09-07	2007-09-30	29	Fermeture d'entreprise	Économique	Entreprise de vente et détail et de distribution dans l'industrie alimentaire.
Rabotage Lemay inc. (scierie) 75, rue Bouchard Saint- François-de-Sales (418) 348-2000	2007-12-13	2008-01-04	30	Réduction du nombre de salariés	Économique	Scierie
Rabotage Lemay inc. 75, rue Bouchard Saint-François-de- Sales (418) 348-2000	2007-09-12	2007-11-03	50	Réduction du nombre de salariés	Économique	Secteur du bois d'œuvre
Scierie Lemay inc. 1825, route de l'Église L'Ascension de Notre-Seigneur (418) 347-5757	2007-08-03	2007-10-30	84	Réduction du nombre de salariés	Autre	Industrie de bois d'œuvre
Scierie Lemay inc. 1828, route de l'Église L'Ascension de Notre-Seigneur (418) 347-5737	2007-11-09	2007-11-30	83	Réduction du nombre de salariés	Économique	Scierie
Nombre d'avis : 12			Nombre de salariés licenciés : 627			

Employeurs No de téléphone	Date de l'avis licencierement	Date du licencierement	Nbre de salariés licenciés	Motifs	Raison	Activité économique
-------------------------------	----------------------------------	---------------------------	-------------------------------	--------	--------	---------------------

03-Québec

Auberge L'Abitation de Champlain inc. 2828, boulevard Laurier Québec (418) 653-7267	2007-08-21	2007-10-15	44	Fermeture d'entreprise	Économique	Hébergement - motel.
Automobiles Jalbert Inc. 1885, boulevard Central Québec (418) 687-0044	2007-04-12	2007-06-22	74	Réduction du nombre de salariés	Économique	Vente d'automobiles neuves.
Automobiles Prime Roberge (Canada) Inc. 6964, boulevard Sainte-Anne L'Ange-Gardien (418) 822-1475	2007-08-02	2007-09-28	25	Réduction du nombre de salariés	Économique	Vente et la location à long terme de véhicules neufs et d'occasion et la réparation
Bar Chez son Père Inc. 24, St-Stanislas Québec	2007-12-04	2007-12-31	11	Fermeture d'entreprise	Économique	Secteur de la production de spectacle de chansonniers.
Boulangerie Gadoua Ltée 289 Route 138 Saint-Augustin-de-Desmaures	2007-08-02	2007-09-24	44	Réduction du nombre de salariés	Économique	Commerce de la boulangerie
Centre de Plein Air Éducatif 4 Saisons (Frères de N.-Dame de la Miséricorde 1149, Chemin du Lac Nord Lac Sergent	2007-08-13	2007-12-31	15	Fermeture d'entreprise	Économique	Centre de Loisirs pour les jeunes.
Chez Lorenzo - 3274012 Canada Inc. 1217, Route de l'Église Québec	2007-09-10	2007-09-09	31	Fermeture d'entreprise	Économique	Restauration.
Crocs Canada 1550, des Tanneurs Québec	2007-11-16	2007-11-16	11	Réduction du nombre de salariés	Économique	Transformation des matières plastique.

Employeurs No de téléphone	Date de l'avis licenclement	Date du licenclement	Nbre de salariés licenciés	Motifs	Raison	Activité économique
DAP Technologies Ltée 875, boulevard Charest Ouest, bureau 200 Québec	2007-05-22	2007-09-28	16	Réduction du nombre de salariés	Économique	Assemblage de micro-ordinateurs portatifs.
Distagro, division de Métro Richelieu Inc. 60, rue D'Anvers Saint-Augustin de Desmaures (418) 878-4155	2007-07-30	2007-09-28	71	Fermeture d'entreprise	Économique	Services alimentaires
Dunkin'Donuts (Entreprise Pierre Maclure Ltée) 7250, boulevard de la Rive-Sud Lévis (418) 833-7760	2007-10-04	2007-10-25	15	Fermeture d'entreprise	Économique	Restauration rapide
Hart inc. (magasins) 1100, boulevard de la Chaudière Cap- Rouge (450) 661-4155	2007-06-08	2007-08-01	16	Fermeture d'entreprise	Économique	Magasin à rayons
Hippdrome de Québec - Attractions hippiques 250 boulevard Harmel Est Québec (514) 739-2741	2007-11-02	2007-11-23	15	Réduction du nombre de salariés	Économique	Restauration.
Hippodrome de Québec - Attractions hippiques 250, boulevard Harmel Est Québec (514) 739-2741	2007-09-24	2007-11-19	20	Fermeture d'entreprise	Économique	Service des appareils de loterie, vidéo.
La Corporation McKesson Canada 2655, De Celles Québec (514) 593-2279	2008-02-21	2008-06-02	18	Réduction du nombre de salariés	Économique	Distribution de produits pharmaceutiques et de soins de santé.
Les Distributions Option Kit Inc. 214, avenue Saint- Sacremont Québec	2007-08-31	2007-09-06	35	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabrication d'armoires de cuisine en bois et en mélamine.

Employeurs No de téléphone	Date de l'avis licenciement	Date du licenciement	Nbre de salariés licenciés	Motifs	Raison	Activité économique
Les Pro de la Photo 800, des Rocailles Québec (514) 273-1588	2007-07-13	2007-10-05	35	Fermeture d'entreprise	Économique	Laboratoire grossiste spécialisé dans le développement de la photo.
Papiers White Birch - division Scierie Leduc 1092, avenue Lapierre Québec (418) 842-8405	2008-02-25	2008-05-17	58	Réduction du nombre de salariés	Économique	Usine de sciage.
Parmalat Inc. 500A, rue des Méandres Québec (514) 484-8401	2008-02-04	2008-03-26	13	Fermeture d'entreprise	Économique	Entreposage et distribution de produits laitiers.
Pêcheries Atlantiques Québec - div. Métro Richelieu inc. 2968, boulevard Sainte-Anne Québec (418) 871-7101	2008-03-28	2008-05-24	16	Fermeture d'entreprise	Économique	Services alimentaires.
Restaurant Jardin Linnan Inc. 4121, boulevard Sainte- Anne Québec (418) 661-7713	2007-08-31	2007-10-31	15	Fermeture d'entreprise	Économique	Commerce de restauration (service de repas et boisson).
Resto-Pub Ryna - 9111-4512 Québec inc. 3165, chemin St- Louis Sainte-Foy (418) 658-2021	2007-04-13	2007-06-13	22	Fermeture d'entreprise	Économique	Restauration.
Sécurité Sports 225, de Copenhague Saint-Augustin-de- Desmaures (418) 878-4135	2007-10-17	2007-11-30	30	Réduction du nombre de salariés	Économique	Confection de casques de vélos et de raquettes.
Société du patrimoine urbain de Québec 76, Côte de la Montagne Québec (418) 692-1441	2007-10-11	2007-12-15	15	Réduction du nombre de salariés	Économique	Promotion du patrimoine urbain.

Employeurs No de téléphone	Date de l'avis	Date du licenciement	Nbre de salariés licenciés	Motifs	Raison	Activité économique
Société du patrimoine urbain de Québec 76, Côte de la Montagne Québec (418) 692-1441	2007-12-14	2008-03-31	15	Réduction du nombre de salariés	Économique	Promotion du patrimoine urbain.
Société parc Auto du Québec (SPAQ) 1011, de Vitré Québec (418) 681-4811	2008-03-28	2008-03-26	17	Réduction du nombre de salariés	Économique	Non disponible
Soeurs de la Charité de Québec - Pavillon Mallet 105, rue Saint-Louis Lévis	2008-02-07	2008-04-12	10	Fermeture d'entreprise	Économique	Résidence pour les membres de la communauté religieuse.
Nombre d'avis : 27			Nombre de salariés licenciés : 707			

320

Employeurs No de téléphone	Date de l'avis	Date du licencierement	Nbre de salariés licenciés	Motifs	Raison	Activité économique
04-Mauricie						
Abitibi Bowater (usine Donnacona) 1, Notre-Dame Donnacona (514) 555-5555	2007-11-29	2007-02-23	252	Fermeture d'entreprise	Économique	Pâtes et papier
Abitibi Bowater 1602, Avenue Cascades - CP850 Shawinigan (514) 536-8230	2007-11-29	2008-03-23	513	Fermeture d'entreprise	Économique	Pâtes et papier
AbitibiBowater - secteur La Tuque 2419, route 155 Sud La Tuque	2007-11-02	2007-12-28	97	Réduction du nombre de salariés	Économique	Transformation de produit forestier.
Attractions hippiques (Trois-Rivières) S.E.C. 1850, rue de L'Hippodrome Trois-Rivières	2007-09-13	2007-10-18	15	Réduction du nombre de salariés	Économique	Service des appareils de loterie vidéop.
Câble Alcan - usine St-Maurice 5555, rue Burrill Shawinigan (819) 539-1250	2008-01-17	2008-01-19	24	Réduction du nombre de salariés	Économique	Manufacturier de câble électrique et de bande AC.
Fluid Routing Solutions Canada Corporation 8905, boulevard Parent Trois-Rivières	2007-11-29	2008-01-25	85	Fermeture d'entreprise	Économique	Production de conduits hydrauliques pour systèmes de servodirection de véhicules automobiles.
Kruger - usine de Trois-Rivières 3735, boulevard Gene-H, Kruger Trois-Rivières	2007-11-01	2008-02-04	80	Réduction du nombre de salariés	Économique	Usine de papiers.
Les Meubles GBRA Inc. 291, Avenue Dalcourt Louiseville (819) 228-8537	2007-12-07	1008-02-15	21	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabrication de meubles.

Employeurs No de téléphone	Date de l'avis	Date du licenciement	Nbre de salariés licenciés	Motifs	Raison	Activité économique
Manac Inc. - Trois-Rivières 8750, boulevard Industriel Trois-Rivières (819) 379-3738	2007-09-07	2007-11-01	70	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabrication de remorques.
Produits Forestiers La Tuque 240, Site Vallières La Tuque	2007-11-02	2007-12-28	72	Réduction du nombre de salariés	Économique	Transformation de produit forestier
Scierie La Tuque (Cie Commonwealth Plywood) 101, rang Beaumont La Croche	2008-03-10	2008-05-17	18	Réduction du nombre de salariés	Économique	Scierie de bois feuillus.
Smurfit-Stone (Division Carton-caisse) 1000, Chemin de l'usine La Tuque (819) 676-8118	2007-09-04	2007-11-03	30	Réduction du nombre de salariés	Économique	Usine de carton-caisse.
Transport Jean Gauthier Inc. 521, Chemin des Érables St-Gérard-des-Laurentides (819) 539-8321	2007-06-26	2007-06-21	61	Fermeture d'entreprise	Économique	Transport de copeaux, écorces, sciures et planures pour l'industrie papetière

Nombre d'avis : 13 Nombre de salariés licenciés : 1 338

Employeurs No de téléphone	Date de l'avis licenciement	Date du licenciement	Nbre de salariés licenciés	Motifs	Raison	Activité économique
-------------------------------	--------------------------------	-------------------------	-------------------------------	--------	--------	---------------------

05-Estrie

Cascades East Angus 248, rue Warner, C.P. 2000 East Angus (819) 832-2451	2008-02-22	2007-06-30	43	Réduction du nombre de salariés	Économique	Non disponible
Compagnie Chimique Huntsman du Canada inc. 24, rue Bellevue Mansonville (450) 292-4172	2007-05-02	2007-06-30	39	Réduction du nombre de salariés	Économique	Production du polystyrène expansible en feuilles d'isolation.
Confection Maillot inc. - 1145197027 462, rue Principale Piopolis	2008-01-04	2008-02-15	35	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabrication d'armoires de cuisine.
Confection Maillot inc. 462, rue Principale Piopolis	2007-03-30	2007-05-15	30	Fermeture d'entreprise	Économique	Fabrication de maillots de bain.
Confections Stormoway inc. 345, route 161, C.P. 113 Stormoway	2007-11-09	2008-01-04	70	Réduction du nombre de salariés	Économique	Confection de vêtements.
CooperVision Canada Corp. - Opti-Centre Laboratoires 4375, rue Ouimet Sherbrooke	2007-11-30	2008-01-25		Fermeture d'entreprise	Économique	Laboratoire d'Optique.
Dominion Granite Ltée 18, rue Campbell Stanstead	2007-11-23	2008-01-18	18	Fermeture d'entreprise	Économique	Fabrication de monuments funéraires et de columbariums.
GDX Automotive Canada inc. - Québec 1455, boulevard Industriel Magog (819) 843-0494	2007-10-22	2008-02-08	400	Fermeture d'entreprise	Économique	Entreprise manufacturière de transformation du caoutchouc.

323

Employeurs No de téléphone	Date de l'avis licenciemment	Date du licenciemment	Nbre de salariés licenciés	Motifs	Raison	Activité économique
Groupe CABICO inc. 677, rue Akhurst Coaticook (819) 849-7969	2007-07-13	2007-09-07	40	Réduction du nombre de salariés	Économique	Industrie manufacturière.
Groupe CABICO inc. 677, rue Akhurst Coaticook (819) 849-7969	2008-01-07	2008-01-21	25	Non disponible	Non disponible	Non disponible
Industries manufacturières Mégantic (Corp. Inter. Masonite) 6184, rue Notre-Dame Lac-Mégantic (819) 583-1550	2007-11-16	2008-01-12		Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabrication de contreplaqué pour portes et autres dérivés.
Jomac Canada inc. 2932-2, chemin Miletta Magog (819) 876-7531	2008-01-26	2008-03-28	12	Fermeture d'entreprise	Économique	Usine de textile.
Masonite - division Lac-Mégantic 4180, rue Villeneuve Lac Mégantic	2007-05-07	2007-06-29	95	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabrication de portes résidentielles en bois.
Mine Jeffrey Inc 111, boulevard Saint-Luc Asbestos (819) 879-6005	2007-10-03	2007-10-27	283	Réduction du nombre de salariés	Économique	Compagnie minière
Mine Jeffrey inc. 111, boulevard Saint-Luc Asbestos (819) 879-6005	2007-04-04	2007-05-31	278	Réduction du nombre de salariés	Non disponible	Compagnie minière
Moulin à Scie R. Proulx & Fils Inc. 980, route 222 Ouest Valcourt (450) 532-2266	2007-05-05	2007-07-02	10	Réduction du nombre de salariés	Économique	Gros et détail de bois à plancher.
Paul Vallée inc. 5, chemin du moulin de Clifton Saint-Isidore- de-Clifton (819) 889-2291	2007-10-26	2007-12-07	26	Fermeture d'entreprise	Économique	Usine de sciage

Employeurs No de téléphone	Date de l'avis licenciement	Date du licenciement	Nbre de salariés licenciés	Motifs	Raison	Activité économique
Provigo Coaticook (numéro 8032) 25, Wellington Coaticook (514) 383-8800	2008-01-08	2008-03-29	27	Fermeture d'entreprise	Économique	Entreprise de vente au détail et de distribution industrie de l'alimentation.
Quebecor World Magog 1500, rue Sherbrooke Magog (514) 648-1880	2008-03-31	2008-03-31	377	Fermeture d'entreprise	Économique	Impression commerciale.
Scierie Nil Dumont inc./ 491, Saint-Augustin - Saint- Augustin Woburn (819) 544-2071	2007-11-27	2008-01-27	22	Réduction du nombre de salariés	Économique	Scierie
Shermag inc. - usine de Cookshire-Eaton 3100, route 108 Est Cookshire-Eaton (819) 566-1515	2008-02-12	2008-04-08	50	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabrication de meubles résidentiels.
Shermag inc. - usine de Dudswell 10, rue Bishop Dudswell (819) 566-1515	2007-12-10	2008-02-01	58	Fermeture d'entreprise	Économique	Fabrication de meubles résidentiels.
Sherwood Drolet (Corporation) inc. 2745, Sherwood Sherbrooke	2007-10-11	2007-10-11	41	Réduction du nombre de salariés	Économique	Manufacture d'articles de sport (bâtons de hockey).
Solectron EMS Canada inc. 4025, rue Letellier Sherbrooke (819) 569-9661	2007-04-18	2007-08-31	250	Réduction du nombre de salariés	Économique	Assemblage de composantes et de systèmes électroniques.
Style Jeans inc. 420, rue de l'Amiante Asbestos (819) 879-4176	2007-04-26	2007-10-31	40	Réduction du nombre de salariés	Économique	Secteur du vêtement.
Style Jeans inc. 420, rue de l'Amiante Asbestos (819) 879-4176	2008-03-20	2008-10-31	30	Réduction du nombre de salariés	Économique	Secteur du vêtement.

Employeurs No de téléphone	Date de l'avis licenclement	Date du licenclement	Nbre de salariés licenciés	Motifs	Raison	Activité économique
Waterville TG inc. 10, rue Dépôt Waterville (819) 837-2421	2008-01-21	2008-01-17	12	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabrication de systèmes d'étanchéité pour industrie de l'automobile.

Nombre d'avis : 27

Nombre de salariés licenciés : 2 311

326

Employeurs No de téléphone	Date de l'avis licencierement	Date du licencierement	Nbre de salariés licenciés	Motifs	Raison	Activité économique
-------------------------------	----------------------------------	---------------------------	-------------------------------	--------	--------	---------------------

06-Montréal

9157-4111 Québec Inc. 5237, rue Garnier Montréal (514) 951-6970	2007-11-22	2008-01-27	20	Réduction du nombre de salariés	Économique	Industrie du divertissement en fournissant aux salles de spectacles, aux arénes et autres services, gestion du personnel de billetterie, vente de groupes et salles de spectacles
AFFINA 1250, rue Guy - 6e étage Montréal (514) 931-2334	2007-08-24	2007-10-31	40	Réduction du nombre de salariés	Économique	Service à la clientèle.
Air Liquide Canada inc. 1250, boulevard René-Lévesque Ouest Montréal (514) 933-0303	2007-09-20	2007-09-20	17	Réduction du nombre de salariés	Économique	Entreposage et distribution de gaz comprimés et de produits de soudage.
Alimentation Poivre et Sel 865, rue Sainte-Catherine Est Montréal	2008-02-05	2008-02-29	24	Fermeture d'entreprise	Économique	Épicerie vente au détail.
Alouette Steak House 1176, rue Sainte-Catherine Ouest Montréal (514) 866-6244	2007-04-11	2007-05-31	16	Fermeture d'entreprise	Économique	Restauration
Ambulance Saint-Jean Québec 550, rue Sherbrooke, bureau 2050 Montréal (514) 842-4801	2007-06-01	2007-06-26	10	Réduction du nombre de salariés	Économique	Service ambulancier.
American & Efid Canada inc. 144, rue Port Royal Ouest Montréal (514) 385-0880	2007-10-01	2008-02-01	31	Fermeture d'entreprise	Économique	Fabrication, distribution et vente de fils à coudre et produits y afférents.
ARAMARK Québec Inc. 4900, rue Fisher Montréal (514) 341-7770	2007-04-24	2007-06-30	16	Réduction du nombre de salariés	Économique	Cafétéria.

327

Employeurs No de téléphone	Date de l'avis	Date du licencement	Nbre de salariés licenciés	Motifs	Raison	Activité économique
ARAMARK Québec inc. 4900, rue Fisher Montréal (514) 341-7770	2007-04-24	2007-06-30	24	Réduction du nombre de salariés	Économique	Service de cafétéria.
Arshinoff & Cie Ltée 2079, rue Pigeon LaSalle	2008-01-18	2008-03-28	46	Fermeture d'entreprise	Économique	Reconditionnement de contenants en acier.
Association Action Plus LGS 7800, Bombardier Montréal	2007-11-19	2007-11-30	50	Fermeture d'entreprise	Économique	Domaine de l'emballage et la fabrication.
Bac Bleu Inc. 3035, rue Jarry Est Montréal	2008-02-25	2008-03-31	10	Réduction du nombre de salariés	Économique	Collecte et transport de matières recyclables.
Ballin Inc. 2825, Brabant Mariveau Ville Saint-Laurent	2007-05-24	2007-09-07	18	Réduction du nombre de salariés	Économique	Confection de pantalons pour homme.
Bentley Leather Inc. 3700, Griffith, suite 200 Saint-Laurent	2008-03-06	2008-03-31	16	Réduction du nombre de salariés	Économique	Magasins de détail.
Bentley Leathers Inc. 3700, Griffith, suite 200 Saint-Laurent (514) 341-9333	2008-02-06	2008-02-04	30	Réduction du nombre de salariés	Économique	Domaine du commerce de détail.
Bentley Leathers Inc. 3700, Griffith, suite 200 Saint-Laurent (514) 341-9333	2008-03-04	2008-03-31	25	Réduction du nombre de salariés	Autre	Domaine du commerce de détail.
Best Buy Canada Ltdd - Futur Shop 733, rue Cathcart Montréal (514) 954-4126	2007-08-20	2007-10-15	40	Réduction du nombre de salariés	Économique	Centre d'information.
Bristol-Myers Squibb Canada 2365, Côte de Liesse Montréal	2007-11-07	2007-11-15	132	Réduction du nombre de salariés	Économique	Industrie pharmaceutique.

Employeurs No de téléphone	Date de l'avis licencierement	Date du licencierement	Nbre de salariés licenciés	Motifs	Raison	Activité économique
CAE 8585, Chemin Côte-de-Liesse - C.P. 1800 Saint-Laurent (514) 341-6780	2008-03-27	2008-03-27	50	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabrication et service de simulateur, domaine de l'aéronautique.
CGC - Compagnie de Gypse du Canada 7200, rue Notre-Dame Est Montréal (514) 255-4061	2007-08-30	2007-09-02	20	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabrication de panneaux de gypse.
Christina Amérique Inc.(divi. Maillot Baltex) 1350, rue Mazurette Montréal (514) 381-2365	2007-11-23	2008-02-15		Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabrication de maillots de bain pour femmes.
Ciment St-Laurent 1945, boulevard Graham Mont-Royal (514) 340-1881	2007-11-13	2007-12-31	80	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabrication de matériaux de construction.
Cinémas Fortune - Le Parisien 480, rue Sainte-Catherine Ouest Montréal (514) 426-3165	2007-04-13	2007-04-12	20	Fermeture d'entreprise	Économique	Cinéma
Citi Cards Canada inc. 630, boulevard René-Lévesque Ouest Montréal	2007-04-12	2007-04-12	41	Réduction du nombre de salariés	Économique	Industrie des produits et services financiers.
Clariant Inc. 4600, rue Cousens Saint-Laurent (514) 334-1117	2007-10-31	2007-12-01	19	Réduction du nombre de salariés	Économique	Distribution de produits chimiques spécialisés.
Commensal 9005-4925 Québec 5199, chemin de la Côte-des-Neiges Montréal (450) 444-4749	2008-01-28	2008-03-28	23	Fermeture d'entreprise	Économique	Restauration.
CompuSmart 1775, boulevard Saint-Martin Ouest Laval	2007-05-17	2007-05-14	14	Fermeture d'entreprise	Économique	Vente au détail

Employeurs No de téléphone	Date de l'avis licencement	Date du licencement	Nbre de salariés licenciés	Motifs	Raison	Activité économique
Confecion L.T.- 170808 Canada Inc. 9320, boulevard Saint-Laurent - bureau 720 Montréal	2007-12-05	2007-11-15	33	Fermeture d'entreprise	Économique	Domaine de la couture.
Consoltex 8555, route Transcanadienne Ville Saint-Laurent	2007-08-20	2007-08-20	25	Réduction du nombre de salariés	Économique	Usine de teinture et finition de produits textiles.
Consoltex Inc. 8555, route Transcanadienne Saint-Laurent (514) 333-8800	2008-03-25	2008-03-25	17	Réduction du nombre de salariés	Économique	Usine de textile et de tissage, de teinture, apprêt, impression, induction et laminage.
Corporation IMS Health Canada Limitée 16720, Route Transcanadienne Kirkland (514) 428-6000	2008-02-22	2008-03-03	21	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fournisseur d'information commerciale spécialisé dans le secteur des soins de la santé et de l'industrie pharmaceutique.
CRA-COGEN inc. 1155, boulevard René-Lévesque Ouest, suite 2420 et 2430 Montréal (514) 954-0033	2007-04-18	2007-06-15	86	Réduction du nombre de salariés	Économique	Centre d'appels
Cravates Benart (Canada) inc. 8815, avenue du Parc, bureau 300 Montréal	2007-04-19	2007-06-30	14	Fermeture d'entreprise	Économique	Confection de cravates.
CryoCath Technologies Inc. 16771, chemin Sainte-Marie Kirkland	2007-08-16	2007-08-16	14	Réduction du nombre de salariés	Économique	Domaine médical.
Deloitte (Samson Béair - Deloitte & Touche) 1, Place Ville Marie - bureau 3000 Montréal (514) 393-6268	2007-11-05	2007-10-23	16	Réduction du nombre de salariés	Économique	Domaine de la certification, fiscalité, consultation et conseils financiers.

Employeurs No de téléphone	Date de l'avis licencierement	Date du licencierement	Nbre de salariés licenciés	Motifs	Raison	Activité économique
DEP - Distributions exclusives Limitée 6255, rue Hutchison Montréal	2007-05-22	2007-07-21	18	Réduction du nombre de salariés	Économique	Entreprise de distribution de disques et de produits CD, DVD et vidéo.
Désossage Supérieur Inc. 11151, rue Mirabeau Anjou (514) 353-1143	2007-05-03	2007-05-07	25	Réduction du nombre de salariés	Économique	Désossage de viande de porc.
Dietrich 8200, St-Patrick LaSalle (905) 565-9665	2007-09-24	2007-11-16	13	Réduction du nombre de salariés	Économique	Usine de métal.
Divertissements Gameloff inc. 5800, rue Saint-Denis, suite 1001 Montréal	2007-08-27	2007-08-28	20	Réduction du nombre de salariés	Économique	Jeux vidéo pour téléphonie cellulaire.
Domfer Poudres Métalliques Ltée 6090, boulevard Newman Ville LaSalle	2007-08-13	2007-10-10	66	Réduction du nombre de salariés	Économique	Manufacture de poudres métalliques.
Dormtar inc. 395, boulevard de Maisonneuve Ouest Montréal (514) 848-5400	2008-01-08	2008-02-29	65	Réduction du nombre de salariés	Économique	Service à la clientèle, planification de décision et de production et à la gestion des prix.
E.R.A. Display Co. Ltd 2500, rue Guenette Montréal (514) 335-0550	2007-11-07	2007-01-08		Réduction du nombre de salariés	Économique	Non disponible
Édicible Ltée 750, boulevard Lebeau Ville Saint-Laurent (514) 336-0710	2008-01-23	2008-03-18	30	Réduction du nombre de salariés	Économique	Domaine de la reliure et de la finition.
Equipement Electroline Inc. 8265, boulevard Saint-Michel Montréal (514) 374-6335	2007-05-04	2007-07-03	61	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabrication de matériel pour industrie de la câblodistribution.

Employeurs No de téléphone	Date de l'avis licencierement	Date du licencierement	Nbre de salariés licenciés	Motifs	Raison	Activité économique
Flextronics 12, Hôtel de Ville Dollard des Ormeaux (514) 764-3634	2007-10-04	2008-01-04	280	Fermeture d'entreprise	Économique	Emboutissage et matricage de produits en métal et revêtement sur commande de produits en métal.
Flextronics 2311, boulevard Alfred-Nobel Saint-Laurent (514) 764-3634	2008-03-07	2008-06-30	530	Réduction du nombre de salariés	Économique	Emboutissage et matricage de prolduits en métal et revêtement sur commande de produits en métal.
Ford Président (6484450 Canada Inc.) 4777, rue Iberville Montréal	2007-05-25	2007-08-31	40	Fermeture d'entreprise	Économique	Concessionnaire automobiles
Formedica Ltée 1481, rue Bégin Saint-Laurent (514) 336-4821	2008-03-28	2008-05-30	11	Réduction du nombre de salariés	Économique	Entreprise manufacturière de produits orthopédiques.
Fûts Industriels IDL Ltée 2070, rue Pigeon Lasalle	2007-08-03	2007-09-30	40	Fermeture d'entreprise	Autre	Fabrication de fûts en acier
Gaz Métro 1717, du Havre Montréal (514) 593-3766	2007-04-12	2007-04-12	41	Réduction du nombre de salariés	Économique	Domaine de la distribution de gaz naturel.
GE Énergie (Général Électrique du Canada) 795, George V Lachine (514) 485-4174	2007-09-28	2008-06-27	500	Fermeture d'entreprise	Économique	Fabrication de turbines hydroélectriques et alternateurs.
GMAC - General Motors Acceptance Corporation du Canada 3333, boulevard de la Côte-Vertu, bureau 900 Montréal (514) 856-1548	2008-03-06	2008-03-31	12	Réduction du nombre de salariés	Économique	Entreprise de financement.
Groupe Carrphi 117, Louis-de-Canchy Carignan	2008-02-25	2008-04-20		Réduction du nombre de salariés	Économique	Gestion pour les ressources intermédiaires.

Employeurs No de téléphone	Date de l'avis licenciement	Date du licenciement	Nbre de salariés licenciés	Motifs	Raison	Activité économique
Groupe Compass (Québec) Ltée - 2580, rue Dollard LaSalle (514) 761-5801	2007-04-20	2007-06-10	126	Réduction du nombre de salariés	Économique	Services alimentaires - cafétéria
Groupe Compass (Québec) Ltée - Station Mont-Ste-Anne 2580, rue Dollard LaSalle	2007-06-11	2007-08-31	115	Réduction du nombre de salariés	Économique	Service de cafétéria
Groupe Compass (Québec) Ltée 2580, rue Dollard LaSalle	2007-05-15	2007-06-29	14	Réduction du nombre de salariés	Économique	Services alimentaires - Cafétéria
Groupe Compass (Québec) Ltée 2580, rue Dollard LaSalle (514) 761-5801	2007-07-04	2007-08-31	16	Réduction du nombre de salariés	Économique	Cafétéria - services alimentaires.
Groupe Pages Jaunes 16, Place du Commerce Ile des Sœurs - Verdun (514) 934-2032	2007-05-28	2007-05-22	20	Réduction du nombre de salariés	Économique	Editeur d'annuaires téléphoniques au Canada.
Groupe-conseil Aon 700, rue De La Gauchetière Ouest Montréal (514) 845-6231	2007-05-17	2007-08-15	22	Réduction du nombre de salariés	Économique	Technologies de l'information.
Harland Pontiac Buick GMC inc. 955, boulevard Montréal- Toronto Dorval (514) 631-2051	2007-10-22	2007-12-21	72	Réduction du nombre de salariés	Économique	Commerce de véhicules routiers dans la vente et la location à long terme de véhicules neufs et usagés.
Hartco (Fonds de revenu) 9393, Louis-H.-Lafontaine Montréal (514) 354-0580	2007-06-01	2007-06-30	30	Réduction du nombre de salariés	Économique	Vente au détail.
Hershey's (Y&S) 4217, rue Rouen Montréal (514) 255-4012	2007-07-18	2007-11-02	170	Fermeture d'entreprise	Économique	Fabrication de réglisse.

Employeurs No de téléphone	Date de l'avis	Date du licenciement	Nbre de salariés licenciés	Motifs	Raison	Activité économique
HMK Client Services Consultants Inc. 3500, boulevard de Maisonneuve Ouest, suite 1240 Montréal (866) 931-0880	2007-09-11	2007-09-30	16	Réduction du nombre de salariés	Économique	Service à la clientèle - consultation
Honeywell Aérospatiale inc. 200, boulevard Marcel Laurin Montréal	2008-02-26	2008-08-22	200	Fermeture d'entreprise	Économique	Fournisseurs mondiaux de composants pour les avions et de produits et services connexes dans l'industrie aéronautique.
Honeywell Aérospatiale inc. 200, boulevard Marcel-Laurin Montréal (514) 744-2811	2007-08-28	2007-10-19	14	Réduction du nombre de salariés	Économique	Industrie aérospatiale.
Horizon milling G.P. 6630, rue Hutchinson Montréal (416) 679-2600	2007-10-25	2008-04-30	20	Fermeture d'entreprise	Économique	Usine de mélange à gâteau.
IBM Canada Limitée 1, Place Alexis Nihon Montréal	2007-07-10	2007-08-01	14	Réduction du nombre de salariés	Économique	Vente et service de solutions technologiques.
IBM Canada Limitée 1360, René-Lévesque Ouest Montréal	2008-02-12	2008-04-08	33	Réduction du nombre de salariés	Économique	Domaine de la technologie de l'information.
IBM Canada Ltée 23, boulevard de l'Aéroport Bromont	2007-04-30	2007-05-03	24	Réduction du nombre de salariés	Économique	Électronique.
Impark - Corporation Canadienne de Stationnement Impérial 640, rue St-Paul Ouest Montréal (514) 875-5626	2007-09-19	2007-10-15	26	Réduction du nombre de salariés	Économique	Domaine de la gestion des terrains de stationnements.
IMPARK (Corp. Canadienne de Stationnement Impérial) 640, rue Saint-Paul Ouest, bureau 106 Montréal (514) 875-9328	2007-08-14	2007-10-15	67	Réduction du nombre de salariés	Économique	Gestion de terrains de stationnements.

Employeurs No de téléphone	Date de l'avis licenciement	Date du licenciement	Nbre de salariés licenciés	Motifs	Raison	Activité économique
Industries Hagen Ltée (Les) 3235, rue Guénette Ville Saint-Laurent (514) 331-2818	2007-09-07	2007-09-07	16	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabricant des cages, nourritures d'oiseaux et petits animaux.
INEOS NOVA 11625, rue Sherbrooke Est Montréal (514) 840-6692	2007-10-09	2008-01-28	38	Fermeture d'entreprise	Économique	Fabrication de polystyrène.
Journaul de Montréal - div. Corp. Sun Media 4545, rue Frontenac Montréal (514) 521-4545	2007-06-12		400	Réduction du nombre de salariés	Économique	Encatage manuel.
Katsura Restaurant 2170, rue de la Montagne Montréal (905) 279-7500	2007-04-16	2007-07-15	26	Fermeture d'entreprise	Économique	Restauration
Keycorp Canada Inc. 7350, route Transcanadienne Montréal (514) 733-2377	2008-01-15	2008-01-14	45	Réduction du nombre de salariés	Économique	Services techniques et de réparation de matériel informatique.
La Baie (Compagnie de la Baie d'Hudson) 3275, Chemin de la Côte-Vertu Saint-Laurent	2007-04-13	2007-06-07	75	Fermeture d'entreprise	Économique	Établissement spécialisé dans le commerce au détail.
La Cage aux Sports 1244, rue Beaumont Montréal (450) 641-3011	2007-07-04	2007-08-30	19	Fermeture d'entreprise	Administrative	Restauration
La Corporation McKesson Canada 8290, boulevard Pie-IX Montréal (514) 593-2279	2007-10-31	2008-01-04	55	Réduction du nombre de salariés	Économique	Distribution de produits pharmaceutiques et de soins de santé.
Laliberté & Associés inc. 8790, rue Lajeunesse Montréal (514) 381-8081	2007-05-31	2007-07-31	56	Réduction du nombre de salariés	Économique	Service de cafétéria.

Employeurs No de téléphone	Date de l'avis licencierement	Date du licencierement	Nbre de salariés licenciés	Motifs	Raison	Activité économique
Le Monde des Athlètes 12, Place Concord Toronto (416) 446-2020	2007-12-07	2007-12-31	72	Réduction du nombre de salariés	Économique	Détaillant de chaussures et de vêtements athlétiques et de sport.
Le Monde des Athlètes 12, Place Concorde Toronto	2008-02-20	2008-04-30	197	Fermeture d'entreprise	Économique	Détaillant de chaussures et de vêtements athlétiques et de sport.
Lemay associés 780, avenue Brewster, 4e étage Montréal (514) 932-5101	2007-11-09	2007-12-31	18	Réduction du nombre de salariés	Économique	Mandat d'inspection.
Les Aliments Starmax 2965, rue Hochelaga Montréal (514) 528-8900	2008-02-20	2008-04-22	35	Fermeture d'entreprise	Économique	tranchage et emballage individuel.
Les Cadres Columbia inc. 6251, rue Notre-Dame Est Montréal (514) 253-2999	2007-06-13	2007-08-13	90	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabrication de cadres de bois ou plastique.
Les Industries Capitol inc. 5795, avenue De Gaspé Montréal (514) 273-0451	2008-01-29	2008-01-29	25	Réduction du nombre de salariés	Économique	Moulage sous pression de zinc de quincaillerie de meubles, serrures et autres produits à contrat.
Les Produits Polywrap du Canada Ltée 5590, rue Monk Montréal (514) 933-2121	2006-06-01	2007-07-14	17	Réduction du nombre de salariés	Économique	Manufacturier de sacs de polypropylène.
Les Transformateurs Luben Ltée 12204, April Montréal	2007-07-10	2007-08-23	12	Réduction du nombre de salariés	Économique	Manufacturier de transformateurs.
LxSix Photonics Inc. 520, McCaffrey Ville Saint-Laurent (514) 599-5714	2008-02-28	2008-02-28	26	Réduction du nombre de salariés	Économique	Manufacturier de composantes Photoniques.

Employeurs No de téléphone	Date de l'avis licenciement	Date du licenciement	Nbre de salariés licenciés	Motifs	Raison	Activité économique
Mabe Canada Inc. 5781, rue Notre-Dame Est Montréal	2007-06-07	2007-09-10	90	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabricant d'électroménagers
Mabe Canada Inc. 5781, rue Notre-Dame Est Montréal	2007-10-23		90	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabricants d'électroménagers.
Maison Dehon 2830 A, boulevard Gouin Est Montréal (514) 384-0651	2007-05-28	2007-08-15	18	Fermeture d'entreprise	Économique	Centre d'hébergement pour personnes vivant avec le SIDA.
Maple Leaf 4800, boulevard Henri-Bourassa Ouest Ville Saint-Laurent	2007-04-12	2007-06-15	39	Fermeture d'entreprise	Économique	Domaine de la fabrication de tuiles en céramique.
Marketel/McCann-Erickson Ltée 1100, boulevard René- Lévesque Ouest- 19e Montréal (514) 935-9445	2007-11-02	2007-12-21	17	Réduction du nombre de salariés	Économique	Publicité, placements média.
Markwins Canada Corporation 4500, Dobrin Saint-Laurent	2007-05-30	2007-07-31	18	Réduction du nombre de salariés	Économique	Cosmétiques et produits de beauté
MDS Pharma Services 2350, boulevard Cohen Saint- Laurent (514) 333-0033	2007-05-09	2007-05-23	200	Réduction du nombre de salariés	Économique	Secteur de la recherche contractuelle, laboratoire de bioanalyse, essais chimiques.
MEGA Brands Inc. 4505, boulevard Hickmore Montréal (514) 333-5555	2008-01-31	2008-01-30	30	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabrication et vente de jouets pour enfant.
Merck Frosst Canada Ltée (Merck Frosst) 16711, Route Transcanadienne Kirkland	2007-10-01	2007-10-01	86	Réduction du nombre de salariés	Économique	Domaine de la recherche et de la mise en marché de produits pharmaceutiques

Employeurs No de téléphone	Date de l'avis licencierement	Date du licencierement	Nbre de salariés licenciés	Motifs	Raison	Activité économique
Mevotech Inc. 8500, rue Jarry Est Ville d'Anjou (514) 355-4200	2007-06-22	2007-08-17	19	Réduction du nombre de salariés	Économique	Domaine du réusinage de pièces automobiles
Mikes Trattoria 5912, boulevard des Grandes-Prairies Montréal (514) 341-5544	2008-01-31	2008-03-31	21	Fermeture d'entreprise	Économique	Restauration.
Milufab 3487, 39e avenue Pointe-aux-Trembles	2007-10-11	2007-12-06	19	Réduction du nombre de salariés	Économique	Manufacturier de pièces pour transport de masse.
Mital Canada Lachine Inc. 303, boulevard Saint-Joseph Lachine	2008-03-28	2008-03-26		Réduction du nombre de salariés	Économique	Installations de tréfilage du fil métallique, de la galvanisation du fil métallique, des opérations de toronnage du fil métallique, entretien mécanique et électrique et bureaux
Moeller electric Ltd 945, Reverchon Saint-Laurent	2008-03-25	2008-06-30	21	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabrication d'appareillage de connexion.
Motorola Canada Ltee 700, rue Wellington, 4e étage Montréal (514) 394-7709	2007-05-31	2007-09-28	220	Fermeture d'entreprise	Économique	Domaine du développement de logiciels.
Music Word (Fairview Pte-Claire) 6801, Trans-Canadienne Pointe-Claire	2007-12-05	2008-01-31	10	Fermeture d'entreprise	Économique	Magasin de détail
NCO Customer Management Ltd 1600, boulevard Henri-Bourassa Ouest, bureau 200 Montréal	2007-11-12	2008-02-08	215	Fermeture d'entreprise	Économique	Centre d'appels.
Optimal Payments Inc. 3500, boulevard de Maisonneuve Ouest, tour 2, suite 700 Montréal	2007-11-15	2007-11-15	11	Réduction du nombre de salariés	Économique	Commerce

Employeurs No de téléphone	Date de l'avis licencierement	Date du licencierement	Nbre de salariés licenciés	Motifs	Raison	Activité économique
Pétromont inc. - Montréal-Est 10555, boulevard Métropolitain Est Montréal Est	2008-02-12	2008-04-30	148	Fermeture d'entreprise	Économique	Secteur de la pétrochimie.
PharmAthene 7150, Alexander-Fleming Montréal	2007-11-12	2007-11-12	12	Réduction du nombre de salariés	Économique	Recherche, développement de produits biodefense.
Produits Cari-All inc. 171, avenue Marien Montréal-Est (514) 640-1414	2008-01-22	2008-01-23	383	Fermeture d'entreprise	Économique	Manufacturier de produits de fil métallique.
Provigo Québec inc. 400, avenue Sainte-Croix Ville Saint- Laurent (514) 383-8800	2007-08-15		95	Réduction du nombre de salariés	Économique	Vente au détail et de distribution dans l'industrie de l'alimentation.
Pyramid Produits Spécialisés Ltée 2070, route Transcanadienne Dorval	2008-01-18	2008-03-31	16	Fermeture d'entreprise	Économique	Conception, essai et la production de fenêtres sur mesure et de systèmes de vitrage de qualité supérieure.
Renaud-Bray Inc. 1155, rue Ste-Catherine Est Montréal	2007-04-04	2007-05-27	20	Fermeture d'entreprise	Économique	Librairie (vente au détail de livres, disques, papeterie et cadeaux)
Ressources Inférences Inc. 6571, 1ere avenue Montréal	2007-07-03	2007-08-31	10	Réduction du nombre de salariés	Économique	Service de consultation - développement de systèmes d'information.
Restaurant Zen - Cuisine chinoise Zen (9071-7307) Québec inc. 1050, rue Sherbrooke Ouest Montréal (514) 284-1110	2008-01-02	2008-02-28	33	Fermeture d'entreprise	Économique	Restauration.
Restaurants Kelsey's - Les Entreprises CARA Limitée 14923, Highland Pierrefonds (514) 624-4473	2008-02-20	2008-03-15	400	Fermeture d'entreprise	Économique	Restauration.

Employeurs	Date de l'avis	Date du	Nbre de salariés	Motifs	Raison	Activité économique
No de téléphone	licenciement	licenciés	d'entreprise			
Rico-Plast Industries Inc. 10660, boulevard Henri-Bourassa Montréal (514) 881-1234	2007-10-12	2007-10-03	25	Fermeture d'entreprise	Économique	Extrusion de film de polyéthylène.
Sacs à main Zenith Ltée 9200, rue Meilleur, 2e étage Montréal (514) 738-8330	2007-09-20	2007-11-09	18	Réduction du nombre de salariés	Économique	Manufacturier et vente de sacs à main et petits articles de cuir.
Sanmina-SCI 2001, boulevard des Sources Pointe-Claire (514) 684-6759	2007-06-15	2007-08-04	99	Réduction du nombre de salariés	Économique	Secteur de l'assemblage de cartes électroniques et de l'assemblage final.
Sanmina-SCI 2001, boulevard des Sources Pointe-Claire (514) 684-6759	2007-10-02	2007-12-25	299	Réduction du nombre de salariés	Technologique	Secteur de l'assemblage de carte électroniques et de l'assemblage final
Sanmina-SCI 2001, boulevard des Sources Pointe-Claire (514) 684-6759	2008-01-30	2008-03-26	99	Réduction du nombre de salariés	Économique	Assemblage de cartes électroniques et de l'assemblage final.
Service alimentaire du CÉGEP du Vieux Montréal (Laliberté & Associés 255, rue Ontario Est Montréal (514) 381-3334	2008-03-20	2008-05-19	20	Réduction du nombre de salariés	Économique	Service alimentaire.
Services de Personnel Unique inc. 4875, Fairway Lachine (514) 639-4438	2007-05-11	2007-06-30	12	Réduction du nombre de salariés	Économique	Entreposage
Sid Lee inc. 75, rue Queen Montréal (514) 282-2200	2007-04-09	2007-06-04	25	Réduction du nombre de salariés	Économique	Entreprise en communication
Sobeys Québec Inc. - Centre de distribution 10101, rue Louis-Hippolyte Lafontaine Montréal (514) 324-1010	2007-08-06	2007-10-28	19	Fermeture d'entreprise	Économique	Grossiste en alimentation

Employeurs No de téléphone	Date de l'avis licenciement	Date du licenciement	Nbre de salariés licenciés	Motifs	Raison	Activité économique
Société en Commandite Canadelle/Canadelle Limited Partnership 4405, boulevard Métropolitain Est Montréal (514) 376-6240	2007-06-27	2007-10-26	52	Fermeture d'entreprise	Autre	Domaine de la lingerie pour dames et sous- vêtements pour hommes et enfants
Solutia Canada Inc. 6800, rue Saint-Patrick LaSalle (514) 366-4855	2007-08-29	2007-11-01	40	Fermeture d'entreprise	Économique	Industrie chimique.
Spectrum de Montréal 318, rue Sainte-Catherine Ouest Montréal (514) 288-1424	2007-04-18	2007-08-15	105	Réduction du nombre de salariés	Administrative	Salle de spectacles.
SR Telecom 8150, route Transcanadienne Montréal (514) 397-7400	2007-04-26	2007-06-15	33	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabrication et commercialisation des produits d'accès sans fil pour réseaux de télécommunications privés.
SR Telecom inc. 8150, route Transcanadienne Montréal	2007-09-28	2007-11-22	17	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabrication, commercialisation et installation de produits d'accès sans fil.
Sun Beach Wear International Inc./ 9600, rue Meilleur, suite 820 Montréal (514) 384-2655	2007-11-27	2008-01-11	40	Réduction du nombre de salariés	Économique	Assemblage de vêtements.
Sun Life du Canada, compagnie d'assurance-vie 1155, rue Metcalfe Montréal	2007-12-07	2008-02-04	20	Réduction du nombre de salariés	Économique	Domaine de services financiers
Supermarché IGA 735, rue Notre-Dame Lachine (514) 634-7249	2007-05-10	2007-07-04	42	Fermeture d'entreprise	Économique	Commerce d'alimentation au détail.
Ticketpro Canada Inc. 5135, rue Notre-Dame Ouest Montréal (514) 905-0070	2008-02-06	2008-02-29	14	Fermeture d'entreprise	Économique	Vente de billets et mise en marché de produits culturels.

Employeurs No de téléphone	Date de l'avis licencierement	Date du licencierement	Nbre de salariés licenciés	Motifs	Raison	Activité économique
Tricot Caméo - 4207602 11855, boulevard Rodolphe Forget Montréal	2007-11-01	2007-12-26	55	Réduction du nombre de salariés	Économique	Confection de bas.
Tricot Caméo (4207602) 11855, boulevard Rodolphe Forget Montréal	2008-01-23	2008-04-02	41	Réduction du nombre de salariés	Économique	Entreprise de confection de bas.
Tricots Main Inc. (Les) 6666, rue St-Urbain Montréal (514) 274-4403	2007-08-09	2007-10-05	63	Réduction du nombre de salariés	Économique	Production et fabrication de sous-vêtements de marque privée
Tricots Mains Inc. (Les) 6666, rue Saint-Urbain Montréal (514) 274-4403	2007-05-14	2007-07-09	32	Réduction du nombre de salariés	Économique	Production et fabrication de sous-vêtements de marque privée.
Trigobal (Gestion de capital) 1304, avenue Greene, bureau 301 Montréal	2008-02-07	2008-02-07	13	Fermeture d'entreprise	Économique	Domaine des services financiers.
Ulogistics 2000, 32e avenue Lachine (514) 631-4242	2007-06-18	2007-09-06	52	Réduction du nombre de salariés	Économique	Services logistiques intégrés.
Ventilation Maximum Liée 9229, Pierre Bonne Montréal (514) 648-8011	2007-09-06	2007-08-28	34	Réduction du nombre de salariés	Économique	Secteur manufacturier dans la fabrication d'appareil de ventilation d'entre-toits.
Vêtements Golden Brand (Canada) Liée 5800, rue Saint- Denis - suite 900 Montréal (514) 274-3693	2008-03-03	2008-06-23	540	Fermeture d'entreprise	Économique	Industrie du vêtement.
Ville de Montréal 810, Saint-Antoine Est, 2e étage Montréal (514) 872-5809	2007-10-03	2007-12-31	198	Réduction du nombre de salariés	Administrative	Employés oeuvrent dans les différents centres locaux d'emploi

Employeurs No de téléphone	Date de l'avis	Date du licenciement	Nbre de salariés licenciés	Motifs	Raison	Activité économique
Volit Human Resources (VHRI) Inc. 1155, rue Metcalfe, suite 2002 Montréal	2007-06-22	2007-08-20	78	Réduction du nombre de salariés	Économique	Ressources humaines
Wyeith Pharmaceutiques 1025, boulevard Marcel-Laurin Saint-Laurent	2007-12-05	2008-01-25	70	Réduction du nombre de salariés	Économique	Manufacturier pharmaceutique
YWCA - Y des Femmes 1355, boulevard Renée-Lévesque Ouest Montréal (514) 866-9941	2008-02-11	2008-03-31	32	Réduction du nombre de salariés	Économique	Centre d'activités aquatiques.
YWCA (Y des femmes de Montréal 1355, boulevard René- Lévesque Ouest Montréal (514) 866-9941	2007-07-16	2007-07-16	26	Fermeture d'entreprise	Économique	Centre d'activités physiques.
Zip 411 Enterprises Inc. (Ziplocal inc.) 980, Saint-Antoine Ouest, suite 310 Montréal	2007-09-24	2007-09-28	20	Réduction du nombre de salariés	Économique	Service d'appels.

Nombre d'avis : 148

Nombre de salariés licenciés : 9 505

Employeurs No de téléphone	Date de l'avis licencement	Date du licencement	Nbre de salariés licenciés	Motifs	Raison	Activité économique
07-Outaouais						
Alimentation Francis Lamontagne inc. (Métro) 1100, boulevard Maloney Ouest Gatineau (819) 568-8703	2008-01-30	2008-03-29	38	Fermeture d'entreprise	Économique	Industrie de l'alimentation.
Bowater Produits Forestiers du Canada inc. 79, rue Main Gatineau (819) 643-7200	2007-04-12	2007-03-11	110	Réduction du nombre de salariés	Économique	Usine de fabrication de papier journal.
Carrosserie Pat Plante Auto S.E.N.C./Fix Auto Gatineau- Hull 170, rue Devault Gatineau (819) 770-0220	2007-10-04	2007-12-05	13	Fermeture d'entreprise	Économique	Atelier de carrosserie, débosselage et peinture
Concert Airlaid Ltée 1680, rue Atmec Gatineau (819) 669-8100	2007-04-16	2007-03-14	17	Fermeture d'entreprise	Économique	Multinationale à vocation technologique.
Dortar inc. - Usine de Hull 3, rue Eddy Gatineau	2007-08-03	2007-10-26	250	Fermeture d'entreprise	Économique	Papier couché léger, papier de publication opaque non couché, papier technique et spécialisé destiné à la transformation en rouleau et en feuille
Kinxsport (1142068742-NEQ) 283, boulevard Alexandre- Taché Gatineau (819) 595-3900	2007-05-15	2007-07-08	47	Fermeture d'entreprise	Économique	Entrepise offrant des cours de conditionnement physique.
Lauzon (Thurso) Ressources Forestières Inc. 175, rue Alexandre Thurso (819) 985-0600	2007-08-09	2007-08-09	101	Réduction du nombre de salariés	Autre	Production du bois feuillus
Les Entreprises Atlas - div. de la Compagnie Commonwealth Plywood Ltée C.P. 59 - 325, route 105 Low (450) 436-6541	2007-06-05	2007-07-13	12	Réduction du nombre de salariés	Économique	Sciage de pin

Employeurs No de téléphone	Date de l'avis	Date du licenciement	Nbre de salariés licenciés	Motifs	Raison	Activité économique
Les Entreprises Atlas - Division de la Compagnie Commonwealth Plywood Ltée 325 route 105, C.P. 59 Low	2007-04-06	2007-06-01	12	Fermeture d'entreprise	Économique	Sciage de pin
Louisiana-Pacifique Canada Ltée - Maniwaki O.S.B. 1012, chemin du Parc Industriel Bois-Franc (819) 449-7030	2007-12-27	2008-02-21	50	Réduction du nombre de salariés	Économique	Usine de panneaux à lamelle orientés
Maibec Industries Inc. 245 Chemin du rang 13 R.P 249 Shawville (819) 647-5959	2007-05-31	2006-11-06	23	Réduction du nombre de salariés	Économique	Bardeaux et paillis de cèdre
Papiers Fraser Inc. 451, rue Victoria Thurso (819) 985-5108	2007-11-26	2008-01-16	22	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabrication de pâtes.
Scierie ProFolia 118, chemin des Voyageurs Denholm (450) 435-6541	2007-06-11	2007-08-03	24	Réduction du nombre de salariés	Économique	Sciage de bois feuillus
Scierie Rapides-des-Joachims (Cie Commonwealth Plywood) 478, Chemin du Moulin Rapides-des-Joachims (450) 435-6541	2008-03-10	2008-05-02	42	Réduction du nombre de salariés	Économique	Sciage de bois feuillus et de pin.
Séchoirs Waltham Inc. 100, rue Nadeau Waltham (819) 689-2947	2007-05-30	2007-03-29	15	Réduction du nombre de salariés	Autre	Service en foresterie
Tranchage Julien Inc. - 1143190164 203, rue Deveault Gatineau (819) 777-3656	2008-02-21	2008-04-19	10	Réduction du nombre de salariés	Économique	Tranchage de madriers de bois pour la fabrication de placage.
Nombre d'avis : 16	Nombre de salariés licenciés : 786					

Employeurs No de téléphone	Date de l'avis licencierement	Date du licencierement	Nbre de salariés licenciés	Motifs	Raison	Activité économique
08-Abitibi-Témiscamingue						
Corporation Century Mining 300, 3e avenue Est, CP 100 Val d'Or (819) 874-3100	2007-11-22	2007-11-07	191	Réduction du nombre de salariés	Économique	Minier
Gestion IAMGOLD-Québec - Mine Géant Dormant KM 118 route 109 Nord Amos	2007-12-20	2008-02-18	17	Réduction du nombre de salariés	Économique	Transformation de minerais.
IGA Amos 122, rue Principale Sud Amos (819) 732-7782	2007-04-16	2007-06-17	25	Fermeture d'entreprise	Économique	Commerce d'alimentation au détail.
L'Armorique Inc. 805, 2ième Rue Val d'Or	2007-08-06	2007-10-03	25	Réduction du nombre de salariés	Autre	Restauration
Matériaux Blanchet inc. 2771, route de l'Aéroport Amos (819) 732-6581	2008-03-18	2008-08-29	45	Réduction du nombre de salariés	Économique	Usine de sciage
Mines Richmont, division East Amphi 1001, chemin des Pompier Malaric (819) 757-2304	2007-04-05	2007-06-01	20	Fermeture d'entreprise	Économique	Exploitation de minerai pour l'extraction de l'or
Optibois inc. 692, Route 397 - C.P. 240 Barraute (819) 734-6743	2008-02-27	2008-04-19	40	Réduction du nombre de salariés	Économique	Usine de bois.
Scierie Gallichan Inc. (division Kruger Inc.) 793, rue Chicobi Launay	2007-10-01	2007-04-06	90	Réduction du nombre de salariés	Économique	Usine de transformation du bois (première transformation)

Employeurs No de téléphone	Date de l'avis licencierement	Date du licencierement	Nbre de salariés licenciés	Motifs	Raison	Activité économique
-------------------------------	----------------------------------	---------------------------	-------------------------------	--------	--------	---------------------

Tim Horton #606 430, rue Royale Malartic	2007-11-05	2007-12-31	18	Fermeture d'entreprise	Économique	Restauration
--	------------	------------	----	------------------------	------------	--------------

Nombre d'avis : 9

Nombre de salariés licenciés : 471

Employeurs No de téléphone	Date de l'avis licencierement	Nbre de salariés licenciés	Motifs	Raison	Activité économique
09-Côte-Nord					
Alimentation Yves Marquis inc. (Métro) 770, boulevard Laure Sept-Iles (418) 968-3945	2007-12-14	35	Fermeture d'entreprise	Économique	Secteur alimentation.
Frîterie FDI Inc. 1147231667 4, rue Père Divet Sept-Iles	2007-11-12	20	Réduction du nombre de salariés	Économique	Restauration
Kruger inc. - Scierie HCN/Opérations forestières 150, route Maritime Forestville	2007-04-05	84	Fermeture d'entreprise	Économique	Activités de récoltes de bois, de voirie, de chargement et de transport du bois
Kruger Inc. (Scierie HCN, division Forêt et produits forestiers 857, route 138 Longue-Rive	2007-04-05	51	Fermeture d'entreprise	Économique	Non disponible
Kruger Inc. (Scierie Manic de la division Forêt et produits forestiers) 3100, chemin d'Auteuil Ragueneau	2007-04-05	132	Fermeture d'entreprise	Économique	Transformation du bois
Kruger Inc. (Scierie Manic/Opérations forestières) 3100, chemin d'Auteuil Ragueneau	2007-04-05	243	Fermeture d'entreprise	Économique	Activités de récoltes de bois, de voirie, de chargement et de transport du bois
Kruger Inc., Scierie HCN, division Forêt et prod. Forestiers 150, route Maritime Forestville	2007-04-05	64	Fermeture d'entreprise	Économique	Transformation du bois, principalement bois d'œuvre
Restaurant Bon Matin (9075-7922 Québec inc.) 1245, rue Nouvel Baie-Comeau (418) 295-3402	2008-01-31	15	Fermeture d'entreprise	Économique	Restauration.

Employeurs No de téléphone	Date de l'avis licencier	Date du licencier	Nbre de salariés licenciés	Motifs	Raison	Activité économique
-------------------------------	-----------------------------	----------------------	-------------------------------	--------	--------	---------------------

Nombre d'avis : 8

Nombre de salariés licenciés : 644

10-Nord-du-Québec

2553-1534 Québec Inc. 521, chemin Merrill Chibougamau 2007-04-30 2007-06-25 14 Réduction du nombre de salariés Économique Secteur du transport forestier.
(418) 748-6481

Auberge Radisson 66, avenue Desgroseilliers, C.P. 90 2008-01-09 2008-02-15 16 Fermeture d'entreprise Économique Hôtellerie
(819) 739-4717

Gestion IAMGOLD - Québec (Mine Géant Dormant) Km 118 - Route 109 Nord Amos 2008-02-26 2008-04-24 40 Réduction du nombre de salariés Économique Transformation de minéral.

Mine Joe Mann Route 167, C.P. 400 Chibougamau 2007-05-29 2007-08-31 60 Fermeture d'entreprise Économique Mine d'or.

Produits forestiers Nabakatuk Kilomètre 260, Route 113 2007-04-10 2007-05-25 75 Licenciement temporaire Économique Usine de sciage produit du bois de différentes
Waswanipi (819) 753-2780 longueurs et dimensions

Nombre d'avis : 5

Nombre de salariés licenciés : 205

Employeurs No de téléphone	Date de l'avis licencierement	Date du licencierement	Nbre de salariés licenciés	Motifs	Raison	Activité économique
-------------------------------	----------------------------------	---------------------------	-------------------------------	--------	--------	---------------------

12-Chaudière-Appalaches

2948 9051 Québec inc. - Pro-Fab 290, rue Laurier Saint-Apollinaire	2007-12-20	2008-02-29	50	Réduction du nombre de salariés	Économique	Construction de maisons usinées.
AlumiCa Canada inc. 2189, boulevard Caouette Ouest Theftford Mines (418) 338-8989	2007-05-30	2007-10-26	17	Fermeture d'entreprise	Économique	Service de transformation de la matière provenant de la refonte des écumes d'aluminium.
Amisco Industries 33, 5e Rue - C.P. 250 L'islet (418) 247-5025	2007-06-20		30	Réduction du nombre de salariés	Économique	Secteur du meuble résidentiel.
Baronet inc. 234, rue Baronet Sainte-Marie-de-Beauce (418) 387-5431	2007-11-09	2007-11-08	145	Fermeture d'entreprise	Économique	Fabrication de meubles et sciage de bois.
Bermatex Inc. 175, 4e Rue Montmagny (418) 248-4996	2007-07-30	2007-09-27	46	Fermeture d'entreprise	Autre	Texturation de fils synthétiques
Boa-Franc SENC 1256, 98e Rue Saint-Georges (418) 227-1181	2007-10-02	2007-10-05	35	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabrication de planchers de bois franc préverni.
Champimont inc. 25, Livaudière Beaumont (418) 835-0817	2007-08-10	2007-10-05	24	Fermeture d'entreprise	Économique	Producteur agricole spécialisé en champignons de couche.
Confection Frontenac Inc. 15, boulevard Chartier, C.P. 2038 Saint-Éphrem (Beauce)	2007-08-09	2007-10-01	44	Réduction du nombre de salariés	Économique	Confection de vêtements militaires

Employeurs No de téléphone	Date de l'avis licenciement	Date du licenciement	Nbre de salariés licenciés	Motifs	Raison	Activité économique
Confections Rayjo inc. 200, 34e Rue Notre-Dame-des-Pins (418) 774-9897	2007-06-11	2007-08-07	40	Fermeture d'entreprise	Économique	Confection de vêtements.
Granirex inc. 1045, Monfette N. Thetford Mines (418) 338-8567	2007-11-05	2008-01-07	14	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabrication de dalles en quartz.
Groupe Environnemental Labrie inc. 175, route du Pont Saint-Nicolas	2007-06-08			Réduction du nombre de salariés	Économique	Manufacturiers de châssis de camion.
Lab Chrysoïtle - Opérations Bell C.P. 2000, succ. Black Lake Thetford Mines	2007-10-04	2008-03-29	206	Fermeture d'entreprise	Économique	Extraction et production de fibre chrysoïtle
Le Negondo inc. (restaurant) 373, route Cameron Sainte- Marie (418) 387-3978	2008-02-13	2008-03-31	10	Fermeture d'entreprise	Économique	Restauration.
Les Assemblages AMM inc. 257-A, route 279 Saint-Lazare- de-Bellechasse	2007-07-13	2007-09-07	46	Fermeture d'entreprise	Économique	Usine d'assemblage de produits de plastique.
Les Créations Morin Inc. 780, rue Grégoire Disraeli (819) 474-4664	2007-09-28	2007-11-23	25	Réduction du nombre de salariés	Économique	Textile.
L'interMarché Disrael (Épicerie) 2974-1444 Québec inc.i 289, rue Laurier Disraeli	2007-09-28	2007-09-28	26	Fermeture d'entreprise	Autre	Épicerie
Manac inc. 2275, 107e Rang Ville de St-Georges	2007-07-11	2007-11-10	97	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabrication remorques.

Employeurs No de téléphone	Date de l'avis licencement	Date du licencement	Nbre de salariés licenciés	Motifs	Raison	Activité économique
Manac Inc. 2275, 107e Rue Saint-George (418) 228-2018	2007-04-04	2007-05-19	60	Réduction du nombre de salariés	Autre	Fabrication remorques
Manac Inc. 2275, 107e Rue Saint-Georges (418) 228-2018	2007-06-08	2007-11-10	120	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabrication remorques.
Manac Inc. 2275, 107e Rue Ville de Saint-Georges (418) 228-2018	2007-11-30	2008-02-28	175	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabrication de remorques
Marché Ste-Marie inc. 151 Notre-Dame Sud Sainte-Marie- de-Beauce (418) 387-4729	2007-08-06	2007-08-11	10	Fermeture d'entreprise	Autre	Marché d'alimentation.
Meubles Morigeau Ltée 25, rue de l'Étang Saint-François de la Rivière-du-Sud (418) 259-7721	2007-12-01	2007-11-23	55	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabrication de meubles.
Opérations Black Lake - LAB Chrysolite inc. C.P. 2000, succ. Black Lake Theiford Mines (418) 338-7500	2007-07-27	2007-11-25	420	Fermeture d'entreprise	Économique	Extraction et production de fibre chrysolite
Prévost (div. De Groupe Volvo Canada inc. 35, boulevard Gagnon Sainte-Claire	2008-03-28	2008-05-09	75	Réduction du nombre de salariés	Économique	Manufacturier d'autocars
PROLAM 439, chemin vincelotte Cap Saint-Ignace (418) 246-3053	2007-10-15	2008-01-31	30	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabrication de planchers de bois laminés pour les remorques.
Réal Veer inc. 312, Route Bégin Sainte-Claire (418) 883-2950	2007-10-08	2007-11-30	21	Réduction du nombre de salariés	Économique	Usine de classement d'œufs

Employeurs	No de téléphone	Date de l'avis	Date du licenciement	Nbre de salariés licenciés	Motifs	Raison	Activité économique
Saint-Gobain Technical Fabrics Canada Ltée 273, rue Gaspé Saint-Apollinaire		2007-12-20	2008-02-29	10	Réduction du nombre de salariés	Économique	Production de barres, de composantes de fenêtres et assemblage de moustiquaire de fenêtre et de portes patio.
Uniformes F.O.B. (1991) Ltée 645, 14e avenue - C.P. 400 La Guadeloupe		2007-06-18	2007-08-10	39	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabrication de vêtements militaires.
Nombre d'avis : 28				Nombre de salariés licenciés : 1 870			

Employeurs No de téléphone	Date de l'avis licencierement	Date du licencierement	Nbre de salariés licenciés	Motifs	Raison	Activité économique
13-Laval						
Alimentation Gervais Bélanger (2004) inc. (Métro Fabreville) 3375, boulevard Dagenais Ouest Fabreville (450) 622-1210	2007-07-17	2007-09-22	34	Fermeture d'entreprise	Économique	Commerce au détail.
Ascenseurs Savaria Concord inc. 4150, autoroute 13 Laval	2007-10-12	2007-12-07	80	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabrication de plateformes élévatrices.
Bodycote Groupe d'Essais 3025, Montée St-Aubin Laval (450) 682-3240	2007-09-19	2007-11-14	42	Fermeture d'entreprise	Économique	Services analytiques en matière d'environnement, de science de la vie, de génie et de matériaux.
Chandelles Tradition MB Inc. 7, rue Saint-Joseph Saint- Constant	2007-12-18	2008-03-01	15	Fermeture d'entreprise	Économique	Fabrication de chandelles.
Emballages Orion Canada inc. 2270, boulevard Industriel Laval (450) 667-9769	2007-06-08	2007-09-01	106	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabrication de machinerie d'emballage.
Enya North America 5610, rue Ernest-Cormier Laval	2008-01-07	2008-02-29	13	Fermeture d'entreprise	Économique	Manufacturier de textile.
Épicerie Rachelle-Béry 1636, boulevard De l'Avenir Laval (450) 978-7557	2007-07-11	2007-08-31	12	Fermeture d'entreprise	Économique	Épicerie en alimentation naturelle.
H20 Récréation Inc. 2025, rue Cunard Laval (450) 682-3269	2007-08-01	2007-10-01	45	Fermeture d'entreprise	Économique	Produits récréatifs.

Employeurs	Date de l'avis	Date du licenciement	Nbre de salariés licenciés	Motifs	Raison	Activité économique
No de téléphone HEXION - Produits Chimiques Spécialisés Hexion Canada inc. 2075, Francis Hugues Laval (450) 667-7766	2008-03-04	2008-05-02	21	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabrication et distribution de produit adhésif industriel.
La Brûlerie Cafetière Inc. 379, boulevard Labelle Laval (514) 248-4602	2008-01-24	2008-01-02		Fermeture d'entreprise	Économique	Restauration
Les Manufacturiers Techcraft inc. 1250, Dagenais Ouest Laval (450) 622-2203	2007-04-11	2007-07-20	145	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabrication de meubles en bois.
MMC Automation inc. 2110, rue Monterey Laval (450) 681-7200	2007-07-31	2007-07-30	15	Fermeture d'entreprise	Économique	Fabrication d'équipement automatisé
Mosaic Sales Solutions Canada Operating Co. 2540, boulevard Daniel-Johnson Laval (450) 686-1013	2007-04-12	2007-06-29	10	Réduction du nombre de salariés	Économique	Entreprise de services - agence de vente - mise en marché - marketing de proximité.
Multi-Markques Distribution inc. (division de Canada Bread) 3443, Francis-Hughes Laval	2008-03-11	2008-09-12	27	Réduction du nombre de salariés	Économique	Entretien des véhicules lourds.
Neurochem Inc. 275, boulevard Armand-Frappier Laval	2007-06-28	2007-06-28	40	Réduction du nombre de salariés	Économique	Développement et la commercialisation de médicaments novateurs destinés à des besoins médicaux critiques encore non satisfaits.
Parfums Christian Dior Canada inc. 1005, rue Berthier Laval	2007-05-04	2007-07-27	32	Fermeture d'entreprise	Économique	Distribution et vente de parfums, de cosmétiques et de produits de soins pour la peau.
Restaurants Scores div. De Mikes Restaurants 1800, boulevard Chomedey Laval (514) 333-1144	2007-05-29	2007-08-31	18	Fermeture d'entreprise	Économique	Centre de distribution

Employeurs No de téléphone	Date de l'avis licencierement	Date du licencierement	Nbre de salariés licenciés	Motifs	Raison	Activité économique
Sanofi-Aventis Canada inc. Pharma 2150, boulevard Saint-Elzéar Ouest Laval (514) 331-9220	2007-10-22	2007-12-17	35	Réduction du nombre de salariés	Économique	Entreprises de recherche, fabrication, vente et distribution de produits pharmaceutiques.
Spectra/Premium inc. - division Laval 1313, autoroute Chomedey Laval	2006-11-24	2007-01-26	35	Fermeture d'entreprise	Économique	Fabrication de radiateurs en cuivre et laiton.
Verint Systems Canada Inc. 1800, Berlier Laval	2008-01-28	2008-01-28	20	Réduction du nombre de salariés	Économique	Système de surveillance vidéo.

Nombre d'avis : 20 Nombre de salariés licenciés : 745

Employeurs No de téléphone	Date de l'avis licenciement	Date du licenciement	Nbre de salariés licenciés	Motifs	Raison	Activité économique
-------------------------------	--------------------------------	-------------------------	-------------------------------	--------	--------	---------------------

14-Lanaudière

Ameublements Azura inc. 1029, boulevard des Entreprises
Ouest Terrebonne (450) 622-6822 2007-11-15 2007-11-09 86 Réduction du nombre de salariés Économique Fabrication de meubles.

Boulangerie Gadoua Ltée 583, rue Principale Saint-Thomas-de-Joliette (450) 619-0020 2007-05-29 2007-09-15 20 Réduction du nombre de salariés Économique Commerce de la boulangerie.

Buanderie Blanchelle inc. 94, de Normandie Repentigny (450) 585-1218 2008-02-16 2008-04-11 30 Réduction du nombre de salariés Économique Buanderie.

Confection Ramtex inc. 1761, route 125 Sainte-Julienne 2007-12-06 2008-01-26 Fermeture d'entreprise Économique Fabrication de vêtements pour dame.

Gestion Narique - 9160-6665 Québec inc. 561, Champlain Joliette (514) 820-6318 2007-09-07 2007-10-26 17 Fermeture d'entreprise Économique Nettoyage de petits électroménagers.

JADALE INC. 1484, rue Albert Ste-Julienne 2007-04-04 2007-05-18 30 Fermeture d'entreprise Économique Couture

Les Entreprises Michel Corbeil inc. 830, 12e avenue Saint-Lin-Laurentides (450) 439-3577 2007-05-22 2007-08-24 205 Réduction du nombre de salariés Économique Fabrication de carrosseries d'autobus.

Louisiana Pacifique Canada Ltée 600, rue Forex Saint-Michel-des-Saints (450) 833-1301 2007-04-24 2007-06-15 14 Réduction du nombre de salariés Économique Fabrication de panneaux à lamelles

Employeurs No de téléphone	Date de l'avis licencierement	Date du licencierement	Nbre de salariés licenciés	Motifs	Raison	Activité économique
Magasins Hart inc. # 16 100, rue Brien Repentigny	2008-01-09	2008-03-31	14	Fermeture d'entreprise	Économique	Magasin à rayon.
Zellers inc. (HBC) 173, rue Notre-Dame Repentigny (450) 964-1056	2008-03-27	2008-05-07	65	Fermeture d'entreprise	Économique	Commerce de détail.

Nombre d'avis : 10

Nombre de salariés licenciés : 481

Employeurs No de téléphone	Date de l'avis licenciement	Date du licenciement	Nbre de salariés licenciés	Motifs	Raison	Activité économique
-------------------------------	--------------------------------	-------------------------	-------------------------------	--------	--------	---------------------

15-Laurentides

A. Schonbek & Co. Ltd 38, rue J.-F. Kennedy Saint-Jérôme 2007-06-12 2007-08-12 12 Réduction du nombre de salariés Économique Fabrication et distribution de lustres en cristal.
(518) 563-7500

Cantine Lili Enr. 92, Tour de l'le Saint-André d'Argenteuil 2008-03-28 2008-06-20 10 Réduction du nombre de salariés Économique Cafétérias dans différentes écoles.

Cascades Groupe papier Fins inc. - division Rolland 455, avenue Rolland Saint-Jérôme 2007-11-26 2008-01-03 65 Réduction du nombre de salariés Économique Secteur pâtes et papiers.
(450) 569-3900

Confection Venric inc. 115, Préfontaine Est Sainte-Agathe 2007-08-22 2007-10-15 16 Fermeture d'entreprise Économique Contracteur de pantalons et jupes.
(819) 326-6803

Création Visu Inc. 346, Hamford, suite 702 Lachute 2008-02-08 2008-02-08 56 Fermeture d'entreprise Économique Manufacture de meubles
(450) 562-6106

Domaine Boisé Miramont Inc. 3199, chemin du Village Saint-Adolphe-d'Howard 2007-04-13 2007-06-13 33 Fermeture d'entreprise Économique Restauration
(819) 327-3330

Équipement Quadco Inc. 30, boulevard Industriel Saint-Eustache 2007-10-03 2007-11-23 20 Réduction du nombre de salariés Économique Forestier (fabrication et distribution)
(450) 623-3340

IGLOO 195, rue Brisette Sainte-Agathe-des-Monts 2007-04-27 2007-07-02 10 Fermeture d'entreprise Économique Distribution d'équipements de sports d'hiver.
(514) 731-6841

Employeurs No de téléphone	Date de l'avis licenciement	Date du licenciement	Nbre de salariés licenciés	Motifs	Raison	Activité économique
Kontron Canada inc. 616,rue Curé-Boivin Boisbriand (450) 437-5682	2008-02-04	2008-04-11	26	Réduction du nombre de salariés	Économique	Conception et fabrication d'ordinateurs embarqués.
Le Groupe Luxorama Ltée 430, boulevard Roland-Godard Saint-Jérôme (450) 438-7688	2007-09-12	2007-12-01	29	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabrication d'armoires de cuisine.
Les Bois Feuillus de la Lièvre inc. 43, Rang 10 Sainte-Anne- du-Lac (819) 623-4422	2007-09-01	2007-02-15	125	Réduction du nombre de salariés	Économique	Secteur forêt - sciage
L'Uniboard Canada Inc. - Usine Lac-des-Iles 904, route 309 Lac-des-Iles	2007-05-22	2007-05-22	53	Réduction du nombre de salariés	Économique	Transformation de produits forestiers -laminage de panneau de fibre de bois.
Max Meilleur et Fils Ltée 496, 12e avenue Ferme-Neuve	2007-12-04	2008-02-23	133	Réduction du nombre de salariés	Économique	Scierie
Max Meilleur et Fils Ltée 496, 12e avenue Ferme-Neuve (819) 587-3163	2008-02-09	2008-05-02	133	Réduction du nombre de salariés	Économique	Usine de sciage.
Music World (Carrefour du Nord) 900, boulevard Grignon Saint-Jérôme	2007-12-05	2008-01-31	12	Fermeture d'entreprise	Non disponible	Magasin de détail.
PACCAR du Canada 10, rue Sicard Sainte-Thérèse (450) 435-6171	2007-07-24	2007-10-12	132	Réduction du nombre de salariés	Économique	Usine d'assemblage de camions sur mesure de marques Kenworth et Peterbit.
Scierie Mont-Laurier 172, du Moulin Mont-Laurier (450) 435-6541	2008-03-31	2008-05-23	21	Réduction du nombre de salariés	Économique	Sciage de bois feuillus.

Employeurs No de téléphone	Date de l'avis	Date du licenciement	Nbre de salariés licenciés	Motifs	Raison	Activité économique
-------------------------------	----------------	-------------------------	-------------------------------	--------	--------	---------------------

Volailles Grenville s.e.c. 33, rue Elm Grenville
(819) 242-1300

2007-12-03

2008-02-22

60

Réduction du nombre de salariés

Économique

Abattage de volailles.

Nombre d'avis : 18

Nombre de salariés licenciés : 946

Employeurs No de téléphone	Date de l'avis licencierement	Date du licencierement	Nbre de salariés licenciés	Motifs	Raison	Activité économique
16-Montérégie						
9180-1134 Québec inc. (Bennett Fleet) 2700, avenue Bourgogne Chambly (450) 447-1441	2007-12-11	2007-11-17	26	Fermeture d'entreprise	Économique	Fabrication de carton spécialisé.
ABB 1600, boulevard Lionel-Boulet Varennes (450) 652-1500	2008-01-10	2008-01-31	10	Réduction du nombre de salariés	Économique	Transformateurs de puissance.
Aciflex (Industries) 3600, rue Richelieu Saint-Hubert (450) 678-9221	2007-11-21	2007-12-20	20	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabricant de bain, de douches et d'accessoires de salle de bain.
Alimentation Daniel Audet inc. (Métro) 1780, chemin Ste- Angélique Saint-Lazare (450) 455-5333	2007-07-09	2007-09-08	40	Fermeture d'entreprise	Économique	Commerce au détail.
Automobiles Huntingdon Inc./Huntingdon Motors Inc. 54, rue Châteauguay Huntingdon (450) 264-6163	2007-06-22	2007-08-17	13	Fermeture d'entreprise	Autre	Concessionnaire d'automobiles (6311)
Ballin inc. 2100, Union Saint-Césaire (450) 469-4957	2007-06-06	2007-07-13	17	Réduction du nombre de salariés	Économique	Confection de pantalons pour homme.
Basell Canada inc. 3360, chemin de la Baronnie Varennes	2007-12-05	2008-05-31	90	Fermeture d'entreprise	Économique	Domaine de la production.
Canam Sport Eyewear Inc. 814, rue Guimond Longueuil (450) 928-0001	2007-10-31	2007-12-31	10	Réduction du nombre de salariés	Économique	Vente et distribution d'accessoires pour le ski et la planche à neige.

Employeurs No de téléphone	Date de l'avis licenciement	Date du licenciement	Nbre de salariés licenciés	Motifs	Raison	Activité économique
Cascades Groupe Tissu - Candiac 75, boulevard Marie-Victorin Candiac	2008-02-26		27	Réduction du nombre de salariés	Économique	Non disponible
Collins & Aikman Canada Inc. 150, rue Collins Farnham (450) 293-5341	2007-04-10	2007-05-31		Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabrication de tapis automobile
Compagnie AXA Services Financiers 7005, boulevard Taschereau (bureau 180) Brossard	2007-06-27	2007-09-28	15	Réduction du nombre de salariés	Économique	Services financiers
Consoltex Inc. 201, rue des Textiles Saint-Laurent (514) 333-8800	2008-03-25	2008-03-25	130	Réduction du nombre de salariés	Économique	Usine de tissage.
Consoltex inc. 400, rue Willard Cowansville (514) 333-8800	2007-12-12	2007-12-12	20	Réduction du nombre de salariés	Économique	Usine de teinture et finition de produits textiles spécialisés
Consoltex Inc. 400, rue Willard Cowansville (514) 333-8800	2008-03-25	2008-03-25	106	Réduction du nombre de salariés	Économique	Usine de teinture, apprêt, impression induction et laminage.
Dextrail Inc. 3500, Cité des Jeunes Vaudreuil-Dorion (450) 510-3222	2008-02-05	2008-02-13	17	Fermeture d'entreprise	Économique	Domaine de la distribution de pièces pour remorque.
Eagle Pump & compressor Ltd 500, boulevard Harwood Vaudreuil	2007-08-31	2007-10-29	13	Réduction du nombre de salariés	Économique	Manufacture de pompes et de compresseurs.
Entreposage Herger Inc. - division Emballage 3855, rue Picard Saint-Hyacinthe (450) 774-9440	2007-04-18	2007-04-06	17	Réduction du nombre de salariés	Économique	Service d'emballage de produits fins.

Employeurs No de téléphone	Date de l'avis	Date du licenciement	Nbre de salariés licenciés	Motifs	Raison	Activité économique
Galénica Inc. 1780, Rang Saint-Édouard Saint-Liboire	2007-08-20	2007-10-31	34	Fermeture d'entreprise	Économique	Fabrication de spéculums et autres articles médicaux jetables.
Groupe Compass (Québec) Ltée - Centre formation Rigaud 475, Chemin Grande Ligne Rigaud	2007-10-26	2007-12-27	32	Réduction du nombre de salariés	Économique	Restauration
Hafner inc. 379, rue Racine - C.P. 3000 Granby (450) 372-6882	2007-09-21	2007-12-14	95	Fermeture d'entreprise	Économique	Fabrication intégré de tissus tissés, de tricotés et de rachels.
Hafner inc. 379, rue Racine Granby (450) 372-6862	2008-03-14	2008-05-02	90	Fermeture d'entreprise	Économique	Fabrication et finition de tissés.
Hafner inc. 890, rue Cowie Granby (450) 372-6862	2008-03-05	2008-03-14	40	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabrication de tissus de tricot chaîne.
IAC Group North America - Lacolle 16, rue Richelieu Lacolle (450) 245-4827	2007-10-24	2007-12-18	38	Fermeture d'entreprise	Économique	Moulage de tapis d'automobiles.
IAC NA 150, rue Collins, Farnham (450) 293-1652	2007-11-26	2008-02-15	254	Fermeture d'entreprise	Économique	Fabrication de tapis d'automobiles
Industrie Guénette (division de DK-Spec inc.) 900, rue Hérelle Longueuil (418) 831-3433	2007-10-10	2007-12-06	23	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabrication d'équipements industriels.
J.C. Vallée Automobile Inc. 606, boulevard Harwood Vaudreuil-Dorion (450) 455-0911	2007-10-15	2007-11-30	30	Fermeture d'entreprise	Économique	Concessionnaire d'automobiles

Employeurs No de téléphone	Date de l'avis	Date du licencement	Nbre de salariés licenciés	Motifs	Raison	Activité économique
Komunifinramedia - Informaître Communication 239, rue St-Charles Ouest Longueuil	2007-09-28	2007-12-31	20	Réduction du nombre de salariés	Économique	Service de montage de journaux
Les Bûches Écolog inc. 609, rue Laurent Granby	2008-02-29	2008-04-25	17	Fermeture d'entreprise	Économique	Fabrication et mise en marché de bûches de bois compressées.
Les Industries Aciflex - div. Acrylique 871, rue de Lotbinière Vaudreuil (450) 678-9221	2007-12-21	2008-02-20	10	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabricant de baignoires, de douches et d'accessoires de salle de bain.
Les Industries Aciflex - div. Plastique 3600, rue Richelieu Saint-Hubert (450) 678-9221	2007-12-21	2008-02-20	10	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabricant de baignoires, de douches et d'accessoires de salle de bain.
Les Industries Aciflex 3600, rue Richelieu Saint-Hubert	2008-03-04	2008-04-20	20	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabricant de baignoires, de douches et d'accessoires de salle de bain.
Les Industries Cerco inc. 665, rue Saint-Paul Saint-Rémy	2007-10-18	2007-10-21	18	Réduction du nombre de salariés	Économique	Production de cercueils de bois pour la communauté juive.
L'Office du Tourisme Granby-Bromont inc. 142, rue Dufferin, bureau 200 Granby (450) 777-1141	2007-11-16	2008-03-31	13	Fermeture d'entreprise	Économique	Développer et promouvoir le tourisme dans la MRC de la Haute-Yamaska.
Marché L. & J. Paquette inc. 100, route Marie-Victorin Sorel-Tracy (450) 742-2419	2007-07-23	2007-09-17	42	Fermeture d'entreprise	Économique	Commerce d'alimentation au détail
Mittal Canada inc. 3900, route de l'Académie Contrecoeur	2007-12-13	2008-02-01		Réduction du nombre de salariés	Économique	Scierie

Employeurs No de téléphone	Date de l'avis licenciement	Date du licenciement	Nbre de salariés licenciés	Motifs	Raison	Activité économique
Montupet Ltée 500, rue Léger Rivière-Beaudette (450) 269-2022	2008-02-05	2008-03-28	137	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabrication du carter intérieur de vilebrequin. (Ladder Frame)
Motel Canada 4869, boulevard Taschereau Greefield Park	2007-06-20	2007-09-04	21	Fermeture d'entreprise	Économique	Motel
Moulage Q-Zip inc. 720, boulevard Industriel Saint-Jean-sur-Richelieu	2007-09-07	2007-11-01	96	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabrication de moulage mécanique sous pression.
Perfecta Plywood Ltee 1755, rue Brouillette Saint-Hyacinthe (450) 774-5349	2007-10-24	2007-10-23	16	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabrication de panneaux de contreplaqués.
PerkinElmer Canada Inc. 22001, chemin Dumberry Vaudreuil-Dorion (450) 424-3300	2007-09-11	2007-10-03	15	Réduction du nombre de salariés	Économique	Entreprise de haute technologie et fabricant d'émetteurs et détecteurs à semi-conducteurs.
Pétromont inc. - Varennes 2931, boulevard Marie-Victorin Varennes	2008-02-12	2008-04-30	159	Fermeture d'entreprise	Économique	Secteur de la pétrochimie.
Portes Cascades 5575, boulevard Laurier Ouest Saint-Hyacinthe	2008-01-22	2008-04-17	100	Fermeture d'entreprise	Économique	Manufacturier de portes d'intérieur en bois.
Portes Cascades 5575, boulevard Laurier Saint-Hyacinthe (450) 774-6484	2007-11-23	2008-02-08	60	Fermeture d'entreprise	Économique	Fabrication de porte en bois.
Provigo St-Rémi 8034 (Provigo Québec inc.) 91, rue Lachapelle Est Saint-Rémi (514) 383-8800	2008-01-08	2008-08-30	30	Fermeture d'entreprise	Économique	Entreprise de vente au détail et de distribution dans l'industrie de l'alimentation.

Employeurs	Date de l'avis	Date du licenciement	Nbre de salariés licenciés	Motifs	Raison	Activité économique
No de téléphone Raleigh Canada Limitée 5480, boulevard Industriel, C.P. 640 Waterloo	2008-02-06	2008-03-28	25	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabrication de bicyclettes.
Raleigh Canada Limitée 5480, boulevard Industriel, C.P.640 Waterloo	2008-03-05	2008-05-02	212	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabrication de bicyclette.
Restaurant Harvey's (Groupe Bolanic inc.) 146, boulevard Sir-Wilfrid Laurier Beloeil (450) 446-1188	2008-02-27	2008-04-23	19	Fermeture d'entreprise	Économique	Restauration
Rive-Sud Pontiac Buick GMC inc. 395, rue Saint-Charles Ouest Longueuil (450) 670-1440	2007-05-31	2007-08-10	33	Fermeture d'entreprise	Économique	Concessionnaire automobile.
SBI-Fabricant de poêles international inc. 536, rue Guy Granby	2007-08-01	2007-09-28	15	Fermeture d'entreprise	Économique	Produits de chauffage
Soins de Santé Louise Nadeau inc. 1668, Calixa Lavallée Sainte-Julie (450) 649-4056	2008-01-29	2008-03-29	35	Réduction du nombre de salariés	Économique	Agence de placement en soins infirmiers.
Speed Nord Amérique inc.- Speed North America inc. 76, Chemin Bas de la Rivière Rigaud (450) 451-3008	2008-01-03	2008-02-29	29	Fermeture d'entreprise	Économique	Manufacturier
Sport Maska inc. (Reebok-CCM Hockey) 585, rue Jean- Jacques Bertrand Cowansville (514) 461-8000	2008-01-24	2008-03-21	90	Fermeture d'entreprise	Économique	Fabrication de bâtons de hockey.

Employeurs No de téléphone	Date de l'avis licencierement	Date du licencierement	Nbre de salariés licenciés	Motifs	Raison	Activité économique
Technologie Estrie 30, boulevard de l'Aéroport Bromont (514) 534-0565	2008-02-14	2008-04-09	77	Fermeture d'entreprise	Économique	Fabrication et assemblage de produits technologiques.
Technologies Interactives Mediagrif Inc. 1010, rue de Sérigny, bureau 800 Longueuil	2008-03-18	2008-03-17	11	Réduction du nombre de salariés	Économique	Société.
Thule Canada Inc. 700, chemin Bernard Granby	2007-06-28	2007-09-14	14	Réduction du nombre de salariés	Autre	Fabrication, commercialisation et vente de systèmes de supports de toits d'automobiles et accessoires d'automobiles
Transcam Composites - div. Sigma 1550, R.R. 2 Acton Vale (450) 546-5528	2007-11-14	2007-11-19	17	Réduction du nombre de salariés	Économique	Secteur manufacturier.
Transcam Composites (division de Sigma 1550, R.R. 2 Acton Vale	2007-10-04	2007-10-15	40	Réduction du nombre de salariés	Économique	Secteur manufacturier - pièces de camion.
Tricot Canada U.S. inc. 950, Morison Saint-Hyacinthe	2008-01-11	2008-01-11	64	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabrication de textile.
Vêtement Impérial Inc. 21, Laflamme Saint-Liboire (450) 793-4416	2007-12-07	2008-02-01		Fermeture d'entreprise	Économique	Usine de vêtement.
WM Québec inc. 2457, Chemin du Lac Longueuil (450) 646-7870	2008-02-21	2008-02-29	15	Fermeture d'entreprise	Économique	Collecte de déchets commerciaux et industriels.
Nombre d'avis : 60			Nombre de salariés licenciés : 2 687			

Employeurs No de téléphone	Date de l'avis licenciement	Date du licenciement	Nbre de salariés licenciés	Motifs	Raison	Activité économique
-------------------------------	--------------------------------	-------------------------	-------------------------------	--------	--------	---------------------

17-Centre-du-Québec

Bois de Sciage Lafontaine inc. - division Pelem 144, rue Lafontaine Sainte-Perpétue
(418) 667-3663

2007-05-01 2007-01-01 19 Réduction du nombre de salariés Économique

Usine de sciage

CADAPP Liée 240, 1ere avenue Ham-Nord
(819) 344-2701

2007-07-06 2008-01-07 Réduction du nombre de salariés Économique

Secteur du vêtement.

Cercueils André 135, rue Industrielle C.P. 69 Durham Sud
(819) 858-2521

2007-10-23 2007-10-14 23 Fermeture d'entreprise Économique

Fabrication de cercueils.

Confection Soleil - Coopérative de Travail 1241 route 255 St-Félix-de-Kingsey
(819) 848-3737

2007-04-10 2007-05-04 26 Licenciement temporaire Autre

Maillots de bain pour dames

Confexions Renate inc. 0 1141178880 12, du Parc Warwick
2007-11-29 2008-01-19 34 Réduction du nombre de salariés Économique

Confection de vêtements.

Covering Surfaces Canada (Québec)/ 3075, rue Bernier Drummondville

2007-11-29 2007-11-27 76 Fermeture d'entreprise Économique

Producteur de matériaux de surface.

Foresbec inc. 486, rang Brodeur Saint-Eugène
(819) 477-8787

2008-01-21 2008-07-20 30 Fermeture d'entreprise Économique

Usine de sciage.

La Blouse de Victoriaville inc. 1, rue Donald Victoriaville
(819) 758-8368

2007-12-04 2008-02-01 30 Réduction du nombre de salariés Économique

Industrie du vêtement.

Employeurs No de téléphone	Date de l'avis	Date du licenciement	Nbre de salariés licenciés	Motifs	Raison	Activité économique
Lc Meubles inc. 4718, boulevard Saint-Joseph Drummondville (819) 472-7022	2007-04-04	2007-05-31	12	Fermeture d'entreprise	Non disponible	Fabrication de meubles résidentiels et d'hôtel.
Les Créations Morin Inc. 2575, boulevard St-Joseph, C.P. 26 Drummondville (819) 474-4664	2007-11-16	2008-01-25	40	Réduction du nombre de salariés	Économique	Textile
Les Industries de la Rive Sud ltée 326, avenue Tanguay Laurierville (819) 365-4881	2007-10-22	2007-12-29	122	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabrication de meubles.
Les Sœurs de l'Assomption de la Sainte Vierge Pavillon du Sacré-Cœur 251, rue St-Jean-Baptiste Nicolet (819) 293-6391	2007-07-05	2007-09-04	35	Réduction du nombre de salariés	Économique	Service de santé.
Miel Labonté inc. (MLI) 530, rang Nault Victoriaville (819) 758-3877	2008-02-29	2008-02-29		Fermeture d'entreprise	Économique	Fabrication de miel.
Multina inc. 2255, route 139 Saint-Nicéphore (819) 474-2418	2007-06-12	2007-08-03	10	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabrication de mousse moulée.
Osram Sylvania 1, rue Sylvain Drummondville	2007-12-06	2008-03-07	30	Réduction du nombre de salariés	Économique	Fabrication de lampes fluorescentes.
Pizzeria Stratos Victo 1 (3096-7285 Québec Inc.) 390, Notre-Dame Est Victoriaville	2008-03-12	2008-05-05	13	Fermeture d'entreprise	Économique	Domaine de la restauration.
Placage St-Raymond inc. 3 et 4 rue Gaby Victoriaville (418) 337-4606	2007-10-15	2007-12-07	26	Fermeture d'entreprise	Économique	Secteur de transformation du bois, placages de bois.

372

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

de fiche 2GORP97

Titre Ventilation des organismes communautaires qui agissent auprès des personnes handicapées et qui ont obtenu des subventions du Secrétariat à l'action communautaire autonome, par région.

VOLET Soutien à la défense collective des droits

CLIENTÈLE Personnes handicapées

<i>Région</i>	<i>Nom de l'organisme</i>	<i>2007-2008</i>
01	Fédération pour personnes handicapées du K.R.T.B. inc.	69 948,00 \$
01	Regroupement des organismes de personnes handicapées du Bas-du-Fleuve (ROPHBF)	64 896,00 \$
02	Groupement des organismes des personnes handicapées du Saguenay	62 896,00 \$
02	Regroupement des usagers du transport adapté et collectif du Saguenay	50 000,00 \$
03	Alliance québécoise des regroupements régionaux pour l'intégration des personnes handicapées	133 633,00 \$
03	Le comité d'action des personnes vivant des situations de handicap (CAPVISH)	79 182,00 \$
03	Le mouvement "Personne d'abord" du Québec métropolitain	93 971,00 \$
03	Regroupement des organismes de personnes handicapées de la région 03 (ROP 03)	94 896,00 \$
04	Comité régional de promotion et de sensibilisation en déficience intellectuelle région 04 inc.	12 010,00 \$
04	Mouvement personne d'abord région Mauricie	47 107,00 \$
04	Regroupement d'organismes de promotion pour personnes handicapées - région Mauricie	95 241,00 \$
05	Action-Handicap Estrie	62 896,00 \$
05	Association des personnes handicapées de la MRC de Coaticook	14 257,00 \$
05	Association des personnes handicapées visuelles de l'Estrie	38 765,00 \$
05	Conseil des aveugles de Memphrémagog	4 600,00 \$
05	Han-Droits L'association de promotion et de défense des droits des personnes handicapées de la région Memphrémagog	42 000,00 \$
05	Promotion Handicap Estrie inc.	59 323,00 \$
05	Regroupement des usagers du transport adapté de Sherbrooke métropolitain	59 602,00 \$
06	Alliance des regroupements des usagers du transport adapté du Québec (ARUTAQ)	78 108,00 \$
06	Association québécoise des étudiants ayant des incapacités au post-secondaire (AQEIPS)	61 633,00 \$
06	Association québécoise des personnes de petite taille inc.	73 633,00 \$
06	Centre québécois pour la déficience auditive	115 629,00 \$
06	Comité régional des associations pour la déficience intellectuelle (région 06 A)	96 661,00 \$
06	Confédération des organismes de personnes handicapées du Québec (COPHAN)	120 633,00 \$
06	Ex aequo	133 806,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

de fiche 2GORP97

Titre Ventilation des organismes communautaires qui agissent auprès des personnes handicapées et qui ont obtenu des subventions du Secrétariat à l'action communautaire autonome, par région.

VOLET Soutien à la défense collective des droits

CLIENTÈLE Personnes handicapées

<i>Région</i>	<i>Nom de l'organisme</i>	<i>2007-2008</i>
06	Kéroul	56 633,00 \$
06	La fédération des mouvements personne d'abord du Québec inc.	106 133,00 \$
06	Les frères et soeurs d'Émile Nelligan	59 633,00 \$
06	Mouvement des personnes d'abord de Montréal	56 305,00 \$
06	Regroupement des aveugles et amblyopes du Montréal métropolitain RAAMM	128 690,00 \$
06	Regroupement des aveugles et amblyopes du Québec (RAAQ)	112 675,00 \$
06	Regroupement des organismes de promotion du Montréal métropolitain	96 661,00 \$
06	Regroupement des usagers du transport adapté et accessible de l'Île de Montréal	70 940,00 \$
06	Société logique inc.	74 233,00 \$
07	Association des personnes handicapées visuelles de l'Outaouais	9 407,00 \$
07	Regroupement des associations de personnes handicapées de l'Outaouais (R.A.P.H.O.)	31 448,00 \$
08	Association pour personnes handicapées visuelles de Rouyn-Noranda	9 979,00 \$
08	Regroupement d'associations de personnes handicapées de l'Abitibi-Témiscamingue, R.A.P.H.A.T.	64 896,00 \$
09	Table de concertation des associations de personnes handicapées de la Côte-Nord (La C.A.P.H.)	75 604,00 \$
11	Regroupement des associations des personnes handicapées de la Gaspésie (Îles-de-la-Madeleine)	67 896,00 \$
12	Regroupement des associations de personnes handicapées région Chaudière-Appalaches	64 896,00 \$
13	ALTA (Association lavalloise pour le transport adapté) inc.	67 516,00 \$
13	Regroupement des organismes de promotion de personnes handicapées de Laval (ROPPHL)	85 602,00 \$
14	Association des personnes handicapées visuelles de Lanaudière	47 245,00 \$
14	Association québécoise de la fibromyalgie	57 000,00 \$
14	Le mouvement des personnes d'abord de Joliette	49 341,00 \$
14	Regroupement des usagers de transport adapté de Lanaudière	42 000,00 \$
14	Table de concertation régionale des associations de personnes handicapées de Lanaudière	104 624,00 \$
15	Mouvement des personnes d'abord de Lachute	15 136,00 \$
15	Mouvement personne d'abord de Sainte-Thérèse	40 000,00 \$
15	Mouvement personne d'abord de Saint-Eustache	40 000,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

de fiche 2GORP97

Titre Ventilation des organismes communautaires qui agissent auprès des personnes handicapées et qui ont obtenu des subventions du Secrétariat à l'action communautaire autonome, par région.

VOLET Soutien à la défense collective des droits

CLIENTÈLE Personnes handicapées

<i>Région</i>	<i>Nom de l'organisme</i>	<i>2007-2008</i>
15	Mouvement personne d'abord de Ste-Agathe-des-Monts	34 368,00 \$
15	Mouvement personne d'abord de St-Jérôme et ses environs	12 010,00 \$
15	Regroupement pour la concertation des personnes handicapées des Laurentides	74 896,00 \$
16	Association des usagers du transport adapté de Longueuil (AUTAL)	47 000,00 \$
16	Dynamique des handicapés de l'Estrie inc.	34 000,00 \$
16	Groupement des associations de personnes handicapées de la rive-sud de Montréal inc.	94 429,00 \$
16	Groupement des associations de personnes handicapées du Richelieu-Yamaska	66 449,00 \$
16	Regroupement des usagers du transport adapté de Châteauguay (RUTAC)	20 000,00 \$
16	Regroupement des usagers du transport adapté et collectif du Haut-Richelieu	47 000,00 \$
16	Regroupement maskoutain des utilisateurs du transport adapté	45 000,00 \$
17	Mouvement des personnes d'abord de Drummondville	50 000,00 \$
17	Regroupement d'organismes de personnes handicapées du Centre-du-Québec (région 17)	64 896,00 \$
		<u>3 989 867,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

de fiche 2GORP97

Titre Ventilation des organismes communautaires qui agissent auprès des personnes handicapées et qui ont obtenu des subventions du Secrétariat à l'action communautaire autonome, par région.

VOLET Soutien à la défense collective des droits

CLIENTÈLE Personnes aux prises avec des problèmes de santé mentale

<i>Région</i>	<i>Nom de l'organisme</i>	<i>2007-2008</i>
01	P.L.A.I.D.D.B.F. Promotion, lutte aide intervention en défense de droits du Bas du Fleuve région 01	87 000,00 \$
02	Groupe de promotion et de défense des droits en santé mentale de la région 02 inc.	87 000,00 \$
03	Auto-Psy (région de Québec)	87 000,00 \$
04	Solidarité régionale d'aide et d'accompagnement pour la défense des droits en santé mentale du Centre-du-Québec/Mauricie	87 000,00 \$
05	Promotion et défense des droits en santé mentale de l'Estrie (PRO-DEF)	87 000,00 \$
06	"Action-Autonomie" Le collectif pour la défense des droits en santé mentale de Montréal	87 000,00 \$
06	L'association des groupes d'interventions en défense de droits en santé mentale du Québec	92 000,00 \$
07	Droits-Accès de l'Outaouais	87 000,00 \$
08	R.A.I.D.D. - A.T. Ressource d'aide et d'informations en défense des droits de l'Abitibi-Témiscamingue inc.	87 000,00 \$
09	Groupe Nord côtier de défense des droits en santé mentale	87 000,00 \$
11	Droits et recours en santé mentale, Gaspésie-Les-Îles	99 000,00 \$
12	L'A-Droit de Chaudière-Appalaches	87 000,00 \$
13	L'en-droit de Laval	87 000,00 \$
14	Pleins droits de Lanaudière inc.	87 000,00 \$
15	Droits et recours Laurentides inc.	87 000,00 \$
16	Collectif de défense des droits de la Montérégie	87 000,00 \$
		1 409 000,00 \$